

Désarmement : deux approches à Vienne

Par quoi faut-il commencer un désarmement ? Dans certains domaines bien délimités, de manière à traiter les problèmes cas par cas et par étapes, ou, au contraire, selon une méthode globale et sur plusieurs « fronts » en même temps ? Cette différence d'approche, déjà observée dans d'autres forums du même genre, s'est retrouvée, à l'ouverture des négociations de Vienne sur les forces conventionnelles en Europe, dans les propositions avancées par l'alliance atlantique d'une part, par M. Chevardnadze au nom du pacte de Varsovie d'autre part.

Sans remettre formellement en cause en effet le mandat adopté pour cette conférence en janvier dernier, le ministre soviétique s'est longuement attardé sur deux domaines qui n'y sont pas inscrits : les forces navales et les armes nucléaires à courte portée. Certes, il est possible, selon lui, de « progresser plus vite vers le désarmement dans tel domaine que dans tel autre », mais il serait « naïf de penser que l'un n'a pas de rapport avec l'autre ». Autant de raisons pour la diplomatie soviétique de demander « une approche très large du désarmement, englobant les armes nucléaires, chimiques, classiques et autres ».

L'évocation des forces navales et des armes nucléaires à courte portée n'est pas due au hasard : le premier domaine est l'un des rares où l'OTAN dispose d'une nette supériorité, et des militaires soviétiques ont récemment expliqué qu'ils souhaitent trouver là des compensations aux sacrifices qu'ils devront consentir à terre.

Quant au second, il touche à la délicate question de la modernisation des fusées Lance de l'OTAN, objet de nombreuses réserves en RFA. Non content de retourner le fer dans cette plaie en assurant que la modernisation risquerait de « détruire la fragile confiance qui vient d'émerger », M. Chevardnadze a demandé d'ouvrir « au plus vite » une négociation sur « la réduction et l'élimination » de ces armes.

Cette « globalisation » pourrait même aller plus loin, puisque le ministre soviétique, dénonçant dans le même souffle le « surarmement » en cours dans deux zones proches de l'Europe, le Proche-Orient et le Sud-Ouest asiatique, va jusqu'à conclure que « les processus de désarmement en Europe et de règlement au Proche-Orient doivent être synchronisés ». Trop c'est trop, et l'on peut se demander si, à force de tout lier, on ne va pas revenir aux plans grandioses de « désarmement général et complet » lancés par Khrouchtchev il y a trente ans, et qui n'ont jamais abouti.

Sans doute les conditions sont-elles bien meilleures aujourd'hui : l'insistance mise par M. Chevardnadze sur la nécessaire transparence des intentions et sur l'importance des mécanismes de vérification témoigne d'une volonté d'engager un débat sérieux, de même que l'habileté avec laquelle Moscou a ajusté ses propositions sur le fond à celles de l'OTAN. Il reste que les Occidentaux auront du mal à maintenir la négociation dans le cadre très strict qu'ils s'étaient fixé.

(Lire nos informations page 2.)

M 0147 - 0308 0 - 4,50 F



3790147004500 03080

Rebondissement dans le scandale Koskotas

L'étau se resserre autour de M. Papandréou

L'étau se resserre autour de M. Andreas Papandréou, à trois mois des élections législatives. Depuis la cellule de sa prison aux Etats-Unis, le banquier Georges Koskotas, au centre du scandale politico-financier désigné par son nom, porte de graves accusations contre le chef du gouvernement socialiste grec, dont l'opposition réclame la démission.

ATHÈNES
de notre correspondant

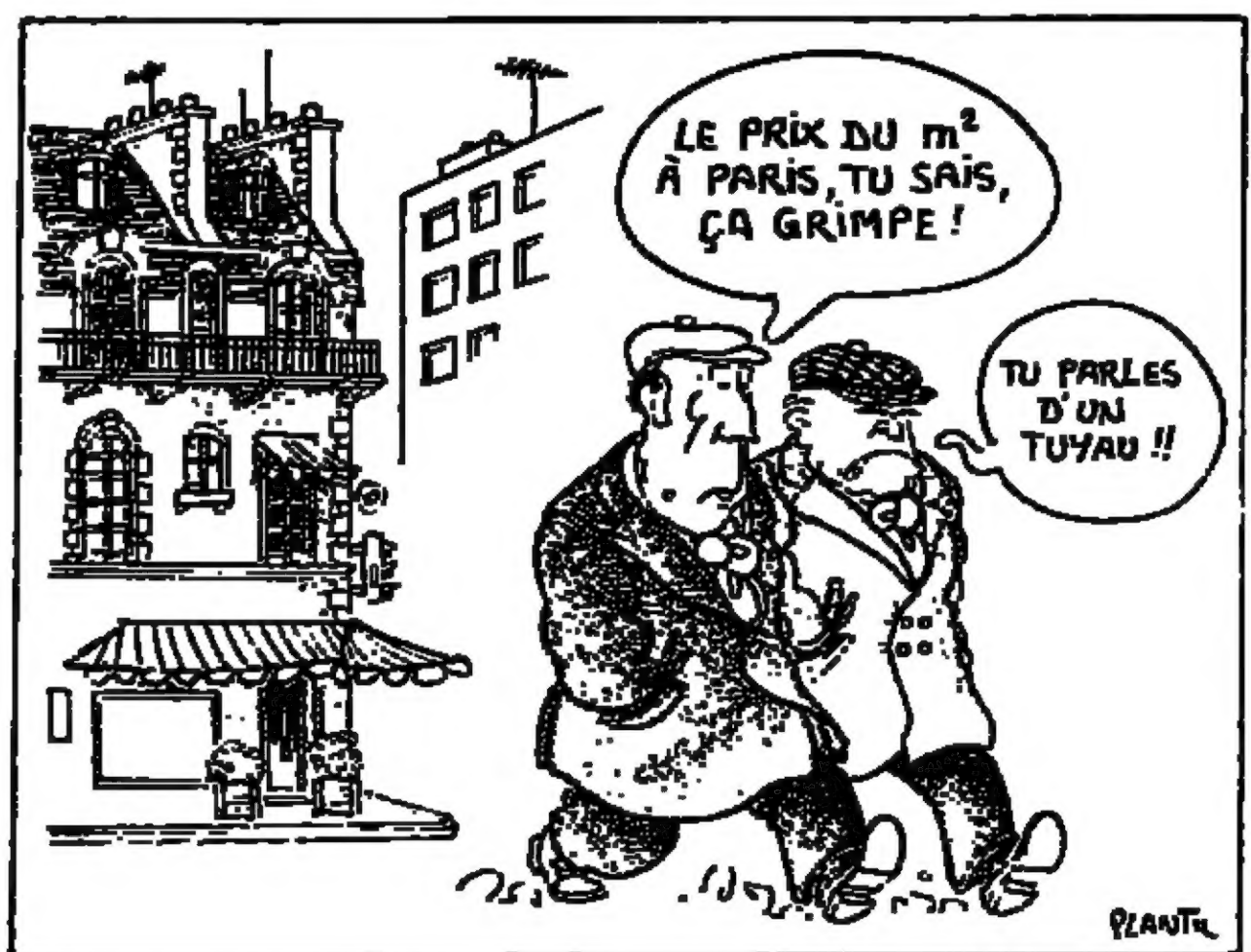
Le « scandale Koskotas » vient de prendre un tournant fort embarrassant, voire critique, pour le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, et plusieurs de ses collaborateurs. Lundi 6 mars, l'hebdomadaire américain *Time* a publié un long reportage sur cette affaire qui ébranle le gouvernement et le Parti socialiste grec depuis l'été dernier.

Surtout, le dossier est accompagné d'une interview du principal protagoniste de l'imbroglio politico-financier : le banquier grec Georges Koskotas, ancien propriétaire et PDG de la Banque de Crète, actuellement détenu dans une prison du Massachusetts. Dans cet entretien, l'homme d'affaires ne mâche pas ses mots. « Le gouvernement grec, lâche-t-il entre autres amabilités, est pourri par la corruption et le crime. » Il déclare que M. Papandréou aurait « autorisé » à détourner les fonds de la Banque de Crète, des malversations qui sont esti-

mées aujourd'hui à plus de 33 milliards de drachmes (environ 1,3 milliard de francs français).

THÉODORE MARANGOS.
(Lire la suite page 4.)

Flambée des loyers à Paris



Lire l'article de JOSÉE DOYÈRE, page 43.

Guérilla, assassinats politiques, drogue...

La Colombie en proie à toutes les violences

La situation est toujours tendue à Bogota après l'assassinat du dirigeant de gauche, José Antequera. Ses obsèques n'ont pas pu avoir lieu lundi 6 mars, les autorités redoutant une explosion de violence dans la capitale. La cérémonie devait avoir lieu mardi. Trois mille personnes ont déjà péri de mort violente en Colombie depuis le début de l'année.

BOGOTA
de notre envoyé spécial

La Colombie, dont la capitale s'est longtemps voulue « l'Athènes de l'Amérique latine », aura contribué, sur un point au moins, à l'enrichissement des sciences humaines : par la création de la « violentologie ». Il s'agit de l'étude - le nom l'indique - des origines, des formes et, si possible, du traitement de la violence, endémique dans le pays.

L'actuel gouvernement du libéral Virgilio Barco a récemment commandé à une commission de « violentologues », une recherche dont les conclusions (*Colombie : violence et démocratie*) sont aujourd'hui passées dans le fonds commun de la connaissance que cette République latino-américaine a d'elle-même.

La principale d'entre elles est que la « violence » nationale est multiforme - polymorphe serait-on tenté de proposer en référence à Freud. Banal d'apparence, ce constat a un corollaire qui l'est

moins : le mal qui secoue le pays ne saurait être imputé exclusivement aux deux causes auxquelles on songe immédiatement, l'existence d'une guérilla vieille de plus de trois décennies et la montée en puissance, depuis dix ans, d'un considérable trafic de la drogue.

« Dans près de 90 % des cas, la violence meurtrière n'a pas de cause politique », nous expose M. Eduardo Pizarro, l'un des sociologues qui ont travaillé à l'enquête.

JEAN-PIERRE CLERC.
(Lire la suite page 6.)

Le pourrissement du conflit des surveillants

Les prisons amères

Les principaux protagonistes du conflit de l'administration pénitentiaire devaient se retrouver, mardi 7 mars à 20 h 30, au cours de l'émission « Les Dossiers de l'écran », sur Antenne 2. Commencé il y a un mois, le mouvement s'est essoufflé, mais donne lieu encore à des soubresauts.

L'agitation des enseignants, des internes, des infirmières anesthésistes et des nettoyeurs du métro a masqué celle des surveillants de prison. Qui parle encore d'eux ? On pourrait croire qu'ils ont paisiblement retrouvé leur routine. M. Michel Rocard sait bien que ce n'est pas le cas, lui qui s'est retrouvé nez à nez avec une trentaine de surveillants samedi alors qu'il allait soutenir la candidature socialiste aux municipales de Poissy où se trouve une prison. Avoir un premier ministre sous la main, l'occasion était belle de lui dire son fait de vive voix.

A Fleury-Mérogis, le 1^{er} mars, ils étaient encore deux cents à manifester. A Fresnes, où le

piquet de grève symbolique réunit chaque soir, à l'heure où passent les fourgons, un dizaine d'agents, les gardiens ont, le 6 mars, réuni, là aussi, quelques centaines de participants pour scander en ville : « Mitterrand des sous, pas des coups ! ». A l'imitation des agriculteurs, on a tenté, sans grand succès, d'organiser des opérations-escargots pour bloquer les autoroutes. Le 7 mars, autour de la maison d'arrêt de la Santé à Paris un autre rassemblement était prévu. Même si l'on assure qu'ils ne sont

plus là pour très longtemps, les CRS campent encore à l'intérieur de la Santé.

Après l'échec relatif de leur manifestation nationale du 23 février, qui s'arrêta sagement à quelques dizaines de mètres de la chancellerie, place Vendôme, les syndicats n'ont pas caché que leur mouvement s'essouffait. Sans doute, en avait-on assez de tourner en rond autour de revendications qu'on savait bien ne pouvoir faire aboutir.

AGATHE LOGEART.
(Lire la suite page 10.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

- Hipparcos, un satellite pour observer les étoiles
- Le rapport sur le transsexualisme
- La microchirurgie pour réimplanter les membres sectionnés
- Plus de six millions de micro-ordinateurs vendus en Europe en 1988

Pages 17 à 19

Etranger

La conférence de Vienne sur les forces en Europe

M. Chevardnadze a présenté un plan de désarmement en trois phases

Tandis que M. Chevardnadze exposait à Vienne, au cours de la réunion préparatoire à la conférence sur la stabilité conventionnelle en Europe, un plan de désarmement en trois étapes, M. Bush a rejeté, lundi 6 mars, à Washington, le projet envisagé par certains congressistes de retirer 25 000 des 340 000 militaires américains stationnés en Europe. « Je m'opposerais avec vigueur », a dit le président américain, aux tentatives visant à retirer

unilatéralement des troupes américaines d'Europe. »

Rappelant que 1989 est la quatrième année consécutive de baisse des dépenses militaires américaines en termes réels et que celles-ci seront gelées en 1990, M. Bush a défendu son intention de demander une légère augmentation du budget de la défense à partir de 1991, ajoutant que les résultats des changements actuels en URSS sont encore « incertains » et que

ce pays reste « la puissance militaire la plus redoutable à laquelle ait à faire face le monde libre ».

Plusieurs entretiens bilatéraux ont eu lieu en marge de la rencontre de Vienne, notamment entre MM. Chevardnadze et Roland Dumas, qui ont évoqué la visite que M. Gorbatchev doit faire en France en juillet prochain : la préparation de cette visite « avance à un bon rythme », a dit le ministre français des affaires étrangères.

Dans la deuxième phase de ce plan, les niveaux d'armements déjà plafonnés subiraient une nouvelle réduction de 25 % correspondant à environ 500 000 hommes en moins dans les deux alliances. M. Chevardnadze fait ici preuve de plus d'audace que les Occidentaux, lesquels ne proposent rien au-delà d'un réajustement de la réduction de plus de 10 %.

Mais les choses ne sont pas tout à fait aussi simples : parmi ces armes à réduire en priorité, M. Chevardnadze met aussi les hélicoptères et l'aviation tactique, que les Occidentaux entendent réserver pour une phase ultérieure de la négociation parce qu'ils posent des problèmes encore plus complexes que les autres et qu'il vaudrait mieux, à leurs yeux, commencer par le plus simple. A quoi M. Chevardnadze répond : « Un avion, un hélicoptère, ne peuvent-ils pas être utilisés pour une attaque surprise ? » Les négociateurs occidentaux n'échappent pas à la question.

Le ministre soviétique pose la même question à propos des effectifs en hommes, auxquels les Occidentaux ne font pas allusion dans leurs propositions. Mais il s'agit ici d'un problème de méthode plus que d'une divergence de fond. L'OTAN estime en effet qu'il faut partir des équipements et retirer les troupes qui leur sont attachées, plutôt que de se perdre en polémiques sur une impossible comptage des effectifs initiaux.

Un couloir central en Europe

Autre divergence : M. Chevardnadze propose que sur la ligne de contact entre les deux alliances, des troupes soient établies à des niveaux plus bas, que des restrictions particulières soient imposées aux activités militaires et que les armes militaires tactiques soient retirées. C'est la vieille idée d'un couloir central quasi démilitarisé, particulièrement chère aux Allemands de l'Est et que les Occidentaux ont déjà rejetée. Elle va exactement à l'encontre du découpage régional sur lequel les Occidentaux se sont finalement mis d'accord à l'extrême fin de la conférence, et qui maintient l'idée d'une plus forte densité militaire dans une zone centrale incluant la RFA, le Benelux, la Tchécoslovaquie, la RDA et la Pologne. Les Soviétiques joueraient alors

JAPON : après l'arrestation du président de NTT

Les milieux d'affaires s'inquiètent de l'impact du scandale Recruit Cosmos

TOKYO de notre correspondant

Le monde de la politique et des affaires, baptisé souvent à l'étranger « la société japonaise », est entré dans une zone de sérieuse turbulence. L'arrestation, lundi 6 mars, de l'ex-président du géant des télécommunications, NTT, M. Hisashi Shinto, accusé de corruption, constitue en effet un tournant dans le scandale politico-boursier Recruit-Cosmos (le Monde du 7 mars). Cette affaire pourrait désormais devenir le plus grand scandale du Japon de l'après-guerre, écrit, mardi, le journal économique Nihon Keizai. « On arrive enfin au cœur du système de corruption structurelle », commente le quotidien Asahi. La personnalité qui est désormais dans le collimateur est l'ancien premier ministre Nakasone.

Si l'arrestation de M. Shinto a suscité un tel émoi, c'est parce que cet homme était considéré comme l'un des « grands seigneurs » du monde des affaires et que NTT, première entreprise du monde par la capitalisation boursière (10 000 milliards de yens, un cinquième du budget national), passait pour le symbole du succès de la privatisation poursuivie depuis le début des années 80. Mais cette arrestation signifie surtout que la « digue de protection » constituée par les secrétaires s'est rompue. Les principales figures du monde politique, à commencer par M. Takeshita, sont impliquées dans le scandale, mais elles avaient jusqu'à présent fait porter la responsabilité sur leurs secrétaires. L'arrestation de M. Shinto montre que le parquet ne s'arrête plus à ces subtilités.

Les largesses dont Recruit a fait bénéficier certains dirigeants de NTT sont les plus compromettantes. Il semble qu'il y ait bel et bien une corruption de fonctionnaires. Formellement privatisée depuis 1985, NTT reste une société semi-publique et ses employés ont un statut relevant de la fonction publique.

NTT a accordé beaucoup de faveurs au président de Recruit, M. Ezaki (arrêté), qui ont favorisé sa croissance fulgurante et son entrée sur le marché de la location de circuits intégrés. Le président de Recruit a payé ces faveurs en offrant des actions avant cotation à des cadres de NTT.

M. Takeshita le dos au mur

La question qui inquiète aujourd'hui les politiciens japonais est simple : où s'arrêtera le parquet ? Échaudé par les effets, il y a une quinzaine d'années, de l'affaire Lockheed (qui se solda par l'arrestation de l'ex-premier ministre Tanaka), le pouvoir judiciaire, circospect au début du scandale Recruit, semble faire preuve d'une nouvelle indépendance.

Plusieurs facteurs expliquent cette apparente détermination. Tout d'abord, le premier ministre Takeshita est le dos au mur : sa popula-

rité est au plus bas et son parti en si mauvaise posture qu'il a préféré retirer son candidat à l'élection du gouverneur de la préfecture de Miyagi, qui aura lieu le 19 mars, pour ne pas subir la même déconvenue qu'à Fukuoka le mois dernier. Sa seule chance de rétablissement est de liquider cette affaire au plus tôt et d'essayer d'apparaître comme l'artisan d'une réforme du monde politique. Un tour de passe-passe délicat, étant donnée son implication dans l'affaire, mais qui l'incite à laisser l'enquête suivre son cours.

La justice bénéficie de l'appui discret des milieux d'affaires. Le scandale Recruit dessert l'image du Japon à l'étranger, déjà menacée en raison de ses succès commerciaux, et le patronat y est sensible. Il paraît les des contributions financières de plus en plus importantes exigées par le Parti conservateur. Les déclarations, la semaine dernière, de M. Saito, président du Keidaren (patronat), qui a demandé que toutes les donations politiques soient rendues publiques, sont révélatrices de cette irritation. Elles ont soulevé des réactions couronnées chez les politiciens conservateurs.

En finir avec la corruption

Les milieux d'affaires nippons n'ont certes pas d'autre solution politique (le Parti libéral-démocrate sert trop bien leurs intérêts), mais ils veulent apparemment en finir avec une « corruption structurelle » qui peut se traduire par un recul du PLD et entame la crédibilité des dirigeants d'entreprise. Les milieux d'affaires sont sensibles aux propositions prises par l'affaire Recruit, qui remet en cause le bien-fondé de la politique de privatisation.

Sur le plan politique, l'arrestation de l'ex-président de NTT affaiblit la position de M. Nakasone. Jusqu'à présent, l'ancien premier ministre a adopté une attitude hautaine, mais, sans convaincre personne, être impliqué dans le scandale. Pressé par l'opposition de venir s'expliquer devant le Parlement sur ses liens avec le président de Recruit, l'ex-premier ministre a, jusqu'à présent, refusé, mais n'en a pas moins dû annuler la semaine dernière un voyage aux États-Unis. Aujourd'hui, l'opposition exige sa comparution, et des voix commencent à se faire entendre dans le PLD pour que M. Nakasone « récolte ce qu'il a semé ».

Il n'est pas impossible que le PLD soit contraint, pour obtenir le vote du budget supplémentaire, de céder à l'opposition et de donner son accord à la convocation de M. Nakasone. Mais les conservateurs craignent que d'autres témoignages soient exigés, ceux des secrétaires de M. Takeshita notamment. En attendant qu'un compromis soit trouvé, on s'achemine vers un nouveau blocage des débats parlementaires.

PHILIPPE PONS.

La Roumanie s'en prend à la France devant la commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE de notre correspondant

La Roumanie ne semble pas se faire d'illusions quant à l'issue du vote à la commission des droits de l'homme de l'ONU sur la résolution concernant la situation des droits de l'homme sur son territoire. Présenté par la Suède, ce texte est appuyé par la Hongrie, la France (le Monde du 2 mars), la RFA, l'Australie, l'Autriche, le Portugal et le Royaume-Uni.

La dernière ressource de Bucarest étant de flatter les pays du tiers-monde, le chef de sa délégation, M. George Dolgu, a tiré à boulets rouges, lundi 6 mars, sur l'Occident, qu'il accuse d'« imitation brutale » dans la politique de son pays, et tout particulièrement contre la France. « Pour certaines puissances occidentales, le droit c'est la force (...), la force de mines larguées autour de certains ports ou qui font sauter des navires d'écologistes », a dit M. Dolgu.

Évoquant les minorités qui, selon lui, vivent dans le bonheur et l'harmonie en Roumanie, il a ajouté : « Nos modèles ne se trouvent pas au bord de la Seine ou en Bretagne, en Corse, au Pays basque ou en Nouvelle-Calédonie. » L'orateur s'en est également pris à la Hongrie. Selon lui les Hongrois « rêvent de la grande Hongrie et de la grande d'antan que leur fait miroiter le dernier kronprinz des Habsbourg ». De la période coloniale aux nouveaux peuples d'aujourd'hui, tous les péchés de l'Occident ont été passés en revue. En contrepoint, tout va, paraît-il, pour mieux au pays de M. Ceausescu.

Par ailleurs, le général Vernon Walters, représentant des États-Unis, a dénoncé « les centaines d'écroulements politiques » en Iran et la « paranoïa » des dirigeants cubains. Il a très vivement condamné les violations des droits de l'homme en Roumanie, en Tchétchénie, en Albanie, à Cuba, au Nicaragua, en Birmanie, en Iran, en Irak et en Afghanistan.

ISABELLE VICHNIAC.

En présence de M. Alain Decaux

Une association Francophonie et judaïsme a été créée

Sous le patronage du Haut Conseil de la francophonie, que préside M. François Mitterrand, et de la section française du Congrès juif mondial, a eu lieu, lundi 6 mars au Sénat, l'assemblée constitutive de Francophonie et judaïsme, association de droit français mais à composition internationale.

Invitées à cette occasion par le sénateur Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Congrès juif mondial, des délégations étaient venues à Paris de douze pays : Algérie, Belgique, Canada-Québec, Espagne, Polynésie, Israël, Luxembourg, Maroc, Portugal, Suisse, États-Unis, Zaire.

Répondant à M. Itzhak Aviran, ministre plénipotentiaire à l'ambassade d'Israël à Paris, qui avait déclaré que son pays « apporterait tout son concours à la nouvelle association », en attendant « de trouver lui-même sa place dans les instances internationales de la francophonie », M. Decaux, ministre délégué à la francophonie, devait faire observer que « les francophones israéliens n'ont d'autre ressource aujourd'hui que de regarder la télévision... jordanienne pour entendre parler français ».

Les années de tensions

Afin d'examiner cette situation, M. Decaux a annoncé, lundi, qu'il se rendrait en Israël dès cette année, à une date qui reste à fixer. Le ministre académicien a également opiné que « des minorités d'expression française comme celle d'Israël devaient légitimement être associées aux travaux des sommets francophones » - dont la troisième édition aura lieu à Dakar du 24 au 26 mai prochain.

En marge des débats, certains participants, comme l'avocat Roger Sald, représentant des juifs d'Algérie, ont apporté des précisions sur des communautés mal connues. Ainsi, selon M. Sald, « les quelques deux cent cinquante israéliens présents en Algérie (sur environ

quatre-vingt mille avant l'indépendance) sont tous de nationalité française, à une exception ou deux. Ils n'ont plus de rabbins depuis trois ans et leur dernière synagogue algéroise, à Bab-el-Oued, a été pillée en 1988 ».

Plus florissant est le tableau du judaïsme marocain tracé par son délégué, M. Serge Berdugo, lequel s'est qualifié de « juif arabe parlant français » : « Les quelque douze mille israéliens du Maroc, a-t-il indiqué, disposent de rabbins dans toutes les grandes villes et de trente-deux synagogues dans la seule cité de Casablanca. Quant aux écoles de l'Alliance israélite universelle, elles accueillent dans le Royaume deux mille élèves juifs et deux cents élèves musulmans. »

L'association Francophonie et judaïsme se propose à l'avenir « de fédérer l'ensemble de ces communautés juives francophones (...) afin qu'elles échangent régulièrement entre elles, mais aussi avec les autres nations, leurs talents, leurs réflexions, leurs compétences ».

J.-P. P.-H.

★ Association Francophonie et judaïsme, aux soins du Congrès juif mondial, 78, Champs-Élysées, 75008 Paris.

M. Takeshita reconnaît la responsabilité du « militarisme japonais » dans la seconde guerre mondiale

TOKYO de notre correspondant

M. Takeshita est une nouvelle fois revenu sur ses déclarations concernant la responsabilité du Japon dans la seconde guerre mondiale. Répondant à la question d'un parlementaire socialiste devant la commission du budget, lundi 6 mars, il a déclaré, comme il l'avait fait la semaine passée (le Monde du 1^{er} mars), que l'on pouvait nier qu'il y avait eu des actes d'agression de la part du Japon, ajoutant que ceux-ci avaient été commis par le « militarisme japonais ».

En 1983, le premier ministre de l'époque, M. Nakasone, avait admis qu'il y avait eu agression de la part du Japon et, en mai dernier, le ministre des affaires étrangères, M. Uno, avait précisé que celle-ci avait été le fait des militaires.

Dans sa réponse, M. Takeshita a soigneusement choisi ses mots, évitant, souligne le quotidien Asahi, de qualifier la nature de la guerre menée par le Japon : celle-ci était-elle une guerre d'agression ? Le premier ministre ne s'est pas engagé.

Ph. P.

POUVOIRS

1989

48

Europe 1993

le mythe
chômage
contraintes
inexécution
le pouvoir de la cour
les comités
élargissement
des compétences
les lobbies européens
gouverner à 12 ?

robert toulmon
jean-paul fitoussi
jean-paul jacqué
hjalte rasmussen
mario bettati
dusan sidjanski
antonio tizzano
michel petite
louis dubouis

TEXTE : L'ACTE UNIQUE EUROPÉEN

Publié avec le concours du C.N.R.S.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

هكذا من الأصل

Asie

CHINE : les troubles au Tibet

Troisième journée d'émeutes à Lhassa

Pour la troisième journée consécutive, plusieurs centaines de Tibétains ont manifesté mardi 7 mars dans les rues de Lhassa. Les nombreuses forces de police ne sont pas intervenues. Les manifestants criaient des slogans antichinois, applaudissaient par des centaines de badauds.

Au lendemain des deux premières journées d'émeutes sanglantes, la capitale tibétaine semblait lundi en état d'insurrection. De nouveaux incidents violents ont en effet eu lieu, après les affrontements qui avaient fait dimanche onze morts de sources officielles, entre vingt et quarante selon les témoins. Le dalaï-lama, le chef spirituel tibétain en exil en Inde, a lancé un appel à la communauté internationale pour « arrêter ces violations persistantes des droits de l'homme et trouver rapidement une solution à la situation qui se dégrade au Tibet ».

Pour leur part, les États-Unis ont déploré les violences, et « particulièrement l'usage des armes », et appelé au calme.

L'agence Chine nouvelle a fait état mardi d'un mort et de douze blessés la veille et rapporté que des « séparatistes » tibétains avaient manifesté lundi en arborant un drapeau du Tibet indépendant, scandant « furieusement » des slogans « réactionnaires », avant d'attaquer quatre postes de police et des bâtiments officiels.

L'activité de Lhassa semble paralysée; les manifestants forment bureaux et commerces à fermer tandis que, selon l'agence, « beaucoup » de Chinois plient bagage et résistent de quitter la ville. Le *Quotidien du peuple* a annoncé mardi également que les indépendantistes « préparent une nouvelle grande manifestation dans les jours à venir » avec l'intention de « régler leur compte une fois pour toutes aux partisans du gouvernement ».

Des forces de l'ordre débordées

Selon des témoins sur place, et en particulier celui cité par le *Guardian* de Londres, les affrontements ont été d'une extrême violence, chaque côté se livrant à des atrocités. Des civils chinois, dont des musulmans, ont été tués par une foule en fureur, tandis que des Tibétains suivaient à des heures de marche ou délibérément tirés sur les manifestants et dans les maisons.

Ceux-ci ont dressé des barricades, incendié des boutiques et des restaurants appartenant à des Chinois, ne se livrant pas au pillage mais à une destruction systématique de tout ce qui leur rappelait la présence chinoise. Selon plusieurs témoi-

gnés, les manifestants ne se contentent plus de lancer des pierres, certains seraient désormais porteurs d'armes à feu.

Pourtant averties à l'avance de la possibilité de troubles du fait de la coïncidence entre le premier anniversaire de l'explosion de violence, les autorités chinoises semblent avoir été incapables de prévenir cette explosion de violence. Les témoignages montrent des forces de l'ordre débordées, paniquées, désorganisées, reculant devant la foule pour revenir en tirant à l'arme automatique.

Mal préparés aux tâches de maintien de l'ordre, sans doute aussi mal tenus au courant de la situation par leurs informateurs locaux, minoritaires dans une région éloignée, qu'ils connaissent, et comprennent mal, les résidents chinois, civils et militaires - Lhassa est entourée de camps de l'armée - cèdent d'autant plus facilement à la panique que la position du gouvernement semble incohérente. Celui-ci est en effet à la fois incapable de maintenir l'ordre face à l'émeute et de négocier avec le porte-drapeau de la résistance, le dalaï-lama.

Des lamas déterminés

En attendant, Lhassa connaît aujourd'hui les émeutes les plus violentes depuis 1959. Les forces de l'ordre s'efforcent de déloger les manifestants du centre de la ville, de découvrir mineurs et armes en se livrant à des perquisitions de maison en maison, et en procédant à des arrestations. Mais les témoignages des rares étrangers présents sur place montrent le degré de détermination, voire de fanatisme, d'un petit groupe de Tibétains, dont des lamas, d'en découdre avec la police au nom de l'indépendance de la « Région autonome ». Le *Guardian* cite même l'exemple d'un homme faisant face à un camion rempli d'hommes en armes, armé seulement d'une pierre.

Les manifestants, qui se réclament du dalaï-lama et brandissent souvent son effigie, risquent, si la situation continue de se dégrader, de déborder les revendications, modérées, de leur chef. Le dernier plan du « dieu vivant » - auquel les Chinois n'ont pas répondu favorablement (le *Monde* du 17 juin 1988) - proposait un accord prévoyant à la fois le droit pour les Tibétains à l'autodétermination et la mise en place d'un système d'association entre le Tibet et la Chine.

Le *Monde* publiera dans son édition datée 12-13 mars un article historique sur le Tibet à l'occasion du trentième anniversaire du soulèvement de 1959.

L'affaire des « Versets sataniques »

L'Iran a rompu ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne

Mettant à exécution l'ultimatum du Parlement iranien, le ministre des Affaires étrangères de Téhéran a annoncé mardi 7 mars la rupture totale des relations diplomatiques de l'Iran avec la Grande-Bretagne. Les députés iraniens avaient décidé, le 28 février, de rompre les relations diplomatiques avec Londres si le gouvernement britannique ne révisait pas, dans un délai d'une semaine, ses positions et ne condamnait pas les *Versets sataniques* de Salman Rushdie. Les relations entre Téhéran et Londres avaient été normalisées en décembre dernier et les ambassades rouvertes dans les deux pays, après six mois de difficiles négociations.

Malgré les entretiens successifs qu'ont eus, dimanche, les autorités iraniennes avec l'ambassadeur de Suède, représentant les intérêts britanniques, et avec l'ambassadeur de l'URSS, rien ne semblait avoir modifié les positions respectives des deux pays.

À Téhéran, l'imam Khomeiny a fait une apparition à la mosquée du Jamaran, jour où l'archange Gabriel a transmis au prophète Mahomet le message divin. L'imam a été accueilli aux cris de « Khomeiny brise les idoles, brise nos esprits » par les fidèles qui ont scandé des slogans hostiles à Salman Rushdie et ont éclaté en sanglots lors d'une allusion aux *Versets sataniques* faite par le prédicateur.

À Vienne, le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, s'est entretenu lundi avec son collègue britannique, Sir Geoffrey Howe, en marge de la séance d'ouverture des négociations sur le désarmement conventionnel en Europe. Il a par la suite, dans une déclaration - à la télévision autrichienne, prôné l'apaisement et déconseillé vivement de « chercher des coupables » dans le conflit opposant l'Iran et les pays occidentaux à propos de l'affaire Rushdie. « Si l'on cherche un coupable, les tensions et l'effort pour l'augmenter », a-t-il déclaré. Sir Geoffrey pour sa part, a indiqué qu'il n'avait pas été question au cours de ses entretiens d'une « médiation » quelconque de la part de l'URSS.

À Jérusalem, le grand rabbin ashkénaze d'Israël Abraham Shapira a appelé lundi à l'interdiction

en Israël du livre *Les Versets sataniques*, qu'il a qualifié d'« immoral », tout en critiquant la « condamnation à mort de son auteur Salman Rushdie par l'imam Khomeiny ». « Je comprends les sentiments des millions de fidèles musulmans dans le monde qui se sentent blessés par ce livre inhumain et immoral », a indiqué le grand rabbin dans une interview au quotidien *Maariv*. « Il faut, a-t-il ajouté, interdire ce livre, qui peut être contagieux : un jour on s'attaque à telle religion et le lendemain on s'en prendra à une autre. Si ce livre avait attaqué Moïse ou nos prophètes, n'aurions-nous pas été bouleversés ? La religion peut très bien être critiquée, mais dans le cas présent l'auteur a porté atteinte à l'honneur même de la religion ».

À Bangkok, la police a décidé d'interdire la distribution et la vente en Thaïlande des *Versets sataniques*. Le directeur de la police a justifié cette mesure exceptionnelle en invoquant les contraintes de l'ordre public et l'« intérêt de la communauté islamique » de Thaïlande. Celle-ci représente environ 5 % de la population d'un pays en grande majorité bouddhiste. Les *Versets sataniques* ont été également interdits à Djibouti. Toute personne qui tentera d'introduire cet ouvrage « blasphématoire à l'égard de l'Islam » à Djibouti sera passible de jugement, l'auteur étant considéré « comme ayant gravement offensé la religion islamique ».

À Caïre, l'écrivain égyptien Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature 1988, et près de quatre-

vings intellectuels arabes ont lancé lundi un appel en vue de « désamorcer l'escalade qui met en danger la compréhension entre les peuples et la situation des communautés immigrées en France et en Europe ». Les intellectuels arabes déclarent notamment qu'« aucun blasphème ne porte préjudice à l'Islam et aux musulmans que l'appel au meurtre d'un écrivain ».

À Paris, la Fédération protestante de France a appelé les musulmans de France « à ne pas réagir par la violence » au livre de Salman Rushdie et « à accepter la pluralité de convictions et de religions qui existe dans notre pays ». (Nos dernières éditions du 6 mars.) - (AFP, Reuter, AP.)

Proche-Orient

ISRAËL : tandis que le soulèvement palestinien gagne en violence

M. Shamir s'efforce de discréditer l'opposition de gauche

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Images immuables d'une révolte qui n'en semble devoir arriver : dans un décor jonché de débris et de papiers enflammés, de jeunes Palestiniens masqués affrontent l'armée à coups de pierres et de bouteilles incendiaires. On ne sait plus si c'est à Gaza, dans un camp de réfugiés, ou bien en Cisjordanie, dans une ville ou un village. Mais c'était de nouveau l'essentiel des images au journal de la télévision israélienne, lundi 6 mars, à la rubrique « soulèvements dans les territoires occupés », et au terme d'une journée qui s'est soldée par la mort de deux Palestiniens, cependant qu'une vingtaine d'autres étaient blessés par balles.

Tous les résidents des territoires occupés ont observé lundi une grève générale à l'appel de la « direction unifiée du soulèvement » (UOLP). Objectif : dénoncer la fermeture des établissements scolaires et universitaires de Cisjordanie depuis plus d'un an. Les autorités font valoir que les rares tentatives de réouverture conduites au début de l'année ont été accompagnées d'un regain de manifestations et de désordres.

La grève a été accompagnée de plusieurs incidents. Un Palestinien a été tué de trois balles en pleine tête dans le village de Kfar-Salem, près de Naplouse (Nord de la Cisjordanie), après qu'un raid de l'armée eut dégénéré en affrontements avec les villageois. Scénario déjà maintes fois répété : les soldats ont été accueillis à coups de pierres alors qu'ils étaient entrés dans le village pour forcer les habitants à effacer les graffitis nationalistes et à décrocher les drapeaux palestiniens. « Nous attachons une grande importance à cette bataille de symboles : c'est là que tout commence », nous disait récemment un responsable de l'administration israélienne.

A Gaza, les heurts ont été nombreux, particulièrement dans les camps de réfugiés. Il y a eu au moins une dizaine de blessés par balles, selon des sources palestiniennes, et un jeune homme a été tué d'une balle en plastique dans la localité de Beit-Lahia. Pour « détendre l'atmosphère », le gouvernement a fait libérer une centaine de détenus, tous originaires de la bande de Gaza et emprisonnés à Ketzio. Depuis plus d'une semaine, les quelque mille prisonniers de cet établissement, situé à l'extrême sud d'Israël, observent une grève de la faim, afin de protester contre leurs conditions de détention.

À la prison centrale de Gaza, un détenu avait été retrouvé mort, dimanche, dans la cellule d'interrogatoire réservée au Shin Bet, les services secrets. Mahmoud Yousof Alayan (trente-deux ans), arrêté il y a quelques jours, n'avait pas quitté cette partie de la prison placée sous la seule responsabilité du Shin Bet. Une double enquête de la police et de l'administration pénitentiaire a été ouverte ; des éclaircissements ont été demandés par plusieurs députés et la presse à l'occasion de cette affaire de « très délicate et très grave ».

Les autorités s'attendent à une fin de semaine tendue. Le 8 et le 9, il y aura deux nouvelles journées de grève générale et le 10, l'infatigable entrera dans son seizième mois. Ces événements se déroulent sur fond de polémiques renouvelées entre le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et une bonne partie de la gauche. Comme d'opé par les résultats des élections municipales, le chef du gouvernement multiplie les interventions destinées à lever toute illusion quant à ses intentions.

Devant différents publics, il martèle ses thèmes : non à des élections dans les territoires occupés (du moins pas avant qu'un accord d'autonomie ne soit conclu avec l'Egypte et la Jordanie - ce qui n'est pas pour demain) ; oui au déve-

loppement des implantations israéliennes en Cisjordanie et à Gaza - et « tant pis » pour ce que peuvent bien en dire les États-Unis ; non à la moindre perspective d'une esquisse de dialogue avec l'OLP - et tous les Israéliens qui nouent des contacts avec l'organisation de M. Yasser Arafat sont accusés de « sabotage » la sécurité du pays, quand ils ne sont pas directement accusés d'être des « traitres ».

Cette campagne menée contre le mouvement La paix maintenant, mais aussi contre le Parti travailliste et les autres formations de la gauche, a été relayée par plusieurs ministres du Likoud. Au lendemain de la victoire de la droite aux municipales, « il s'agit à l'évidence », écrit l'éditorialiste du *Jerusalem Post*, « d'un plan destiné à ôter toute légitimité » à l'opposition, au moment où le premier ministre veut accorder à l'étranger l'idée que seul son programme représente « le consensus israélien ».

ALAIN FRACHON.

« Explosion d'une voiture piégée à Beyrouth-Ouest : un mort. - Une personne a été tuée et six autres blessées, dont une grièvement, par l'explosion, mardi matin 7 mars, d'une voiture piégée près de l'hôpital de l'université américaine (AUH) à Beyrouth-Ouest, sous contrôle syrien. Une Fiat 132, contenant une dizaine de kilos de TNT locales près de l'AUH, dans le secteur commerçant de Hamra, provoquant un incendie dans deux immeubles voisins qui a été maîtrisé une demi-heure plus tard.

L'explosion a détruit quinze voitures et a soufflé les vitres des immeubles dans un rayon de 50 mètres. Il s'agit de la première explosion du genre à Beyrouth-Ouest et de la quatrième au Liban depuis le début de l'année. Sept voitures piégées ont explosé dans ce secteur en 1988, faisant neuf tués, dont un soldat syrien, et cent quarante-huit blessés. - (AFP.)

Afrique

ÉTHIOPIE

La rébellion aurait repris la capitale du Tigré

NAIROBI
correspondance

Pour l'armée éthiopienne, dont chacun attendait, début 1989, une nouvelle offensive dans les provinces rebelles de l'Erythrée et du Tigré, le mois de février restera marqué du goût amer de la déroute. Les maquisards du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) et ceux, surtout, du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) ont, en effet, infligé aux troupes gouvernementales une série de défaites aussi massives que spectaculaires.

La dernière concerne la ville de Mekele - située à 500 kilomètres au nord d'Addis-Abeba. Dans un communiqué, publié à Londres le 28 février, la guérilla affirmait avoir pris le contrôle de la capitale du Tigré, obligeant les divisions éthiopiennes à battre précipitamment en retraite. L'information semble confirmée, plusieurs diplomates en poste à Addis-Abeba précisant que les troupes gouvernementales ont évacué Mekele « sans même tirer un coup de feu ».

Malaise dans l'armée

Cette débandade, qui n'a fait l'objet d'aucun commentaire officiel de la part du gouvernement du président Mengistu, se serait soldée par des pertes considérables en hommes et en matériel. Si l'on en croit les maquisards tigréens, plus de douze mille soldats éthiopiens auraient été faits prisonniers durant les multiples affrontements de février.

Un peu plus au Nord, en Erythrée, des combats très violents ont

également opposé l'armée régulière et les rebelles. Sans succès pour Addis-Abeba : les maquisards du FPLE, en collaboration avec ceux du Front de libération Afar, auraient réussi à détruire neuf avions militaires (dont deux Mig-24 et deux Antonov) et cent vingt camions dans la région de Dubti, une bourgade située sur la route principale qui relie la capitale éthiopienne et le port d'Assab.

Si ces informations sont exactes, nul doute que le moral des troupes gouvernementales - déjà fort bas - ne dégringole encore. Ni les discours du régime ni l'envoi de nouvelles armes soviétiques ne semblent très efficaces pour fonder l'enthousiasme des hommes. Au début de décembre, plusieurs centaines de conscrits, des blessés de guerre pour la plupart, avaient manifesté leur grogne dans les rues d'Addis-Abeba. Faut-il reconnaître le président Mengistu, comme certains d'entre eux l'espéraient, les soldats éclopés avaient, en revanche, essuyé les coups de feu de leurs collègues.

La répression de cette manifestation inédite aurait fait, selon les milieux diplomatiques, cinq morts et vingt-cinq blessés. Le malaise grandissant que connaît l'armée éthiopienne se double, sur le plan politique, d'un certain piètiement. Le projet de partition de l'Erythrée en deux zones autonomes (une pour les habitants des plaines à majorité musulmane, l'autre pour les habitants des hauts plateaux, à majorité chrétienne, ne s'est pas concrétisé. Bruyamment annoncé par Addis-Abeba au début de janvier, ce projet semble aujourd'hui avoir perdu de son urgence.

CATHERINE SIMON.

ALGÉRIE

Incidents à Oran

Alger. - Des incidents ont éclaté dimanche 5 mars à Oran en raison d'un mouvement de protestation d'étudiants, d'une part, et d'une opération de police contre des marchands « parasites », d'autre part, a-t-on appris lundi par la presse algérienne.

La descente contre ces « trabendistes » - commerçants spécialisés dans le marché noir - a provoqué un affolement de la population, dans le quartier périphérique de la « ville nouvelle », à tel point que les activités des commerces « normaux » ont été perturbées pendant deux heures environ dans une bonne partie de l'agglomération.

Dans un autre quartier de la ville, les étudiants résidant à la cité universitaire de l'Université des sciences et technologies de Bir-Ad-Djir ont organisé une journée de protestation contre la dégradation de leurs conditions de vie. Une marche des étudiants vers le siège de la wilaya (préfecture) a été bloquée par les brigades anti-émeutes de la police, mais on ignore s'il y a eu des heurts entre manifestants et forces de l'ordre. Le wali (préfet) d'Oran s'est ensuite rendu à la cité universitaire, où il a discuté pendant près de deux heures avec les résidents. Selon l'APS, certaines mesures d'assainissement « ont été prises ».

Du côté des « trabendistes », un mouvement de foule a suivi la rafle des policiers et l'éparpillement des marchands et de leurs clients, provoquant des attroupements dans d'autres quartiers et dans le centre et bloquant la circulation automobile. Le calme est revenu en fin d'après-midi. Les commerçants parillaires ont proliféré ces derniers mois dans la grande ville de l'Ouest, vendant toutes sortes de marchandises introduites en contrebande, essentiellement des vêtements. - (AFP.)

Newton... Einstein... Voici Hawking.

Professeur à Cambridge, successeur de Newton, Stephen Hawking est universellement reconnu comme l'un des plus brillants physiciens depuis Einstein. Sans formules mathématiques, pour la première fois, Hawking écrit pour le non-spécialiste. Son voyage à l'intérieur de la science moderne est un succès mondial en librairie : plus d'un million de volumes vendus ! Préface de Carl Sagan.

STEPHEN HAWKING
UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS
Du big bang aux trous noirs



89 F.
Flammarion

Europe

YOUGOSLAVIE : conséquence de la crise du Kosovo

Le torchon brûle entre la Serbie et la Slovaquie

GRANDE-BRETAGNE

L'espion sans nom

LONDRES
de notre correspondant

« Je n'ai pas le moindre doute que vous êtes un espion zélé, discipliné et plein de talent », lui a dit le juge en le condamnant, vendredi 3 mars, à dix ans de prison. « Merci », a répondu l'intéressé en souriant. « Je vous appelle Erwin Van Haslem, mais je suis sûr que ce n'est pas votre vrai nom et que vous n'êtes pas hollandais », a poursuivi le magistrat du tribunal londonien de l'Old Bailey qui ignore toujours le patronyme réel de l'homme de quarante-trois ans qui a comparu devant lui.

L'espion sans nom a commencé à purger sa peine. Le faux Van Haslem est un vrai professionnel, qui n'a ni parlé ni écrit, et a dû faire plaisir à ses chefs. Il a seulement admis qu'il était citoyen tchécoslovaque et avait accompli son service militaire dans son pays, mais a refusé d'indiquer dans quelle unité, ni à quel grade.

Une ressortissante néerlandaise de soixante-quatre ans est venue témoigner à la barre en retenant difficilement ses larmes. M^{me} Johanna Van Haslem a cru pendant des années que cet homme était son fils. La tache des empreintes génétiques lui a prouvé qu'elle avait été dupée. L'espion paraissait sincèrement désolé.

En 1943, Johanna a dix-neuf ans, son père est un nazi hollandais et un protestant très strict. Elle est amoureuse d'un soldat allemand, qui lui fait un enfant et sera tué peu après, lors de la bataille de Normandie. Ses parents le chassent. Erwin naît le 21 août 1944 à Amsterdam, et le jeune mère s'enfuit avec lui en Allemagne, puis en Tchécoslovaquie. A Prague, Johanna est incapable de nourrir son fils, qu'elle confie à la Croix-Rouge alors qu'il n'a que six semaines, et rentre chez elle. Erwin meurt, probablement de malnutrition, à l'âge de sept ans. Mais son passeport néerlandais n'est pas perdu pour tout le monde.

Il va servir à donner une fausse identité à un maître-espion qui arrive à Londres en

1975 pour travailler comme serveur au Hilton. Johanna apprend par la Croix-Rouge qu'on a retrouvé la trace de son fils. Elle lui écrit. Il lui répond par une lettre émouvante. Elle va le voir à Londres. Il l'invite à dîner, l'appelle Maman, lui fait des cadeaux.

Dès 1975, le faux Van Haslem reçoit des messages de Prague en morse sur sa petite radio portative. Il transcrit à l'encre sympathique, sur des magazines féminins qu'il fait parvenir à ses supérieurs, les informations qu'il recueille. Il dispose pour les chiffres de codes numériques vieillots, ne pouvant servir qu'une fois, dissimulés à l'intérieur de savonnettes. Il boit pas mal de vodka, fait de nombreuses conquêtes (la plus durable étant une jeune Française, qui tiendra trois ans, mais qu'il refusera obstinément d'installer chez lui), et devient marchand de tableaux.

Une partie du procès a eu lieu à huis clos. On peut supposer que le centre d'écoutes de Cheltenham s'est intéressé à ces transmissions archaïques, les signaux en morse devenant rarissimes. Il y a d'ailleurs un côté « ringard » dans la panoplie de ce parfait espion. Le matériel et les techniques utilisés datent des années 50.

Plusieurs
« boîtes aux lettres »

En 1987, un diplomate tchécoslovaque en poste à New-Delhi passe à l'Ouest et « donne » le faux Van Haslem. Des agents du contre-espionnage (MI 5) s'installent dans un appartement dont la vue donne sur celui de l'espion, dans le banlieue nord de Londres.

Le 2 avril 1988, ils font irruption chez le faux Van Haslem et le surprennent, en flagrant délit, en train d'écouter un message de Prague. L'espion leur demande seulement d'avertir l'ambassade de Tchécoslovaquie, ce qu'ils font. Il ne dira rien de plus.

Le faux Van Haslem a plaidé non coupable, mais sans conviction excessive.

DOMINIQUE DHOMBRES.

BELGRADE
de notre envoyé spécial

L'armée dans la nature, les grands procès politiques en préparation, les purges qui s'étendent dans le Parti communiste, les démissions en masse de militaires, le monstre à rumeurs qui s'emballe, la rhétorique « antiséparatiste » qui s'enfle dans les médias... Catin-catin, sans coup d'éclat, sans affrontements sanglants, mais avec des trillonnements inquiétants entre plusieurs des six Républiques de la Yougoslavie, la reprise en main de la province du Kosovo par la République de Serbie se poursuit dans un climat de crise.

Aux trois personnalités de souche albanaise arrêtées à la fin de la semaine dernière — et désormais inculpées de « menées contre-révolutionnaires ayant mis en péril le système » de la Fédération yougoslave, crime passible de la peine capitale — se sont ajoutées une bonne vingtaine d'interpellations diverses touchant de hauts dignitaires du parti (directeurs d'entreprise, policiers, professeurs d'université, etc.). Inculpé vedette de toute cette affaire, M. Azem Vlasti (quarante et un ans), ancien numéro un du PC au Kosovo, a désormais toutes les chances de retrouver, dans la boîte des accusés, bon nombre de ses anciens et plus proches collaborateurs.

Pour l'instant, les informations publiées mardi 7 mars par un journal de Tito (Belgrade), selon lesquelles la vague d'épuration s'étendrait bientôt à l'armée, et notamment à cent dix-sept officiers et sous-officiers — plus un général — de souche albanaise, « soupçonnés d'avoir pris part à la contre-révolution », ont été démenties par

le secrétariat à la défense. Sans commentaires.

Chargé par son bruyant quadrillage du Kosovo de « dissuader ceux qui voudraient essayer de faire éclater la Yougoslavie », l'armée est officiellement « en état d'alerte renforcée ». Elle ne participe pas aux opérations de police proprement dites, mais, avec ses chars d'assaut louchés dans la campagne et ses interminables convois de bidasses armés jusqu'aux dents, « elle se tient prête à intervenir à tout moment sur ordre des autorités de l'Etat ». Contre qui ? Mystère.

L'armée
contre les « traîtres »

Contre les « traîtres » dénoncés avec vigueur, lundi, dans un éditorial de Politika, « haut-parleur » de l'homme fort de la Serbie, M. Slobodan Milosevic ? Mais ceux-ci, qui « ont tenté d'abuser la jeunesse et les travailleurs du Kosovo pour mettre la Serbie et la Yougoslavie à genoux », ont été, selon le journal, « démasqués ». Alors ? Personne ici n'ose évidemment envisager que l'armée puisse être utilisée en Serbie, cette République du Nord, la plus riche de la Fédération, dont les dirigeants et bon nombre des habitants ont pris fait et cause pour les Albanais du Kosovo, qui représentent 90 % de la population locale et refusent de perdre leur autonomie au profit de la Serbie. « Les Serbes », nous dit un journaliste serbe militant, qui se préoccupe pour les plus libéraux des Yougoslaves, se moquent bien en réalité du Kosovo. « S'ils ont condamné l'état d'exception instauré sur la province — la plus pauvre du pays — et dénoncé l'intervention de l'armée, c'est uniquement par antiser-

bisme ». Dixit Politika, qui ajoute, outre, que « jamais les plus hauts responsables de la Ligue communiste slovène n'avaient déversé autant d'inexactitudes haineuses sur un peuple » (sous-entendu les Serbes, qui forment 40 % de la population yougoslave globale et à qui beaucoup reprochent, à tort ou à raison, leur caractère hégémonique).

Bref, on l'a compris, après le Kosovo, le torchon brûle sérieusement entre la Serbie et la Slovaquie. Lundi, la télévision nationale s'est même crue obligée d'inviter les Serbes à ne pas boycotter les produits de Slovaquie et un reportage spécial sur « le train de la fraternité » — une tradition qui remonte à la dernière guerre et qui symbolise chaque année, en octobre, l'amitié serbo-slovène — a été diffusé sur un journal du soir. Conspué à longueur de colonnes dans la presse serbe, M. Milan Kucan, chef du Parti communiste slovène aurait pris les devants et envoyé mardi, à ses homologues des autres Républiques, une demande de réunion urgente pour « étudier les moyens de désamorcer la crise aiguë » traversée, selon lui, par la Fédération.

Production
militarisée

La crise semble, effectivement, se déplacer du Sud vers le Nord. Mais la situation au Kosovo n'est pas pour autant normalisée. On confirme d'abord, officiellement, que de très nombreux adhérents de souche albanaise renvoient leur carte au Parti communiste. Privés de leur directeur du centre culturel et de la salle des sports (arrêtés au cours du week-end), la moitié des étudiants de l'université de Pristina, capitale de la province, boycottent toujours les

activités non obligatoires, y compris la cantine et les dortoirs.

Les mille trois cents mineurs de Trepcja, qui avaient été le fer de lance de la grève générale déclenchée mi-février dans tout le Kosovo, pour protester, entre autres, contre « les atteintes à l'autonomie de la province contenues dans le projet de réforme constitutionnelle », n'avaient toujours pas repris le travail mardi. Officiellement pour des « raisons techniques » mais on n'exclut pas à Pristina de voir ces mineurs, une fois au fond, reprendre leur tactique qui consiste à refuser de sortir des puits. L'une des solutions envisagées est d'en faire des « travailleurs mobilisés », comme le sont désormais, depuis trois jours, plus de vingt-cinq mille ouvriers et employés des secteurs public et semi-public, dits de première nécessité. Manifestement, ces travailleurs « rappelés » affectent ainsi une période militaire et risquent la cour martiale en cas de grève. C'est ce qui s'appelle militariser la production.

En tout cas, la rémédiation forcée de la Serbie, qui est effectivement la seule des six Républiques yougoslaves morcelées, depuis 1974, en trois entités distinctes — une idée de Tito, lui-même Croate et convaincu qu'une Yougoslavie forte supposait une Serbie faible — risque de coûter très cher au pays tout entier. Dans le contexte de polarisation ethnique et de passion enflammée qui sévit aujourd'hui, même l'annonce qu'un nouveau gouvernement sera formé d'ici au 16 mars est tombée complétement à plat. Tout le monde paraît avoir oublié qu'il n'y a personne aux commandes de la Fédération depuis près de deux mois. Cela en dit long sur l'importance réelle de cette institution.

PATRICE CLAUDE.

GRÈCE

L'étau se resserre autour de M. Papandréou

(Suite de la première page.)

L'idée de créer un grand journal populaire, calqué sur le modèle américain USA Today, et réalisé ensuite sous le titre 24 Heures, venait également du premier ministre. Ce quotidien devait promouvoir l'image et les intérêts de M. Papandréou et de son fils Georges. Même philosophie derrière l'opération de rachat des journaux conservateurs Kathimerini et Vradyni. Dans le cas de Evdomi, l'acquisition suivie de la fermeture surprenante de cette gazette s'expliqueraient par le fait que le journal publiait régulièrement des photos de M^{me} Dimitra Liani, la maîtresse et future épouse du premier ministre, dans le plus simple appareil.

M. Papandréou n'a toujours pas obtenu le divorce de son actuelle épouse légitime Margaret. Pour arracher son consentement, il aurait demandé à Georges Koskotas, selon Time, de lui fournir la somme de 100 millions de dollars, qui seraient payés par versements successifs à Margaret. Le chef du gouvernement aurait également demandé au banquier d'intervenir rapidement pour acheter les droits d'auteur — et stopper ainsi la publication — d'un livre écrit sur la vie conjugale du couple par sa première femme, M^{me} Christina Rassaia, une psychiatre qui vit toujours aux États-Unis. L'opération n'aurait coûté que 90 000 dollars.

De la main
à la main

Les comptes faits, Georges Koskotas aurait ainsi versé à M. Papandréou 3 milliards de drachmes (soit 120 millions de francs). Et M. Koutsoyorgas, qui est actuellement ministre de la présidence du conseil, aurait reçu pour sa part 500 millions de drachmes. Les transferts de fonds



aurait été assurés respectivement par l'intermédiaire de M. Georges Louvaris et de M. Yannis Mantzouranis, avocat de Koskotas et ancien secrétaire général du gouvernement.

Certaines sommes auraient été remises directement, de la main à la main, par le banquier, qui affirme qu'en 1988, il a « donné » à M. Louvaris, une quarantaine de valises de couleur bleu bordeaux de billes de 5 000 drachmes. Deux fois par mois, des cadres supérieurs du PASOK, le mouvement socialiste panhellénique au pouvoir, n'étaient pas oubliés. Georges Koskotas confirme enfin qu'il a acheté l'Hôtel King George à Athènes pour servir d'adresse à l'entrepreneur Socrate Kalkanis, bien introduit dans les sphères du pouvoir, et qui avait eu le mérite de fournir à M. Papandréou la villa, connue aujourd'hui comme « le nid d'amour le plus cher du monde », où le premier ministre pouvait discrètement rencontrer l'hôtesse de l'air Dimitra Liani. Georges Koskotas déclare enfin avoir décidé de se

« mettre à table » par crainte, s'il est extradé par les États-Unis vers la Grèce, de « disparaître de la circulation ou d'être victime d'un assassinat déguisé en suicide ». Il affirme détenir toutes les preuves de ce qu'il avance, sous forme de documents et même de conversations téléphoniques enregistrées sur cassettes.

« Misérable »

Ces graves accusations portées contre le premier ministre et son entourage ont conduit l'opposition à réclamer, lundi 6 mars, la démission immédiate du gouvernement, l'adoption d'une nouvelle loi électorale, la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections anticipées dans les trente jours. Les États-majors des quatre partis de l'opposition parlementaire, gauche et droite confondues, se sont réunis dans la soirée pour examiner les derniers rebondissements de la crise, sans doute la plus grave que la Grèce ait connue au cours des quarante dernières années. Premier ministre en 1980 et 1981, M. Georges Rallis (conservateur) a lancé un appel au président de la République, M. Christos Sartzetakis, pour qu'il persuade M. Papandréou d'abandonner ses fonctions.

« Misérable », tel a été le seul commentaire laconique du premier ministre sur les déclarations de Georges Koskotas au magazine américain. Le porte-parole du gouvernement, M. Sotiris Costopoulos, a qualifié les propos de l'« escroc » de « tissu de mensonges ». Il a de nouveau développé la thèse du complot ourdi par la droite, les ennemis étrangers de la Grèce et tous les « amis de Koskotas », visant à déstabiliser

ser le gouvernement socialiste et à souiller personnellement M. Papandréou.

Pour sa part, le ministre de la présidence du conseil, M. Agamemnon Koutsoyorgas, lui aussi mis en cause, a qualifié les déclarations du banquier emprisonné de « mythes touchant les bornes de l'absurde ». On voit mal cependant comment la commission d'enquête parlementaire sur le scandale Koskotas pourra ne pas tenir compte des propos, exagérés ou non, du banquier avant de remettre son rapport final à la fin de ce mois.

Par ailleurs, un juge d'instruction d'Athènes a ordonné lundi l'arrestation de M. Théophanis Tombras, PDG de l'Office des télécommunications de Grèce (OTE), pour « insultes et violences illégales » contre une équipe de télévision privée qui voulait filmer son domicile. Interrogé par un journaliste sur les dépôts de fonds de l'OTE à la Banque de Crète, au moment où le scandale Koskotas était sur le point d'éclater, M. Tombras, armé d'un revolver, dont selon ses propres aveux « il ne se sépare jamais », a soudainement agressé l'équipe de techniciens. Ancien militaire, supporter éternel du PASOK et « pourfendeur » de toutes les formes d'opposition, il est aussi célèbre en Grèce pour les « cassettes enregistrées » dont il menace régulièrement ses adversaires que pour ses émissions politiques à la radio du quotidien Avriani, qui soutient inconditionnellement M^{me} Papandréou et Koutsoyorgas.

THÉODORE MARANGOS.

SUISSE : le scandale des narco-dollars

Le procureur général de la Confédération suspendu de ses fonctions

Le procureur général de la Confédération helvétique, M. Rudolf Gerber, a été suspendu de ses fonctions, lundi 6 mars, par le gouvernement de Berne. Cette décision fait suite à l'enquête confiée le 11 janvier dernier au juge fédéral Arthur Haefliger sur le scandale du blanchiment des narco-dollars, qui a déjà provoqué la démission du ministre de la justice, M^{me} Elisabeth Kopp. Un autre responsable de la lutte contre la drogue, M. Adrian Bieri, chef de section à l'Office central chargé de la répression du trafic de stupéfiants, a été misé.

Le rapport Haefliger reproche au procureur général, qui coiffe à la fois le ministère public fédéral et les services de renseignements, d'avoir négligé la lutte contre le trafic de la

drogue. S'il constate que rien ne vient appuyer les allégations les plus graves portées contre M. Gerber, dont les services ont parfois été accusés d'avoir protégé les trafiquants et le blanchiment de leur argent, il n'en relève pas moins un laxisme important dans leur action.

Ce rapport s'étend notamment qu'aucune enquête n'ait été ouverte contre les cinq sociétés financières impliquées dans le scandale des narco-dollars, parmi lesquelles figure la Starbank Trading, dont le vice-président n'était autre que le mari du ministre de la justice. Il reproche également à M. Gerber d'avoir fait à trois reprises des déclarations de nature à induire en erreur le public et le Parlement. — (AFP, Reuters.)

IL S'APPELAIT SANKARA

par Sennen Andriamirado

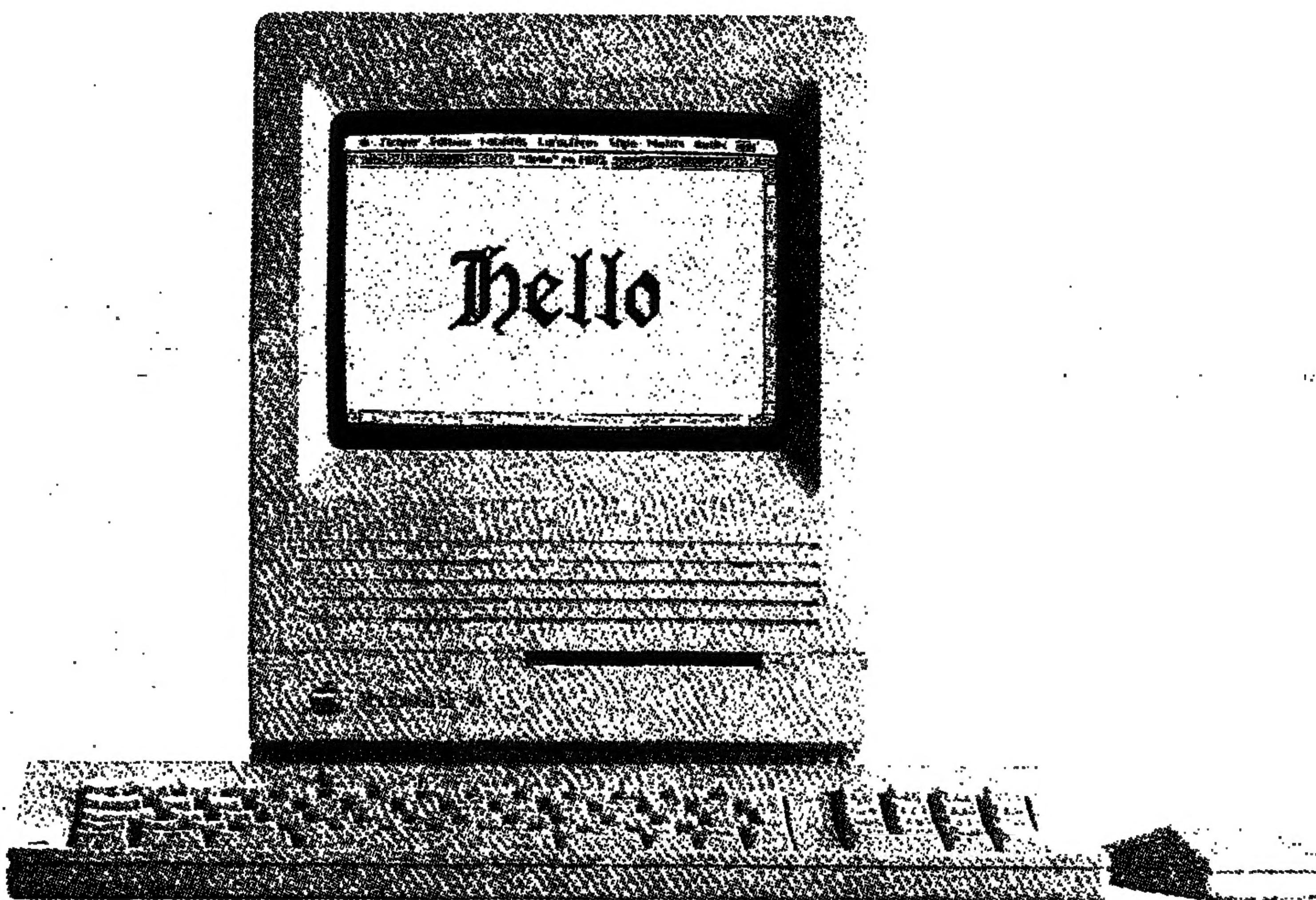
Un nouvel ouvrage
résultat de 14 mois
d'enquête après
l'assassinat de
l'ancien président
du Burkina-Faso

182 pages
dont 20
de photos.
Format :
18 x 23,5 cm

Jean-Marie Chauvier
URSS : Une société en mouvement
Un regard rare sur
un peuple en quête
de libertés
Claude JULIEN, Dir. Monde
Diplomatique (in press)
Une lecture riche et un
excellent récit
François SCHLOSSER
Le Nouvel Observateur
4 mars 1989
éditions de l'aube

سكزا من الأمل

Nouveau Macintosh SE/30. On aurait pu mettre turbo au lieu de SE/30, mais ça aurait fait mauvais genre.



Puisque l'homme a toujours été grisé par la vitesse, Apple vient de mettre à sa disposition un véritable petit bolide : le nouveau Macintosh SE/30 qui contient une immense puissance de travail dans un Macintosh compact.

Sa vitesse vient du tout nouveau microprocesseur 32 bits de Motorola, le 68030 et du coprocesseur arithmétique 68882.

Résultat, tout va plus vite : les tableaux de calculs, les graphiques... Et les pages de

texte défilent à une vitesse vertigineuse.

Avec une mémoire vive de 2 Mo extensible jusqu'à 8 Mo, le nouveau Macintosh SE/30 permet de travailler encore plus facilement sur plusieurs applications à la fois.

Et pour ceux qui travaillent beaucoup, il est équipé en version standard d'un disque dur de 40 Mo qui donne une grande capacité de stockage.

Avec son nouveau lecteur de disquettes FDHD 3,5 pouces, 1,4 Mo, il peut récupérer

et traiter des données provenant d'ordinateurs utilisant d'autres systèmes d'exploitation (MS-DOS ou OS/2 par exemple).

Enfin, on peut utiliser sur Macintosh SE/30 tous les logiciels existant déjà comme tous ceux à venir.

Maintenant si vous voulez vraiment comprendre ce qu'est un ordinateur personnel de compétition, le plus simple est d'aller essayer le Macintosh SE/30.



Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques déposées de Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation. OS/2 est une marque déposée de International Business Machine et de Microsoft Corporation.

Amériques

Guérilla, assassinats politiques, drogue...

La Colombie en proie à toutes les violences

(Suite de la première page.)

Ainsi, moins d'un millier de quelque quinze mille morts violents enregistrés annuellement, en moyenne, depuis le milieu des années 80, ont été causés par des affrontements entre forces armées et guérilla. Les assassinats politiques ont fait, eux, un bon millier d'autres victimes l'an dernier, non compris une soixantaine de « massacres » (tueries collectives ayant provoqué la mort de plus de cinq personnes chacune) dont les auteurs sont en général des groupes paramilitaires d'extrême droite.

Les actions de la guérilla ne sont, certes, nullement bénignes. Ainsi, récemment, une petite armée de quelque deux cents rebelles — FARC, procommunistes, EPLN, de filiation castriste, et EPL, d'origine maoïste, mêlés — s'est emparée, quelques heures durant, de « sa » première localité, en 1989 : Valencia, dans la haute vallée du fleuve Cauca, dans l'extrême sud du pays. Les insurgés ont concentré leur effort sur l'attaque du commissariat de police. Il y a eu cinq morts et trois blessés parmi les forces de l'ordre.

La guérilla et les conflits agraires

Puis le groupe est reparti vers les montagnes, emmenant avec lui onze prisonniers, dont un sous-officier : ces derniers ont, comme à l'ordinaire, été libérés peu après, pour les besoins de la propagande.

Cette action a confirmé une tendance, perceptible depuis trois années, à une entente tacite entre des mouvements qui, naguère, opéraient séparément. Cette concitoyenneté de la création, en 1985, d'une Coordination nationale des guérillas préoccupe les militaires. Ceux-ci ont, certes, les moyens de faire face : quelque cent cinquante mille hommes (policiers inclus) contre quinze mille insurgés. Mais ne voulant pas, ou ne pouvant pas, pratiquer un harcèlement contre l'insurrection, ils sont à la merci de « gros coups » menés par diverses « colonnes » rebelles occasionnellement rassemblées.

Comme il est d'usage en ce genre de guerre, les forces armées répliquent souvent par des « ratisages », dont les victimes sont des paysans, coupables d'avoir, volontairement ou non, hébergé des guérilleros. Faute de repérer des objectifs militaires, l'armée de l'air brûle parfois des récoltes au napalm. Dans les faits, les forces armées recherchent rarement l'affrontement avec la guérilla. Elles plaident que leurs moyens matériels ne le leur permettent pas. Le président Barco a dû, en 1988, annoncer aux militaires un renfort. La proportion de leurs pertes par rapport à celles de la guérilla (trois cent soixante-dix-neuf morts contre cinq cent quatre-vingt-dix-neuf) n'avait jamais été aussi défavorable.

Les rebelles ont, eux aussi, la possibilité de se renforcer en raison de divers facteurs : le mythe de la guérilla, toujours vif dans la



jeunesse universitaire ; le goût ambiant des armes, un indéniable courage physique des Colombiens, et le fait que, désormais, la plupart des groupes sont en mesure d'assurer un soldo à leurs hommes.

L'implantation de la guérilla coïncide avec la localisation des principaux conflits agraires : piémont amazonien des Andes, cours moyen du fleuve Magdalena, zone montagneuse du Haut-Cauca, dans le sud du pays, et quelques points de la côte caribbe. Cette présence, celle des FARC surtout, se manifeste sur un quart du territoire. Il existe pourtant un décalage entre une relative omniprésence de la guérilla et la sensation — très répandue dans les secteurs dirigeants, l'intelligentsia, et, plus généralement, la population des villes, qui repré-entent désormais plus des deux tiers du pays — que tout cela est « quelque chose qui se passe là-bas, dans les montagnes et dans la forêt ».

Droge et terreur

La violence engendrée par la drogue serait-elle une meilleure explication au climat d'insécurité généralisé que vit la Colombie — crénement au demeurant, comme il sied à une société assez « machiste » ? Les « violentologues », là encore, se refusent à mettre exclusivement en cause la fameuse « guerre des clans », entre « ceux de Medellín » et « ceux de Cali », qui a certes fait en 1988 approximativement deux cents victimes — mais aucun « grand chef ». Pourtant, une ten-

« Il faut procéder d'urgence au désarmement des citoyens », tonne devant nous le général José J. Matallana, aujourd'hui à la retraite, cofondateur en 1987 du Mouvement des militaires démocrates en Amérique latine (MIDEAL). Mais nombre de ses pairs retraités ou moins d'états d'âme. Ils louent leur savoir-faire à des organismes de sécurité privés. Leurs contacts maintenus avec leurs collègues d'active sont l'un des canaux par lesquels se nouent bien des complicités d'officiers dans des assassinats de personnalités.

Le « privilège » (*fuero*) permettant à tout membre des forces armées en « service » d'être jugé par ses pairs est aussi vivement critiqué par l'opinion : la quasi-permanence de l'état de siège depuis quarante ans entraîne en effet une considérable extension de la notion de « service ». Et la justice militaire, naturellement pétrie d'esprit de corps, assure ainsi aux siens une quasi-impunité — y compris lorsque sont prouvés des actes aussi barbares que la « disparition forcée de personnes » (un millier de cas depuis la fin des années 70).

L'Etat absentéiste

Les crimes politiques en Colombie visent essentiellement des syndicalistes (près de deux cents en 1988), des politiciens, principalement de l'Union patriotique (M. Bernardo Jaramillo, secrétaire de l'UP, déplorait devant nous, peu avant d'être forcé de quitter le pays en raison des menaces pesant sur sa vie, la mort de plus de sept cents de ses militants depuis 1985).

Selon les jésuites du prestigieux centre d'études Cinpe, un nombre quasi égal de libéraux ou de conservateurs (la plupart connus pour leur esprit progressiste) ont été assassinés l'an dernier. Les paysans sont les plus touchés vu la gravité et le nombre des conflits de la terre. Des enseignants, des étudiants, des religieux (quinze), des journalistes (six tués en 1988, record du monde avec l'Afghanistan), ne sont pas davantage épargnés.

L'Etat pêche aussi par absentéisme. L'une des causes fréquemment citées de la violence entre particuliers — qui fait plus de dix mille victimes annuelles — est le délabrement de la justice. Cette situation pousse les citoyens à compter davantage sur eux-mêmes (ou sur des tueurs à gages) que sur un magistrat pour obtenir réparation d'un tort. Ommission, encore, de l'Etat, à assurer aux plus démunis des citoyens (40 % des vingt-huit millions de Colombiens vivent officiellement « en état de pauvreté absolue ») le minimum nécessaire à une vie décente : la réforme agraire n'a, en vingt-cinq ans, distribué que 9 000 kilomètres carrés de terres ; les périphéries des villes sont aussi affligées que dans le reste de l'Amérique latine, bien que la Colombie soit virtuellement un pays riche ; et des services publics aussi importants que la santé sont encore délaissés sur des portions considérables du territoire.

Ailleurs sans doute, un tel dénuement aurait suscité une gauche puissante. Mais le bipartisme libéral-conservateur ne l'a jamais permis. Est-ce le tempérament de ses habitants — méti d'Indiens particulièrement farouches et de conquérants espagnols nullement paisibles ? Toujours est-il que les Colombiens sont réputés parmi tous les Latino-Américains pour leur « sang chaud ». Et comme — le citoyen colombien est un citoyen armé — selon le constat des « violentologues », faut-il s'étonner que les plus pauvres des habitants croient volontiers en une redistribution des richesses par des moyens que la loi réprouve ? Quant aux nantis, ils ajoutent à l'esprit d'entreprise, reconnu inhérent au tempérament national, une fréquente absence de scrupules : la dénonciation de la « criminalité en col blanc » est un thème récurrent de la vie publique.

On peut dès lors comprendre cette remarque ironique que nous fait M. Plazas Alcid, sixième successeur de Lara Bonilla, assassiné en 1984 : « Etre ministre de la justice dans ce pays, c'est comme être maître-nageur au milieu d'un naufrage ! »

JEAN-PIERRE CLERC.

CANADA : la nouvelle loi sur l'immigration

L'ultime terre d'asile de beaucoup de réfugiés verrouille ses frontières

MONTREAL
de notre correspondante

Le Canada n'est plus le havre qu'il était pour les réfugiés de tous les continents. Les candidats à l'exil semblent déjà le savoir : depuis le 1^{er} janvier dernier, date d'entrée en vigueur d'une nouvelle loi plus restrictive, 1 360 personnes ont demandé l'asile politique en arrivant au Canada, alors qu'ils étaient trois fois plus nombreux en janvier 1988.

Pays d'immigration, le Canada s'était rarement montré aussi pointilleux ; il avait même été cité en exemple par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, qui lui avait décerné la médaille Nansen en 1986. C'est précisément à partir de cette date que la traditionnelle hospitalité canadienne a vraiment été mise à rude épreuve.

Le nombre de candidats au statut de réfugié est passé de 8 300 en 1985 à 18 200 en 1986, 22 000 en 1987 et plus de 35 000 l'an passé. En août 1986, 152 Sri-Lankais d'origine tamoule avaient été accueillis au large de Terre-Neuve dans les canots de sauvetage où les avait laissés le capitaine d'un navire parti clandestinement d'Allemagne de l'Ouest. Un an plus tard, le Canada avait encore accueilli un groupe de 174 réfugiés, sibhs pour la plupart. Partis de Rotterdam, ils avaient débarqué la nuit sans crier gare sur une petite plage de Nouvelle-Ecosse.

Au moment où la plupart des pays occidentaux verrouillaient leurs frontières, le Canada était devenu l'ultime terre d'asile. Et pour cause : il suffisait de réclamer à ses portes le statut de réfugié pour éviter l'expulsion, jusqu'à ce qu'un tribunal administratif se prononce. En cas de refus, plusieurs recours étaient offerts. Le processus s'étalait initialement sur quelques mois, mais le flot de candidats augmentant, les délais se sont allongés jusqu'à s'étendre sur quatre ou cinq années. Pendant tout ce temps, les requérants pouvaient s'installer, recevoir des prestations d'aide sociale (au Québec surtout) et bénéficier de soins de santé gratuits. Nombreux étaient ceux qui trouvaient sans problème

un travail, légal ou illégal. De quoi faire passer le Canada pour un véritable paradis des exilés.

La rumeur s'est vite répandue. Parmi les demandeurs d'asile se sont glissés de simples immigrants économiques portugais, brésiliens, turcs ou africains, qui n'auraient eu que peu de chances d'être admis au Canada s'ils avaient respecté les procédures normales d'immigration. Certains d'entre eux, n'ignorant pas que, pour soulager ses services administratifs débordés, le Canada avait généreusement accordé en 1986 le statut de réfugié à 24 000 demandeurs dont les dossiers étaient en souffrance depuis plusieurs années.

D'un extrême à l'autre

Tout le monde s'entendait sur la nécessité de mettre fin à ces abus, mais les Eglises, les organismes humanitaires et les partis d'opposition ont accusé le gouvernement canadien d'être passé « d'un extrême à l'autre » lorsqu'il a présenté les nouvelles règles. Dorénavant, les postulants sont entendus dans les soixante-douze heures qui suivent leur arrivée et peuvent être renvoyés aussitôt dans leur pays. Le Canada, qui avait auparavant pour politique d'accepter presque systématiquement les ressortissants d'Haïti, du Salvador, du Guatemala, du Liban, d'Iran, d'Afghanistan, de Sri-Lanka et des pays de l'Est notamment, se réserve maintenant le droit d'expulser quiconque vers un pays jugé sûr.

D'après les prévisions du ministère de l'Immigration, seulement 7 000 requérants arrivés aux frontières verront leur demande acceptée cette année. Le Canada se défend d'avoir totalement fermé ses portes : comme par le passé, environ 13 000 réfugiés seront sélectionnés par les ambassades du Canada à l'étranger, principalement en Asie du Sud-Est, en Amérique centrale ou en Afrique, et 10 000 autres seront autorisés par les mêmes autorités à venir rejoindre un membre de leur famille déjà installé.

MARTINE JACOT.

VENEZUELA

Levee du couvre-feu

CARACAS
de notre envoyé spécial

Le couvre-feu a été levé, lundi 6 mars, sur l'ensemble du territoire vénézuélien. La situation est absolument normale dans tout le pays, a déclaré le porte-parole du gouvernement, qui a cependant ajouté que les garanties constitutionnelles demeuraient suspendues.

Le ministre de l'Intérieur, M. Alejandro Izaguirre, a, pour sa part, déclaré que les troubles de la semaine dernière avaient provoqué la mort de deux cent cinquante personnes. Ce chiffre est contesté par l'opposition et une partie de la presse qui, malgré la censure, estime le nombre des morts à près de cinq cents.

Les écoles réouvertes

Les écoles ont rouvert leurs portes lundi, tandis que l'armée continuait d'approvisionner la capitale en produits alimentaires de base. Les perquisitions se sont poursuivies dans plusieurs quartiers de Caracas « afin de récupérer les objets volés lors des pillages ».

Les commerçants, quant à eux, sont invités à se présenter à l'aéroport militaire de La Carlota, à l'est de Caracas, munis des factures correspondant à leurs pertes. L'association des banquiers vénézuéliens, de son côté, a mis sur pied un programme de crédits d'urgence pour les propriétaires des petits commerces saccagés.

J.-M. C.

EN BREF

● **ÉTATS-UNIS** : interception de deux cents haïtiens en haute mer. — Les garde-côtes américains ont interpellé, lundi 6 mars, à 40 milles des côtes haïtiennes, quatre bâtiments, dont un cabotier hondurien, dans lesquels se trouvaient deux cents candidats à l'immigration clandestine aux États-Unis. Les fonctionnaires du service de l'immigration et des naturalisations américaines ont décidé de rapatrier les deux cents personnes en Haïti. — (AFP.)

● **Les aveux d'un sous-officier dans une affaire d'espionnage.** — Un sous-officier de l'armée américaine, l'adjudant James Hall, spécialiste du renseignement, a reconnu, lundi 6 mars, à l'ouverture de son procès en cour martiale, être impliqué dans une opération d'espionnage au profit des pays du pacte de Varsovie. Poursuivi pour dix chefs d'accusation dont ceux d'espionnage et de non-respect des règlements militaires, il a reconnu sa culpabilité, les autorités ayant accepté en échange de ne pas requérir contre lui la peine de mort. — (AFP.)

● **RECTIFICATIF.** — A la suite des informations passées dans le Monde daté 29-30 janvier, M. Lyndon Larouche nous demande de rectifier le montant des prêts contractés par son mouvement. Ceux-ci seraient de 294 000 dollars et non de 30 millions de dollars.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Monde DE L'EDUCATION

17 F

LE PALMARES DES PREPAS
Comment s'inscrire dans une prépa. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

ENQUETE

LA NOUVELLE JEUNESSE DES ÉCOLES NORMALES SUPÉRIEURES

Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient.

POLITIQUE EDUCATIVE

LE DÉFI DE LIONEL JOSPIN

Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.

NUMÉRO DE MARS. 124 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

Les militaires arment les citoyens

La drogue exerce donc bien des ravages sur la société colombienne. Mais il est tant d'autres causes ! L'Etat lui-même, par ses actions ou ses omissions, porte de lourdes responsabilités. Ainsi, en 1968, une loi a-t-elle décidé que tous les citoyens pourraient, hors service militaire, « être utilisés à des activités contribuant au rétablissement de la normalité ». Qui n'obtenaient pas à s'intégrer à ces « groupes d'auto-défense » officiels serait considéré « déserteur ». La même loi dispose que le ministre de la défense pourra déclarer « propriété privée » des armes militaires, cela dans un pays qui a connu onze guerres civiles en un siècle et demi ! Les impressionnantes escortes qui protègent nombre d'hommes d'affaires, honnêtes ou véreux, sont donc, ainsi, tout à fait légales ; plus que l'assassinat, elles sont censées prévenir les enlèvements : la terreur de tous ces gens.

JEAN-PIERRE CLERC.

سكوا من الأصل

La préparation des élections municipales

La crainte de l'abstention

Samedi dernier à Paris, lors de la manifestation d'enseignants qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes, certains protestataires avaient accroché leur carte d'électeurs au bord de leur parapluie. Ce geste ironique est, a contrario, symbolique de l'indifférence qu'éprouvent les dirigeants socialistes dans la dernière semaine avant le premier tour des élections municipales. Et si les gros bataillons de la gauche socialiste étaient tentés par l'abstention, voire par un vote-sanction ?

M. Daniel Vaillant, membre du secrétariat national du PS où il est chargé des fédérations, s'efforce à la sérénité en proclamant sa foi dans le système des enseignants. « Au-delà des problèmes de leur profession, ils font, assure-t-il, la différence entre une ges-

tion municipale de gauche et une autre de droite. » Pour sa part, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, ne cesse de parcourir la France pour mettre en garde les électeurs socialistes contre les tentations de l'indifférence.

« La droite joue l'abstention », affirme M. Vaillant, car une faible participation électorale serait « de nature à l'aider ». Cette analyse n'est pas, semble-t-il, celle du RPR. M. Chirac fait ce qu'il peut pour politiser

un scrutin dont M. Rocard estime qu'il est « surtout local ». Quant à M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, il met l'accent sur « l'enjeu national » des municipales, « première échéance importante depuis l'arrivée aux affaires de l'actuel gouvernement ».

L'ancien ministre de l'intérieur appelle les Français à un « vote-sanction », selon l'expression qu'il a utilisée mardi 7 mars à TF 1. La veille à Paris, M. Pasqua avait jugé que le temps était venu, au terme de neuf

mois de gestion gouvernementale, de « porter un jugement sur la méthode Rocard », qu'il résume ainsi : « Engager le dialogue sans partenaire, engager la concertation une fois que les décisions sont prises et, à la moindre difficulté, disparaître et laisser ses ministres se débrouiller. »

M. Pasqua, estimant aussi qu'il suffit que le premier ministre « se saisisse d'un dossier pour qu'il se déginglât », sera certainement très attentif à la prestation conjointe de MM. Rocard et Jospin, mercredi 15 heures, sur les chaînes de radio et de télévision publiques. Il y sera question du dossier de l'enseignement, fondamental pour le pays et qui pèsera sur le vote de gauche aux élections municipales.

Blois : Pierre Sudreau, l'homme blessé

BLOIS
de notre envoyée spéciale

Pierre Sudreau est un de ces hommes dont on dit, en détachant ses mots : « C'est un grand monsieur. »

Son curriculum vitae l'atteste : responsable à vingt-trois ans d'une organisation de résistance, arrêté sur la Gestapo en 1943, déporté à Buchenwald, préfet à vingt-sept ans, ministre à quarante, chargé de la construction dans le gouvernement du général de Gaulle en 1958, puis de l'éducation nationale en 1962, avant d'en partir pour protester contre la réforme constitutionnelle de 1962, député du Loire-et-Cher de 1967 à 1981, maire de Blois depuis 1971, grand officier de la Légion d'honneur...

Il sait recevoir avec la distinction qui sied à un grand monsieur, attentionné et affable, piquant d'anecdotes, éblouissant de culture, étourdissant d'entregent. Le bureau qu'il occupe depuis dix-huit ans, à l'hôtel de ville de Blois, offrant la plus belle fenêtre dont on puisse rêver sur les vieux quartiers et les courbes de la Loire, est tout à son image : la sérénité grise fer des murs corrigée par la douceur rose fanée des fauteuils. Et ce septuagénaire portant beau convient à cette ville chargée d'histoire, fière de ses jours tranquilles dans la lumière dorée du val de Loire.

Mais, aujourd'hui, M. Sudreau est un homme blessé : on est venu marcher sur ses terres, on l'a défié. Et ce « on » est à M. Sudreau ce que la noblesse d'Empire était à l'aristocratie de l'Ancien Régime : un imposteur.

Le 19 janvier dernier, en direct de la salle du Jeu de paume à Paris, dans « Questions à domicile » sur TF 1, Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire, a annoncé sa candidature à Blois. Puis, de semaine en semaine, le ministre a pris de l'avance. Jusqu'au jour sinistre — le vendredi 3 mars — où le quotidien régional *la Nouvelle République* titrait à la une : « Municipales : Jack Lang dès le premier tour ? », en s'appuyant sur un sondage montrant 50 % des suffrages au ministre de la culture dès le 12 mars, et 56 % au deuxième tour.

Alors M. Sudreau, blessé, est devenu méchant. L'air de ne pas y toucher, accompagnant ses confidences d'une moue de dégoût, il livre à son interlocuteur les bruissements de la ville. Ceux qu'on lui rapporte, bien sûr, en vrac : les liasses de 500 francs qu'exhibaient les collaborateurs de Jack Lang, la Légion d'honneur remise à Samir Traboulsi, les sondages manipulés, l'autorisation donnée par le ministre de la culture à la diffusion d'un film portant atteinte à l'honneur des résistants...

De son côté, présent deux à trois fois par semaine dans la cité, Jack Lang, élu du département depuis 1986, « fait du Jack Lang ». Il est veau, sourit aux lèvres, « en impeccable costume sombre et sobre, avec juste ce qu'il faut de fantaisie élégante dans le choix de la cravate, prônant un *nouvel élan pour Blois* ».

Il a offert Robert Bambuck, ministre du sport, aux présidents d'associations sportives, Alain

Decaux, ministre de la francophonie, et Erik Orsenna, Prix Goncourt, aux lettrés. Charles Trenet aux nostalgiques. Il a eu soin de publier dans son journal de campagne un touchant souvenir du dîner offert dans le château de Chambord au prince et à la princesse de Galles.

Il a promis un petit « Zénith » aux jeunes Bloisais, et des systèmes de télé-alarme aux personnes âgées. Il a sillonné les rues, dédicant les photos que lui tendaient des fillettes croustillantes, visité la ZUP, l'ANPE, et les offices de HLM. Il a parlé d'« imagination », de « belles idées », de « convivialité », d'« harmonie », de « camaraderie », de « projet formidable », de « ville sympathique », de « bureaux souriants ».

Juste un peu de « fatigue »

Mais de politique, point. Il a même oublié de faire figurer sur son affiche le poing et la rose, ou une quelconque référence à la « France unie ». Mais à quoi bon détailler ses projets quand une simple apparition dans la rue fait encore oublier à quelques conducteurs et conductrices de démarrer au feu vert...

Le maire de Blois en conçoit-il de l'amertume ? Non, affirme-t-il, juste un peu de « fatigue » : « On ne juge plus aujourd'hui les gens sur leur valeur, mais sur leur image. » Le fatidique sondage en témoignait d'ailleurs, qui donnait 61 % des jugements favorables au travail accompli par le maire sortant ces dernières années. Et M. Sudreau de dénoncer « le comportement d'enfant gâté » de

son adversaire, sa « légèreté », son « inconstance ». « Il lui faut un nouveau joujou, le maire de Blois. Je serai regretté très vite. Jack Lang n'est pas un gestionnaire. Il sera pour moi un extraordinaire faux-valet. Si je suis battu on cisèlera ma statue dans les six mois. »

Quant à son autre adversaire, M. François Burdeyron, qui, lui, est simplement « énarque », prof à Sciences-Po et candidat malheureux contre Jack Lang aux dernières élections législatives, M. Pierre Sudreau n'en parle même pas. Il est vrai que ce jeune homme de trente-six ans, au physique copie conforme de Dominique Baudis, a du mal à se faire une place dans la cour des grands.

Militant PR, il s'est vu refuser l'investiture UDF-RPR au profit du maire sortant. Renonçant à la notoriété, il joue le long terme. « Moi, je sais que dans vingt ans je serai toujours à Blois, ce qu'aucun de mes adversaires ne peut dire aujourd'hui », affirme-t-il.

En attendant, M. Burdeyron se fait les dents en dénonçant la « soufflet médiatique Jack Lang », et en rappelant que son second de liste n'est autre que le secrétaire général de la mairie qui travailla pendant dix-huit ans aux côtés de M. Sudreau. Un ralliement sur lequel M. Sudreau a à aussi quelques explications. Mais à quoi bon ? Tout cela le conforte « dans l'idée que la vie publique française est d'une triste médiocrité ». Et il est tout de même des blessures qui se cachent quand on est un grand monsieur.

PASCALLE ROBERT-DIARD.

Bordeaux prépare l'après-Chaban... pour 1995

BORDEAUX
de notre correspondante

Maire de Bordeaux depuis 1947, M. Jacques Chaban-Delmas, soixante-quatre ans, est pour la huitième fois candidat à sa propre succession. Nul ne doute, au bord de la Garonne, qu'il y réussisse dès le premier tour de scrutin.

En 1983, face à un ministre en exercice, M^{me} Catherine Lalumière (PS), le maire avait obtenu un score « historique », 65,61 % des suffrages. Or cette fois aucun de ses concurrents ne dispose d'une assise nationale. Ni les Verts ni le Front national, présents l'an et l'autre pour la première fois ; ni le PC, qui faute d'être parvenu à un accord avec les socialistes présente une liste séparée, du jamais vu depuis 1965 ; ni le PS, l'adversaire principal.

Souvent soupçonné de laisser le champ libre à M. Chaban-Delmas, les socialistes ont pris le risque de donner à nouveau cette impression. Ils ont désigné pour défendre leurs couleurs un conseiller sortant, M. François-Xavier Bordeaux, opposant respectueux s'il en fut. La campagne se déroule dans une ambiance saine : ni défilement d'affiches, ni affrontements majeurs.

M. Chaban-Delmas dispose du capital de quarante-deux ans de « chabanisme », fruit d'un système aux ramifications multiples, économicques ou populaires, synonyme de « main mise » pour ses détracteurs et d'« histoire d'amour et de confiance partagée », pour ses admirateurs. Bref, il est de cette génération des « maires à vie », de la lignée des Defferre à Marseille ou des Pradel à Lyon.

Officiellement, tout va pour le mieux pour le maire sortant. Bordeaux, assure-t-il, tiendra le rang d'« Eurocité » et va se doter d'un métro. M. Chaban-Delmas ne perd pas une occasion de vanter sa « jeunesse » et de proclamer qu'il mène « une vie de boxeur à l'entraînement » qui le tient fort éloigné de son « âge d'état civil ».

Nul ne se risquerait à le contredire. Tout juste dans certains milieux économiques fait-on remarquer à mi-voix que Bordeaux est descendue en dessous du seuil critique de 200 000 habitants, que sa population vieillit, que son poids économique diminue. Les activités de pointe, aéronautiques et aéronautiques, bénéficient à la banlieue ouest.

Intra muros le seul point fort demeure le vin. On est moins optimiste que le maire sur la place

internationale de la cité menacée de rester à l'écart de l'axe de développement européen réputé passer par Lyon et Barcelone.

Dans les cercles politiques de droite, nul n'oserait une critique sur la campagne, en demi-teinte, cantonnée au respect strict de la liturgie électorale : bilan de mandat et tournée des quartiers. Seuls « extras » : les visites aux maires voisins dont la non-réélection compromettrait le maintien de M. Chaban-Delmas à la présidence de la Communauté urbaine et le contraindrait à se replier sur sa ville.

« Usure »

En privé cependant des colistiers commentent la présentation de la liste 89, jugée « lugubre ». M. Chaban-Delmas n'a pas procédé à grand renouvellement. Les vieux compagnons restent en place. Les piliers du conseil aussi, au premier rang desquels M. Jacques Valade, premier adjoint et dauphin désigné depuis désormais douze ans.

Cette continuité est diversement interprétée. Les uns y lisent un signe évident de « vieillissement » et d'« usure » du système incarné par un personnage « indéfectible jusqu'à la mort ». Elle fait en revanche le bonheur des autres qui y voient une « liste de fin de mandat » dans laquelle le successeur pourra aisément, le moment venu, « faire le ménage ».

Cruel paradoxe en effet : à l'heure où Chaban entre vivant dans la légende bordelaise, la droite vit déjà sous le signe de l'« après-Chaban ». Au nom de la « loyauté », et de la « fidélité » au choix de M. Chaban-Delmas, le RPR, de loin majoritaire au conseil municipal, se déclare prêt à « tout mettre en œuvre pour que Jacques Valade soit le futur maire de Bordeaux (...) au moment choisi par Jacques Chaban-Delmas lui-même ».

Officiellement, la succession est réglée, à cette nuance près que le terme n'en est pas fixé. Il semble désormais acquis que M. Valade ne cherche pas à se départir avant l'heure de son rôle de second, même s'il admet que « le temps passe pour tous les mortels ».

Régée, la succession ? Mais elle n'est pas ouverte ! », s'exclame-t-on au contraire du côté de l'UDF. Interrogé au cours de la campagne sur la personnalité qui dirigerait la liste de droite en 1995, M. Chaban-Delmas a laissé entendre qu'il ne repousserait pas, a priori, l'idée de se représenter.

GINETTE DE MATHA.

Montélimar : dissidence au PS contre le maire sortant

MONTÉLIMAR
de notre correspondant

« Quand c'est insupportable, on ne supporte plus. » C'est cette logique élémentaire qui a conduit M. Firmin Chaleil, adjoint (PS) à la mairie de Montélimar (Drôme) à constituer sa propre liste contre celle du maire sortant, M. Maurice Pic, sénateur socialiste. M. Chaleil, cinquante-sept ans, expert-comptable, et président du club local de football, espérait que le tenant du titre, en égard à son âge et à ses palmiers, passerait le relais à ses coéquipiers.

Mais, à soixante-seize ans, et après trente ans de gestion municipale (sans compter les quatorze ans passés à la mairie d'une commune voisine, les vingt-huit ans à la tête du conseil général de la Drôme, et trois postes ministériels sous la IV^e République) M. Pic sollicite un sixième mandat.

« Repartir avec les mêmes hommes, c'est aller droit à l'échec », assure M. Chaleil. Il fonde sa conviction sur des chiffres qui attestent que la gauche subit dans cette ville une « érosion constante ». « La gauche n'a été majoritaire qu'une seule fois depuis 1963 à Montélimar, c'était pour la réélection de François Mitterrand », souligne M. Chaleil. Il rappelle qu'en 1985 le maire et son premier adjoint ont perdu leurs sièges de conseiller général au bénéfice de deux candidats UDF. MM. Thierry Cornillet (Radical) et Jean-Jacques Ayzac (PR) (qui s'affrontent tous les deux dans une primaire).

En sportif convaincu que l'on ne reconduit pas « une équipe de perdants », M. Chaleil se présente comme le sauveur de la gauche à Montélimar. Mais c'est sans compter sur les réserves de M. Pic. « Il n'y a qu'une seule liste de gauche à Montélimar, c'est celle que dirige Maurice Pic, officiellement désigné par le Parti socialiste », insiste le

maire sortant. M. Pic ajoute sur le même air : « La liste de Firmin Chaleil est une liste d'individualités qui poursuivent un but personnel. » Il estime que c'est « la rancœur » de n'avoir pas été désigné candidat aux législatives l'an dernier qui pousse M. Chaleil à se présenter aux municipales.

Ces affirmations cachent mal la blessure de M. Pic : c'est la première fois qu'un membre de son parti se permet de contester son pouvoir sur son propre terrain.

M. Pic assure qu'il ne négociera pas entre les deux tours avec ceux qui l'ont « traité quinze jours plus tôt ». L'affrontement entre le candidat socialiste et le dissident peut profiter à l'un des deux conseillers généraux UDF en compétition pour la mairie.

G. M.

Corse : les élections menacées par la grève des fonctionnaires

BASTIA
de notre correspondant

Vingt-sept mille agents de l'Etat et employés des services publics, en Corse, se mobilisent progressivement pour obtenir une « prime d'insularité ».

Une récente étude de l'INSEE montre que les produits alimentaires et l'habillage sont plus chers en Corse de 15 %, l'essence coûte en moyenne 0,60 F de plus au litre, et la baguette de pain coûte 42 % de plus que sur le continent. Des chiffres, déjà évoqués à l'automne dernier par les postiers qui, au terme d'une grève de trente-quatre jours, avaient obtenu que leurs revendications soient écoutées par le comité interministériel chargé de la question corse.

M. Weyant se situe personnellement au centre droit.

● ISOLIRE (Puy-de-Dôme) : exclusions. — La fédération du Parti socialiste a décidé d'exclure neuf candidats aux élections municipales. Sept se présentent à l'élection sur une liste opposée notamment à celle du maire socialiste sortant, M. Jacques Lavédrine (le Monde daté des 5-6 mars).

● CANNES : M. Chirac polémique. — M. Jacques Chirac a vivement critiqué, mardi 8 mars, au micro RMC, la candidature de M. Michel Moullot — proche de M. Léotard, — contre le maire sortant de Cannes (Alpes-Maritimes), M^{me} Anne-Marie Dupuy (RPR) investie par l'opposition. M. Chirac traitait M. Moullot de « Malotru » a ajouté : « Les Cannes ne pourront pas apporter leur confiance à une personne qui situe le débat à un niveau aussi minable. »

SITUATIONS

● CASTRES (Tarn) : la droite divisée. — La liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant socialiste, M. Philippe Devyeux, affrontera trois listes d'opposition à Castres. Face à M. Jacques Limouzy, député (RPR), qui va tenter de conquérir la mairie qu'il détenait jusqu'en 1977, en conduisant la liste d'union UDF-RPR, MM. Michel Montserat (RPR-diss.) et Bernard Anthony, alias Romain Marie (FN), ont présenté chacun leur liste. — (Corresp.)

● TOURS (Indre-et-Loire) : un nouveau venu. — Face à M. Jean Rony, maire sortant (divers droite) et M. Jean Germain (PS), président de l'université et directeur de cabinet de M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, M. Roland Weyant, président depuis quatre ans de la chambre de commerce et d'industrie d'Indre-et-Loire, a décidé de conduire une liste.

Paris : la polémique Joxe-Chirac se poursuit

M. Jean Tibéri, député RPR de Paris et directeur de la campagne de M. Jacques Chirac dans la capitale, a qualifié d'« affligeantes et indignes » les déclarations faites lundi 6 mars à Europe 1 par M. Pierre Joxe.

Le candidat socialiste avait déclaré qu'il « n'avait jamais cru un instant au gaullisme de Jacques Chirac », ajoutant : « J'en connais l'imposture. » Le ministre de l'intérieur avait rappelé qu'il avait connu M. Chirac en Algérie en 1959, précisant : « Nous n'étions pas amis, nous étions des relations. J'étais pour la fin de la guerre coloniale ; il était pour l'Algérie française. Pour des raisons qui m'interrogent, il veut récrire une partie de sa jeunesse. »

M. Tibéri a rappelé que, au début de l'émission, M. Joxe avait « pour-tant dit qu'il n'attaquerait plus le maire de Paris et puis, sa nature l'emportant, il a abouti à un dérapage qui n'est pas convenable, tenant un langage uniquement destructeur et dénigrant ».

M. Joxe avait aussi souhaité un « audit » du fonctionnement au Conseil de Paris. C'est M. Roger Romani, sénateur RPR et questeur de la capitale, qui lui a répondu en disant : « Paris est la seule ville où le maire, bien que la loi ne lui en fasse pas obligation, convoque une conférence des présidents pour fixer

l'ordre du jour, et l'opposition municipale ne s'en est jamais plainte. »

M. Joxe ayant enfin demandé quelles étaient les propositions de M. Chirac « pour modifier les rapports entre l'Etat et la Ville en matière de circulation », M. Romani a précisé qu'une « proposition de loi concernant le transfert au maire de Paris des compétences en matière de circulation et d'hygiène appartenant au préfet de Police serait déposée à l'ouverture de la prochaine session parlementaire ».

Lyon : tensions à droite

Engagée depuis quelques jours déjà par la liste UDF, l'offensive anti-Noir a pris toute sa dimension, lundi 6 mars, à Lyon, à l'occasion d'une conférence de presse convoquée à la hâte de MM. Francisque Colomb et Raymond Barre. « Tout le monde sait bien que si Michel Noir l'emportait, la ville tomberait sous l'emprise d'un parti monolithique et centralisé (...) Nous briserions ainsi près d'un siècle de traditions », a déclaré le maire sortant. — (Bur. rég.)

CANADA
L'ultima lettre d'addio
de beniamino de rafaelles
verrouillata con le mani

GRAND
RENDEZ-VOUS
DE L'IMMOBILIER

Politique

La préparation des élections municipales

Le PS et le PCF s'affrontent dans 39 % des villes de plus de 20 000 habitants

Sur l'ensemble des 389 villes de plus de 20 000 habitants (selon le recensement de 1982, mis à jour) de la métropole, le Parti socialiste et le Parti communiste s'affrontent au premier tour des élections municipales, le 12 mars, dans 145 villes, soit 39 % du total (en 1983, selon le PS, il y avait eu 44 « primaires » à gauche dans cette même catégorie de villes, soit 11 %). Si l'on ajoute 6 cas particuliers d'alliance PS-centristes ou de division au sein du PCF, on aboutit à une proportion proche de 39 %.

Le Parti socialiste, qui gère 103 villes de cette importance, provoque ou subit la concurrence du Parti communiste dans le quart d'entre elles (27 exactement). Le PCF ne subit l'assaut

du PS que dans 15 % (soit 12) des 79 villes de ce type qu'il détient. S'y ajoutent 3 villes où — avec (Le Mans) ou sans (Orléans et Saint-Gervais-les-Bains) l'aval de la direction de leur parti — les socialistes, localement, font cause commune avec un maire communiste dissident auquel s'oppose une liste officielle du PCF. Quant aux 3 maires sortants radicaux de gauche, ils bénéficient de listes d'union leur associant le PS et le PCF.

Cette situation, arithmétiquement favorable aux communistes — mais il faut tenir compte du fait que plusieurs maires socialistes n'ont pas souhaité accueillir de communistes sur leur liste au premier tour, — provoque des cas d'indiscipline au sein du PS.

Ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, des élus ont formé un « Parti socialiste renoué », qui conteste au PCF certaines de ses mairies, notamment à Aubagne et à La Ciotat. Les socialistes de Bègles, en Gironde, soutiennent, contre le maire communiste, la tentative de M. Noël Mamère, suppléant du député, M. Gilbert Mitterrand, qui l'a désavoué. Des initiatives similaires s'observent à Firminy (Loire), Fontaine et Saint-Martin d'Hères (Isère), Draveil et Grigny (Essonne), ainsi qu'à Givors et à Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône). Dans deux cas — Thionville (Moselle) et Alès (Gard), — les dissidents socialistes se sont alliés avec la droite.

Parmi les 197 villes administrées par l'opposition, on relève 53 % de primaires entre le PS et le PCF (soit 105). Les socialistes conduisent des listes de « rassemblement à gauche » dans 89 de ces villes, et les communistes, dans 4 d'entre elles. Sainte-Foy-lès-Lyon et 3 villes que la droite lui avait prises il y a six ans : Saint-Quentin, dans l'Aisne, La Seyne-sur-Mer, dans le Var, et Rosny-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis. Dans les 30 villes qu'il avait perdues en 1983, le PCF demandait à conduire la liste de gauche : ce ne sera le cas que dans ces 3 villes, la tête de liste revenant au PS dans 4 autres, et les 23 villes restant donnant lieu à une primaire.

O.B. et P.J.

AIN : Bourg-en-Bresse : M. Jean Moreteau * PS ; M. Lionel Morner, PCF. Oyonnax : M. Roland Anne, PS.

AINSE : Lez : M. René Dosières * PS. Saint-Quentin : M. Daniel Le Meur, PCF. Soissons : M. Bernard Lefranc * PS.

ALLIER : Moulins : M. Catherine Mabrut-Lissone, PS. Montluçon : M. Pierre Goldberg * PCF. Vichy : M. Jean-Michel Guérin, PS.

HAUTES-ALPES : Gap : M. Georges Graglia, PS ; M. Jean-Jacques Ferrero, PCF.

ALPES-MARITIMES : Nice : M. Jean-Hugues Colonna, PS ; M. Charles Carasso, PCF. Cannes : M. Henri Rossi, PS ; M. Ghislaine Picot, PCF. Antibes : M. Gérard Bonneau, PS. M. Gérard Piel, PCF. Grasse : M. José Soria, PS ; M. Claude Mayaffre, PCF. Le Cannet : M. Francis Giolitti, PS ; M. Pierre Bernasconi, PCF. Cagnes-sur-Mer : M. André Picard, PS ; M. Lucien Iengo, PCF. Menton : M. Jean Deflassieux, PS ; M. Claude Morbidelli, PCF. Saint-Laurent-du-Var : M. Robert Rolant, PS ; M. Raymond De Lorenzi, PCF. Vallauris : M. Pierre Ancillotti, PS.

ARDECHE : Annonay : M. Jean Parizet, PS.

ARDENNES : Charleville-Mézières : M. Roger Mas * PS. Sedan : M. Daniel Grandjean (1), PS.

AUBE : Troyes : M. Jean-Pierre Cheraï, PS ; M. Jean Lefèvre, PCF.

AUDE : Carcassonne : M. Roger Bertrand, PS. Narbonne : M. Roland Courteau, PS.

AVEYRON : Rodez : M. Dominique Raynal, PS ; M. Alain Puech, PCF. Millau : M. Gérard Dery * PS.

BOUCHES-DU-RHÔNE : Aix-en-Provence : M. Jean-François Ficheral, PS ; M. Luc Fouquier, PCF. Arles : M. Michel Vauzelle, PS ; M. Jacques Perrot, PCF. Mar-

ignies : M. Paul Lombard * PCF. Salon-de-Provence : M. André Vallet, PS ; M. Roger Chapus, PCF. Aubagne : M. Jean Tardito * PCF. La Ciotat : M. Maurice Poli (2), PCF. Marignane : M. André Cavaglia, PS. Istres : M. Jacques Siffre * PS. Vitrolles : M. Jean-Jacques Anglade * PS. Miramas : M. Georges Thorand * PCF. Port-de-Bouc : M. René Rieubon * PCF.

CALVADOS : Caen : M. Louis Mexandeau, PS ; M. Marc Bellef, PCF. Lisieux : M. Yvette Roudy, PS. Hérouville-Saint-Clair : M. François Geindre * PS.

CANTAL : Aurillac : M. René Souchon * PS ; M. Alain Cousin, PCF.

CHARENTE : Angoulême : M. Jean-Michel Boucheron * PS. Cognac : M. Jean Roubinet, PS ; M. Hervé Dutourier, PCF.

CHARENTE-MARITIME : La Rochelle : M. Michel Crépeau * MRG. Rochefort : M. Yves Harouet, PS. Saintes : M. Michel Baron * PS ; M. Marcel Thomas, PCF.

CHER : Bourges : M. Jacques Rimbault * PCF. Vierzon : M. Fernand Micouraud, PCF.

CORREZE : Tulle : M. Jean Combastel * PCF. Brive-la-Gaillarde : M. Jean-Claude Cassaing, PS.

CORSE-DU-SUD : Ajaccio : M. Ange Pantaloni, PS ; M. Paul-Antoine Luciani, PCF.

HAUTE-CORSE : Bastia : M. Emile Zuccarelli * MRG.

COTE-D'OR : Dijon : M. François Rebsamen, PS. Beaune : M. Michel Volatier, PS.

COTES-DU-NORD : Saint-Brieuc : M. Claude Saunier * PS.

DORDOGNE : Périgueux : M. Michel Lecoq, sout. PS ; M. Roger Gorce, PCF. Bergerac : M. Michel Manet * PS.

DOUBS : Besançon : M. Robert Schwint * PS ; M. Christian Pillot,

PCF. Montbéliard : M. Guy Bèche (1), PS.

DRÔME : Valence : M. Rodolphe Pécot * PS. Romans-sur-Isère : M. Etienne-Jean Lapasset * PS. Montélimar : M. Maurice Pic * PS.

EURE : Evreux : M. Roland Plaisance * PCF. Vernon : M. Michel Heulin, PS ; M. Jacky Allais, PCF.

EURE-ET-LOIR : Chartres : M. Georges Lemoine * PS ; M. André Essiardi, PCF. Dreux : M. Maurice Ravanne, PS.

FINISTÈRE : Quimper : M. Bernard Poignant, PS ; M. Fier Rainero, PCF. Brest : M. Pierre Maille, PS.

GARD : Nîmes : M. François Bruguierolle, PS ; M. Emile Jourdan, PCF. Alès : M. Gilbert Millet * PCF.

HAUTE-GARONNE : Toulouse : M. Jacques Lévy, PS. Cole-

Les cas particuliers

MARSEILLE (Bouches-du-Rhône) : M. Michel Pezet, PS, conduit les listes d'union de la gauche face à celle du maire sortant centriste, M. Jean-Marie Rausch, à laquelle participe le PS.

METZ (Moselle) : M. Jean-Claude Bezzes, PCF, conduit une liste face à celle du maire sortant centriste, M. Jean-Marie Rausch, à laquelle participe le PS.

SARREGUÉMINES (Moselle) : M. Jean-Luc Hilpert, PCF, conduit une liste face à celle du maire sortant centriste, M. Robert Pax, à laquelle participe le PS.

LE MANS (Sarthe) : M. Daniel Boulay, PCF, conduit une liste face à celle du maire sortant, M. Robert Jarry, exclu du PCF, à laquelle participe le PS.

SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS (Essonne) : M. Henri Mazat, PCF, conduit une liste officiellement soutenue par le PS face à celle du maire sortant, M. Jean Oghe, ex-communiste, à laquelle participent les socialistes locaux, exclus du PS.

AUXERRE (Yonne) : M. Jean-Marie Langoureaux, PCF, conduit une liste face à celle du maire sortant centriste, M. Jean-Pierre Soisson, à laquelle participe le PS.

ORLÉANS (Val-de-Marne) : M. Alain Girard, PCF, conduit une liste officiellement soutenue par le PS face à celle du maire sortant, M. Gaston Viers, exclu du PCF, à laquelle participent les socialistes locaux exclus du PS.

LA COMBE, PS ; M. François Liberti, PCF.

ILLE-ET-VILAINE : Rennes : M. Edmond Hervé * PS. Saint-Malo : M. Louis Chopier, sout. PS. Fougères : M. Jacques Fauchoux * PS.

INDRE : Châteauroux : M. Jean-Yves Gateaud, PS.

INDRE-ET-LOIRE : Tours : M. Jean Germain, PS. Jossé-les-Tours : M. Jean Proveux, PS.

ISÈRE : Grenoble : M. Michel Destot, PS. Echirolles : M. Gilbert Biessy * PCF. Saint-Martin-d'Hères : M. Joseph Blanchon * PCF. Vienne : M. Louis Mermaz * PS. Bourgoin-Jallieu : M. Edmond Roy (1), PS. Fontaine : M. Yannick Boulard * PCF.

JURA : Lons-le-Saunier : M. Henri AUGER * PCF ; M. Alain Brune, PS. Dole : M. Jean-Pierre Santa-Cruz, PS.

LANDES : Mont-de-Marsan : M. Philippe Labeyrie * PS.

LOIR-ET-CHER : Blois : M. Jack Lang, PS ; M. Roger Leclerc, PCF.

LOIRE : Saint-Etienne : M. Bruno Vennin, PS ; M. Joseph Sanguedolce, PCF. Roanne : M. Jean Auroux * PS. Saint-Chamond : M. Jacques Badet * PS. Firminy : M. Théo Vial-Massat * PCF.

HAUTE-LOIRE : Le Puy : M. Roland Casanova, PS.

LOIRE-ATLANTIQUE : Nantes : M. Jean-Marc Ayrault, PS. Saint-Nazaire : M. Joël Bouteux * PS. Saint-Hilaire : M. Charles Gautier (1), PS. Rezé : M. Jacques Floch * PS. Orvault : M. Jean-Claude Rault, PS.

LOIRET : Orléans : M. Jean-Pierre Sœur, PS ; M. Michel Ricoud, PCF.

LOT : Cabors : M. Maurice Faure * MRG.

LOT-ET-GARONNE : Agen : M. Christian Laurissergues, PS.

LA COMBE, PS ; M. François Liberti, PCF.

VILLENEUVE-SUR-LOT : Mme Marie-Lise Lassusade, PS.

MAINE-ET-LOIRE : Angers : M. Jean Monnier * sout. PS ; M. Jacques Proult, PCF. Chalon : M. Emile Coutolleau, PS ; M. Jean-Paul Gouraud, PCF. Saumur : M. Jacques Perceux, PS ; M. Raymond Berthelemy, PCF.

MANCHE : Saint-Lô : M. Bernard Dupuis, PS. Cherbourg : M. Jean-Pierre Godfrey * PS.

MARNE : Reims : M. François Letzgus, PS ; M. Claude Lambin, PCF. Châlons-sur-Marne : M. Jean-Reyssier * PCF. Epervier : M. Jean-Louis Bergé, PS ; M. Jacques Perrein, PCF.

HAUTE-MARNE : Chaumont : M. Henri Le Roux, PS. Saint-Dizier : M. Marius Carlier * PCF ; M. Guy Chantault, PS.

MAYENNE : Laval : M. André Pincot * PS.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Nancy : M. François Borella, PS ; M. Bernard Codazzi, PCF. Vandœuvre-lès-Nancy : M. Pierre Rousselot, PS. Lunéville : M. Michel Closs, PS ; M. Maurice Claude, PCF.

MEUSE : Verdun : M. Jean-Louis Dumont, PS.

MORBIHAN : Vannes : M. Michel Olivier, PS ; M. Pierre Joubin, PCF. Lorient : M. Jean-Yves Le Drian * PCF.

MOSELLE : Thionville : M. Paul Souffrin * PCF. Forbach : M. Alain Morisse, PS ; Mme Marie-Emme Hesse, PCF. Montigny-lès-Metz : M. Daniel Cointin, PS ; M. Joël Grosjean, PCF.

NIÈVRE : Nevers : M. Pierre Bérégovoy * PS.

(*) Maire sortant.
(1) Le maire sortant, socialiste, ne se représente pas.
(2) Le maire sortant, communiste, ne se représente pas.

Histoires de villes

Berck, qui rêve d'être une autre

Sur certaines villes pèse un destin hors norme. Après Lodève (Hérault) où vit une forte communauté de Français musulmans (le Monde du 7 mars), voici Berck (Pas-de-Calais) qui rêve d'être une autre, même si elle puise dans l'humour l'élégance de se nommer elle-même « la ville des allongés ».

BERCK (Pas-de-Calais)
de notre envoyé spécial

Il n'avaient rien demandé à personne. Un drôle de numéro leur a simplement été attribué à la loterie des particularismes. Leur ville — « la ville des allongés », comme ils disent — s'est faite sans eux, par la volonté de la compassion, et pas la leur.

Eux habitent Berck-Ville, à distance raisonnable de la côte, peu soucieux de se mêler des colères de la mer. Pour cause d'iodine, au vent du large, des « bienfaits » du dix-neuvième siècle, au premier rang desquels une impérialité, ont planté là, sur leurs dunes, le décorant d'un décor de leurs bonnes œuvres pour gosses scrofulaires de l'Assistance publique.

Six gros hôpitaux à vous boucher l'horizon, mais avec une vue imprenable sur l'océan, des milliers de handicapés graves, de comateux, et pour seule chorale locale, pendant des décennies, l'hymne national de la tuberculose. Il y a là de quoi éprouver de la gêne, et Berck ne nie pas son complexe. Elle s'en tire par des plaisanteries. La plus féroce : « Je ne sais pas ce que j'ai aujourd'hui, mais je le route à côté de mes pneus. » Même le maire socialiste, Claude Wilquin, farouche défenseur des handicapés, bourne son plaidoyer pro domo d'une ironie amère : « Ici au moins, comme-tu, on sauve les côtes du fétus des grands-mères. »

Affaires d'atmosphère. Ici, les langoureux océans se compliquent d'une impression de convalescence forcée, d'une longue parenthèse somnolente que

imprègne tout, les maisons et les hommes, comme une humidité oxydante. La ville n'y peut rien, et lutter contre son passé lui est physiquement pénible, moralement difficile. Son destin est tout entier contenu dans les annales de la médecine. Table rase impossible : on peut fermer un complexe sidérurgique, pas l'hôpital maritime, forteresse de bord de mer qui ressemble à la fois à un palais défilé et à une usine en briques. Une beauté lourde à donner le bourdon. La maladie étale ici plus que son architecture, des galeries métalliques à ciel ouvert, pour le bon air, aux blocs modernes. Elle impose son éternité.

L'été des baronnes

Omniprésente médecine, froide malgré son humanité, obsédante dans les brumes comme une muraille de bunkers. Économiquement dominante aussi, parce que ses crises de spécialités, ses réformes et ses querelles de statut étreignent régulièrement la ville. La tiers des habitants doit son emploi à la maladie. Infirmeries, chauffeurs de minibus pour enfants empêchés, ouvriers des ateliers d'orthopédie, commerçants fournisseurs de petits cadeaux... les Berckois développent un sentiment complexe de solidarité discrète, d'indifférence et de déférence.

Ils ne l'avoueraient jamais, mais, pour la ville, il est nécessaire que d'autres, venus de toute la France, souffrent. « La disparition de la tuberculose a été une catastrophe », explique un médecin. Puis, heureusement, les hôpitaux, déjà spécialisés dans les traumatismes, ont trouvé d'autres débouchés.

C'est dit sans cynisme. Le point de vue est simplement réaliste. Berck vit du malheur, une économie stable mais peu réjouissante. La ville, il est vrai, n'a jamais été consultée par les bonnes âmes de l'aristocratie impériale, par la baronne James — de Rothschild — ou par la Fondation franco-américaine. Dès les premiers séjours d'enfants rachitiques, vers 1850, les rôles avaient été inconsciemment distribués. A la ville, les retombées

économiques, « un débouché », comme le dit le médecin, et puis la gêne. Aux autres le dévouement.

Comme le siècle — l'autre — avait ses folies et son savoir-vivre, Berck a même connu un âge d'or de station balnéaire. Les baronnes avaient fait dresser des chalets de bois, à côté des sanatoriums ou des hospices qu'elles finançaient. L'été, « les baigneurs » revenaient avec leurs rires, des religieuses engagées à la saison, et les amis peintres. Entre deux promenades de paralytiques, tirés par des ânes, on inventait des courses de chars sur la plage. On allait jouer au casino. Le front de mer avait ses baïes, sous ombrelles, simplement un peu plus pâles qu'un autre lieu de la côte, parce qu'il y avait toujours un fil ou un petit nouveau, fragile des bronches ou handicapé des jambes, qui attendait là-bas, vers les dunes, l'heure de la visite quotidienne.

Puis les œuvres privées sont devenues donations, fondations, hôpitaux enfin. Et les belles sont allées hiverner Antilles ou Saint-Tropez. Le dévouement passait de mode. Berck démonta l'infirmité décor, laissa pourrir les chalets de bois. Comme si ces fastes passés avaient été déplacés, la ville, Berck-Ville et Berck-Plage réunies sous Berck-sur-Mer, reprit un rang plus modeste.

On était au nord, on avait failli l'oublier. Les petits malades venaient souvent des milieux pauvres. Berck fut plage de prolos, de Lans ou de Liévin, parce que l'État offrait les premières semaines de congés payés. Des chalets, des demeures de maîtres copiées aux Anglais, on passa aux pensions de famille, alignées sans goût, puis au béton.

Cette ville-là est en l'état. Triste l'hiver, engourdi, populaire l'été. Médicalisée toute l'année. « Il faut accepter cette spécificité », plaide Claude Wilquin. Elle en vaut beaucoup d'autres. Et puis au moins, ici, nous respectons les différences. » Les jeunes, c'est vrai, apprennent très tôt à ne plus détourner les yeux au passage d'un

fautail roulant. Les hôpitaux sont des lieux ouverts. Des associations veillent à l'intégration des handicapés, sinon dans la ville, du moins parmi la population.

Les guichetiers des banques sont plus patients qu'ailleurs. Les trottoirs, la poste, de nombreux magasins disposent de plans inclinés. Les téléphones des cabines publiques sont à mi-hauteur. Il y a eu des articles dans la presse régionale quand trois membres de l'équipe de basket handisperts ont participé aux Jeux olympiques de Séoul. Prix de la ville fleurie, « couronnée au même titre que Menton et Arcachon », précise-t-on, Berck espère aussi devenir ville-pilote de l'insertion du handicap. « Nous travaillons en étroite collaboration avec Michel Gillebert, le secrétaire d'État aux handicapés », affirme le maire avec fierté.

Tout, sauf le ski de fond

Mais le respect des autres, aussi louable soit-il, ne vaut pas une espérance d'avenir, un projet porteur. Et il y a des jours où Berck aimerait être une autre. Le Touquet, par exemple. « Les Anglais y reviennent », dit la station balnéaire voisine à toujours été la rivale enviable, vouée aux loisirs des bien-portants. Les Berckois en ont développé un léger complexe, rêvant, surtout par temps de campagne électorale, de reprendre leur front de mer à la maladie. Inavouable, bien sûr. Aucun candidat, jamais, ne mènera croisade. Même le Front national eût tiré sa pulsion, il y a quelques années, lorsqu'on a vu naître dans la ville une petite délinquance, conséquences du séjour, dans les hôpitaux, de certaines de jeunes Maghrébines.

Quelques-uns acceptent ce sort si particulier de ville à part. Les anciens malades qui ont ici creusé leurs racines dans l'attente incertaine d'une guérison. Ils ont l'amour des dunes et de cette plage grise qui se confond avec le ciel. De Berck ils ont fait leur pays. Ils ont épousé leur infirmité ou acheté la maison qui avait abrité leur famille pendant les mois d'angoisse. La souffrance a presque fait

d'eux des natifs de la côte. « Notre musée est encore modeste », note Georges Dilly, le conservateur, « mais l'association des amis du musée compte plus de quatre cents membres. »

Pour la plupart d'anciens pensionnaires de l'hôpital maritime ou de l'Institut Calot, arrivés un jour près de la plage en ambulance, pessimistes sur leurs chances et impressionnés par l'immensité du décor. Leur activisme en faveur de cette ville d'accueil involontaire est une forme de dette payée. « Eux ont à cœur que Berck existe », dit encore Georges Dilly, pour que leurs années de cure ou de lit comptent pour des années antérieures. « Alors, des historiens d'ailleurs écrivent sur le passé de Berck. A la mairie, le premier adjoint est un ancien d'Indochine, blessé à la jambe. Robert Buron, l'ancien ministre décédé en 1973, répétait souvent ce qu'il devait à cette terre de sable : il y avait fait ses études, couché dans une gouttière... »

A Berck qui ramène ses songes, qui s'essouffent un peu de sa vertu, ceux-là viennent rappeler que le bonheur est partout. Qu'en France des dizaines de milliers de jeunes ou de vieux sont leurs cousins et qu'ils n'oublieront pas. La liste est longue de ceux, artistes ou hommes politiques, scientifiques ou industriels, qui savent l'importance de ce brouillard parfumé d'iodine. Berck les a tirés d'affaire, leur concédant souvent une énergie qui lui fait parfois défaut aujourd'hui.

Avec discrétion, parce qu'on ne raconte pas une enfance de tuberculose, ils pensent à la ville, ils soutiennent à distance la municipalité qui caresse le projet de faire de cette plage à l'image négative le lieu-saint du sport. De tous les sports, dit le maire dans un éclat de rire, « sauf du ski de fond ». Pour conjurer le sort. Mélanger valides et invalides et mieux brasser l'espoir. « Ils courent pendant que les autres poussent sur les pneus de leurs fauteuils, qu'est-ce que ça peut faire ? »

PHILIPPE BOGGIO.

Donner aux PME régionales une chance de se faire un nom en France, c'est leur donner une chance de se faire un nom en Europe.



Si les Centres Leclerc ont décidé de faire connaître et apprécier les meilleurs produits du terroir français c'est d'abord parce que ces produits le méritent. Mais c'est aussi pour donner l'opportunité à des centaines de PME régionales de relever le défi de 1992. Car si l'on n'y prend garde l'Europe de certains grands distributeurs risque d'avoir un drôle de goût. OPA, fusions, supers centrales d'achat, les concentrations vont bon train. Pour les Centres Leclerc, la seule réponse à ces concentrations industrielles c'est de maintenir la diversité de l'offre, aujourd'hui en France et demain en Europe. Car pour les Centres Leclerc, le marché Européen passe par l'Europe des régions.

Société

MÉDECINE

Une clinique fermée pour exercice illégal de la médecine

La jouvence du docteur Rababy

LIMOGES

de notre correspondant

Le Limousin vient de perdre brutalement un de ses « instituts d'études et de recherches ». Un institut pas comme les autres il est vrai, proposant des cures de rejuvenissement à partir de cellules fœtales animales. Une opération de police, menée conjointement le vendredi 3 mars à Mézières-sur-Issoire (Haute-Vienne) et à Paris, a interrompu l'activité du docteur Edouard Rababy, lequel, au terme de trois jours d'incarcération à la maison d'arrêt de Limoges, a été inculpé d'exercice illégal de la médecine et d'escroquerie, avant d'être remis en liberté provisoire. Plusieurs autres chefs d'inculpation pourraient suivre. Une dizaine de collaborateurs de cet « institut », placés en garde à vue pendant le week-end, risquent d'être inculpés à leur tour pour complicité.

Dans le château de Monbas, le docteur Rababy, trente-huit ans, qui possède aussi un cabinet dans le XVI^e arrondissement de Paris, pratiquait des traitements par

« micro-transplants de cellules vivantes ». Des prélèvements étaient faits sur des bœufs et sur des brebis pleines fraîchement abattus (la salle d'abattage d'animaux étant contiguë à la salle de traitement médical) et injectés aux malades par piqûres intramusculaires, une méthode pratiquée dans plusieurs pays européens et qui est censée combattre le vieillissement.

C'est sur plainte du professeur Jean-José Bouvier, chef du service de pédiatrie au CHU de Limoges et président du conseil de l'ordre de la Haute-Vienne que l'opération de police a mis fin à la vocation médicale du château de Monbas. La « cure de rejuvenissement » avait commencé dans les années 50 sous la responsabilité du docteur Jean-Marie Roche, qui s'était constitué, à Mézières-sur-Issoire, une clientèle internationale, non sans accrochages déjà avec le conseil de l'ordre. Le docteur Edouard Rababy, qui reprit la « clinique » en 1986, trois ans après la mort du docteur Roche, étendit les vertus supposées du traitement à toutes sortes de maladies, et

même au mongolisme. La perquisition policière devait d'ailleurs découvrir au château plusieurs trisomiques dont la présence suffirait amplement à étayer l'inculpation d'escroquerie. Autre découverte : des corticoïdes et des antibiotiques. Selon les porte-parole du conseil de l'ordre, les premiers pouvaient servir à donner aux malades un sentiment passager de bien-être, les seconds à lutter contre les risques d'infection inhérents à des injections brutales de cellules vivantes. D'autre part, le château abritait un stock d'armes (fusils à pompe, armes à canon scoté, 22 long rifle, quantité importante de munitions), qui a laissé les policiers assez perplexes.

Lors de l'intervention, la quinzaine de pensionnaires en traitement ont pris fait et cause pour le docteur Rababy et refusé d'être transférés pour examen au CHU de Limoges. Autour du praticien inculpé, commence à se dessiner un mouvement de défense qui va collecter des témoignages auprès des quelque cinq cents patients qui se sont succédés en deux ans dans l'institut de Mézières-sur-Issoire.

Les cures de cinq jours étaient facturées de 10 000 à 20 000 francs et réglées de la main à la main, ce qui, d'après le conseil de l'ordre et l'institution judiciaire, risque d'immiser l'administration fiscale.

GEORGES CHATAIN.

Les pratiques « thérapeutiques » utilisant l'injection de cellules (traçantes ou lymphocytaires) prélevées sur des fœtus animaux (montons ou chèvres) datent de plus de cinquante ans. Elles ont, pour l'essentiel, été mises au point en Suisse par le docteur Paul Niehans. Plusieurs établissements privés de Montreux continuent à proposer ce type de « cure de jouvence » (le Monde daté 29-30 janvier 1988) dont l'efficacité et l'innocuité n'ont jamais été démontrées. Cette pratique a été interdite, en 1987, en Allemagne fédérale. En France, l'Académie nationale de médecine la considère comme « inefficace et dangereuse ». Le Conseil national de l'ordre des médecins a, plusieurs fois, suspendu d'exercice des praticiens qui avaient recouru à cette méthode. L'affaire de la clinique limousine démontre la réalité des croyances en des procédés irrationnels et parfois dangereux dont la mise en œuvre n'est jamais dénuée d'intérêts mercantiles. — J.-Y. N.

Pour les rassurer sur les revalorisations salariales

M. Evin envoie une lettre aux personnels hospitaliers

Après la « Lettre à tous les Français » de M. Mitterrand et la lettre de M. Rocard à ses ministres, M. Claude Evin, ministre de la santé et de la protection sociale, a, lui aussi, choisi ce mode de communication pour s'adresser, lundi 6 mars, aux six cent cinquante mille personnes qui travaillent dans le secteur hospitalier public, leur faisant savoir qu'il a bien compris leur « désir de revalorisation des professions hospitalières ».

Les nouveaux statuts des personnels soignants et médico-techniques, indique le ministre, seront soumis au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière dans le courant du mois de mars. « La mise en place du dispositif, ajoute-t-il, prendra quelque temps, mais les revalorisations de traitements de ces personnels prendront effet à compter du 1^{er} mars. Des rattrapages seront prévus pour cela ». M. Evin en appelle à la patience des personnels hospitaliers, indiquant qu'il faut réexaminer quatre-vingt textes différents pour aménager les nouveaux statuts.

Au cours d'une conférence de presse, lundi, M. Evin a précisé que trente-trois mille agents hospitaliers verront leur carrière revalorisée. « Ma priorité va au personnel hospitalier qui, à ce jour, n'a reçu aucune revalorisation », a-t-il ajouté, citant les 4 000 kinésithérapeutes, les 900 ergothérapeutes, les 500 psycho-motriciens, les 60 pédicures-podologues, les 1 500 diététiciennes, les 11 000 laborantins, les 1 800 techniciens de laboratoires, les 7 000 manipulateurs radio, les 500 infirmières générales et les 5 000 sage-femmes.

Cette lettre de M. Evin apaisera-t-elle les esprits ? Les infirmières anesthésistes, en grève lundi 6 mars, ont décidé de reconduire leur mouvement le 7 mars. Les négociations avec les internes butent toujours essentiellement sur le problème du contrôle des connaissances. Lundi soir, 6 mars, au cours d'une ultime séance de négociations, le ministère leur a proposé une augmentation de 30 % du tarif des gardes (soit 402 francs pour les troisième, quatrième et cinquième années), mais cela n'a semblé-il pas sembler suffisant aux internes pour revenir sur leur mot d'ordre de grève pour les 8 et 9 mars. Du côté des chefs de clinique et des maîtres de conférence, la situation est également bloquée, un préavis de grève ayant été déposé pour les 15 et 16 mars.

Tout dépendra de la marge de manoeuvre budgétaire dont dispose M. Evin. La situation toutefois est complexe. Car, à supposer (comme il l'a fait pour les praticiens hospitaliers) que le ministre « lâche » suffisamment d'argent pour désamorcer les différents conflits catégoriels qui touchent l'hôpital public, n'y aurait-il pas un risque de contagion à l'ensemble de la fonction publique ?

FRANCK NOUCHI

GASTRONOMIE

Michelin, cuvée 89

Dès le 9 mars, et au prix de 107 F, le Michelin 1989 sera en vente.

C'est le guide de la stabilité puisque seul l'excellent Crocodile d'Emile Jung, à Strasbourg, accède aux trois étoiles (qu'il avait déjà au Guide Michelin 1988) tout comme trois toques chez Gault-Millau.

Dans les deux étoiles, quatre disparaissent (dont trois pour changement de direction et une, le Chantier à Nice, par le changement de chef, ce qui est fort injuste pour Dominique Le Stanc) et cinq y accèdent (dont le Lion d'Or genevois, ce qui porte à trois les deux étoiles à Genève).

Etoiles supprimées à Paris et en banlieue : douze. Celle qui fera le plus « jaser » concerne le chère Olympe. Il est vrai qu'en contrepartie dix nouvelles étoiles couronneront notamment Pile ou Face (rue Notre-Dame-des-Victoires) le Bellecour (rue Surcouf), Jacques Hébert (rue Sébastien-Mercier), la Petite Bretonnière (rue de Cadix), ce qui ne saurait surprendre mes lecteurs. Bien entendu, Ledoyen a aussi son étoile : anoblissement oblige ! En province et à l'étranger : cinquante étoiles s'éteignent (dont sept à

Genève, une hécatombe !), le Grand Hôtel de Saint-Jean-de-Luz, le Tortinère de Montbazou, la Poste à Beaune, etc. tandis que trente-et-une les remplacent.

Enfin, sur Paris, arrivent au Michelin l'Aiguille (rue de Montreuil), l'Aliser (rue de Montmorency), l'Armoise (rue des Entrepreneurs), le Balisier (rue Rousselet), les Champs du Piano (rue Lambert), le Croquant (rue Jean-Marcel), chez Gérard (rue Vitell), d'autres encore dont je me félicite d'avoir parlé en son temps. On s'étonnera de la disparition du Ty Coz (rue Saint-Georges) le dernier restaurant breton de Paris, de la Gourmandine (rue d'Armaillé), mais Michelin doit avoir ses raisons que le lecteur ne connaît pas. C'est ainsi qu'un néophyte cherchera en vain, dans la liste alphabétique, le nom-phère de Robuchon... Son restaurant est classé au « J », et au nom de Jamet, l'ancien propriétaire d'il y a un lustre !

COURTINE.

P.-S. — Ah ! j'oubliais... Les noms des villes sont maintenant imprimés en bleu tendre et celui des départements en vert pâle.

ENVIRONNEMENT

La conférence de Londres

Chinois et Soviétiques ne voient pas d'urgence à prendre des mesures énergiques pour protéger la couche d'ozone

Si les menaces pesant sur la couche d'ozone font l'objet, comme l'ont montré les conférences de Paris et de Londres (le Monde daté 7 mars), d'une prise de conscience de la plupart des politiques de la planète, certains d'entre eux manifestent encore du scepticisme sur l'urgence de ces mesures à prendre. C'est le cas notamment des Soviétiques et des Chinois. La prochaine conférence sur ce sujet, prévue le 11 mars à La Haye (Pays-Bas), devrait permettre d'y voir plus clair et de tracer les grandes lignes de ce que pourrait être une haute autorité mondiale chargée d'imposer les réglementations nécessaires au changement.

LONDRES
de notre envoyée spéciale

Les Soviétiques sont comme saint Thomas : ils veulent voir avant de croire. Certes, pour eux, le « trou » d'ozone qui se manifeste au-dessus de l'Antarctique chaque mois d'octobre est dû sans conteste possible aux produits chimiques, c'est-à-dire aux chlorofluorocarbones (CFC). En revanche, l'assise légère diminution de l'ozone qui a été constatée au-dessus du Grand Nord scandinave et russe a pour seule origine les conditions météorologiques. Donc, tant qu'ils ne sont pas sûrs du rôle des CFC dans l'atmosphère qui surmonte l'Arctique, les Soviétiques attendent pour suivre la réglementation prévue par le protocole de Montréal, qu'ils ont pourtant signé et qui a pour but de réduire progressivement l'emploi des CFC en remplaçant ce produit par d'autres substances moins nocives pour l'ozone.

D'ailleurs, font-ils remarquer, l'URSS n'utilise que 10 % de CFC et des halons consommés dans le monde. Les halons sont des produits voisins des CFC, mais ils contiennent du brome. Ils sont actuellement irremplaçables dans les extincteurs, mais ils sont plus dangereux que les CFC pour l'ozone. A propos des halons, les Soviétiques ont dit : « Voulez-vous que les musées du monde entier, y compris ceux de Londres, ne soient plus protégés contre les incendies et que ferions-nous en cas d'incendie dans les centrales nucléaires ? »

Les Chinois fabriquent et utilisent pas moins de 20 000 tonnes de CFC et de halons auxquels s'ajoutent 20 000 tonnes importées et ils ne conduisent aucune recherche pour mettre au point des produits de substitution. Mais les CFC sont indispensables au développement de la vie quotidienne des pays en voie de développement, ce qui est vrai pour les

CFC utilisés dans la réfrigération et les isolants thermiques.

Les Chinois attendent que les produits de substitution soient prêts et que les technologies nécessaires leur soient données avant d'arrêter l'emploi des CFC actuels. Pour les Chinois, les pays industrialisés, qui ont développé les CFC et en sont de beaucoup les plus gros utilisateurs, sont donc les plus pollués et c'est à eux de supporter les dépenses occasionnées par les recherches et les changements nécessaires par la préservation de l'ozone.

Les Chinois proposent d'ajouter une annexe au protocole de Montréal : les pays en voie de développement doivent pouvoir continuer à utiliser les CFC en fonction de leurs besoins et quand il n'y a pas de produits de substitution. Si cette annexe est inscrite dans le protocole de Montréal, la Chine adhèrera à celui-ci.

Un échantillon représentatif des Etats

Pour le secrétaire d'Etat français à l'environnement, M. Brice Lalonde, c'est tout le système des relations mondiales qu'il faut changer si on veut être capable de préserver l'environnement terrestre. Il faut arriver à mettre sur pied une haute autorité qui puisse imposer les réglementations nécessaires, sans forcément créer un nouvel organisme international. Un changement de statut et un renforcement des prérogatives des Nations unies pour l'environnement (PNUE) pourraient suffire.

Une telle autorité n'existe pas encore dans le cadre des Nations unies, mais, pour M. Lalonde, il est vraiment indispensable si on veut ajouter à l'approche technique et scientifique des problèmes d'environnement une dimension humaine, économique, politique, sociale et culturelle.

La réunion de La Haye, à laquelle doivent participer le 11 mars, à l'initiative des premiers ministres français, néerlandais et norvégiens, une vingtaine de pays est destinée à préparer une proposition dans ce sens qui sera présentée aux Nations unies. Cette vingtaine de pays a été choisie de façon à rassembler « un échantillon représentatif des Etats du monde entier ». De nombreuses discussions ont eu lieu depuis plusieurs mois. A La Haye ce sera une sorte de bref brain storming d'oà, espère M. Lalonde, sortiront les lignes directrices amenant peu à peu une nouvelle organisation de la communauté mondiale.

YVONNE REBEYROL.

SPORTS

FOOTBALL : éliminatoires de la Coupe du monde 1990

Tremblez, Français !

L'équipe de France de football affronte l'Ecosse, mercredi 8 mars à Glasgow, en match de qualification pour la Coupe du monde 1990. Une victoire ou un match nul permettraient aux joueurs de Michel Platini de préserver leurs chances d'aller en Italie. Une tâche délicate tant les Ecossais sont difficiles à manœuvrer à domicile, à l'image de l'avant-centre du FC Nantes, Maurice Johnston.

« Les Français ne savent pas ce qui les attend ; ils vont comprendre leur malheur ! » Mo Johnston, enfant d'Ecosse que les sursis du football ont conduit au FC Nantes, se régalait par avance de ce match éliminatoire pour la Coupe du monde. Depuis le début de la saison 1987-1988, cet avant-centre poil de carotte, âgé de vingt-cinq ans, porte le maillot nantais. A Glasgow, les internationaux français le retrouveront sous le maillot bleu marine de l'équipe d'Ecosse dans un match décisif si toutefois une blessure au genou contractée lundi à l'entraînement, lui permet de jouer. S'ils sont battus, les Tricolores seront éliminés de la Coupe du monde.

L'équipe de France n'a pas joué à Glasgow depuis trente-huit ans (défaite 0-1 en 1951 !). Et les joueurs français avaient ne pas savoir grand-chose de leurs adversaires. Qu'importe ! Ils connaissent Johnston. Et c'est le football des Hautes Terres.

Sa réputation hard se confond avec celle de l'équipe nationale. Du temps où il évoluait au Celtic de Glasgow, il passait pour un excellent joueur doublé d'un fâché invétéré. La presse populaire anglaise, toujours ravie d'assombrir la réputation des « Scots », s'est largement répandue sur ses aventures éthylo-sentimentales. Dragueur, buveur, bagarreur... Maurice Johnston était réputé pour être aussi à l'aise sur un terrain de football que sur une piste de danse.

Aujourd'hui, il plaide innocent : « Glasgow est une ville très spéciale. La rivalité entre les Rangers, club protestant, et le Celtic, club catholique, entraîne des excès qui m'ont conduit à partir. Je ne pouvais pas servir pendant un verre sans qu'un supporter des Rangers cherche la bagarre... » Les dirigeants nantais n'ont pas eu à se

plaindre de la vie prétendument dissolue de leur recrue mais d'autres joueurs écossais ont connu les mêmes problèmes. Et l'existence de l'équipe nationale est elle-même jalonnée de scandales où le whisky a sa part.

Reste que, sur un terrain, ces joyeux lurons retrouvent leur énergie et pratiquent un football pur mais engagé et rugueux. « Les Français vont souffrir. Ils quitteront le terrain épuisés », prévient Johnston, avant de préciser : « Nous sommes capables d'adapter notre style à celui de l'adversaire mais, là, il n'est pas question. Les Français n'aiment pas le jeu britannique. Ils n'apprécient pas vraiment d'être bouillonnés physiquement. Alors, pourquoi changerions-nous ? »

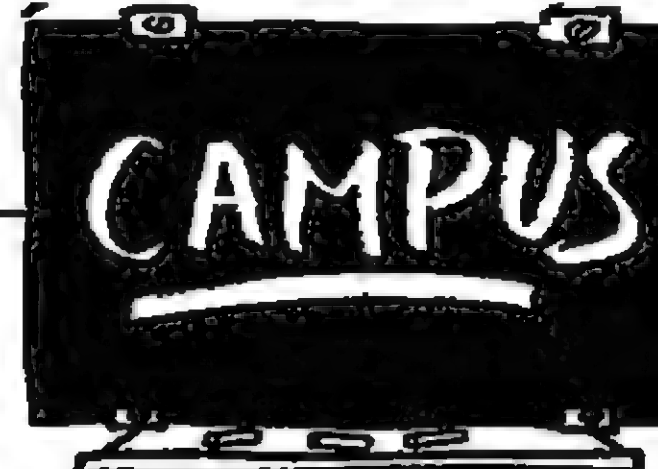
« Aucune équipe ne nous effraie »

Ils ne changeront pas. Ni Mo ni ses compatriotes, plus nationalistes et têtus les uns que les autres. Ces hommes-là n'ont peur de rien et le font savoir. « Nous ne disons jamais que nous pouvons perdre un match. Nous croyons toujours que nous allons gagner ! » déclarait récemment Andy Roxburgh, le sélectionneur. Propos confirmés par Mo Johnston : « Aucune équipe au monde ne nous effraie. Surtout pas la France ! »

Ailleurs, de telles déclarations passeraient pour fanfaronnades, pratique courante à ce niveau. Mais ces gaillards sont sincères. Ils veulent gagner au point d'en oublier leurs querelles religieuses. L'hostilité entre catholiques du Celtic et protestants des Rangers s'estompe toujours le temps d'un match de la sélection.

L'union sacrée se scelle alors autour d'une pinte de bière. Puis le peuple d'Ecosse s'agglutine en rangs serrés sur les antiques tribunes du stade d'Hampden Park. Ivres d'alcool et de patriotisme, les soixante-dix mille spectateurs chantent la gloire des leurs, dans une ambiance délirante.

Philippe Broussard.



Formation high tech

Pour la deuxième année consécutive, le Fonds pour l'innovation technologique (FIT) vient de publier le répertoire des trois cent soixante-dix formations auxquelles il apporte son soutien. Destinées aux ingénieurs et techniciens supérieurs, ces formations de courte durée (30 à 250 heures) sont organisées par cent vingt-cinq grandes écoles, universités ou centres de recherche, sur des sujets très spécialisés touchant à la plupart des domaines technologiques (mécanique, informatique, chimie électronique, matériaux, agro-alimentaire, bâtiment...).

Le Fonds pour l'innovation technologique créé par le ministre de l'éducation, avec la collaboration de la communauté de la formation professionnelle, a pour but de mobiliser le potentiel des centres de recherche privés ou publics, pour développer — avec les milieux professionnels — des formations continues de haut niveau dans le domaine des technologies avancées. Complétant les mesures qui visent à favoriser la mobilité des chercheurs vers l'industrie, le FIT entend donc renforcer les relations entre les centres de recherche et les entreprises.

Les crédits de fonctionnement alloués au titre du FIT sont destinés à soutenir les projets de formation nouveaux en cours d'élaboration ; le financement intervient pour aider à la première mise en œuvre. Il n'est pas renouvelable et les actions doivent ensuite trouver des relais financiers auprès des milieux industriels. Pour 1989, la date limite de dépôt des dossiers pour une demande de soutien est fixée au 17 mars.

G. C.

Reus, Ministère de l'éducation nationale : 81, 85, rue Dutot, 75732 Paris Cedex 15 (M. Christian Cadoret, DESUP 12).

● Propriété industrielle

L'Institut de recherche en propriété intellectuelle (IRPI) organise les 22 et 23 mars au Palais des congrès un colloque sur : « La fiscalité de la propriété industrielle ».

(Inscriptions et inscriptions à l'IRPI : 2, place de la Bourse, 75002 Paris. Tél. : (1) 40-28-83-12 poste 208 ou (1) 40-13-00-84).

● Droit humanitaire

C'est l'équipe de la faculté de droit de Bruxelles qui a remporté le concours de droit humanitaire organisé par une association d'étudiants de Clermont-Ferrand, l'Association d'étudiants Nemo Auditor. Elle a battu, en finale, une équipe de Fribourg. Les autres demi-finalistes étaient les

équipes de Clermont-Ferrand et de Fribourg. Le meilleur orateur, Christian Lins, est un étudiant de Fribourg. Les gagnants se sont vu offrir un stage de recherche de trois semaines à l'Institut Henry Dunand de Genève.

(IANA, 41, boulevard Gargavia, 63000 Clermont-Ferrand).

● A l'Ecole des hautes études

Une association pour la recherche est créée à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Elle a notamment pour but d'informer sur les activités de l'institut et de rechercher des ressources nouvelles. Son président est Jean-Pierre Vernant et son secrétaire Isaac Chiva.

(Association pour la recherche de l'HESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris. Bureau 402. Tél. : 45-44-39-79, poste 440.)

Communication

Conflit à propos de la réintégration d'un journaliste

« Le Journal du dimanche » perd un tiers de sa rédaction

La rédaction du *Journal du dimanche* (JDD) est fortement ébranlée. Sept journalistes sur vingt-cinq, dont le directeur adjoint de la rédaction Michel Schifres et le chef du service politique, ont décidé de quitter le titre dominical du groupe Hachette (1). Ils négocient actuellement leur reclassement au sein d'autres titres du groupe ou leur départ assorti d'indemnités. Michel Schifres rejoint, pour sa part, *France-Soir* car il prend la tête de la rédaction.

La raison de ce départ collectif tient à un nom : François Mattéi. Cet ancien collaborateur de *Midi*, puis du JDD avait été licencié par Hachette en septembre 1986. Il avait auparavant mis en cause un autre journaliste du JDD, Jacques Tillier, qualifié par lui d'« ancien agent de la DST ». Depuis ce licenciement, le JDD vivait au rythme de l'affaire Mattéi. Début février, la cour d'appel de Versailles décidait de la réintégration du journaliste. Les sept journalistes choisissaient alors de partir. « Il n'est pas question de signer dans le même journal que François Mattéi. C'est une question de conscience pour nous », explique l'un d'entre eux.

La direction même, depuis, une double négociation. D'abord avec les sept partants. « Nous avons tout tenté pour les retenir, nous ne sommes pas en conflit avec eux », souligne un responsable d'Hachette. Ensuite avec François Mattéi : la direction du groupe a essayé de le faire revenir sur sa volonté de réintégrer le JDD en lui proposant trois postes de responsabilité à *France-Dimanche*, lui ou *Nîmes-Matin*, le quotidien lancé par le groupe du *Provençal* sur la zone de son concurrent, le *Midi libre*. Sans résultat. Le Syndicat national des journalistes (SNJ), dont François Mattéi est adhérent, estime pour sa part que « quelques-uns des confrères de celui-ci continuent à lui faire un procès en sorcellerie en contestant une décision de justice ». Les sept partants s'insurgent contre cette version des faits et demandent au SNJ « d'avoir plus de décence envers des journalistes qui décident de quitter leur journal avec un sentiment d'amertume ». Le groupe Hachette envisage de se pourvoir en cassation.

Y.-M. L.

(1) Michel Schifres, Michel Sarazin, Georges Emmanuel Hourant, Pierre Prier, William Assayag, Armand Bizot, Jean-Noël Fournier.

Michel Schifres remplace Philippe Bouvard à la tête de « France-Soir »

Philippe Bouvard abandonne « pour des raisons d'organisation personnelle » ses fonctions de directeur général adjoint et directeur de la rédaction de *France-Soir*. Le journaliste continuera néanmoins à assurer son billet en première page du quotidien. Il est remplacé à la tête de la rédaction par Michel Schifres, qui vient de quitter le *Journal du dimanche*.

Philippe Bouvard est entré à *France-Soir* en 1973 comme rédacteur en chef, après avoir travaillé onze ans au *Figaro*. Au printemps 1987, M. Robert Hersant lui confia le soin de redresser le quotidien, dont les ventes ne cessent de se dégrader et dont les pertes atteignent 27 millions de francs (après abandon de 50 millions de francs de

crédances par le groupe Hersant). Mais le remaniement de formule effectué par Philippe Bouvard n'a pas d'effets sensibles sur la santé de *France-Soir*, qui plafonne à 300 000 exemplaires. M. Bouvard devait, en plus de ses responsabilités rédactionnelles, assurer la production de « Bouvard et compagnie » sur la Cinq et des « Grosses Têtes » sur RTL.

Michel Schifres n'est pas un inconnu à *France-Soir* puisqu'il y a été chef adjoint du service politique en 1976, avant le rachat du quotidien par M. Hersant. Il est entré ensuite au *Journal du dimanche*, où il a été successivement responsable du service politique, rédacteur en chef adjoint, rédacteur en chef et directeur adjoint de la rédaction.

Toutes tendances politiques confondues

Cinq départements se mobilisent pour aider le quotidien communiste « l'Echo du Centre »

LIMOGES de notre correspondant

Privé de sa rotative par un incendie accidentel (le *Monde* du 23 octobre 1988), le quotidien communiste régional *l'Echo du Centre* sera de nouveau dans ses meubles dans quelques semaines. Cela, grâce à une mobilisation assez étonnante, qui a dépassé très largement la seule sphère d'influence du PC dans la zone de distribution de *l'Echo du Centre* (les trois départements du Limousin, plus la Dordogne et l'Indre). C'est toute une région qui s'est impliquée dans la survie de ce journal.

Dès le lendemain de l'incendie, *l'Echo du Centre* reprenait sur les rotatives limougeunes du *Populaire du Centre*, son concurrent socialiste, édité par le groupe de presse La Montagne de Clermont-Ferrand — à prix coûtant.

Une souscription aussitôt lancée fin octobre avait recueilli à la fin février, quatre mois après l'incendie, plus de 2,8 millions de francs, avec plusieurs milliers de dons d'origine parfois imprévue : quêtes de mariage dans les communes rurales, associations sportives, le bimensuel catholique *Sillon*, des responsables de diverses instances économiques et patronales, la 43^e division militaire (garnison de Limoges), les Clubs de la presse du Limousin et du Périgord, le Festival international francophone, le Festival du dessin d'humour, le Centre dramatique du Limousin, plusieurs offices de tourisme, etc. Au niveau du PC lui-même, la souscription a donné lieu à une compétition fort efficace entre les « orthodoxes » et les « reconstruc-teurs ».

Mobilisation maintenant relayée par les collectivités. La municipalité de Limoges garantit l'achat en leasing du bâtiment industriel (coût : 20 millions de francs). Le conseil général de la Haute-Vienne a décidé une aide de 1 million de francs pour assurer le même leasing. Les autres conseils généraux de la zone de diffusion ont aussi inscrit le problème à leur ordre du jour. Le conseil régional du Limousin vient d'accorder, sur son budget 1989 une aide de 6,4 millions de francs.

Plusieurs conseils municipaux ont décidé une aide financière ; pas seulement des municipalités commu-

nistes ou d'union de la gauche, mais aussi plusieurs municipalités de droite. Par exemple, celle de Châteauroux, qui a adopté le principe d'une aide de 100 000 francs. Explication généralement donnée à cette sollicitude consensuelle : défense de l'emploi (deux cent dix salariés concernés) et le pluralisme de la presse. Mais il y a de toute évidence plus : né dans la clandestinité dès 1943, *l'Echo du Centre* apparaît comme un élément essentiel du patrimoine de la Résistance si révéral en Limousin et dans le Centre.

GEORGES CHATAIN.

DOLBY (V) : GAUMONT AMBASSADE — GEORGE V — KINOPANORAMA — MAX-LINDER PANORAMA FORUM HORIZON — BIENVENUE-MONTPARNAISE — GAUMONT ALESIA — GRAND ACTION
DOLBY (V) : 14 JUILLET ODÉON — 14 JUILLET BEAUGRENELLE — 14 JUILLET BASTILLE
DOLBY (V) : PATHE FRANÇAIS — PATHE MONTPARNAISE — GAMBETTA — NATION — FAUVETTE
PATHE WEBER — GAUMONT CONVENTION.
PÉRIPHÉRIE, DOLBY (V) : CYRANO VERSAILLES — BELLE-ÉPINE THAIS — FRANÇAIS ENGHEN
ARTEL CRÉTEL — ARTEL MARNE — VÉLIZY-II, VÉLIZY.

APRÈS BRAZIL, LA NOUVELLE FOLIE DE TERRY GILLIAM.



La polémique autour du rachat de Pathé

La mystérieuse fortune de M. Paretti

La fortune de M. Gian-Carlo Paretti qui a successivement pris le contrôle du groupe Rivaud, acheté les sociétés cinématographiques Cannon, De Laurentis, Pathé, New World, et qui guigne aujourd'hui la Metro Goldwyn Mayer, continue de susciter bien des interrogations. Le *Figaro* publie, le mardi 7 mars, un document sur l'augmentation de capital, en décembre 1986, d'Interpart, le groupe de M. Paretti, situé au Luxembourg.

On y apprend que l'homme d'affaires italien a soustrait l'augmentation de capital de 5,8 à 50 millions d'euros par un versement en espèces de 44,7 millions d'euros, soit quelque 300 millions de francs. Une pratique peu commune, surtout pour de telles sommes. Il y a deux semaines, une enquête de l'*Evening* sur le jeu avait souligné le manque de transparence de certaines opérations financières effectuées par M. Paretti en Italie et en Espagne en citant un rapport confidentiel du gouvernement espagnol.

Officiellement, c'est la société de M. Max Théret (MT Investissements) qui a racheté Pathé. Mais, par le biais des principaux actionnaires de MT Investissements (Cannon, Holland, Media Communication, M. Salvatore Picciotto), M. Paretti contrôle de fait le montage. Pour démontrer la fiabilité de ses finances, l'homme d'affaires italien invoque la confiance que lui accorde la communauté bancaire et notamment le Crédit lyonnais.

C'est la filiale hollandaise de cet établissement qui, avec l'accord de la maison mère parisienne, a prêté l'argent nécessaire au rachat de la moitié de Pathé (le *Monde* du 9 février). L'autre moitié a été avancée par la banque Rivaud, contrôlée par M. Paretti et son allié M. Florio Fiorini. C'est encore le Crédit lyonnais qui a financé le récent rachat de New World par l'homme d'affaires italien pour 263 millions de dollars.

Alain Cavalier s'oppose à la diffusion de « Thérèse » par Antenne 2

Le cinéaste Alain Cavalier ne veut pas qu'Antenne 2 diffuse son film *Thérèse* dans le cadre d'un « Dossier de l'écran » consacré à la foi le 21 mars. Ses avocats ont saisi en référé le tribunal de grande instance de Paris qui doit se prononcer le 9 mars. Pour Alain Cavalier, « le type de diffusion commentée risque de faire de *Thérèse* un film chrétien réalisé par un cinéaste chrétien, ce qui ne correspond pas à la vérité ». Insistant sur son indépendance à l'égard « de toute Église », le réalisateur poursuit : « Le film est avant tout l'histoire d'une jeune fille du dix-neuvième siècle qui meurt d'amour pour un homme crucifié il y a deux mille ans. Il ne s'agit pas de foi mais seulement d'amour ». Et il demande à la chaîne de diffuser le film « normalement, en dehors de tout discours qui puisse le limiter ou le récupérer à des fins qui ne sont pas les siennes ».

GEORGES CHATAIN.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. et M^{me} Louis-Jacques BONNEVILLE,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Arthur,

chez Catherine et Jean-Louis CREHALET,

le 26 février 1989, à Paris.

Roch Glass,
22710 Bugnières,
3, rue de l'Abbé-Derry,
75015 Paris.

— Jean-Claude et Marguerite TRUNEL,

sont heureux de faire part de la naissance de

Sarah,

le 28 février 1989.

Représentation permanente de la France auprès de la CEE,
40, boulevard du Régent,
1000 Bruxelles,
256, boulevard Saint-Germain,
75015 Paris.

Décès

— MM. Marc, Pierre, Daniel Ambroise-Rendu,

Leurs épouses
Et leurs enfants,
Sœur Ambroise Marguerite,
Sœur Germaine Rendu,
M^{me} Geneviève Lacoite,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Jeanine Marty
et sa famille,
M^{me} Berthe Gazeve,

Leurs proches et leurs amis,
ont le chagrin de faire part du décès survenu à Toulouse, le 3 mars 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

Jean AMBROISE-RENDU,
membre du comité économique et social de Midi-Pyrénées,
président de l'Union de défense des ours d'eau de la Haute-Garonne (UAS),
inspecteur général honoraire d'assurances,

président honoraire de l'Union Midi-Pyrénées pour la nature et l'environnement (UMINATE),
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

La messe d'adieu a été célébrée le 4 mars 1989, en l'église de la paroisse Saint-Sylve, à Toulouse.

Les obsèques ont été célébrées sur les terres du domaine familial des Vitrilles.

Ambroise-Rendu,
28, avenue Camille-Flammarion,
31400 Toulouse.

— M. et M^{me} Pierre Arbour,
ses parents,
Marie-Hélène Arbour,
sa sœur
et le docteur Hagop Hayryan,
M^{me} Colette Noël,
M. et M^{me} Michel Brackman,
Sa famille,
Ses cousins,
Et ses amis,
ont le deuil de faire part du décès de

Claude ARBOUR,

Le service religieux a eu lieu le mardi 7 mars, en l'église de Saint-Vaast-Despeulx (Seine-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

— « The Lord is my Shepherd, I shall not want. »
David psalm 23.

Née Frances May Whitelhurst, le 6 juin 1893, à Congleton (Angleterre).

M^{me} André BOURQUELOT

s'est endormie dans la paix du Seigneur, le 25 février 1989, en son domicile, à Balan par Sedan (Ardennes).

Elle était parente ou alliée de
M^{me} Betty Bourquelet,
M^{me} et M. Maurice Scherrer
et leur fille,
M^{me} Maly Bourquelet,
M^{me} et M. Bernard Baral,

leurs enfants et petits-enfants,
ses filles, gendres, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Des familles W. Kirkham,
Whitelhurst, P. Yates, E. Mountford,
J. Whitelhurst, A. Whitelhurst et
L. Lombard, F. Baral, M. Duchesne d'Agremont et D. Bourquelet,

ses neveux, nièces, petits-neveux et arrière-petits-neveux,
M. et M^{me} J.-J. Bourquelet,
leurs enfants et petits-enfants,
Des familles J. Copeland, E. Berwick,
M. Oakden, T. Chertam et Ch. Monclin,
ses cousins et cousines.

La messe de funérailles a été célébrée le 1^{er} mars 1989, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, et les cendres déposées dans la crypte familiale à Bourgogne (Maire).

Priez pour elle.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu à Paris, le 4 mars 1989, dans sa quatre-vingt-neufième année, de

M. François BREGUET,
ingénieur civil des mines,
ingénieur en chef honoraire de l'Air,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de l'Aéronautique.

De la part de M^{me} François Breguet,
née Legendre,
son épouse,
M. Pierre-Etienne Breguet, son
époux et ses enfants,
Le commandant de l'armée de l'air
Jean-Jacques Breguet,
Ses petits-enfants, Magali Vauthier,
Valérie Meyniel, Rami et Guy-Michel
Breguet,
Dont de son fils Thierry Breguet
(1975),
M. Claude Breguet,
son frère,
M^{me} Charles Dumand-Ruel,
sa sœur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Soberville (Manche).

Un service religieux sera célébré à Paris ultérieurement.

1, rue Oswald-Cruz,
75016 Paris.
18, rue Fourcroy,
75017 Paris.

— M. et M^{me} Bernard Bruniaux,
M. Alain Bruniaux,
M^{me} Jacqueline Bruniaux,
ses enfants,
Christine, Claire, Gilles et Nicolas
Bruniaux,
Ses petits-enfants,
Les familles Fuchs, Mulot, Andor,
Blavet, Hanguet, Delacour, Poirrette,
Gibout, Vantracelle, Perrier,
Delacour, Causse, Fagagnier,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Charles BRUNIAUX,
née Thérèse Badille,

survenue en son domicile, le 5 mars 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La messe d'enterrement sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 81, avenue du Général-Leclerc, Paris-16, sa paroisse, le jeudi 9 mars, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour à 17 h 30, au cimetière d'Epigny (Paris-Claire), dans le caveau de famille.

17, avenue Alphonse-Daudet,
75014 Paris.

— La famille,
Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active,
ont la douleur de faire part du décès de

Gisèle de FAILLY,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre de la Couronne de Belgique,
présidente fondatrice des CEMEA.

Un hommage sera rendu à sa mémoire, le mercredi 8 mars, à 11 heures, au siège des CEMEA, 76, boulevard de La Villette, Paris-19.

Les obsèques auront lieu à Pierrefonds, dans la plus stricte intimité.

— M. et M^{me} Jean Lebeille
et leurs enfants,
M. et M^{me} Boris Reibenberg
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur tante et grand-tante,

M^{me} Antoinette Victorine GAUDIN,
née Masson,

survenue le 4 mars 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 8 mars, à 16 heures, en l'église de Fully-la-Croix (Loiret), où l'on se réunira.

— M^{me} Janine Langlois-Gaudier,
présidente de l'Institut national de l'Audiophonie,
Le conseil d'administration,
Le comité d'entreprise,
Et tout le personnel de l'INA,
ont la tristesse de faire part du décès de

Yves GÉRARD,
dit Yves-Paul VINCENT,
rédacteur en chef,

survenue le 4 mars 1989, à l'âge de quarante et un ans.

INA,
193, rue de Bercy,
75582 Paris Cedex 12.

— La direction
Et le personnel de la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés (FEHAP),
ont le regret de faire part du décès de

M. Roger JOSEPH,
vice-président
du conseil d'administration
de la FEHAP de 1972 à 1982,
administrateur de la SOGAMA,
administrateur du GIALI,
membre du comité hospitalier de la CEE,
représentant à la caisse centrale du Crédit coopératif,

survenue le 5 mars 1989, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 10 mars 1989, à 10 h 30, en la chapelle de l'hôpital Saint-Joseph, 7, rue Pierre-Larousse, Paris-14.

Ni fleurs ni couronnes.

10, rue de la Rosière,
75015 Paris.

— M^{me} Maurice Le Hir,
née Marceline Martin,
Henri et Pascale,
Sophie et Laurent
et leur petite Aurélie,
Les familles Schier, Ribier-Georgot,
Parentes, alliées et amis,
ont la grande tristesse de faire part du décès dans sa soixante et onzième année, de

docteur Maurice R. LE HIR
de la Faculté de Paris,
spécialiste des lésions (E.R.),
et de l'OMS (R.).

survenue le 5 mars 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 mars, à 15 h 30, au temple protestant d'Orléans (Rhône).

L'inhumation aura lieu au nouveau cimetière de Francheville, dans l'intimité familiale.

« Car celui qui aime les autres s'accomplit la loi. »
Romain Rolland, 8.

16, avenue du Châtel,
69340 Francheville,
Circul Quesada 445,
03170 Rojals (Espagne).

— M. et M^{me} Jean-Marie Mayeur,
M. et M^{me} Claude Carpano,
M. Jean-Claude Paoli,
ses enfants,
Elisabeth, Catherine et Pierre Mayeur,
Béatrice et Dave Fils Carpano,
Emmanuel, Rémi et Nicolas Carpano,
ses petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Germaine PAOLI,
née Capdeville,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenue le 4 mars 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 mars, à 14 h 15, en l'église de Sainte-Foy-de-Lyon (Rhône).

Ils rappellent à votre souvenir la mémoire de l'Intendant général

Alex Paoli,

son époux, décédé le 22 janvier 1967.

189, avenue du Maine,
75014 Paris.
Les Vignes de la Crête,
Thyès 74300 Cluses.

Anniversaires

— Le 8 mars 1979,
André CHAMPÉMOND,

quittait les siens.

Dix ans après, tous ceux qui lui étaient chers se souviennent et auront une affectueuse pensée pour lui.

— En ce premier anniversaire de la mort de

David HAYAT,

une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

— L'Académie diplomatique internationale organise les 9 et 10 mars 1989, de 9 h 30 à 18 heures, un colloque sur le thème : « L'influence de la révolution française dans le monde », 4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris, au cours duquel seront débattus : Les idées politiques et philosophiques ; L'Etat et les institutions gouvernementales ; Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; Les droits de l'homme.

Inscriptions au secrétariat de l'ADI : 78, 42-47-95-13.

ARTS

Charles Matton à l'Espace photographique de Paris

Un fabricant d'illusions

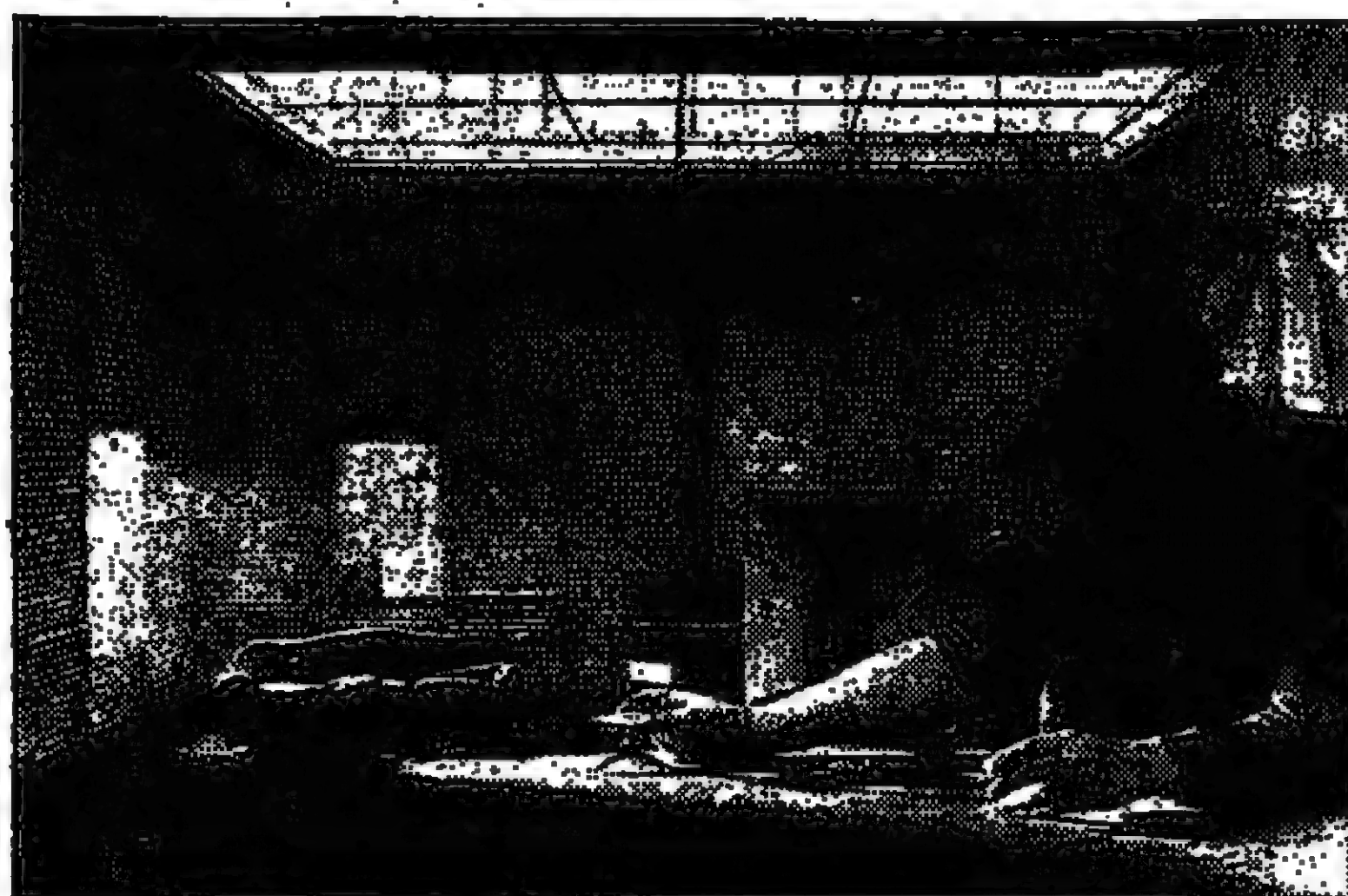
Avec humour et nostalgie, le monde manipulé et projeté dans la troisième dimension par un magicien du simulacre.

Lorsque le peintre américain Edward Hopper peignait ses fameuses maisons blanches isolées au bord de la mer et dressées dans le vent au sommet d'une colline, ses compatriotes lui écrivaient pour dire qu'ils avaient reconnu la maison : c'était la leur. Le plus souvent Hopper était extrêmement surpris. Ses correspondants habitaient une région où il n'avait jamais mis les pieds.

La même mésaventure risque fort d'arriver à un visiteur imprévu qui découvrirait par bonheur les dix-sept reconstitutions de lieux réalisés sur maquettes ou en photographies par le cinéaste plasticien Charles Matton. On entre dans cet univers par effraction, sur le point des pieds. Tout ici n'est qu'illusion, légèrement décalée, reconstruite avec une extrême minutie et très précisément rebâti à l'échelle par un orfèvre miniaturiste.

Tous ces lieux sont pourtant vrais, dit Charles Matton. Ils représentent des endroits où j'ai vécu et ressenti une émotion. Il y a vingt ans, je me suis mis à fixer les intérieurs que j'aimais. Je les photographiais à la chambre, puis je peignais les tirages. Ces décors sont parfois la synthèse de plusieurs lieux. Je cherche moins à m'exprimer qu'à témoigner. Je n'invente rien. La photo pour moi n'est pas une finalité mais un aide-mémoire.

Qu'on ne s'y trompe pas cependant. L'aspect des choses a beau être restitué avec un soin maniaque, les miroirs ne réfléchissent pas, et ces images d'images sont toutes à double fond. Charles Matton ne se contente pas de confronter le modèle



Charles Matton : « La photo pour moi n'est pas une finalité mais un aide-mémoire ».

et son double. Il passe de l'autre côté du miroir et transcende le souvenir par la vision qu'il en a.

« Cela se passe très simplement, explique-t-il. C'est d'abord une image, un flash qui me vient à l'esprit. Si la sensation dure, il faut lui donner corps. J'essaye de la concrétiser. Je commence par des croquis, des crayonnages impressionnistes. Ensuite, je fabrique l'espace, je sculpte les objets miniatures. On peut en trouver dans le commerce mais ils ne sont pas nécessairement à l'échelle. tout doit être rigoureusement exact ».

La réalité, c'est l'apparence. En scénographie habile, Matton modifie, moule en plastiline, module avec la lumière, qu'il utilise en virtuose tel un pinceau. Il refuse la stylisation et l'imitation naturaliste. Le réalisme est pour lui le plus sûr moyen de créer l'illusion. Porté par « la familiarité obsessionnelle qu'il entretient avec les objets », comme écrit Baudrillard, il ne néglige ni la patine ni le pli d'un rideau. Chaque pièce est un petit chef-d'œuvre. Le plus

extraordinaire est que le savoir-faire ne prend jamais le pas sur l'imagination. « Je ne veux pas que mes références soient trop personnelles, confie Matton. Mes créations sont volontairement descriptives et sentimentales. Chacun doit pouvoir se retrouver en elles ».

A cinquante-sept ans, cet artisan facétieux, qui opère en famille, revendique la ludicité de l'enfance comme une vertu première. Il ne se prive pas de tirer son chapeau à son fils Yann en montrant une rétrospective fictive de ses portraits cinématographiques. Et avoue que c'est par pure nostalgie qu'il a reconstitué la grande salle du Paramount Theater d'Auckland, auquel il ne manque pas un des deux mille quatre cents fauteuils. On cette vue hallucinante d'un drive-in des années 60 dont les voitures ont la taille d'une phalange mais sont toutes exactement d'époque. On y projette des extraits de ses propres films, la Pomme ou l'italien des roses, ainsi qu'un savoureux documentaire sur son travail en cours.

Les petits formats de Caillebotte

Un impressionniste complet

Redécouverte d'un peintre négligé à travers esquisses et petits formats.

Gustave Caillebotte doit l'essentiel de sa notoriété à son legs, vrai ou faux scandale de la III^e République. Les historiens se disputent volontiers à son propos. Sa collection d'impressionnistes fut-elle réellement dédaignée par les musées, ou seulement à demi ? Les héritiers du légataire mirent-ils quelque malice intéressée dans l'affaire ? Ces débats sont fort instructifs.

Mais Caillebotte le collectionneur finit à la longue par faire oublier Caillebotte le peintre. Ce serait dommage, comme l'on s'en serait aperçu si l'exposition de ses œuvres qu'organisa Kirk Varnedoe il y a plus de dix ans n'avait eu lieu à Houston et à Brooklyn, mais pas à Paris.

Chroniqueur de la société

Ce serait dommage car Caillebotte était, à la différence de trop de ses compagnons de combat impressionnistes, un peintre intelligent et exigeant. Loin de se satisfaire de quelques jolis effets d'aube et de crépuscule, il mit en pratique les maximes du « peintre de la vie moderne » selon Baudelaire. Il avait des curiosités à la Manet et peignait des scènes de rue, quelque chose comme des Degas panoramiques et sévères.

Peut-on prendre la mesure de son talent dans l'exposition que lui consacre actuellement une galerie ? Ce n'est pas sûr, car Caillebotte

excellait moins dans l'esquisse, la pochade et la notation vite peinte que dans le tableau médité et méthodiquement composé dans l'atelier. Les petites toiles de jeunesse que l'on découvre désormais démontrent sans doute que Caillebotte se voulait un impressionniste complet et qu'il a fait, comme la plupart, ses gammes des sous-bois, meules de foin et jardins au printemps.

Il n'y a guère d'originalité dans ces études, cependant, plutôt la mise en pratique d'une technique à mi-chemin entre Guillaumin et Monet, des touches assez larges et éparpillées sur la toile, des teintes acides et du blanc pour éclaircir. Les natures mortes, moulages en plâtre sur fond gris vert, méritent plus d'attention, ne serait-ce que parce que Caillebotte, comme Cézanne, se sert de la représentation de la sculpture pour apprendre comment figurer le volume sans retomber dans le dégradé traditionnel.

Il met en pratique cette science empirique dans ses portraits, la meilleure part de l'exposition, la plus courte hélas, mais la seule qui évoque véritablement le Caillebotte chroniqueur de la société. Sa Femme assise sur une chaise est un bel hommage à Corot, fermement construit et exécuté. Quant à son Portrait de Jules Richemont, effigie d'un homme « bien » dans son salon à moulures dorées, c'est un Monsieur Bertin à la façon de 1879 et un chef-d'œuvre d'ironie à demi-mots.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galerie Brame et Lorrance, 68, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Jusqu'au 24 mars.

A La Hune

Duo Butor-Masurovsky

Pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de Litanie d'eau (1964), début d'une amitié entre le poète Michel Butor et le graphiste Gregory Masurovsky, La Hune offre une réplique de son exposition de février 1976, qui engrangeait les fruits d'une collaboration exemplaire. Au fait, cette cantate à deux voix était annoncée dès 1960 par la Vague (hommage à Debussy ?) défilant à La Hune précédemment avec une préface de Butor.

Désormais va se poursuivre croissant ce va-et-vient de l'écriture et du graphisme, exprimant les ébres et les choses sous l'angle, pourr-on dire, d'une même vision. Tandis c'est le texte qui précède l'image, tantôt c'est elle qui l'inspire, l'image ou le module de l'image dans Comme Shirley (1966) : huit poèmes ou huit strophes d'un poème unique et huit dessins qui font émerger d'un brume peu à peu dissipée une Shirley Goldfarb, alors vivante et merveilleusement incorporée (c'est le mot) à l'inéluctable élément liquide :

« Mousseuse comme un torrent... miséricordieusement cygne je me fonds écumense, nacrée, je me déroule, m'enneige ».

Préparation de la gravure manuscrite qui nous avait frappés il y a cinq ans à la galerie de l'Ermitage, la poignante élégie amibée : la Femme, la Neige et la Mort.

D'autres gravures manuscrites, armées lesquelles celles qui servaient les grilles des mots croisés du Herald Tribune, citent, nombreuses, les estampes, gravures ou lithos (Flower Girl II) et les dessins à la plume — une plume acérée propre à tracer des traits quasi microscopiques, — des nus pour la plupart — l'ombre de Shirley flotte toujours — ainsi que les livres Litanie d'eau, Western Duo.

On retrouve partout, quel que soit l'instrument utilisé, cette texture de plus en plus serrée, cette accumulation de stries extraordinairement ténues, proches parentes des hachures ou d'une sorte de pointillisme, cette brume lumineuse qui, au lieu de noyer l'objet, l'éclaircit, le fait rayonner et l'isole au milieu d'une grande nappe de silence ; qui préserve son entière autonomie.

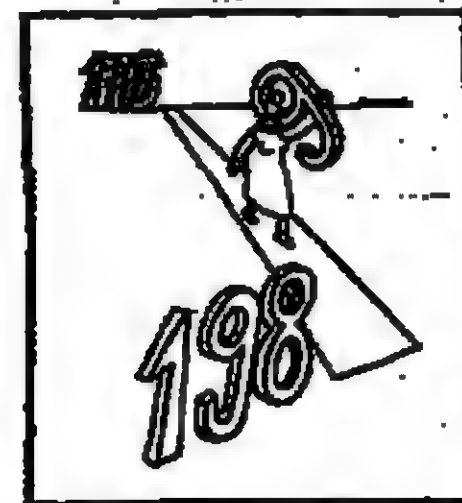
Car si les portraits et autres évocations d'une communauté de joies et de peines prédominent dans cette sorte de mausolée du souvenir, il s'agit bien d'objets sous le crayon, la plume ou la pointe de Masurovsky, surtout lorsque l'artiste donne à voir ailleurs, tout récemment par exemple à l'atelier Lambert des natures mortes, expression française contre laquelle ce New-Yorkais du Bronx s'était insurgé : « Il n'y a pas de nature morte ». Il n'y a que des changements d'état.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ La Hune, 14, rue de l'abbaye. Jusqu'au 10 mars.

Aux Archives de France, « La naissance de la souveraineté »

Aux sources de 1789



Près de cinq cents documents sont présentés aux Archives de France. Ils retracent la longue marche de la souveraineté populaire dans notre pays. Une exposition qui passionnera les érudits.

La première exposition d'importance célébrant le Bicentenaire de la Révolution française est ouverte aux Archives de France, inaugurée, comme il se doit, par le ministre de la culture. Quoi de plus naturel, les

Archives de France sont la mémoire de la nation. Il suffit de puiser dans ses kilomètres de rayonnages pour évoquer la montée de la souveraineté nationale. Car le chemin qui mène à 1789 est long. Jean-Daniel Pariset, l'organisateur de l'exposition, en retrace ici les principales étapes.

Les premiers documents exhumés sont les chartes accordées par les rois capétiens aux villes — Louis VI aux habitants de Compiègne ou de Beaumont-sur-Oise. Mais les corporations sont aussi des puissances avec lesquelles la monarchie doit composer voire lutter. La prévôté des marchands de Paris est l'une des plus puissantes. Plus tard, lorsque les échevins se font portraitureurs dans leurs robes d'apparat, leurs pouvoirs sont largement amoindris. Au dix-

huitième siècle, les rares tableaux collectifs sont toujours accompagnés d'un hommage au pouvoir central. L'idéologie royale tolère mal la représentation de pouvoirs trop indépendants. Les parlements sont les refuges des dernières franchises locales. Les affrontements répétés entre le roi et ces assemblées se traduisent par de solennels lits de justice où le souverain vient en personne surveiller l'enregistrement des édicts contents.

On sait que Louis XVI réactivera une procédure ancienne, la réunion des états généraux, qui devait se transformer rapidement en Assemblée constituante. A ce titre, il devait pendant quelque temps être considéré comme le père des libertés nouvelles et célébré comme tel. L'abondante iconographie présentée aux Archives survole donc plusieurs

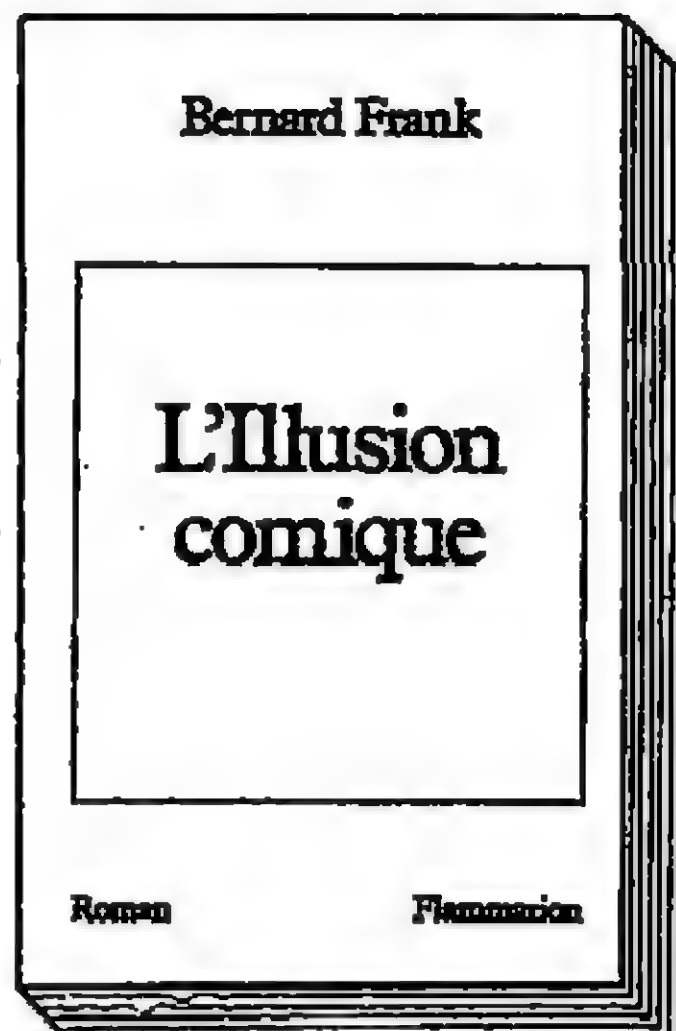
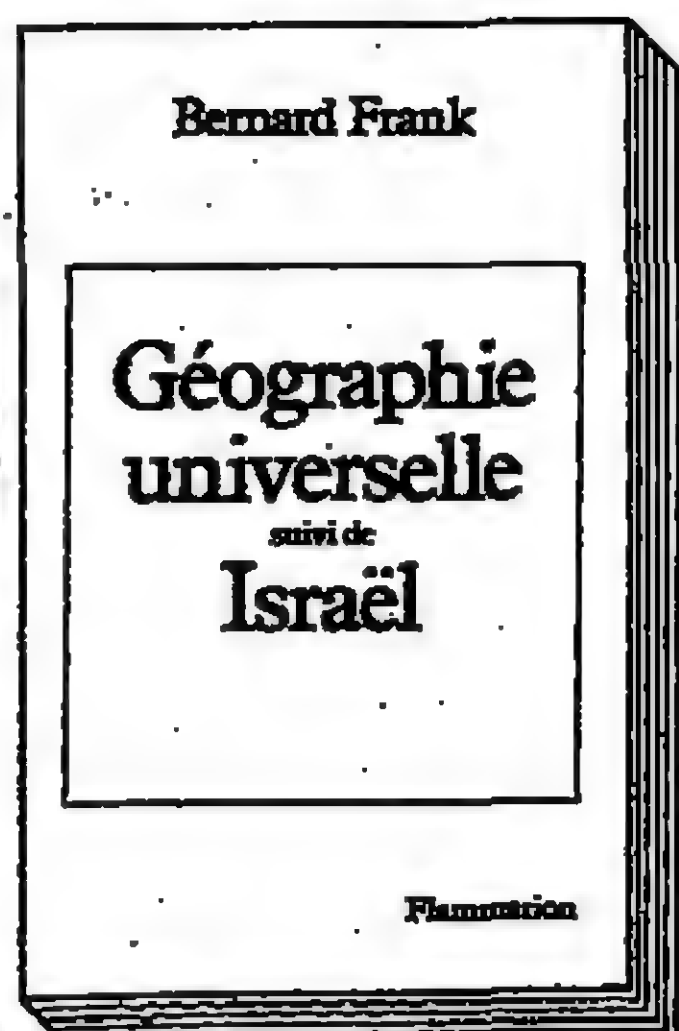
siècles d'histoire avant d'aborder les mouvements qui agitent la France à la fin des années 1780 : émeutes en province, réunions au Palais-Royal, prise de la Bastille, grande peur dans les campagnes qui vont de pair avec les travaux de la nouvelles assemblée. Celle-ci après avoir siégé à Versailles s'installe dans la salle du Manège à deux pas de la place de la Concorde, ci-devant Louis-XV. Les amateurs de concours Lépine trouveront en marge des grands documents « fondateurs », la trace de quelques inventions bisonniques comme ce « siège oral fixe et mobile destiné à renforcer la voix de l'orateur dans une grande assemblée ». Les projets de palais de la Nation se succèdent tandis que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est adoptée. Une pétition demande d'ailleurs — dessin à l'appui — de prohiber les armes contraaires aux droits de l'homme. La liste est courte. On propose d'interdire quelques ustensiles promis à un grand avenir comme le fusil à vent, le casse-tête, le poignard, la cano-couteau et la came-boudin « dont l'usage est de tirer des flèches ».

L'exposition s'achève avec la Constitution du 3 septembre 1791 dont l'existence fut brève. L'exemplaire officiel passé par le pilon — le « mouton national » — est présenté corabouillé dans une ultime vitrine. Mais le visiteur ira-t-il jusque-là ? N'aura-t-il pas une indigestion de chartes ornées de guirlandes, de sceaux, de manuscrits où s'alignent des graphies illisibles, de caricatures et de gravures qui semblent redondantes tant elles sont nombreuses ? Gâté par tant de richesses mises bout à bout, l'œil bientôt larmoyant à force de décrypter des pattes de mouches, il renoncera peut-être. Tout le monde n'est pas né avec un diplôme de l'Ecole des chartes dans la main. Une mise en scène plus aérée, une sélection plus sévère auraient sans doute permis d'éviter la saturation dont est menacé le simple citoyen alléché par l'histoire de notre « souveraineté nationale ».

EMMANUEL DE ROUX.

★ « La naissance de la souveraineté nationale », hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, 75003. Tous les jours sauf lundi, de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 avril. Dans le même esprit, les Archives de France et la Documentation française viennent de publier un gros volume : la Révolution française à travers les archives, des Etats généraux au 18-Brumaire, présentée par Pierre-Dominique Cheynet et Denise Doyon, 436 pages.

Bernard Frank chez Flammarion.



Egalement disponibles : Les Rats - Solde - Un siècle débordé - La Panoplie littéraire.

Flammarion

THEATRE DE GENNEVILLIERS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DIRECTION BERNARD SOBEL TELEPHONE 47 93 26 30

la Forêt

ATHENES LOUIS JOUVET

JUSQU'AU 8 AVRIL

"Callas"

PAR ELIZABETH MACCOCO

Mise en scène Dominique Lardinois

« La Maccoco, superbe tragédienne, s'immole en Callas comme Callas en Opéra » TELERAMA

« Il fallait bien que Callas devienne un personnage de théâtre et dise le meilleur du triomphe » LE MONDE

« Le travail d'Elizabeth Maccoco est remarquable de fidélité et de justesse » LE FIGARO

« Un prodige de comédienne prodigue » LA CROIX

47 42 67 27

AGENCES FNAC OUSOUS 3315 BULETEL

theatre

Informations « services »

A	B	C	D	N	O	P	T	*
azur	brun	ciel couvert	ciel dégagé	ciel orageux	orange	pluie	tempête	noir

P

SCIENCES ET MEDECINE

Hipparcos, le ciel vu du ciel

Le satellite Hipparcos, lancé au début de l'été, observera plus de cent mille étoiles pour remonter dans le temps et faire mieux comprendre l'origine de l'univers.

TURIN
de notre envoyée spéciale.

Lui manque encore ses panneaux solaires, mais sinon tout y est. A quelques mètres de lui, des centaines de câbles noirs attendent sagement qu'on les mette à contribution pour tester ses capacités. Dans la salle voisine séparée par une minuscule baie vitrée, des super-calculateurs ne cessent de clignoter. Chevauchés et bottés de blanc, plusieurs dizaines d'ingénieurs s'affairent sans interruption dans les ateliers du groupe pour les systèmes spatiaux de la société italienne Aeritalia (Turin), responsable de l'intégration et des tests de fonctionnement de celui que l'Agence spatiale européenne (ESA), en mars 1980, a choisi pour être l'une des stars de son futur programme scientifique : un satellite hexagonal de 3 mètres de haut et 2,50 mètres de large. Derrière ses 1 140 kilos, le satellite concentre les produits de la plus haute technologie spatiale, dix ans d'une aventure industrielle à laquelle ont participé rien de moins que trente et une compagnies européennes, quelque 350 millions d'unités de compte (soit environ 2 450 millions de francs), et l'abandonnement des espoirs de toute une communauté astronomique.

Son nom : Hipparcos... Un acronyme (high precision paral-

lax collecting satellite), concocté en hommage à Hipparque, cet astronome grec qui, le premier, en l'an 120 avant Jésus-Christ, mesura la parallaxe (1) lunaire et en déduisit la distance de la Terre à la Lune. Hipparque également fut le premier à dresser un atlas

précis des étoiles. Ses observations se fondaient sur des mesures faites à l'œil nu avec un pouvoir séparateur limité à 1 minute d'arc. Deux mille ans plus tard, l'ESA termine la mise au point du premier satellite destiné à mesurer les positions, mouvements et parallaxes de plus d'une centaine de milliers d'étoiles cataloguées par plus d'une centaine de scientifiques provenant de cinquante instituts européens, à partir de deux cents propositions portant sur 780 000 étoiles et dont l'élaboration devrait, d'ici quelques années, influencer profondément sur les principaux domaines de la cosmologie.

Mais pourquoi, dira-t-on, dépenser des sommes aussi astronomiques pour une mission spatiale alors que les bons vieux télescopes terrestres ne cessent, de leur côté, de se perfectionner ? C'est que, de la Terre, rien n'est simple pour ceux qui œuvrent les yeux au ciel.

Car la turbulence de l'atmosphère détermine la qualité astronomique de la voûte céleste et affecte de façon critique toutes les observations. A cause de cet effet, l'image que l'on voit d'une étoile, par exemple dans le viseur d'une caméra, est ainsi toujours très légèrement écartée de sa position vraie.

« Du sol on ne peut, de ce fait, mesurer avec une certaine précision que les distances des étoiles les plus proches de nous », souligne le Dr Michael Perryman, scientifique responsable du projet d'Hipparcos à l'ESA. En plaçant un satellite au-dessus de l'atmosphère, on élimine ce problème. Et on permet également aux chercheurs de tirer parti d'un environnement thermique soigneusement régulé et libéré des effets du champ gravitationnel de la Terre qui, au sol, induisent des déformations mécaniques sur les instruments de mesure. Dans l'espace, le satellite pourra en outre observer tout le ciel, chose

impossible à un télescope rivé au sol.

Ce projet fou, exorbitant, qui se concrétise aujourd'hui sous la responsabilité de l'ESA et la maîtrise d'œuvre de la société française Matra, est en fait presque devenu une vieille lune pour les scientifiques et les industriels qui ont contribué à sa naissance.

CATHERINE VINCENT.
(Lire la suite page 19.)

(1) La parallaxe est le déplacement angulaire de la position apparente d'un corps céleste observé de deux points très éloignés l'un de l'autre. De valeur très faible, elle est généralement exprimée en secondes d'arc (1 seconde d'arc égale 1/3600 millièmes de degré).



LE PULSAR ÉCLIPSE

Y a-t-il vraiment un pulsar caché dans les restes de la supernova SN 1987A découverte le 24 février 1987, dans le grand nuage de Magellan ? L'explosion de l'étoile (Sanduleak 69-202), à l'origine de cette supernova, a-t-elle éjecté un de ces radiophares qui, avec une précision tout horlogère, rythment l'espace de puissantes bouffées d'énergie ? Difficile de se faire une opinion dans la mesure où la communauté scientifique se partage aujourd'hui entre ceux qui l'ont vu au cours de leurs observations et ceux qui, en dépit de ces affirmations, ne sont pas parvenus à le retrouver.

Ce « To be or not to be » n'en finit pas d'alimenter les discussions des astronomes dans la mesure où ce nouveau pulsar, qui est déjà une curiosité en soi, pourrait bien être un objet plus étonnant encore. Selon l'équipe américaine du Los Alamos National Laboratory et de l'université californienne de Berkeley, conduite par John Middleditch, le pulsar existe bien. Des observations menées, le 18 janvier dernier, depuis l'observatoire chilien du Cerro Tololo, auraient montré que le nouveau-né battait avec une période de 0,508 milliseconde et donc tournait sur lui-même à la vitesse de 2 000 tours par seconde !

Hélas ! la même équipe ne serait pas parvenue à le retrouver lors d'une mission menée le 31 janvier à l'observatoire de Las Campanas. Pas plus d'ailleurs que celle, qui, les 14 et 15 février, a braqué, depuis l'observatoire chilien de La Silla, ses instruments en direction des restes de la supernova. Et pourtant, cette dernière équipe de l'ESO (European Southern Observatory) disposait d'un appareil permettant de détecter 10 000 flashes par seconde alors que les Américains en avaient mesuré un peu moins de 2 000 lors de leur première observation. Y a-t-il eu des erreurs instrumentales le 18 janvier ? Le pulsar est-il actuellement invisible et masqué par les restes de la supernova ? Ou a-t-il tout simplement disparu ?

Les astronomes et les théoriciens s'interrogent. Car, si beaucoup pensaient que l'explosion de la supernova laisserait derrière elle un pulsar, bien peu imaginaient qu'il tournerait aussi vite. D'abord parce qu'aucun des pulsars connus ne tourne à un tel rythme. Les plus rapides d'entre eux battent un peu au-dessus de la milliseconde et sont considérés, dans l'état actuel des connaissances, plutôt comme de vigoureux vieillards, ce qui est loin d'être le cas de l'hypothétique nouveau-né. Si ce dernier existait quand même, comment expliquer qu'il ne se désagrége pas ? Car les pulsars sont de toutes petites étoiles en rotation rapide (une dizaine de kilomètres de diamètre), très denses (une cuiller à café de matière y pèse 1 milliard de tonnes), faites uniquement d'un gros noyau de neutrons (les électrons et les protons ont pratiquement disparu de ces astres) entouré d'un manteau de fer. Comment peuvent-elles ne pas se briser en tournant aussi vite ?

De tels phénomènes, si étonnants soit-ils, sont pourtant en parfaite cohérence avec la théorie, mais pratiquement aux limites de ce qu'elle permet. Il s'en faut de peu, en effet, que la cohésion de la matière dans les régions équatoriales de ces astres ne soit brisée dès lors qu'ils tournent avec une période de l'ordre de la milliseconde. Aussi, à une vitesse deux fois plus rapide, on touche pratiquement à l'invraisemblable, ce qui fait dire à Robert Mochkovitch, de l'Institut d'astrophysique de Paris, que « si ce pulsar est confirmé, ce sera un véritable coup de théâtre pour l'astronomie ». On aurait, dans ces conditions, « un objet monstrueux, dit-il, à la limite de la rupture ». Un objet d'autant plus intéressant qu'on le soupçonne d'être un des éléments d'un système binaire dont le compagnon serait si prêt de lui que l'ensemble tournerait dans un volume aussi ramassé que celui qu'occupait l'ancienne étoile.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Les transsexuels hors la loi

Un rapport remis au premier ministre préconise de ne pas légiférer sur le transsexualisme mais de faciliter, lorsqu'il le faut, le changement de sexe.

PAS de loi pour les transsexuels. M. Guy Braibant, président de la section du rapport et des études du Conseil d'Etat, vient de remettre, en même temps que l'avant-projet de loi sur « les sciences de la vie et les droits de l'homme » (*Le Monde* du 3 mars) un rapport sur le transsexualisme. Ce document rédigé par des juristes et des médecins préconise, contrairement à ce qui se passe dans certains pays, de ne pas légiférer en cette matière, qui n'est en France régie par aucun texte (1). Il conseille en revanche une série de mesures concrètes qui permettraient, lorsque c'est médicalement et socialement justifié, de faciliter le changement de sexe.

« Le sujet est sensible, expliquent les auteurs du rapport. Il divise les esprits. La liberté individuelle, le respect de la vie privée, l'intégration sociale, l'ordre public, l'intégrité physique, l'indisponibilité de l'état des personnes, les bonnes mœurs, voire la morale, sont autant d'éléments que les tenants et les adversaires de la reconnaissance du syndrome transsexuel avancent au soutien de leur thèse ».

branlable d'appartenir au sexe opposé à celui qui est génétiquement, physiologiquement et juridiquement le leur, avec le besoin obéissant et constant de changer d'état sexuel, anatomie comprise.

C'est à son histoire naturelle très singulière et presque stéréotypée que l'on reconnaît le vrai transsexuel. « Enfant de garçon ou de fille « manqué(e) », attiré qu'il est par le comportement, l'habillement, les jeux du sexe opposé. Les pulsions sexuelles sont souvent pauvres, perturbées par l'incohérence psychophysique ».

L'homosexualité est assez particulière, compte tenu du fait que le sujet est persuadé d'appartenir au sexe opposé. Il y a souvent un dégoût pour les attributs sexuels dont ils souhaitent être débarrassés. La vie sexuelle est pauvre, tant pour la libido que pour l'acte lui-même. Ils se disent volontiers en attente d'une sexualité qu'ils espèrent acquérir par leur transformation physique, encore que cet objectif ne soit presque jamais au premier plan de leurs préoccupations, qui restent la transformation corporelle associée au changement d'état civil », expliquait, il y a quelques années, le professeur René Küss devant l'Académie nationale de médecine. Selon ce spécialiste : « L'histoire du désir de changement de sexe dans le droit humain est au moins aussi vieille qu'Hérodote, qui en faisait le mal de Scythie. Mais ce n'est que depuis trente ans que le transsexualisme a abandonné le domaine du rêve pour devenir réalité réalisable, grâce aux progrès de la médecine. La découverte et l'utilisation des

hormones sexuelles, l'avènement d'une chirurgie plastique et prothétique, ont permis de donner à l'homme ou à la femme la morphologie corporelle du sexe opposé » (2).

L'affaire « Coccinelle »

C'est en 1953 que le transsexualisme est entré dans la nomenclature médicale, cette entité clinique étant auparavant perdue dans la galaxie des psychopathologies sexuelles. Une dizaine d'années plus tard — en 1965, — les tribunaux français commencent à être saisis de cette question difficile, l'intervention chirurgicale ne réglant qu'une partie du problème et laissant à la justice le soin de procéder au changement d'état civil. « Depuis les premières demandes, le droit français a connu une évolution importante », remarque le rapport. En effet, aucun texte ne régle le problème du transsexualisme ni ne définit la manière dont doit être déterminé le sexe des individus. Mais aucun texte n'interdit de modifier la mention du sexe dès lors que celle-ci ne correspond pas à la vérité. Aussi est-ce la jurisprudence qui a dégagé les solutions utiles aux demandes présentées par les transsexuels selon une interprétation qui prend en compte les données médicales les plus récentes.

La question posée aujourd'hui est de savoir s'il convient de légiférer, comme la demande en avait été faite en 1982 et comme l'ont déjà fait certains pays. Ainsi, en Suède par exemple, depuis 1972, l'intervention chirurgicale et le changement d'état civil par l'autorité administrative sont autorisés chez les transsexuels sous certaines conditions (être stérile, avoir plus de dix-huit ans, être célibataire et de nationalité suédoise) une fois que le diagnostic est posé. En Allemagne fédérale, depuis 1980, le transsexuel célibataire, opéré et stérile, peut demander le changement de ses prénoms

et le changement de son sexe à l'état civil. De telles autorisations, définies par la loi, existent aussi aux Pays-Bas (depuis 1984) et en Italie (depuis 1982), où cette décision entraîne, si le transsexuel est marié, la dissolution de son mariage. Ailleurs, on ignore officiellement le problème (comme en Grèce), ou on laisse faire la jurisprudence (Portugal, Suisse, Luxembourg). En France, celle-ci est complexe.

Avant les possibilités d'opération du transsexuel, on s'intéressait uniquement à l'aspect physique extérieur (sexe morphologique de la personne), et le changement de sexe était assez facile à obtenir. Tout a changé le 18 janvier 1965 avec l'affaire « Coccinelle » lorsque les juges français ont décidé d'avoir recours à l'analyse des chromosomes (sexe génétique), un critère qui conduisait évidemment à rejeter toutes les demandes des transsexuels, puisque leur patrimoine héréditaire est celui du sexe auquel ils souhaitent ne plus appartenir. « Un nouveau courant est apparu dans les années 1976-1977, qui ne s'est pas démenté depuis, fondé sur l'analyse scientifique des différentes composantes du sexe : morphologique, chromosomique, psychologique et psychosociale », écrivent les auteurs du rapport. Dès lors, la question pouvait être posée d'une éventuelle discordance des composantes du sexe au regard de l'identité sexuelle figurant sur les actes d'état civil.

JEAN-YVES NAU.
(Lire la suite page 18.)

(1) En 1982, M. Henri Culliver, alors sénateur (gauche démocratique) de Lot-et-Garonne avait déposé une proposition de loi « tendant à autoriser les traitements chirurgicaux pour les anomalies de la transsexualité et à reconnaître le changement d'état civil des transsexuels ».

(2) Communication à l'Académie nationale de médecine sur le transsexualisme faite par le professeur René Küss (hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris) le 29 juin 1982.

OUVERTURE du centre de FORMATION CONTINUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE SEMINAIRES

L'intérêt des fractales... 16 et 17 Mars
Le traitement numérique des images... 15 et 16 Juin
Les mathématiques de la finance... à partir du 18 Avril
Cycles de vie et langages... 18, 21, 25 Avril
La Résonance Magnétique Nucléaire : 30 Mai - 2 Juin
Les fondements de la RMN... 10, 11, 17, 18 et 24 Mai
Les développements récents de la RMN... 25, 31 Mai, 1, 7, 8 Juin
Applications industrielles récentes de la RMN... 14, 15, 21, 22, 23 Juin
Applications biologiques de la RMN... 28 et 29 Juin
Parallélisme et synchronisation : 22, 23, 24 Mars
Fondements du parallélisme... 10 et 11 Mai
Mécanismes de synchronisation... 17 et 18 Mai
Algorithmes du parallélisme... 17 et 18 Mai
Pour informations détaillées et inscriptions dans la limite des places disponibles s'adresser à :
Christine Nora — Formation Continue
Ecole Polytechnique — 91128 Palaiseau Cedex
Téléphone : (1) 60 19 40 18 Télécopie : (1) 69 41 94 42

Une microchirurgie cousue main

La technique de réimplantation et la réparation des membres sectionnés sont désormais maîtrisées. Mais on est encore mal informé sur les conduites d'urgence.

EN Arabie saoudite, en pleine mer, le bras d'un homme est sectionné au cours d'un accident sur une plate-forme pétrolière. Rapatrié à Paris, son bras arraché posé à côté de lui, sur des glaçons, le patient est admis dix-sept heures plus tard à l'hôpital Boucicaut, où son bras sera réimplanté. Cette réimplantation « transcontinentale » est un des exploits de la microchirurgie dont ont déjà bénéficié des milliers de mains et de doigts blessés. Une spécialité difficile et minutieuse dont le professeur Raymond Vilain, décédé le 18 février, fut un des maîtres les plus inventifs.

La fréquence des accidents de la main est impressionnante. En France, plus de cinq cent mille personnes sont blessées aux mains chaque année. Un accident du travail sur trois est un accident de la main. Dans la région parisienne, on recense chaque année vingt-cinq mille accidents du travail concernant la main auxquels s'ajoutent un nombre égal d'accidents de la voie publique et, à moindre titre, les accidents domestiques. Les blessures de la main et des membres sont caractéristiques de la machine, de l'outil ou de la profession concernée. La scie électrique sectionne et déchiquette les doigts et la main. La toupie des menuisiers, responsable d'effroyables dislocations, contraint presque constamment à l'amputation. La fraiseuse, très utilisée dans l'industrie métallurgique, pulvérise les os et arrache les vaisseaux sanguins et les nerfs. La presse chauffante brûle et broie les mains. Très souvent, c'est l'oubli des règles élémentaires de sécurité pendant le nettoyage ou le réglage de l'appareil qui est à l'origine de l'accident. Chez les travailleurs agri-

coles, les vis à grains et les moissonneuses peuvent happer la totalité d'un membre. D'autre part, les accidents domestiques ne cessent d'augmenter parce que les consignes de sécurité restent trop négligées. Les systèmes de bricolage au mécanisme mal connu, l'alliance par laquelle s'accroche le doigt du bricoleur (une alliance sectionnée évite bien des accidents) et le four à micro-ondes sont fréquemment responsables de blessures et de brûlures graves. Enfin, on ne compte plus les doigts et les mains sectionnés chaque printemps pour avoir voulu, au mépris de toutes les règles de sécurité, nettoyer les lames de la tondeuse à gazon !

Greffes et lambeaux cutanés

La main et les membres ont en commun la complexité et la fragilité de leur structure. Après un accident, les dégâts sont parfois considérables : les os sont brisés ou broyés ; les tendons, les vaisseaux et les nerfs sont sectionnés. La continuité des vaisseaux sanguins doit être rétablie d'urgence pour éviter la nécrose des zones lésées. Malgré le traitement par antibiotiques, la plaie entretient un risque permanent d'infection qui menace, à court terme, la survie des nerfs et des tendons. Il y a trente ans, les chirurgiens étaient impuissants face à ces blessures complexes. Au début des années 70, ils étaient encore divisés. Certains préféraient en effet, plutôt que d'opérer en urgence, attendre et réserver l'intervention à un chirurgien compétent.

C'est pour promouvoir la nécessité d'une intervention urgente sur

les blessures compliquées de la main que le professeur Raymond Vilain, chef du service de chirurgie plastique de l'hôpital Boucicaut, créa, en 1972, SOS-Mains. A l'origine, cette association dépendante de l'Assistance publique et régie par la loi de 1901 n'est qu'une permanence télépho-

nerf plus fins que des cheveux, ouvrant ainsi la voie aux réimplantations et aux revascularisations. Le progrès chirurgical est en marche. En vingt ans, on réussira deux fois plus d'interventions inédites sur la main qu'en chirurgie digestive en un siècle et demi. 1968 est l'année des premières

tionnées étaient respectées. En revanche, la réimplantation d'un petit fragment de doigt est le plus souvent impossible car la vascularisation de l'extrémité des doigts est insuffisante. La chirurgie de la main et des membres est devenue aujourd'hui une véritable spécialité située aux

intéressé, reconnaît le docteur Vladimir Mitz (hôpital Boucicaut), si pour des raisons esthétiques, le malade n'accepte pas le résultat de l'intervention. Le rôle de la rééducation est devenu essentiel, et, grâce aux techniques de stimulation sensitive et à la prise en charge des problèmes psychologiques particuliers aux traumatismes de la main, on parvient à doubler la capacité de récupération post-opératoire des blessés.

Depuis sa création, SOS-Mains a essaimé en France et en Europe. Trente-deux centres, regroupés en une confédération des centres d'urgence de la main, se réclament aujourd'hui de l'association. D'autres services d'urgence, publics ou privés, ont vu le jour dans la région parisienne (voir encadré).

CONDUITE A TENIR

- Prendre l'extrémité du membre arraché.
 - Le laver à l'eau du robinet.
 - L'essuyer proprement.
 - Le placer dans un linge propre.
 - Refroidir le membre à 4° C en le plaçant ainsi enveloppé sur des glaçons, qu'on renouvellera au besoin.
 - Contacter un centre d'urgence.
 - Evacuer le blessé en évitant à tout prix qu'il boive ou qu'il mange (risque anesthésique).
- La durée maximale de conservation d'une main ou d'une jambe est de six heures à douze heures. Celle d'un doigt de douze à vingt-quatre heures.

SERVICES D'URGENCE

SOS-Mains : hôpital Boucicaut (Paris). - Tél. : 45-54-92-92. Centres de province et d'Europe. - Tél. : (1) 45-54-92-92. Service d'urgence de la main : hôpital Bichat (Paris). - Tél. : 40-25-45-20. Institut français de la main (Paris). - Tél. : 42-88-88-88 (structure privée). Service d'urgence mains Paris-Ouest. - Tél. : 47-89-46-36 (structure privée).

En dépit du retentissement spectaculaire des réimplantations les plus audacieuses et de la célébrité, le principal problème de SOS-Mains n'est pas résolu : l'information des blessés et de leurs médecins. « La moitié des patients qui nous arrivent auraient dû venir plus tôt », estime le professeur Jean-Pierre Lemerle (hôpital Boucicaut). En fait, tous les centres publics et privés se heurtent à l'interdiction de la publicité médicale personnelle ou nominale. Un problème que Raymond Vilain avait décidé de contourner en médiatisant au maximum SOS-Mains, au risque de se faire reprocher un certain goût pour le vedettariat.

BÉATRICE BANTMAN.

Les transsexuels hors la loi

(Suite de la page 17.)

Trois arguments principaux permettent de refuser le changement de sexe à l'état civil : le respect du corps humain (trois articles du code pénal répriment les atteintes illicites au corps humain, fût-ce avec le consentement de la victime), l'indisponibilité de l'état des personnes (nul ne peut modifier volontairement l'état qui est le sien du fait de la loi ou de la nature) et l'atteinte à l'ordre public. Ces trois arguments peuvent être — et sont — contestés. Ainsi, alors que certaines cours d'appel sont encore réticentes à l'égard de la modification du sexe juridique du transsexuel, les juges répondent en général favorablement aux demandes des intéressés. D'autre part, la Cour de cassation a abandonné le refus de principe qu'elle avait formulé en 1975. Elle paraît actuellement

animée du souci de vérifier si les juges du fond se sont entourés de toutes les précautions nécessaires pour s'assurer de la réalité du syndrome invoqué, l'appréciation de celui-ci relevant de leur pouvoir souverain.

Droit prétoire

« Un examen superficiel de la jurisprudence française pourrait laisser penser qu'une divergence d'appréciation existe entre la plupart des juges du fond et la Cour de cassation, les premiers admettant de nos jours largement le changement de sexe juridique du transsexuel alors que la seconde le refuse généralement, peut-on lire dans le rapport remis à M. Michel Rocard. (3) En réalité, l'opposition n'est pas aussi

tranchée, et des constantes peuvent être dégagées des décisions rendues, constituant un véritable droit prétoire du transsexualisme ».

En pratique, une série de conditions préalables sont aujourd'hui imposées pour que le changement d'état civil puisse être établi : discordance entre les différentes composantes du sexe, difficultés psycho-sociales ; processus ancien persistant et évolutif ; évolution irréversible ; traitement médical destiné à modifier la morphologie.

Au terme de leur analyse, les auteurs du rapport soulignent « les effets pervers de la publicité qui ne manquerait pas d'accompagner la consécration législative d'un phénomène marginal. Toute loi permissive entraîne un effet d'implication. Tel a été le cas en Italie au lendemain de la promulgation de la loi sur le trans-

sexualisme, précisent-ils ; un accroissement des demandes de changement de sexe juridique risquerait de se produire, et il serait à craindre qu'elles n'émanent pas toutes de véritables transsexuels. Les renseignements communiqués par les autorités médicales font apparaître que les demandes formulées par de faux transsexuels, au demeurant de plus en plus jeunes, augmentent actuellement dans des conditions sensibles, alors que paraissent se résorber les cas de diagnostic positif de transsexualisme véritable ».

Les auteurs prennent nettement position contre l'adoption d'une loi sur ce sujet. Ils détaillent toutefois une série de mesures concrètes qui devraient, selon eux, être mises en œuvre. C'est notamment, compte tenu de la méconnaissance de la réalité médicale et scientifique par les juridictions, la sensibilisation des juges au phénomène transsexuel (certaines décisions de rejet se fondent encore sur la définition chromosomique du sexe !). Les auteurs souhaitent également l'intervention d'équipes médicales spécialisées du secteur public « afin d'éviter toute polémique financière » qui devraient informer le conseil départemental de l'ordre des médecins de leur activité. Ils estiment enfin nécessaire l'établissement d'une collaboration étroite entre médecins et juges, comme celle qui commence à être mise en place en région parisienne.

Autant de mesures essentielles qui ne règlent pas la question fondamentale : celle de savoir si, face à ces cas douloureux et dramatiques, il convient de tenter d'ajuster la réalité du corps à celle de l'esprit. Ou, en d'autres termes, si la chirurgie doit ici prendre le pas sur la psychiatrie pour répondre à la demande de sujets qui ne se considèrent pas comme malades.

JEAN-YVES NAU.

(3) L'avant-projet de loi remis par M. Rocard a été rédigé par un groupe comprenant notamment les professeurs Pierre Banzet, André Boué, Antoine Bruhat, Georges David, Henri Kreis, Jean Roes, Louis René, Jean Terquem, ainsi que M^{me} Nicole Questiaux et Catherine Labrousse-Roux.

confins de l'orthopédie, de la chirurgie vasculaire et de la chirurgie plastique. Les vaisseaux, les nerfs, les tendons et les os sont réparés en un même temps opératoire. Les greffes permettent de reconstruire une structure presque totalement détruite.

L'expérience de ces vingt dernières années a également appris aux chirurgiens à ne pas aller trop loin en réalisant une réimplantation dont ils savent maintenant qu'elle sera un échec. Ainsi, ils ne tentent plus de réimplanter chez les blessés atteints d'autres traumatismes, multiples, sévères, notamment de l'abdomen. Chez un travailleur manuel, on évite de réimplanter un index dont la récupération est le plus souvent imparfaite. Ce doigt se révèle alors plus handicapant qu'un doigt manquant.

Un membre inférieur trop abîmé par la blessure et trop raccourci ne sera pas réimplanté : une dissymétrie importante entre les deux membres inférieurs entraîne une boiterie insupportable pour le patient et, dans ce cas, la mise en place d'une prothèse est préférable.

La qualité esthétique du résultat est aussi une préoccupation. « Une prouesse technique est sans

Point de vue

L'OUBLI DES CADRES HOSPITALIERS

EN s'exprimant sur l'hôpital public dans le Monde du mercredi 1^{er} mars, M. Claude Evvin, ministre de la santé et de la protection sociale, a affirmé sa volonté de moderniser l'organisation de l'hôpital et de promouvoir le dialogue au sein des établissements.

Les directeurs d'hôpitaux, responsables à tous niveaux — jusqu'à preuve du contraire — de la vie de leurs établissements, ont été singulièrement surpris à la lecture de l'article de leur ministre de tutelle de constater qu'ils n'existaient pas. Pas une phrase, pas un mot à leur endroit, rien qui mentionne l'action qu'ils mènent déjà quotidiennement sur le terrain pour « moderniser et développer » comme le souhaite M. Evvin.

Par contre lorsqu'il s'agit d'en faire les boucs émissaires ou de les montrer du doigt au public comme responsables des « lenteurs » d'application des protocoles d'accord de novembre 1988, le ministre n'ignore plus leur existence et leur rôle prépondérant. Trop, c'est trop, nous voulons sur ce point précis des exemples prouvant qu'un directeur et un seul a solemnellement décidé de « trainer les pieds » pour l'application des accords nationaux de l'automne dernier.

Trop, c'est trop, et M. Evvin, qui s'inquiète sans doute à juste titre des salaires des médecins hospitaliers, serait bien inspiré de se préoccuper, avec un peu plus de considération, des directeurs d'hôpitaux qui couvrent chaque jour avec foi pour promouvoir le service public dont ils ont la charge. Ces mêmes directeurs, fonctionnaires contre leur gré en janvier 1986, débutent aujourd'hui, après sept ans d'études, à la tête d'hôpitaux, soignant trois cents malades chaque jour et disposant d'un budget d'environ 100 millions de francs, avec un salaire net de 9 000 francs, soit l'équivalent d'une sténodactylo de bon niveau. Dans le privé, il est vrai.

Par pudeur, ils n'ont jusqu'alors jamais réclamé. Mais, quand à ces problèmes de rémunération — qui font sourire n'importe quel patron d'entreprise — s'ajoute l'indifférence de leur ministre, ils sont obligés de réagir.

Trop, c'est trop, il est urgent d'ouvrir des négociations sur le statut social des directeurs et des autres cadres hospitaliers (soignants, techniques, administratifs) sans lesquels rien n'est possible à l'hôpital.

GÉRARD VINCENT, directeur de l'Hôtel-Dieu et président du Syndicat national des cadres hospitaliers.

Mercredi 8 mars 18 h sur A 2 — FR 3
France Inter — et RFO.

MICHEL ROCARD et LIONEL JOSPIN

dialoguent avec vous en direct
sur l'éducation et l'avenir de vos enfants.

Posez vos questions à partir de 10 h du matin
en appelant SVP :

au (16-1) 47-87-33-33.

Service d'Information et de Diffusion
du Premier ministre

مكذون الأصل

SCIENCES

Epidémie de micro-informatique

En 1988, plus de six millions de micro-ordinateurs vendus en Europe. Et l'exposition PC-Forum montre que l'expansion n'est pas finie...

En dix ans, l'explosion du marché de la micro-informatique a dépassé les prévisions les plus optimistes de l'époque. Pour la seule Europe, six millions six cent mille micro-ordinateurs ont été vendus en 1988. Le PC-Forum vient de rassembler à la porte de Versailles, sur 40 000 mètres carrés, plus de cinq cents exposants. C'est un salon important, mais il y a beaucoup plus gros aux États-Unis ou même en RFA. Les machines actuelles ont des puissances dont nul ne rêvait il y a seulement cinq ans. Le concept d'ordinateur personnel s'est profondément renouvelé : ce n'est plus la machine de l'amateur éclairé ou l'outil de gestion de la PME. C'est devenu l'équipement de bureau par excellence : en 1991, les quatre cent mille employés d'IBM dans le monde disposeront d'un micro-ordinateur et, de réseau local en liaisons intercontinentales, chacun pourra communiquer avec tous les autres.

Des firmes pionnières, il n'est guère qu'Apple qui subsiste, mais une stratégie aberrante de superbe isolement, ajoutée à des dissensions internes, l'ont un peu marginalisée. Le flambeau a été repris par IBM, dont le « Personal Computer » a servi de modèle à toute une floraison de « compatibles ». Certains de ces imitateurs du début sont devenus des firmes puissantes qui taillent des croupières au géant de l'informatique. Compaq, une firme créée en février 1982 et dont le chiffre d'affaires dépasse 2 milliards de dollars, était considérée il y a quelques mois comme ayant pris

de l'avance, au plan technique, sur IBM, qui aurait maintenant rattrapé ce retard. La position dominante qu'IBM avait conquise sans coup férir s'est progressivement érodée.

IBM a complètement renouvelé sa gamme micro-informatique, il y a deux ans, en créant la famille des PS-2. Il y avait là une tentative du géant de se débarrasser des illégitimes. Sous cet angle, c'est un échec. IBM voit sa part de marché se restreindre de plus en plus — il reste cependant le leader. Mais peut-on encore parler d'un marché de la micro-informatique ? Les dirigeants d'IBM-France n'y croient pas et définissent une segmentation complexe, par les prix, par l'utilisation dominante, par l'origine de la demande (grande entreprise, PME...), qui conduirait à une vingtaine de marchés différents. L'analyse paraît pertinente, à voir le positionnement des principaux concurrents d'IBM. Chacun d'eux a son domaine de prédilection, même si chacun prétend couvrir tous les besoins. Compaq, leader du haut de gamme, ne chasse évidemment pas sur les mêmes terres qu'Amstrad, qui a su concilier bas prix et performances honorables, et a trouvé dans cet équilibre instable la clef d'un succès foudroyant.

Certaines sociétés ont une approche traditionnelle, une clientèle bien définie. Hewlett-Packard, par exemple, sait bien que ses acheteurs sont plus des ingénieurs que des administratifs, et privilégie donc vitesse de calcul et traitements graphiques. De même, Apple sait où sont ses

clients. La firme californienne, qui participe pour la deuxième fois au forum, présente ses dirigeants ont enfin compris la signification du mot « compatible », continue d'étendre les possibilités du Macintosh et insiste toujours autant sur l'amélioration de la productivité personnelle.

Toshiba aussi a clairement choisi son créneau : le « laptop » (littéralement : sur les genoux), autrement dit la machine portable, éventuellement autonome grâce à des batteries rechargeables. Ne pas croire qu'il s'agit forcément de petites machines. Le T 5200, avec son microprocesseur 80386 fonctionnant à 20 mégahertz, son disque dur de 100 mégaoctets, son écran à plasma à haute résolution (VGA), est un des plus puissants micro-ordinateurs. Il est vrai que son prix, 63 950 F hors taxes, n'est pas non plus loin des records. Dans l'une des conférences qui accompagnent l'exposition, M. Atsutoshi Nishida, qui dirige le département informatique de Toshiba, a fait état de prévisions fort optimistes pour ce segment de marché. La part des ordinateurs portatifs — actuellement 8 % des ventes — passerait à 25 % en 1992.

Il y a aussi les nouveaux venus aux deniers longues. En 1988 était fondée en Corée une petite société commerciale, Samsung (« trois étoiles » en coréen). Devenue l'un des groupes majeurs de l'Extrême-Orient, Samsung a fait une apparition récente sur le marché de la micro-informatique, en proposant des moniteurs puis des micro-ordinateurs complets. La firme semble viser le créneau « puissant mais pas trop cher », un super-Amstrad en quelque sorte.

On ne compte plus les annonces de nouveaux micro-ordinateurs, de logiciels de toute sorte, d'extensions électroniques variées : il y en a plusieurs cen-

taines par an. Difficile de faire un choix. Mais la palme de l'originalité va incontestablement au « compatible de poche » présenté par Atari. Long d'une vingtaine de centimètres, dimension minimale pour un clavier, équipé d'un écran à cristaux liquides, alimenté par des piles de poche. Il a surtout l'originalité de remplacer les classiques disquettes par des cartes magnétiques analogues aux cartes de crédit. Il sera commercialisé à moins de 3 000 F hors taxes. C'est peut-être un joli jouet qui n'aura qu'un succès d'estime. C'est peut-être le début d'une nouvelle micro-informatique.

S'il est déjà difficile de s'y retrouver dans la variété des matériels, que dire alors des logiciels, auxquels était consacré une bonne part du forum ? Les grands classiques continuent leur chemin : traitements de texte, tableurs, gestionnaires de bases de données voient surgir des versions nouvelles qui mettent à profit les gains de puissance des machines. Il n'y avait déjà plus de logiciel de traitement de texte sans correcteur orthographique : il n'y en aura bientôt plus sans dictionnaire de synonymes. Côté systèmes d'exploitation, le MS-DOS de Microsoft continue de régner et n'est pas encore sérieusement contesté par l'OS-2 du même éditeur. Conséquence de l'évolution des machines : Unix, système d'exploitation standard des mini-ordinateurs, apparaît maintenant sur un nombre croissant de micros. A signaler, au moins parce qu'il émane d'une firme française : le Polymod-2 de Memsoft étend les capacités de l'OS-2 et lui permet de fonctionner en « multiposte », c'est-à-dire de gérer simultanément plusieurs machines. Cela peut, dans certains cas, constituer une alternative intéressante à la mise en réseau des micro-ordinateurs.

MAURICE ARVONNY.

SÉISMES : LE RISQUE FRANÇAIS

« MIEUX SAVOIR, mieux construire, mieux informer. » Ces trois mots d'ordre résumant l'action que le tremblement de terre meurtrier d'Arménie a inspirée au secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, M. Gérard Renon. A l'issue de la présentation des rapports des deux missions scientifiques envoyées sur place en décembre 1988 par le gouvernement français, M. Renon a rappelé que la France, « même si elle ne figure pas parmi les pays à risque sismique le plus élevé, avait connu par le passé des séismes destructeurs et meurtriers et devait donc rester vigilante ».

Le poids du passé est en effet considérable. « Près de cinq mille huit cents communes françaises représentant 15 % du potentiel humain, économique et patrimonial » risquent de subir des séismes non négligeables. « Malgré certaines pratiques ancestrales et la mise en œuvre de règles de construction parasismique depuis les années 60, un nombre important de bâtiments et d'ouvrages restent et resteront vulnérables », regrette le secrétaire d'Etat. Certes, la situation française n'est pas comparable à celle observée en Arménie où l'on a pu clairement montrer que « la qualité de réalisation ainsi que certaines techniques de fabrication étaient grandement responsables de l'importance des dégâts et des pertes en vies humaines ». Mais la rudesse de ce constat doit inviter à une plus grande prudence encore.

Le nouveau zonage sismique

A ce titre, M. Renon estime que, outre une information accrue des populations encore à mener, l'action gouvernementale doit s'appuyer sur deux points. Tout d'abord, procéder dans les régions à fort risque sismique à la réalisation d'études régionales et locales précises permettant de déterminer l'aléa sismique, c'est-à-dire la zone, plus ou moins précise, où un tremblement de terre peut avoir lieu. Si la prévision de la date et de l'heure exacte d'un tel événement paraît difficile aux spécialistes, ils pensent que les premiers résultats de la recherche et de la technique sont prometteurs pour la détermination de ces zones critiques.

M. Renon estime d'ailleurs que notre acquis en termes de « zonage sismique » s'est considérablement étoffé depuis les premiers travaux lancés après le tremblement de terre meurtrier d'Orléansville (Algérie) en 1954 et ceux intervenus en 1969 et 1982. Mais, une étape supplémentaire a été franchie en 1985 avec la publication du « Nouveau zonage sismique de la France ». Ce document qui constitue actuellement « le point de départ de la politique

de prévention du risque sismique » en France ne saurait être considéré « comme une réponse à tout ». En effet, précise M. Renon, il ne peut être utilisé que dans les zones à risque faible ou moyen et pour les constructions à risque normal, c'est-à-dire celles dont la ruine présente un risque pour leurs seuls occupants ou leur environnement immédiat.

Au-delà, « pour les zones à risques élevés ou pour les ouvrages et équipements à haut risque, les industries dangereuses, les barrages, etc., il est nécessaire de réaliser une étude détaillée, basée à la fois sur l'histoire et la sismotectonique de la région ». C'est la raison pour laquelle des études de microzonage sismique ont été entreprises aux Antilles ainsi qu'avant la construction des centrales nucléaires françaises ou, plus récemment, avant celle de certaines usines chimiques à haut risque. Les spécialistes déplorent cependant que n'existe pas encore en France, comme aux Antilles, un réseau d'accéléromètres permettant de mieux connaître les particularités locales des zones sismiques à des secousses (3). Une certaine des zones sismiques serait nécessaire selon les spécialistes qui désirent équiper rapidement les régions critiques — Alpes-Maritimes, Alsace, Provence et Pyrénées — d'une trentaine d'entre eux.

C'est à ce prix aussi qu'il deviendra possible « de définir des règles de construction adaptées à la vulnérabilité des constructions que l'on souhaite protéger ». Des réflexions ont été engagées dans ce sens au début de 1988 par un groupe de travail présidé par l'ingénieur général des ponts et chaussées, M. Tanzi. Très prochainement, des textes réglementaires seront proposés qui auront pour objet, selon M. Renon, de définir des classes de vulnérabilité des constructions et, pour chacune d'entre elles et pour chaque intensité possible, les règles de construction à respecter. Dans ce domaine, il convient donc « d'améliorer et d'élargir la classification des ouvrages des bâtiments » qui prend parfois plus en compte « les critères administratifs que les notions de risque ».

Ainsi, ces nouvelles règles devraient-elles être étendues aux habitations collectives et individuelles et plus marquées pour les bâtiments très vulnérables comme les hôpitaux et les centraux téléphoniques, y compris dans les zones à risque faible. En ce qui concerne les installations et ouvrages à haut risque, un arrêté, prescrivant la conduite de l'étude locale du risque sismique et la mise en œuvre de règles de construction appropriées, est en cours de rédaction. Il devrait être discuté en concertation étroite avec les industriels de la chimie et du pétrole.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Hipparcos, le ciel vu du ciel

(Suite de la page 17.)

Tout commence en 1966 lorsque son instigateur, Pierre Lucroux, de l'observatoire de Strasbourg, imagine le principe de mesure du satellite, un balayage continu, systématique et répété de l'ensemble du ciel par un télescope spatial capable de mesurer avec une grande précision les angles séparant deux étoiles très distantes l'une de l'autre. Ces angles sont mesurés en superposant dans le plan focal d'un même télescope optique deux champs d'observation séparés d'environ 58 degrés, contenant chacun l'une des deux étoiles. Le tout avec un pouvoir séparateur d'environ 2 millièmes de seconde d'arc. Pour redessiner la carte des cieux, Hipparcos posséderait ainsi, à titre d'exemple, le pouvoir de discrimination qui permettrait, de la tour Eiffel, de distinguer une balle de golf déposée au sommet de l'Empire State Building !

Quatre cent mille étoiles

Initialement prévue pour 1986 puis 1988, la date exacte du lancement, du fait du retard de calendrier des fusées Ariane, n'est pas encore tout à fait fixée à ce jour. Fin juin 1989 ? Début juillet ? D'ici quelques mois, en tout

cas, ce contemplateur d'étoiles le plus sophistiqué que l'homme ait jamais conçu prendra le départ, embarqué sous la coiffe d'Ariane-4. Après le lancement, un moteur d'apogée permettra à Hipparcos de quitter son orbite de transfert pour rejoindre son orbite géostationnaire définitive. Une trentaine de jours sont prévus pour la mise en service de la charge utile au cours desquels toutes les données recueillies seront reçues par trois stations du réseau de poursuite mondial de l'ESA : Kourou (près du site de lancement), en Guyane française, Malindi, au Kenya, et Perth, en Australie. Après cette période de mise en service, les données seront acheminées directement du satellite à la station de Darmstadt (RFA), au centre d'opération spatiale (ESOC) responsable en permanence du fonctionnement d'Hipparcos pendant ses deux années et demi de vie utile. L'exploitation prendra alors son régime de croisière. La mission pourra commencer.

Pendant les deux ans et demi que durera cette dernière, le satellite balaisera le ciel à partir de l'orbite géostationnaire sur laquelle il aura été placé. Tourner lentement sur lui-même dans l'espace à raison d'un peu plus d'un tour toutes les deux heures, il

observera cinq ou six étoiles en même temps, la direction de son axe de rotation variant de façon irrégulière afin que l'optique du télescope fasse un angle constant avec le Soleil. Etudiant en moyenne quatre-vingts fois chaque objet céleste tout au long de sa vie, Hipparcos mesurera ainsi les positions et les mouvements propres de cent vingt mille étoiles précises. Une seconde expérience, baptisée Tycho, qui utilisera les données produites par le système de régulation et d'orientation du satellite, fournira également des mesures d'astrométrie et de photométrie d'un peu moins bonne précision mais portant sur un nombre beaucoup plus considérable d'étoiles, quatre cent mille environ.

Ensuite ? Une fois terminée la mission Hipparcos, commencera pour les scientifiques la dernière phase, et non des moindres, la phase de l'exploitation : le traitement des données. « Le satellite n'envoie pas directement au sol les mesures de positions des étoiles mais des comptes de photons », précise Franco Donati, astronome à l'université de Turin. A raison de mille deux cents informations par seconde, soit au total quelque deux cents milliards de mesures d'intensité lumineuse, qu'il nous faudra ensuite traiter... Un véritable travail de bénédictin, d'autant plus ardu que les astronomes ne peuvent espérer fragmenter ces données en étoiles ou sous-ensembles d'étoiles, et devront s'attaquer à l'ensemble des mesures simultanément. Mais le jeu en vaut la chandelle. Car, s'il n'apporte guère de réponses directes aux énigmes des processus dynamiques qui régissent l'univers, Hipparcos devrait en revanche permettre de confirmer, réviser ou améliorer bon nombre de théories concernant la structure stellaire, la dynamique et l'évolution des objets célestes. Pour la simple raison qu'il multipliera par cent le nombre d'objets célestes dont la distance est connue, avec une précision jamais atteinte jusqu'alors et que ces mesures concerneront des distances nettement plus grandes que celles qui nous sont accessibles du sol, de l'ordre tout au plus de cinquante années-lumière.

En déterminant la distance nous séparant d'étoiles beaucoup plus lointaines, Hipparcos va donc permettre de remonter le temps — presque jusqu'aux balbutiements de l'univers. Car qui dit étoiles

lointaines suppose un rôle dans l'évolution chimique et dynamique de notre galaxie, voire des galaxies avoisinantes. « Les étoiles qui jouent un rôle majeur dans l'évolution chimique des galaxies sont des étoiles très massives, de l'ordre de trente à cent fois la masse du Soleil, et de courte durée de vie », explique Michel Grenon, astronome à l'observatoire de Genève et membre du consortium scientifique chargé de l'élaboration du programme. Mesurée par Hipparcos la distance de quelques-unes de ces étoiles très lumineuses, situées au voisinage du Soleil, servira à calibrer d'autres étoiles du même type, à plus grande distance, ainsi que des amas d'étoiles.

Autre sujet d'étude : les amas globulaires qui bordent notre propre galaxie. « Ce sont les premiers objets qui se sont formés après le Big-Bang, les précurseurs de la galaxie qui garde la mémoire de la chimie qui prévalait au tout début de l'univers », poursuit Michel Grenon. Or ce sont des objets très vieux, dont les âges relativement incertains sont estimés entre douze et dix-sept milliards d'années. Et cette incertitude, là encore, provient essentiellement d'une méconnaissance de leur distance réelle. De même les étoiles dans une galaxie sont animées de mouvements plus ou moins aléatoires et oscillent radialement et de part et d'autre du plan de la galaxie. Hipparcos nous donnant la mesure de ces mouvements apparents, et moyennant des données complémentaires obtenues au sol, nous pourrions calculer les orbites individuelles de ces étoiles, qui nous donneront à leur tour des informations précieuses quant à leur lieu de formation, leur âge et l'évolution dynamique de la galaxie.

Face à de telles promesses, les scientifiques vont donc devoir, une fois encore, s'armer de patience. Car la phase finale du dépouillement des données n'est pas attendue avant 1995. A en juger par la vitesse à laquelle progressent les connaissances en matière d'astronomie, notamment en ce qui concerne la structure des galaxies, il y a d'ailleurs fort à parier que les informations fournies par Hipparcos serviront alors à étayer ou infirmer des découvertes... qui n'ont pas encore été faites. D'ores et déjà Hipparcos travaille pour le futur.

CATHERINE VINCENT.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1989 : 12, 13, 14 septembre
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1989.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC-Admissions BP 105
95021 CERGY-PONTOISE Cedex — Tél. : (1) 30-38-38-00
ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

VACANCES FABULEUSES

Fais moi Voir l'Amérique!

Le spécialiste du voyage accompagné aux U.S.A. vous propose

L'OUEST DES ETATS-UNIS

LE NORD-EST ET LE CANADA

FLORIDE LOUISIANE

Pour tout savoir demandez des détails à votre agent de voyage qui vous remettra nos brochures.

N. sur l'Atlantique

PAN AM

1, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. : (1) 42.66.41.76

CIRCUITS ACCOMPAGNES
PARIS/PARIS
à partir de
13590F
1^{er} départ : 26 Mars 1989

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...

BATISSEZ AVEC NOUS UNE BANQUE POUR DEMAIN



Soyons clairs, ce qui nous intéresse, au CRÉDIT DU NORD, chez vous,

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

c'est votre volonté de réussir. Votre ferme intention d'élargir chaque jour votre territoire de responsabilités.

Bien sûr, pour réaliser vos ambitions au Crédit du Nord, vous pourrez tous vous appuyer sur une organisation et des outils technologiques déjà très avancés. Le Crédit du Nord change et évolue. Il se prépare quotidiennement aux réalités futures en se dotant de moyens à la mesure des perspectives nationales et internationales du monde de demain.

Mais si vous rejoignez le Crédit du Nord, vous réussirez parce que vous en avez la volonté. Parce que, pour vous, réussir, c'est gagner chaque jour de nouveaux enjeux personnels et professionnels. Parce que, pour y parvenir, vous recherchez une banque qui vous ressemble.

Contactez la Direction du Développement du Personnel.
50, rue d'Anjou. 75008 PARIS.

Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

AD'COM



UNISYS ET VOUS

La Puissance²

Déjà dans le tiercé gagnant des constructeurs informatiques mondiaux, UNISYS a un objectif ambitieux : doubler d'ici 1992 son chiffre d'affaires et atteindre 20 milliards \$. Cet avenir, nous voulons le réaliser ensemble et y associer votre propre ambition : la réussite et l'excellence.

Pour apporter des solutions simples aux problèmes complexes de gestion de l'information, 2 000 personnes en France (dont 120 chercheurs) axent leurs efforts sur l'innovation et la maîtrise des nouvelles technologies (L4G et intelligence artificielle : LINC, MAPPER, ALLY... Intégration de systèmes - architecture de réseaux). Les hommes et les femmes qui font notre succès sont des « experts » spécialisés par activité : Finances - Industrie et Commerce - Secteur Public - Ventes indirectes. Pour aller aussi vite que la demande l'exige aujourd'hui, nous recherchons une nouvelle force vive : vous êtes **INGÉNIEURS COMMERCIAUX DÉBUTANTS** ou **CONFIRMÉS**, **INGÉNIEURS D'AFFAIRES**. Vous vous sentez concernés par une entreprise qui consacre plus d'un milliard de \$ à la R et D, par un environnement d'émulation et de convivialité, unissant des profils, des compétences et des horizons différents : ensemble bâtissons votre évolution vers la vraie responsabilité. Notre approche - individualisation des salaires - planification et évaluation des performances - formation personnalisée - prouve que notre ambition c'est aussi, à travers vous, la réussite et l'excellence.

Postes à pourvoir à Paris, Lyon, Nice et Bordeaux.

Nous étudierons toutes les candidatures adressées sous référence M1 à Sylviane AMZALLAG, Direction des Ressources Humaines, UNISYS, boulevard de l'Oise, 95015 CERGY PONTOISE.

UNISYS

Ingénieurs Commerciaux
débutants ou confirmés
Ingénieurs d'Affaires

(BAC + 4, + 5
Ecoles de Commerce
ou d'Ingénieurs)

CURRICULUM

ALPHACAN

Faites passer notre production de Polyéthylène réticulé du «Pilote de production» à la Production Industrielle...

Filière ATOCHEM
Groupe ELF AQUITAINE

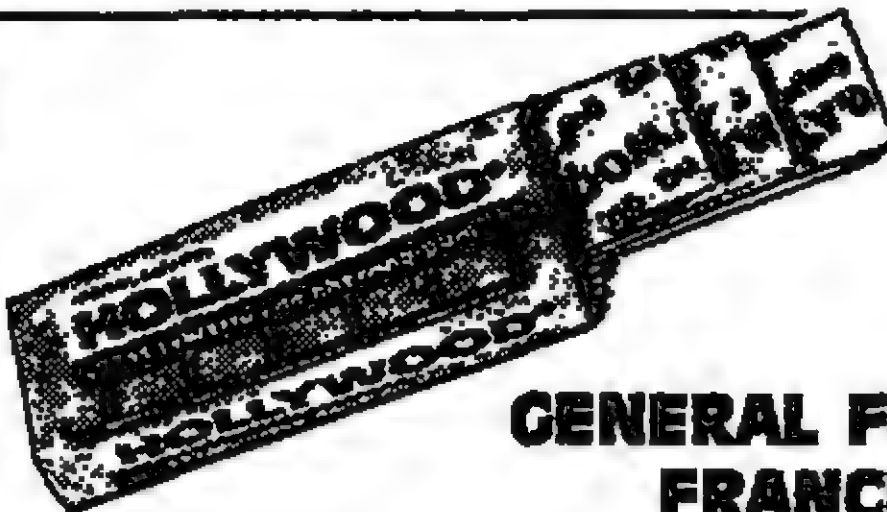
Notre Usine de NEVERS produit des canalisations de PVC destinées principalement au Bâtiment et aux Travaux Publics. Nous avons développé une nouvelle activité dans le domaine du polyéthylène réticulé pour la fabrication des produits résistants en particulier à la chaleur. Le chef de fabrication recherche un

JEUNE INGÉNIEUR DE FABRICATION

pour lui confier le passage à la phase industrielle de ces productions. JEUNE INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE (ENSAM, ENSA, ENSL...), vous êtes débutant ou vous avez 1 à 2 ans d'expérience. Vous parlez correctement l'anglais et si possible l'allemand. Passionné de production, homme de terrain, curieux des nouvelles technologies, vous devez être intéressé par ce poste. Les possibilités d'évolution dans le Groupe sont réelles. Merci d'adresser votre CV et une lettre de motivation sous réf. M/133/F (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil.

chp. CABINET LEON PHILIPPE

GENERAL FOODS



**GENERAL FOODS
FRANCE**

un des leaders de l'Agro-alimentaire recherche un

Ingénieur Production

pour son Centre Industriel très automatisé de fabrication du chewing gum situé près de Poitiers.

De formation Ingénieur mécanique ou agro-alimentaire, il prendra en charge sur une équipe, la gestion complète d'ateliers de production (process, maintenance).

Ce poste est un excellent tremplin pour un jeune Ingénieur qui souhaite après une première expérience industrielle d'environ 2 ans, assumer la responsabilité de ses engagements en quantité, qualité, délais, coûts, dans le contexte particulièrement motivant d'une usine en pointe tant sur le plan de la technologie que dans la gestion des ressources humaines. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

La réussite dans ce poste peut ouvrir des perspectives de carrière dans le Groupe.

Merci d'adresser dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, préférences) à : Jérôme DE GUILLOU, Comptable de la Conterie 21 du Square St GENEST D'ARMERIE 86140 LENCOROTTE.

LEB-DONAT-ALBON

Un groupe industriel de renommée internationale qui conçoit et fabrique des biens d'équipements mécaniques évolués, souhaite intégrer rapidement un

ur d'application Systèmes électriques

En liaison avec les Ingénieurs d'Affaires, il assure dans le domaine des systèmes électriques (basse et moyenne tension) l'interface entre les clients, le département technique et la fabrication. A ce titre, il définit les matériels électriques correspondant aux besoins du client, sélectionne les fournisseurs, suit et contrôle les sous-traitants. Il optimise le choix des solutions techniques (coût, fiabilité).

Ingénieur électricien, le candidat recherché aura environ 30 ans, une expérience de 3 à 5 ans dans l'industrie (ensembleur électricien) et/ou dans des activités de normalisation technique. Une expérience des activités export serait appréciée. Professionnel autonome rigoureux et organisé, il aura le sens des contacts et l'esprit d'équipe. La maîtrise de l'anglais est exigée. Poste basé en Alsace.



Merci d'adresser lettre, CV, photo et rttel sous réf. 4378 à Média-System, 3 rue St-Pierre le Jeune, 67000 Strasbourg, qui transmettra

MEDIA-SYSTEM

ENTREPRISE INDUSTRIELLE EN RAPIDE EXPANSION

450 pers. - Spécialiste dans son domaine. Large notoriété et excellente rentabilité, renforce son activité élastomères et crée le poste, basé au Siège (agréable ville universitaire 300 km Sud-Ouest Paris) de

INGÉNIEUR CHEF DE PRODUITS

Sous l'autorité du Directeur Recherche et Développement, il aura en charge une double mission : - étude et mise au point des produits nouveaux, - suivi et amélioration des produits existants. En outre, il participera à la recherche et à l'étude de nouveaux axes de développement.

Ce poste requiert un Ingénieur Arts et Métiers, INSA ou équivalent. Spécialisation IFOCA appréciée. Première expérience souhaitée dans un poste comparable. La connaissance du milieu automobile sera un plus, la pratique de l'Anglais un avantage.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération et photo) sous réf. 8962 à notre Conseil :

SC sélection conseil
88, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

مكثا من الأمل

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...

1. Une formation d'Ingénieur
2. Une première expérience
3. Le choix d'une nouvelle carrière

Choisir HP, quand votre première expérience vous a offert des repères sur le milieu industriel, c'est pouvoir dessiner et redessiner sa carrière dans des postes variés, c'est-à-dire s'adapter, se former, se développer. C'est aussi choisir la croissance, un environnement stimulant et chaleureux, une ouverture internationale.

Parmi les opportunités, nous vous proposons :

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Ouverture, adaptabilité, c'est la différence HP en matière de réseaux.

A Grenoble, au sein de notre plus grande entité R & D en Europe, vous dépassez les normes existantes pour bâtir des solutions adaptées dans des domaines tels que connexions, stations de travail, RNIS, X25, réseaux multi-constructeurs. Votre implication va de la définition des produits à leur mise en fabrication.

MARKETING INDUSTRIEL

En amont des activités Développement, les ingénieurs des équipes Marketing anticipent les besoins du marché mondial en matière de réseaux ou PC. Vous concevez les stratégies produits adaptées, participez à l'équipe Projet chargée de l'investigation technique et assurez le lancement du produit.

SUPPORT

HP est le n° 1 du support après-vente.

A Grenoble les ingénieurs des équipes Support sont les interlocuteurs privilégiés du réseau commercial européen. Partie prenante d'une équipe internationale, vous prenez le relais des experts de chaque pays sur des problèmes complexes.

Ces postes, à pourvoir tant dans la division PC que dans la division Réseaux, s'adressent à des informaticiens orientés système.

INFORMATIQUE DE GESTION

Gérer les systèmes d'information d'un site industriel de 1700 personnes exige de notre département informatique des interventions dans les domaines du développement de logiciels, des télécommunications, de la bureautique, du conseil et de la formation. Responsable de développement de logiciels, vous assurez l'analyse, le développement, la mise en place et le suivi d'applications informatiques d'un secteur d'activité (production, finances, personnel, distribution).

PRODUCTION

Ingénieur Produit

Vous travaillez en étroite collaboration avec nos laboratoires de conception et départements marketing, les lignes de fabrication et les autres équipes engineering. Référent technique d'un ou plusieurs produits, vous en assurez l'industrialisation et garantissez le niveau de qualité.

Selon les produits concernés, ces postes s'adressent à des ingénieurs généralistes ou électroniciens.

Ingénieur Process

En support de la ligne de fabrication vous assurez le développement, la mise au point et l'optimisation des procédés de fabrication, en termes de qualité et de coûts.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs généralistes, électroniciens ou informaticiens.

Superviseur

Responsable direct d'une dizaine d'opérateurs ou de techniciens, vous animez, motivez et développez votre équipe. Vous vous engagez à réaliser les objectifs de qualité, quantité, coûts, délais de votre ligne de fabrication.

Consultant Qualité Totale

HP est une référence en matière de qualité des produits et des services. La fiabilité est depuis toujours notre préoccupation essentielle. Ingénieur ouvert aux concepts modernes de maîtrise de la qualité, vous intervenez auprès du réseau commercial Européen et lui communiquez votre enthousiasme, votre capacité à animer et convaincre.

Hewlett-Packard France, Ressources Humaines,
5 avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.



**HEWLETT
PACKARD**

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...

Responsable maintenance travaux neufs
1^{re} expérience

Pechiney Electrometallurgie, Société du Département Electrometallurgie du Groupe PECHINEY, nous recherchons pour notre usine moderne et performante : automatisme, calculateurs, industriels, ordinateurs, et robot - située à DUNKERQUE, un Responsable maintenance travaux neufs.

A 30 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs, option mécanique ou électrique, vous possédez, si possible une bonne connaissance de l'anglais et peut-être une première expérience de l'industrie lourde. Nous vous proposons de prendre en charge la réorganisation de notre service maintenance.

En collaboration étroite avec le service de production, vous participerez au maintien de l'outil de production et à sa rentabilité. Responsable de l'élaboration et du respect du budget, vous serez

également chargé d'animer et de gérer nos services mécanique, électricité - automatisme, notre bureau d'étude et nos sous-traitants.

Pour réussir dans cette mission complète, vous possédez de réelles qualités de manager, le sens du dialogue et de la communication.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence ELM 07 à notre Service Recrutement.

PECHINEY
23, rue Balzac
75008 PARIS

PECHINEY

INGENIEUR DE
DEVELOPPEMENT
(ELECTROMECHANICIEN)

Notre vocation nous place au cœur d'enjeux économiques et technologiques fondamentaux. Nos atouts, ce sont notre rayonnement international (1 MM \$ pour le secteur santé du groupe 3M) et les performances de notre filiale française.

En France, 3M SANTE (600 personnes, 540 MF de CA, 15 % de croissance par an) conçoit, fabrique et commercialise des produits très diversifiés et innovants. Pour développer la prochaine génération de matériels biomédicaux, nous recherchons un ingénieur de développement

Nous développons les technologies
qu'attendent demain les
spécialistes mondiaux de
la SANTE.

En coordination étroite avec nos équipes de recherche, les laboratoires américains et les sous-traitants extérieurs, vous piloterez les nouveaux projets de développement. De plus, vous prendrez en charge l'amélioration des processus de fabrication déjà implantés (MOON - logiciel, micromécanique, ...) sur notre site industriel de PITHIVIERS.

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs (ENSEEHT, INPG...) avec une spécialisation en électromécanique, vous recherchez un projet-tremplin qui valorisera votre première expérience professionnelle.

Pour réussir dans cette mission complète, vous possédez des compétences techniques (CAO, CFAO, Optique de

pointe, micromécanique) ainsi que de réelles qualités relationnelles.

Poste basé à PITHIVIERS (80 kms au Sud de PARIS).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence 4505 à l'attention de Richard COULOME, Département des Ressources Humaines, Laboratoire 3M SANTE - 3, rue DANTON - 92245 MALAKOFF Cedex.

3M
SANTE

La synthèse organique
vous passionne.

Il s'agit de Recherche en synthèse organique, au sein d'un laboratoire pharmaceutique à vocation internationale. Ingénieur chimiste, vous travaillerez de manière interne "en solitaire", mais en collaboration avec un chercheur d'un organisme extérieur, notamment pour l'évaluation des molécules synthétisées.

Avec un diplôme tout neuf en poche, consolidé par des stages d'homéopathie, 6 mois par exemple, voire d'un DEA ou d'une thèse, voici une belle opportunité pour un ingénieur chimiste passionné par la Recherche, capable de faire équipe avec un chercheur, en externe, d'être autonome mais aussi de rendre compte dans un esprit de partage.

Ce projet sera le vôtre pendant 3 ans environ, servi à la fois par votre ténacité, votre curiosité et votre intégrité intellectuelle. Votre évolution sera fonction de vos performances et des possibilités dans le service ou dans le Groupe. Le poste est basé à Lyon. Merci de faire part de votre intérêt à Marie-Noëlle Regad - Associée SIRCA Rhône-Alpes - Le Britannia C - 20, boulevard Eugène Deroyelle - 69432 LYON Cedex 03, sous référence 133451 LM.

Sirca Rhône-Alpes
Paris - Lyon - Madrid - Lisbonne

GRADUATE CHEMIST
ENGINEER

BP CHEMICALS is looking for a Graduate in Polymer Science or Chemistry.

Based in Geneva, you will have an assignment within the Wire and Cable Group of our R & D laboratory.

You should have a sound, practical knowledge of polymer additives / polymeric characteristics and processing or of the design and manufacture of cables. Experience from having worked in the Wire and Cable industry could be advantageous. Fluency in written and spoken English is essential.

The remuneration package and conditions are excellent.

Swiss Nationals or holders of valid work permits are requested to send their application to :

Mrs. E. Machou
Senior Personnel Officer
BP CHEMICALS
45 A - 47 A rue de Lausanne
1211 GENEVA 2.

BP

N°1 mondial des métros automatiques...

Nos pilotages automatiques de métro et notre système VAL, c'est le talent technologique appliqué aux transports terrestres : plus de 2 milliards de passagers par an transportés en toute sécurité. Nous poursuivons notre expansion dans un contexte international très concurrentiel et recherchons

Ingénieurs grandes Ecoles
(Supelec, Sup aéro, Centrale, INPG...)

Pour notre établissement de MONTROUGE (92)

Ingénieur Système

Au sein du service chargé de concevoir nos nouveaux produits, vous participez aux études système à partir de l'analyse des besoins, écrivez les spécifications générales et les formalisez par une méthode informatique, puis suivez ultérieurement les développements relatifs aux équipements de pilotage automatique et de télé-supervision.

Ingénieur grande école, généraliste, vous avez une première expérience dans un domaine proche des transports, des qualités d'analyse, de synthèse et une grande clarté d'expression. (réf/M/IS/LM)

Ingénieur Concepteur d'Automatismes

Au sein du service études automatismes, vous participez aux réponses aux appels d'offre internationaux en fournissant un support technique aux services commerciaux. Vos compétences vous permettront à court terme de prendre la responsabilité du développement d'un pilotage automatique.

Ingénieur grande école, informaticien de préférence, vous avez plusieurs années d'expérience en développement de produits à base de microprocesseurs, des qualités de rédaction et de communication. (réf/M/CA/LM)

Ingénieur Méthodes Logiciel

Au sein du groupe atelier logiciel, vous définissez et mettez en place les méthodes de production logicielles adaptées aux besoins du service études automatismes. Vous saurez convaincre les développeurs de l'utilité de ces méthodes et suivre leur application. Vous spécifiez en outre les outils logiciels permettant d'améliorer le processus de développement.

Ingénieur grande école, informaticien, vous avez au moins 5 ans d'expérience en développement de logiciels temps réel. Méthodique, passionné par votre métier, vous possédez d'excellentes qualités de contact et d'animation. (réf/M/IM/LM)

Ingénieur Etudes Matériel

Au sein du laboratoire de conception d'automatismes, vous étudiez et développez des matériels numériques, avec l'aide d'outils de conception performants (simulateurs, émulateurs).

Ingénieur grande école, électronique, une première expérience vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des microprocesseurs, de leurs périphériques et des technologies numériques. (réf/M/EM/LM)

Pour notre établissement de LILLE (59)

Ingénieurs Automaticiens

Vous participez pour nos différents contrats VAL, aux études et à la rédaction des spécifications fonctionnelles des équipements de pilotage automatique embarqués ou des sous-systèmes (télé-surveillance, poste de commande centralisé) et des interfaces associées.

Débutant ou ayant une première expérience, votre formation en automatismes vous permettra d'être rapidement opérationnel et d'évoluer vers une participation à la réponse d'appels d'offre ou vers des fonctions d'ingénieur systèmes. (réf/L/IA/LM)

Pour tous ces postes l'anglais est demandé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à MATRA TRANSPORT
Direction du Personnel - 49/56 rue Barbes - BP 531 - 92542 MONTROUGE Cedex

MATRA TRANSPORT

ROUSSEL UCLAF NUTRITION (Produits de Nutrition Médicale) recherche pour son DÉPARTEMENT RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, basé sur le site de Production, près de CAEN, un :

INGENIEUR DEVELOPPEMENT
EXPERIMENTE

- vous participez à la conception de nouveaux produits, essentiellement des émulsions et solutions à usage entéral,
- vous en concevez la formulation puis leur adaptation aux procédés de fabrication,
- vous participez à la conception de nouvelles implantations industrielles à l'étranger et à de nouveaux procédés de fabrication.

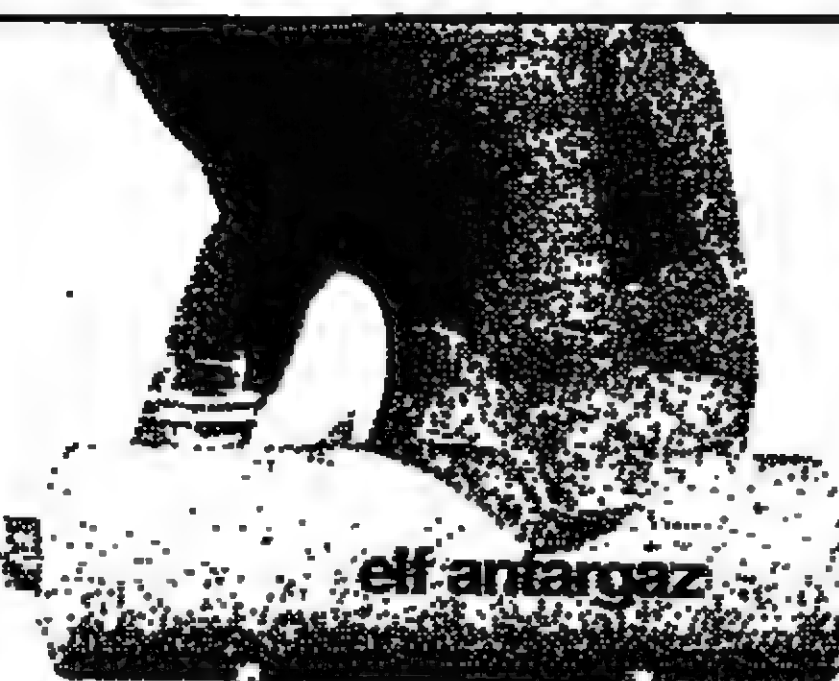
De formation Ingénieur (ENSAIA, ENSAIA, ENSBANA, UTC) ou Chimiste, option biotechnologie, votre expérience, de trois ans environ, en milieu industriel, vous permet de maîtriser :

- les techniques de formulation (sciences des aliments, interaction des composants),
- les technologies utilisées (homogénéisation, stérilisation, ultrafiltration),
- l'ingénierie des procédés de fabrication.

Vous êtes disponible pour de courts déplacements en France et à l'étranger. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., + photo et prétentions, sous la référence 122/M à, ROUSSEL UCLAF, Service de Recrutement des cadres, 35 bd. des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF



Filière du Groupe ELF
AQUITAINE, 50 années
d'expérience associées à
notre dynamisme com-
mercial justifient notre
réputation d'expert en
matière de gaz de pétrole
liquéfié : nous sommes
leader sur le marché du
Vrac Industriel avec 2
milliards de francs de CA
réalisés par 1000 collabo-
rateurs.

"Pour une carrière en France et
à l'étranger, nous préconisons
Elf Antargaz."

Jeunes Ingénieurs

Vous êtes diplômé ENSI, A et M, INSA, IDN, ENSPM ou équivalent et souhaitez valoriser vos atouts : sens des responsabilités, aisance relationnelle, mobilité géographique et pratique de l'anglais.

L'étendue de votre première expérience commerciale conditionnera la rapidité de votre prise de fonction au poste de Chef des Ventes.

Au sein de l'une de nos Directions Régionales, vous fournirez des solutions aux problèmes techniques de notre clientèle (interventions, réalisation d'études technico-économiques), mènerez démarches et négociations commerciales, animerez l'équipe technico-commerciale.

Dans la France entière ou à l'étranger, nous vous offrons l'opportunité de concrétiser vos ambitions : adressez votre candidature (lettre manuscrite, cv, photo et prétentions), à ELF ANTARGAZ - DRS/Recrutement - Tour ELF - Cedex 45 - 92078 Paris La Défense.

elf antargaz
Le gaz plein de ressources.

مكتبة الامم

هكذا من الأصل

strie...

la synthèse organique
vous passionne.

Siège de l'Institut de Chimie
Organique, 10 rue de la
Chimie, 91000 Evry-Val
d'Auvergne.
Téléphone : 01 69 10 10 10
Fax : 01 69 10 10 11
E-mail : info@icv.fr
Site Internet : www.icv.fr

Sirca

GRADUATE CHEMIST
ENGINEER

BP

R DEVELOPPEMENT
TE

UCLAF

Jeunes Ingenieur

elf antarg

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

Le Monde • Mercredi 8 mars 1989 23

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...

Notre Division Terminaux et Systèmes occupe un des premiers
rangs dans la conception de Systèmes de Paiement par carte.
Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'

Ingénieur Assurance Qualité

Au sein de l'Activité Paiement Electronique, vous participez à la
définition, à la coordination et à la mise en œuvre des méthodes
et actions qualité relatives à la conception et au développement
de produits nouveaux.

Ingénieur Electronicien de formation, votre compétence
s'appuie sur une expérience professionnelle de 5 ans minimum
acquise dans des fonctions études et développement en
électronique et informatique.

Outre les qualités relationnelles indispensables à ce métier, vous
êtes motivé par une approche globale de la qualité.
Vous souhaitez, par ailleurs, élargir votre champ d'action et de
relation.

Ce poste est à pourvoir à VALENCE.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence IAQ/LM au
Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Verne -
26027 VALENCE cedex.

Crouzet

INGÉNIEURS PRODUITS

Aérospatial
Proche banlieue Sud-Ouest

Une société qui développe des produits faisant appel à des tech-
nologues de pointe en mécanique, hydraulique et électromécanique
recherche deux INGÉNIEURS PRODUITS pour sa division Aérospat-
iale. Sous l'autorité du Directeur Technique et en liaison étroite avec la
direction commerciale et la production, ils développeront une gamme
d'équipements liés aux commandes de vol et ils en suivront le déve-
loppement. Ils entreprendront les liaisons techniques auprès de leurs
homologues clients et assureront le maintien technique des équi-
pements existants ou à créer, en plans d'études et enchainement indus-
triels auprès des responsables méthodes, ordonnancement et qualité
travaillant sur ces équipements. Ces postes conviendront à des can-
didats âgés d'environ 30 ans, de formation supérieure Ingénieur type
A & M, ECAM, ICAM, INSA, ESTACA... et possédant au moins 5 ans
d'expérience en étude et développement de produits, au sein d'une
entreprise du secteur aéronautique.

Ecrire sous référence 1074/M à

GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS - Discretion assurée.

SILICOMP

INGENIERIE EN
INFORMATIQUE
SCIENTIFIQUE ET
INDUSTRIELLE
SA DES SOCIETES OMMIS,
PERIPHERIQUE
ASSISTANCE, ET SILICONE
Recherches.

Ingénieurs Grandes Ecoles

(SUPELEC, SUP-AERO, TELECOM,
ENSMAG).

Mission : participer à la conception
d'applications temps réel
Domaine : Aéronautique -
Télécommunications
Profil : ADA, C, UNIX, 68000 pour
GRENOBLE, PARIS, MARSEILLE.

Ingénieurs Informaticiens

Mission : formation logicielle

Domaine : Informatique Industrielle et Scientifique
Profil : UNIX, C, VMS et bases de données
Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience
Mobilité France et Etranger - Anglais lu et parlé.

Ingénieurs Electroniciens, option télécom

Mission : formation réseau et télécommunication
Domaine : télécommunication
Profil : réseaux industriels, modems et multiplexeurs
Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience
Mobilité France et Etranger - Anglais lu et parlé.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature
SILICOMP, 18, Chemin de Malacher 21870 38240 MEYLAN.

Schlumberger

Technologies

INGENIEUR
D'APPLICATIONS
CFAO
MECANIQUE

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et
commercialise des instruments électroniques de mesure, des équi-
pements de test automatisés, des périphériques graphiques, des
systèmes de CAO et FAO.

En 1988, la Division CFAO, un des leaders du marché de la CFAO méca-
nique dans le monde, a réalisé une progression de 30% de son chiffre
d'affaires. Dans ce cadre, elle recherche pour son Département Support
Logiciel un INGENIEUR D'APPLICATIONS, de formation Arts et Métiers
ou équivalent, ayant une bonne maîtrise de l'anglais, de réelles qualités de
contact et, de préférence, une première expérience en CFAO mécanique.

Basé à Montrouge, en contact avec les Ingénieurs Commerciaux et avec
nos clients dans toute la France, vous assurerez le support de notre
famille de logiciels BRAVOG.

A ce poste, vous pourrez acquérir une très bonne connaissance de nos
produits, pour évoluer vers des responsabilités plus étendues dans le
domaine technique, commercial ou marketing.

Merci d'adresser C.V., lettre avec rémunération souhaitée et photo sous
référence CADAE au Service du Personnel.

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES
Division CFAO - BP 620-11
50, avenue Jean-Jaures
92542 Montrouge Cedex

L'énergie de créer

Jeunes Diplômés Grandes Ecoles d'Ingénieurs,
vous avez de l'énergie à revendre

EDF
GDF

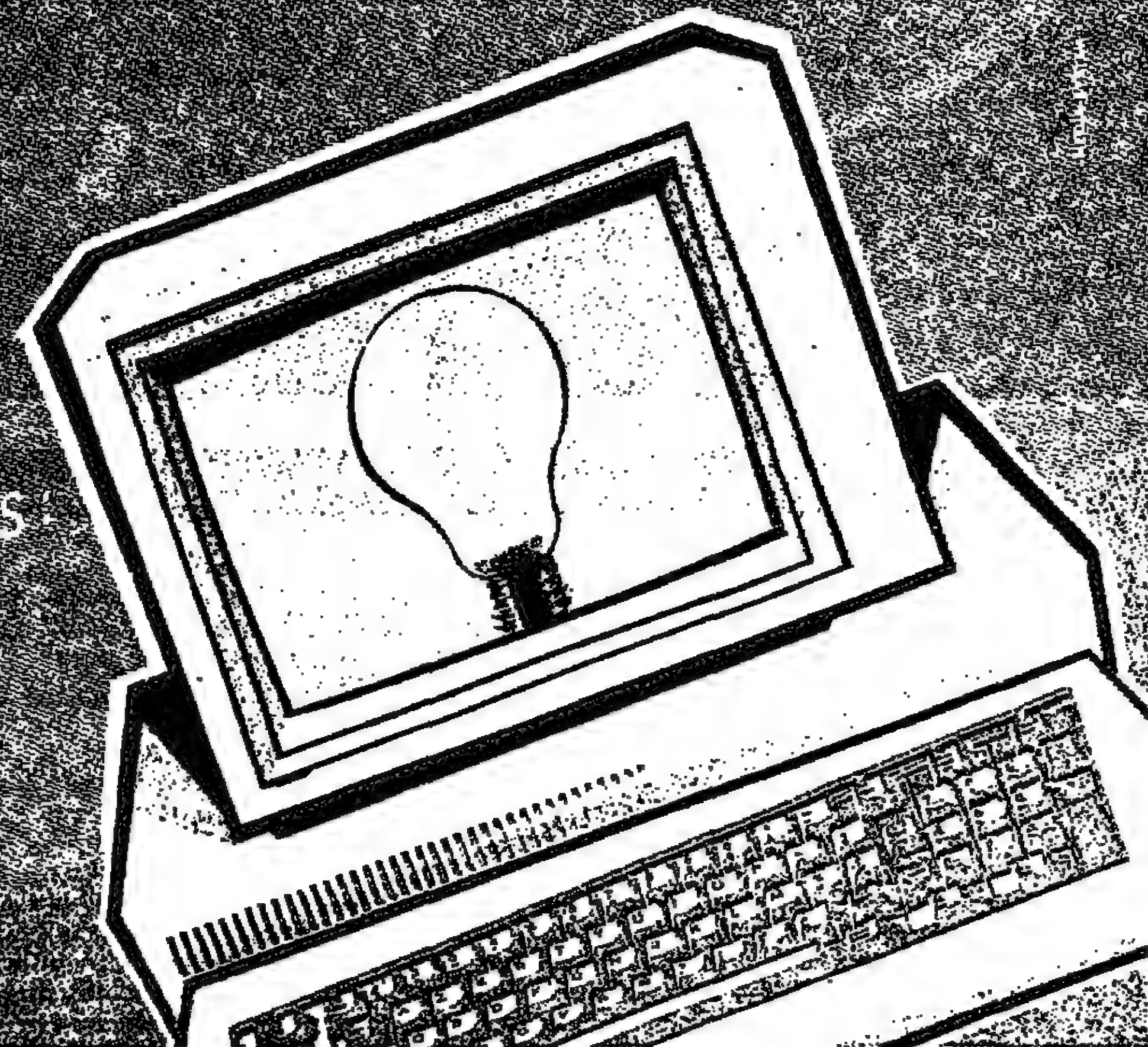
Cela tombe bien, nous misons sur les idées nouvelles.
Nous travaillons au carrefour de l'innovation et de l'industrie.
Nos besoins en recherche appliquée sont immenses, nos domaines
sont variés : les applications nouvelles de l'électricité et du gaz, les
matériaux, les centrales nucléaires, la conduite d'ouvrages assistée
par ordinateur, les systèmes énergétiques, la conception de nouveaux
matériaux, la planification des réseaux, les systèmes d'informations, les
stockages souterrains de gaz naturel, l'environnement.

Notre savoir-faire est reconnu dans le monde entier et nous restons
en permanence à l'écoute des évolutions de la recherche
de plan national et international.

Si vous souhaitez vous engager dans des activités de haute technicité, nos moyens sont à la
mesure de vos ambitions et de votre enthousiasme.
Rejoignez-nous, nous gagnerons le défi énergétique de demain.

Envoyez votre candidature (sous réf. M/23) au Département Recrutement EDF-GDF, 12
place des Faisans - 75783 Paris Cedex 16.

Entre vous et nous
l'énergie



DANS UNE USINE PILOTE,
CONJUGUEZ
ANIMATION
ET INNOVATION

TRAMICO OUEST PARIS (1H30)

TRAMICO (650 personnes - 425 MF CA - 2 sites
de production - 2 filiales en France) qui appartient
au leader mondial de la production et transforma-
tion de mousses polyuréthanes et polymères
alvéolaires est depuis 20 ans précurseur dans
cette activité. Notre expertise technique et techno-
logique dans ce domaine, s'appuyant sur l'expé-
rience et l'ingéniosité, nous permet d'exporter notre savoir-faire et de bénéficier d'un développement inter-
national par croissance externe (vente de licences et partenariat).

Le Directeur de notre unité de production pilote de BRIONNE (27) recherche pour l'un de ses ateliers
spécialisés dans la fabrication de pièces techniques pour l'automobile, un

ADJOINT AU CHEF DE PRODUCTION

Il est responsable au quotidien de la direction et l'animation d'un effectif de 40 personnes et de la gestion
optimisée des moyens de production. Il sera amené à participer à la définition, la conception et la mise en
œuvre de nouveaux process.

30 ans environ, anglais courant, Ingénieur Mécanicien diplômé (AM, ECAM, ICAM, IDN, INSA ou équiva-
lent), vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans minimum d'encadrement d'ateliers ou d'unités de fabri-
cation à process fortement automatisés (minimum 20 personnes).

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et
salaire actuel sous réf. 110/TM à notre Conseil: 34, rue du Colisée - 75008 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...

PLUS PERFORMANT
QUE JAMAIS!Avec nous, relevez le défi
des années 90

PSA: 138,5 milliards de francs de CA et 160.000 personnes, la volonté et les moyens de devenir le premier constructeur européen.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants ou première expérience

Vous voulez exercer des responsabilités correspondant à votre formation, à votre expérience et à vos aspirations. Vous avez un certain goût du défi et vous êtes exigeants avec vous-mêmes. Vous recherchez une Société vous offrant une grande variété de fonctions. Alors choisissez la Direction de votre première expérience chez nous.

Direction des Études
(Sochaux)Direction des Méthodes
(Sochaux)Direction de la Production
(Sochaux-Mulhouse-Poissy-Valenciennes-Vieux Condé-Sept Font)Direction Commerciale
(Paris et région parisienne)Direction Informatique
(Paris et province)

Vous serez chargés de la conception et de l'industrialisation de nos futurs véhicules ou assurerez leur expérimentation dans notre Centre d'essais.

Vous participerez à l'élaboration de notre outil de production en développant de nouvelles organisations et des technologies de pointe.

Après une formation personnalisée, vous vous verrez confier d'importantes responsabilités techniques et humaines.

Vous pourrez mettre en œuvre les nouveaux modes de liaison Commerce-Production ou participer au développement de notre distribution de Pièces et Services.

Vous développerez et mettrez à la disposition de toutes les Directions de notre Société de puissants outils de traitement de l'information.

Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

AUTOMOBILES
PEUGEOTDirection Centrale du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

WCH

S'unir, c'est gagner

Systèmes de Défense Anti-Aérienne/ Ingénieurs Expérimentés

NOUS SOMMES LES MAÎTRES D'OEUVRE
DE NOS SYSTEMES.NOS INGENIEURS MANAGENT
ET COORDONNENT.

Conception de systèmes d'armes anti-aériens courte et moyenne portée, participation aux programmes de défense stratégique, politique de maîtrise d'œuvre industrielle, logistique de systèmes : c'est la mission de la Division Systèmes Electroniques du groupe THOMSON.

La maîtrise d'œuvre est un chantier original. Elle fait appel en permanence à la créativité et à l'engagement des ressources de chacun. Souple et efficace par nécessité, elle s'appuie sur toutes les compétences de la Division.

Responsables de nos systèmes de A à Z (matériels, logiciels, prestations associées), vous avez, de fait, une visibilité globale sur l'ensemble du projet. Faire des ingénieurs qui nous rejoignent, des généralistes aptes à intervenir à terme sur l'ensemble des parties du système, c'est aussi notre mission.

•Ingénieurs d'études logiciels
et chefs de projets

Créer, développer et gérer les logiciels opérationnels de nos systèmes et leurs configurations. 1ère expérience ou expérience confirmée dans les domaines de l'électronique de pointe.

•Ingénieurs d'études systèmes

Concevoir, spécifier, faire réaliser, intégrer nos nouveaux systèmes. 1ère expérience dans les domaines de l'électronique de pointe (équipements ou ensembles).

•Ingénieurs d'affaires

Conduire la définition et la réalisation de nos projets. 3/4 ans d'expérience industrielle (dans ses aspects techniques ou de production).

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi à Christine LEPRETRE
THOMSON - DIVISION SYSTEMES ELECTRONIQUES
9, rue des Mathurins - 92223 BAGNEUX.•Ingénieurs d'études et méthodes
industrielles en gestion de production

Définir et implanter les procédures de dossiers industriels et de gestion de configurations. Expérience industrielle confirmée.

•Ingénieurs d'applications des moyens
industriels en gestion de projet

Associer, dans une même approche, la gestion de projet et la gestion de production pour aboutir à une véritable GPPAO. Expérience confirmée.

•Ingénieurs contrat

Assurer aux meilleures conditions, la réalisation de nos programmes sous tous ses aspects (technique, industriel, financier, juridique...). Expérience du milieu industriel.

THOMSON



STEIN INDUSTRIE

groupe ALSTHOM

Etude et Construction de grands matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales thermiques, tuyauterie nucléaires, recherche

Pour son DEPARTEMENT TRAVAUX EXTERIEURS :

2 INGENIEURS DE CHANTIERS
DIPLOMES ENSAM, INSA + ESSA

pour effectuer les travaux de montage de ses grands chantiers de construction de centrales électriques ou d'installations thermiques (chaudières) :

1° Ingénieur confirmé

30/35 ans, responsable de chantier, ayant une expérience des grandes réalisations internationales, dans le domaine de la construction mécanique. Réf. TEX/6.

2° Ingénieur débutant

désirant acquérir ce profil au contact d'une importante réalisation. Réf. TEX/7.

Ces postes situés sur des chantiers principalement à l'étranger, impliquent une bonne connaissance de l'ANGLAIS, L'ALLEMAND ou l'ESPAGNOL est un plus.

Adresser CV + prétentions à :
STEIN INDUSTRIE, Direction des Ressources Humaines
19/21 Avenue Morane Saulnier
78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.

NORD DE LA FRANCE

PLASTIQUES ELASTOMERES

Nous sommes une PME, filiale d'un Groupe dont le siège est en RFA, leader dans notre gamme de produits (films polyéthylène). Nous recherchons notre

INGENIEUR
CHIMISTE

Ingénieur chimiste diplômé, vous serez chargé de veiller au respect de la qualité de nos fabrications pour assurer la satisfaction de nos clients.

Progressivement vous serez appelé à seconder le responsable production/maintenance, tout en gardant vos responsabilités en matière de qualité. Après une première expérience professionnelle, vous souhaitez intégrer une PME dynamique, exigeante, mais gratifiante.

La disponibilité, le sens du contact, une autorité naturelle, sont des qualités que vous savez mettre en œuvre.

Vous avez une parfaite connaissance de la langue allemande et de bonnes notions d'anglais.

Pour ce poste basé à proximité de Valenciennes, nous avons chargé notre Cabinet Conseil AXONE, de traiter confidentiellement votre candidature sous la référence 89.111.

Immeuble métropole
Place Salvador Allende
59650 VILLENEUVE D'ASCO

AXONE

LILLE-PARIS-LYON-STRASBOURG-NANTES-MARSEILLE

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

... Le Monde • Mercredi 8 mars 1989 25

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...

LE DÉPARTEMENT
ASSEMBLAGE AUTOMATISÉ
de RENAULT AUTOMATION
N° 1 FRANÇAIS DE LA PRODUCTIVITÉ
(1 700 personnes dont 550 Ingénieurs et Cadres)
renforce ses équipes de concepteurs-réalisateurs
et recherche plusieurs ingénieurs de formation
mécanique avec des connaissances en automatismes.

CHEFS DE PROJETS JUNIOR ET SENIOR

Ingénieur débutant, vous participerez aux études et à la mise au point de nouveaux projets de lignes d'assemblage automatisées.
Ingénieur confirmé en relation avec les clients et les commerciaux, vous conduirez et gèrerez ces projets dans leur intégralité.
Adressez lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 89.19 à la Direction des Ressources Humaines RENAULT AUTOMATION - Centre Parly 2 B.P. 70 - 78152 LE CHESNAY CEDEX.
Les postes sont basés au Sud de Paris à Evry (91).

Renault Automation

KODAK-PATHÉ

Filiale du Groupe EASTMAN KODAK

Pour servir ses marchés français et internationaux KODAK-PATHÉ (6 Milliards de C.A.) développe les activités de son complexe industriel (Unités de production - Centre de Recherches et de Technologie - Effectif : 3000 personnes) installé sur 230 hectares à

CHALON-SUR-SAÔNE

et offre des opportunités de carrière à des

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

DE FORMATION GRANDES ÉCOLES

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Vous devrez créer, former et animer une équipe de production de 150 personnes.
Une expérience de management de 3 à 5 ans dans un secteur de haute technologie est essentielle.

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT PROCESS ET INSTALLATION

Vous devrez en particulier :
- réaliser l'étude, l'installation et le suivi des équipements d'un département de production
- superviser une équipe de techniciens
- assurer la formation du personnel de production et de maintenance.
Une première expérience dans un secteur de petite mécanique ou de transformation du métal est requise. La connaissance de la langue allemande est souhaitable.

La maîtrise opérationnelle de l'anglais est indispensable.
Ces postes offrent aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle de réelles perspectives d'évolution.
Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et photo à KODAK-PATHÉ Direction Gestion des Cadres 26, rue Villiot, 75595 PARIS CEDEX 12



Nos projets ne sont pas ordinaires.
Vos responsabilités seront d'autant plus importantes !

INGÉNIEURS DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPERIENCE

SFENA, principal équipementier électronique français choisi sur le nouveau programme AIRBUS A 340, étudie et met en œuvre des systèmes de pilotage et de navigation. (2 300 personnes, 15% de croissance par an dans un contexte international).

INGÉNIEURS QUALITÉ LOGICIEL

Ingénieur informaticien, avec votre expérience en logiciel temps réel, vous voulez aujourd'hui enrichir vos compétences et acquérir votre autonomie. En travaillant sur l'AIRBUS, vous pourrez appliquer vos connaissances dans le domaine de la qualité.
Votre mission, dans le cadre des exigences contractuelles et normatives, sera de définir et de valider, dès la conception des logiciels, à l'application de la méthodologie de développement. Persévérant, vous avez le sens de la négociation et des relations. Réf 201.

Pour tous ces postes, la pratique de l'anglais est nécessaire. Prenez dès maintenant des responsabilités !

Merci de nous adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à : SFENA, Gestion des Cadres, Aéroport de Villacoublay, BP n° 58, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

INGÉNIEURS SYSTÈMES/PRODUITS

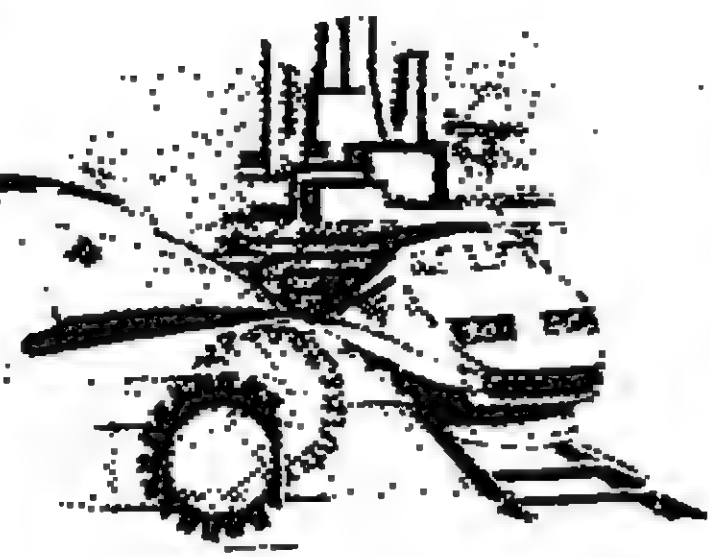
Ingénieur Grandes Ecoles, débutant ou première expérience, devenez responsable au sein de notre activité Systèmes/Produits.
Vous coordonnerez le développement de tout ou partie d'un système avionique (guidage, pilotage, conduite de vol, visualisation) en étroite collaboration avec les aviateurs pour analyser, définir les spécifications, suivre leurs développements et leurs validations. Réf. 202.

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

Ingénieur, vous avez des aptitudes pour les activités commerciales. Vous serez en relation avec des clients importants dans les domaines civils ou militaires, vous élaborerez les propositions commerciales, négociez et suivez les commandes. Réf. 203.



ALSTHOM



TRANSPORTS
FERROVIAIRES



Nous sommes le leader international en matière de systèmes ferroviaires.

Ingénieurs confirmés ou débutants

électroniciens, informaticiens, X, Centrale, ENSIMAG, SUPELEC, ENSEEHT,...

Ingénieurs qualité logiciel

Vous participerez à des projets d'envergure nationale et internationale mettant en jeu les techniques les plus modernes de l'électronique et de l'informatique.

Vous travaillerez dans un environnement motivant situé en Région parisienne. Nous vous donnerons la possibilité d'exprimer votre potentiel en vue d'une évolution rapide.

Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé, prétentions et photo au Département des Affaires Sociales DTR - F ALSTHOM, 33 rue des Bâtisseurs, 93100 Saint-Ouen, sous référence 6496/III.

Notre Direction de Production recherche

Ingénieur Synthèse - Production

Vous serez chargé de traiter les problèmes industriels de plusieurs affaires et de coordonner la mise en fabrication série de matériel aéronautique sous l'aspect : coût - délais - qualités.
Ces missions vous amèneront à travailler en liaisons étroites avec les services Conception, centre de production et sociétés extérieures.
Ce poste convient à un ingénieur de formation (Centrale, Sup'Aéro, SUPELEC...) possédant une première expérience, motivé par les problèmes industriels et les relations dans l'entreprise.
Vos capacités de synthèse et de méthode, votre sens relationnel, votre esprit d'ouverture sont des qualités utiles pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser CV sous référence EC/803M à Emmanuelle CHEDAL MATRA DEFENSE - Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 ST QUENTIN EN YVELINES

MATRA
DEFENSE ESPACE

INGÉNIEUR CHIMISTE

AXON

INGÉNIEURS RESPONSABLES DE CENTRES DE PROFIT

A 30/35 ans environ, vous avez une formation Ingénieur Grande Ecole et une solide expérience dans les domaines des carrières, travaux publics et béton.
Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser votre savoir-faire en gestion technique et commerciale ainsi qu'en marketing industriel.
Grand Groupe Industriel français, largement implanté à l'étranger, nous vous proposons un

challenge à la mesure de vos ambitions : prendre à court terme la responsabilité d'un ou de plusieurs centres de profit.
A la fois gestionnaire, homme de développement et manager de tempérament, vous prendrez en charge les aspects commercial, technique et humain de votre unité.
Pour mener à bien votre mission vos qualités de contact, votre dynamisme, votre goût d'entreprendre alliés à votre professionnalisme seront des atouts indispensables.
Votre évolution sera à la mesure de votre potentiel et de vos capacités à développer vos activités.
Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV et photo exigée) sous la réf. 5887/LM à

MEDIA BA
53, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS, qui transmettra

COR-HUS
CONSEIL EN
RESSOURCES
HUMAINES

Très importante Société de Service liée à l'immobilier - 80 personnes, 370 MF d'investissements réalisés annuellement, 30 MF de budget de fonctionnement - recherche son

INGÉNIEUR MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ

Vous avez entre 35 et 45 ans, un diplôme d'Ingénieur Bâtiment, (CENTRALE, INSA, A & M...) et possédez une double expérience :
- technique : de direction de projets complexes publics ou privés.
- relationnelle : de contacts et de négociations avec les élus locaux.
Vos réelles qualités d'organisateur, de coordinateur vous permettront de vous imposer auprès d'une équipe pluridisciplinaire de nombreux intervenants du milieu du bâtiment.
Les perspectives d'évolution du poste sont importantes au sein de la société, elles ne dépendront que de vos capacités et de votre personnalité.
Merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions, sous réf. MJH/SR1, à CorHus, 20 chemin du Randin, 69130 ECUILLY.

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...

ingénieur projet

INDUSTRIE CHIMIQUE

ALSACE

Filiale française d'une société multinationale américaine de premier plan (2,5 milliards de dollars de C.A.), nous élaborons et fabriquons des produits de chimie fine et de spécialités.

Nos profits (123^e au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Notre usine (700 personnes) fabrique une large gamme de produits vendus par les sociétés de notre groupe.

L'important programme d'extension des installations que nous menons, conduit notre Directeur Usine à rechercher un Ingénieur Responsable de Projet.

Vous prendrez en charge les différents projets qui vous seront confiés en les menant à leur terme (cahier des charges, coût, planning, choix technologiques, sous-traitance, travaux, mise en service, etc.).

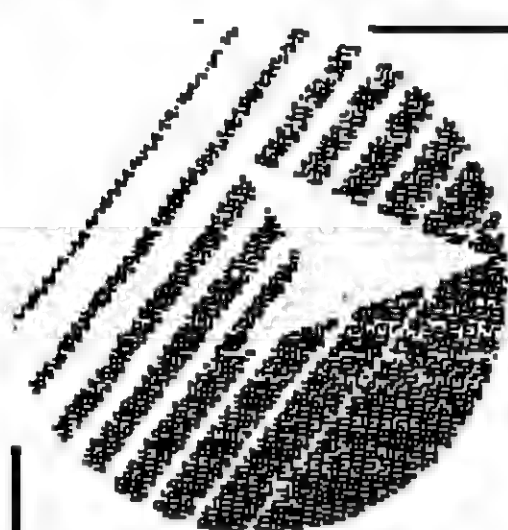
Ingénieur diplômé d'une école d'ingénieurs (A.M. ou équivalent) avec si possible une option génie chimique, vous êtes débutant ou vous avez déjà acquis une première expérience industrielle significative.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous référence RH 40 à notre conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

COCEPLAN

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON



Notre Direction des Equipements renforce ses équipes et recherche pour son Département Mécaniques et Structures

Ingénieur d'Etudes en Mécanique

Pour prendre en charge des avant-projets d'architecture et d'aménagement de systèmes, de structures, et de dispositifs mécaniques.

Vous établirez des rapports d'études et les réponses aux appels d'offres.

Vous définirez et suivrez l'application des conditions d'intégration des systèmes.

Ingénieurs de formation (ENSEM, INSA...) ou Grandes Ecoles, vous possédez des connaissances certaines en CAO.

Les métiers de la conception vous attirent, rejoignez nos équipes, nos techniques ont besoin de votre imagination.

Merci d'adresser CV sous référence EC/703/M à Emmanuelle CHEDAL
MATRA DEFENSE - Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex

MATRA
DEFENSE ESPACE

UN CONCEPT NOUVEAU EN PRODUCTION

Un des 1^{er} groupes mondiaux de la «HIGH TECH» crée, pour son site basé en proche banlieue Nord, la fonction d'

INGENIEUR «HOMME-PRODUITS»

Dans le service méthode industrialisation, il est responsable de l'élaboration complète de processus de fabrication de son produit.

Il coordonne l'action des différents services de production, de la naissance du produit jusqu'aux premiers équipements de services.

Avec une équipe de 3 Techniciens il est l'interlocuteur privilégié de la Direction de la production ainsi que des autres Directions.

INGENIEUR GENERALISTE avec une expérience acquise en milieu industriel, vous êtes un homme de communication et aimez réaliser les objectifs qui vous ont été fixés de manière autonome. Votre anglais est de bon niveau.

Adresser nous une candidature détaillée en toute confidentialité sous réf. 140 à EUROSELECTION, 3 rue Troyon 75017 Paris.

EURO
SELECTION

BOURGOGNE

La filiale d'un des premiers groupes industriels français
1,8 milliard de francs de CA, dont plus de 50% à l'exportation
concevant et fabriquant des produits destinés aux
secteurs de Haute Technologie recherche un

Ingénieur débutant

Ce jeune ingénieur, diplômé d'une école à dominante informatique (IDN, ENSI, INSA...) aura déjà été sensibilisé par des stages d'études à des projets de gestion dans un environnement gros systèmes IBM.

Créatif et autonome, il sera intégré dans une des équipes chargées de la conception et de la réalisation de projets vitaux pour le développement de notre entreprise (GPAO, assurance-qualité, gestion générale...).

Ce poste est à pourvoir dans une ville agréable de BOURGOGNE à 2 heures de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 8917 PCM à notre conseil :

CREFORM - 7, rue Louis David 75116 PARIS

C

CREFORM

Fibre optique

INGENIEUR MECANIQUE DE PRECISION

Amphenol Socapex

Filiale française du groupe américain AMPHENOL (n°2 mondial de la connectique), nous sommes l'unité optique la plus importante du groupe en Europe. Nous

souhaitons renforcer nos équipes et intégrer un jeune ingénieur à potentiel.

Chargé du suivi technique et financier des projets d'étude de produits nouveaux (connecteurs optiques, coupleurs optiques télécoms et militaires...), vous intervenerez dès la définition du cahier des charges. D'une manière générale vous assurerez un dialogue technique avec les clients, les fournisseurs et les administrations, tout en restant une force de proposition technique.

Diplômé d'une école d'ingénieurs mécaniciens vous souhaitez valoriser une première expérience d'étude en mécanique de précision. Nous vous permettrons d'exprimer vos qualités d'homme de communication. L'anglais est un atout supplémentaire.

Ce poste est basé à Courbevoie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. M 40/2996 A à :

EGOR TECHNOLOGIES

125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

SALOMON, UNE EQUIPE PASSIONNEE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE
Nous réalisons aujourd'hui 2,6 Mds de CA dans le monde avec un effectif de 2.200 personnes.

Leader mondial sur le marché des produits de Sports d'hiver, nous avons engagé fin 1984 une diversification dans le GOLF, avec le même souci de performance et d'innovation. Cette activité représente aujourd'hui 17 % de notre CA global, sous la marque TAYLOR MADE.

Dans le cadre du développement de notre gamme de Clubs, nous cherchons un

SALOMON

INGENIEUR MATERIAU

TAYLOR MADE

A partir de calculs de structure, vous étudierez la constitution et les performances d'un produit composé, vous définirez les prototypes à réaliser et les tests de caractérisation.

Vous avez une formation d'ingénieur CENTRALE, ENSAM, INSA, orientée matériaux et calculs de structure. Vous avez déjà utilisé des logiciels de calculs par éléments finis.

Vous êtes attiré par les produits du sport à forte valeur ajoutée technologique et vous aimez travailler en équipe.

Nous vous offrons en retour l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge et qui saura être attentive à votre potentiel d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. IM/NB à Geneviève BONARDEL - SALOMON

METZ-TESSY - B.P. 454 - 74011 ANNECY CEDEX

ALCATEL CUIVRE

Avec 2 usines et 1000 personnes, nous nous plaçons parmi les leaders des fabricants européens des fils de cuivre émaillés et tréfilés. Filiale de CABLES DE LYON, nous participons au développement du n° 1 mondial des câbles (16 000 personnes, 16 milliards de CA). Pour renforcer le développement de l'une de nos divisions, nous recherchons un :

Dans un contexte en croissance, vous prendrez en charge le développement de notre capacité industrielle : choix et mise en œuvre des investissements, nouveaux projets d'automatisation et de process, organisation optimum de l'outil de fabrication...

Rattaché au Directeur de la Division, vous superviserez une petite équipe, vous vous appuierez sur une collaboration étroite avec la production et engagerez des contacts extérieurs avec les autres usines du groupe et les fournisseurs.

Cette opportunité s'adresse à un jeune Ingénieur généraliste (AM ou équivalent) ayant déjà confirmé une première expérience dans un contexte industriel.

Le poste est largement évolutif au sein du groupe. Localisation à une centaine de km au nord de Paris

CHEF DE PROJET

ORGANISATION INDUSTRIELLE
GESTION DES INVESTISSEMENTS

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous réf. 44915 à
ALCATEL CUIVRE,
Direction du
Personnel, BP 30,
02301 CHAUNY

ALCATEL
CABLES

Venez rejoindre un leader

FICHET, groupe européen, leader dans le domaine de la sécurité (2,3 milliards de CA) développe en permanence ses produits de haute technologie et par conséquent, investit dans les hommes.

C'est pourquoi, vous qui êtes de formation type ENSI, ISEP, ISEN, ESIEE, devenez notre

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT ÉLECTRONIQUE

Vous êtes débutant ou possédez une première expérience de 2 à 3 ans du développement électronique (cartes avec micro-processeurs) et de la pratique du logiciel temps réel.

A partir de spécifications générales, vous élaborerez et développerez cartes électroniques et logiciel intégré.

Facilité d'intégration, imagination, créativité d'une part, méthodologie et performance d'autre part, sont les principales qualités qui vous permettront de réussir pleinement dans cette mission et de devenir, à terme, Chef de Projet

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. IDE à FICHET BAUCHE - DRH - 15/17, avenue Morane Saulnier 78140 Vélizy.

FICHET

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...

**INGENIEURS
GENERALISTES
TECHNICO-COMMERCIAUX**

Votre formation d'ingénieur généraliste avec peut être une option matériaux, vos deux ans d'expérience de vente technique ou de recherche appliquée dans les matériaux vous désignent pour être le vendeur et le conseil de nos clients utilisateurs des **MATERIAUX de HAUTE TECHNOLOGIE**.

Deux postes sont à pourvoir :
• à PARIS Réf. M/1649/P • à LYON Réf. M/1649/L
Votre dossier de candidature est à adresser sous référence choisie à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui nous le transmettra en toute confidentialité.

KODAK-PATHÉ

Filiale du Groupe EASTMAN KODAK

Pour servir ses marchés français et internationaux KODAK-PATHÉ (6 Milliards de C.A.) développe les activités de son complexe industriel (Unités de production - Centre de Recherches et de Technologie - Effectif : 3000 personnes) installé sur 230 hectares à

CHALON-SUR-SAÔNE
et offre des opportunités de carrière à des

**JEUNES
INGÉNIEURS**

notamment pour ses départements :

ÉTUDES FINANCIÈRES

Analyse des performances financières des principaux produits, mise en forme des plans financiers, études de prix de revient et d'investissement pour la direction locale et les directions internationales.

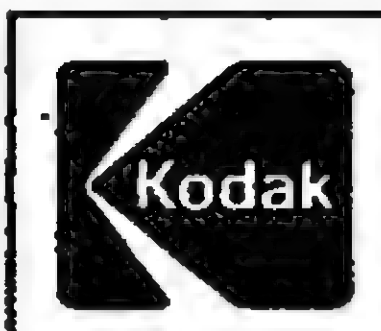
LOGISTIQUE INDUSTRIELLE

Gestion de la production et des stocks d'une gamme de produits de nature photographique, aux différentes phases du processus.

Ces postes conviendraient à des candidats diplômés d'une école d'ingénieurs, ayant reçu si possible une formation complémentaire à la gestion, débutant ou possédant une première expérience.

Ces activités se déroulant dans un contexte international, une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable. De réelles perspectives d'évolution s'offrent aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et photo à KODAK-PATHÉ Direction Gestion des Cadres 26, rue Villiot, 75595 PARIS CEDEX 12



SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA RÉALISATION ET L'INGÉNIERIE TOUS CORPS D'ÉTAT, NOUS RECHERCHONS UN

**INGENIEUR
Froid - Climatisation - Chauffage**

40 à 45 ans d'expérience.
Vous serez chargé :
- des études spécifiques,
- du suivi des sous-traitants,
- de l'assistance technique à la clientèle civile et militaire,
- des réponses aux demandes internes des différents services,
- de la recherche de solutions nouvelles.

Pour ce poste, basé en proche banlieue Sud-Ouest de Paris, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 1387 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne, 75008 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

Société Chimique-Métallurgique en expansion recherche

CHEF DE LABORATOIRE

Ingénieur-Chimiste Confirmé, il sera familiarisé avec les méthodes modernes de l'analyse minérale, et aura à superviser l'ensemble des contrôles physico-chimiques effectués tout au long du cycle de fabrication. Il aura la responsabilité de mener à bien les programmes de recherches élaborés en liaison avec la Direction Générale. Enfin, il sera amené à jouer un rôle de premier plan dans le développement qualitatif de l'entreprise, et animera avec dynamisme la section "Applications" du laboratoire. La connaissance des techniques d'extrusion des polymères serait un atout important.

Le poste est à pourvoir dans l'Aisne à 120 km au Nord-Est de Paris. Salaire en relation avec expérience.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 9281.LM à COMMUNICO - 12/14, rue Faidherbe - 59800 LILLE qui transmettra.

Société d'Ingénierie, leader dans son secteur, développe son activité au sein d'un groupe industriel, recherche

UN CHEF DE PROJET (S)

Le candidat, de formation ingénieur, aura au minimum 5 ans d'expérience de la fonction dans une société d'ingénierie ou en entreprise générale.

Ses compétences lui permettront notamment de décider des options techniques générales pour le (s) projet (s) dont il sera responsable.

Anglais courant, allemand souhaité
Environ 35 ans.

Le poste est à pourvoir à Paris et comporte des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Écrire (photo, C.V., prétentions) sous réf. 45818 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

ECOLE D'INFORMATIQUE ET GENIE DES TELECOM.

recrute

INGENIEURS RESEAUX (Rég. 839)

Électronicien ou télécom pour développement dans notre labo réseaux.

Connaissances : OSI, RESEAUX, LOCAL, UNIX, SYSTEMES DE COMMUNICATION.

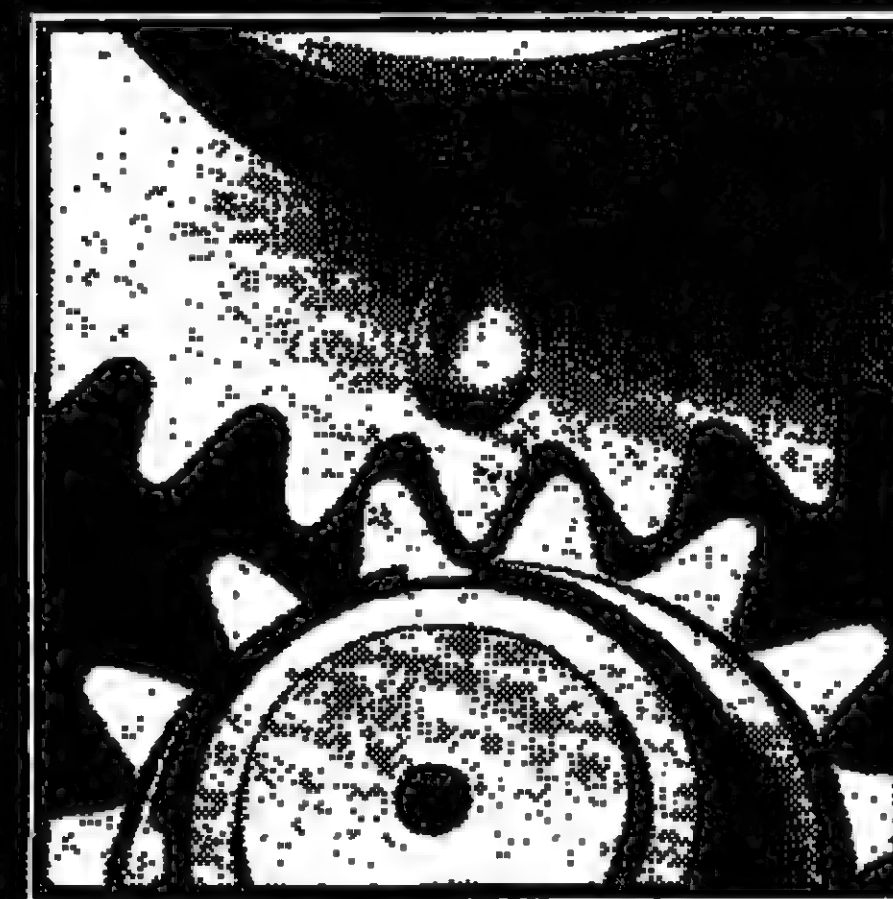
INGENIEUR INFORMATICIEN (Rég. 831)

pour développement de projets.

Connaissances : GENIE LOGICIEL, METHODOLOGIE, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, SYSTEMES EXPERTS.

Candidature + prétentions au : Service du Personnel 1, rue du Port de Valvins 77215 AVON cedex.

**Au cœur
de la
réussite**



Mobil Oil Française recherche pour sa raffinerie de ND de Gravenchon (Seine-Maritime) :

**jeunes ingénieurs
grandes écoles**

(X, Mines, Centrale, Arts et Métiers etc) - ENSPM appréciée Débutants ou première expérience.

Service technique : vous prendrez, rapidement, des responsabilités personnalisées dans le service technique procédés; vous serez chargés de l'assistance et des études techniques se rapportant à l'ensemble de la raffinerie, ce qui vous permettra d'évoluer vers la conduite de projets variés et de plus en plus importants.

Service maintenance : vous prendrez en charge l'ensemble des problèmes de maintenance et d'entretien concernant un secteur de la raffinerie. Ainsi, responsable en toute autonomie et dans des domaines divers, vous prouverez vos compétences techniques et vos capacités de manager.

Ces postes sont fortement évolutifs. Ils ouvrent des perspectives de carrières très diversifiées soit dans le raffinage soit dans les autres activités de la société (en France ou à l'étranger).

Aussi, vous maîtrisez l'anglais et êtes mobiles géographiquement.

Prière d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV etc) sous réf. 18147 à Mobil Oil Française - Service Recrutement - Tour Septentrion - 92081 Paris - la Défense Cedex 09.

Mobil

**INGENIEURS
GRANDES
ECOLES**

**UN ATOUT POUR VOTRE CARRIERE :
L'INTERNATIONAL**

Nous sommes une entité autonome d'un groupe leader en ingénierie, dont la croissance s'appuie sur une stratégie de diversification mondiale dans les technologies de pointe.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole, une fonction d'études et de développement vous attire, vous souhaitez vous intégrer à des équipes renommées pour ses compétences.

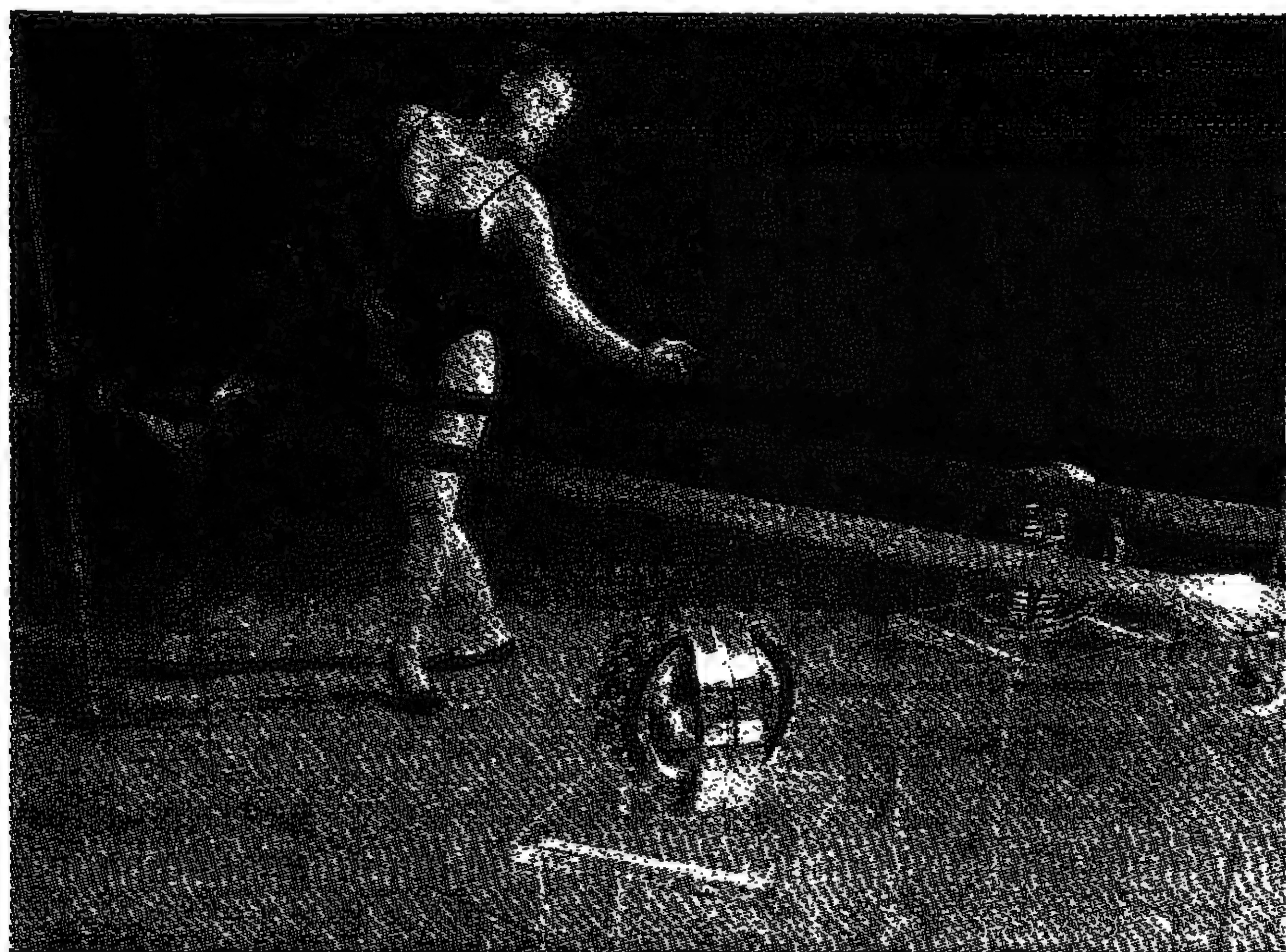
Nous vous proposons de rejoindre nos équipes lyonnaises qui développent des projets d'envergure internationale.

Votre talent vous amènera rapidement à des responsabilités de management. L'aspect international des projets exige une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 49094 à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75949 Paris cedex 17.

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...



Un simple mouvement n'est pas toujours un mouvement simple

Le danseur donne à son geste la précision et la clarté de l'évidence. La perfection du mouvement masque l'étude, la recherche, la concentration et les efforts déployés. Chez SKF, nous comprenons ce travail discret. Dans son esprit, il est proche du nôtre. Derrière la simplicité apparente d'un de nos roulements se cache une multiplicité de savoir-faire, de technologies, d'applications et de marchés.

Jeunes ingénieurs, à vous d'entrer dans le mouvement. Notre entreprise cultive votre mobilité et vous ouvre de nombreuses perspectives dans ses divisions Production, Technique, Commerciale. Prenant des responsabilités au sein d'équipes motivées, vous évoluerez grâce à un plan de formation adapté pour faire de votre parcours la pleine expression de votre potentiel.

SKF France - Mlle Claude TURPIN
Direction des Relations Humaines
8, avenue Réaumur - 92142 CLAMART.

Le groupe SKF implanté dans plus de 130 pays est le leader mondial du roulement avec 20 % du marché soit deux fois plus que son concurrent le plus proche. Chaque jour, 45 000 personnes déclinent à travers le monde le concept de qualité pour toutes les industries des plus simples aux plus sophistiquées qui font appel au savoir-faire, à la technologie et à la puissance industrielle SKF.

SKF. Le plus qui fait la différence

SKF

cegos

POUR LA REUSSITE DES ENTREPRISES ET DES HOMMES

Nous sommes le 1^{er} Groupe français indépendant de CONSEIL et de FORMATION.
500 consultants exercent ces activités dans 15 pays.

Valorisez votre EXPERIENCE de L'INDUSTRIE en devenant CONSULTANT FORMATEUR

Votre profil :

- vous possédez une formation d'INGÉNIEUR,
- vous justifiez d'une expérience industrielle opérationnelle d'au moins cinq ans,
- vous êtes motivé pour transmettre vos connaissances et votre savoir-faire.

Votre mission :

- vous animerez des séminaires de notre catalogue, soit dans un centre de stages CEGOS, soit dans les entreprises, dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :
Fabrication, Méthodes, Qualité, Achats, Logistique, Gestion des stocks, Maintenance,
- vous concevrez et animerez également des stages "sur mesure",
- vous participerez au renouvellement des gammes de stages dont vous améliorerez la pédagogie et l'instrumentation,
- vous resterez à la pointe des méthodes et des techniques en complétant votre activité principale de formateur par la participation à des missions de conseil.

Etre FORMATEUR à la CEGOS vous procurera :

- la notoriété du N°1 en Europe de la formation des adultes (stages courts),
- des méthodes pédagogiques à la fois éprouvées et continuellement renouvelées, l'occasion de transmettre à d'autres votre expérience des méthodes modernes de Production.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) s/réf. 908/09/M à Philippe DEJILLE, DRH, CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

GANIL

GRAND ACCÉLÉRATEUR D'IONS LOURDS
situé à CAEN (Calvados)

Ce grand laboratoire de recherche fondamentale en physique nucléaire, atomique et de la matière condensée, emploie 250 ingénieurs, techniciens et chercheurs. 400 physiciens français et étrangers y réalisent annuellement plus d'une cinquantaine d'expériences de physique.

RECRUTE

INGÉNIEUR

- débutant ou quelques années d'expérience ;
- nationalité française ;
- grande école ou diplômes universitaires équivalents ;
- statut des agents du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA).

De formation générale, cet ingénieur sera intégré à une équipe chargée d'améliorer et de développer l'accélérateur à moyen et à long terme, à participer à l'élaboration de projets dans leur phase d'étude théorique et sera ensuite impliqué dans leur réalisation technologique.

Les candidatures seront à adresser à : GANIL
Secrétariat général, BP 5027, 14021 CAEN CEDEX.

ECOLE DES MINES DE PARIS CENTRE DE MISE EN FORME DES MATERIAUX SOPHIA ANTIPOLIS (06)

recrute

CHERCHEURS

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES
AGREGATION - DEA

Les recherches concernent les MATERIAUX MODERNES (alliages métalliques, polymères, composites) et s'appliquent à des THEMES MOBILISATEURS (productique, aéronautique, modélisation numérique des procédés par éléments finis, tribologie). Les travaux sont menés en relation contractuelle avec l'INDUSTRIE française et internationale (projets Euréka, Brité, EURAM).

- Préparation de la thèse de DOCTORAT de l'Ecole des Mines de Paris.
- Rémunération annuelle nette : 94.000 F/an - Contrat CIFRE.

Envoyer CV détaillé + photo à Mme B. CAPITANT
Ecole des Mines - Sophia Antipolis
06565 VALBONNE cedex - Tél. (16) 93.95.74.37.

ECOLE DES MINES DE PARIS MASTERE MATERIAUX ET MISE EN FORME

OBJECTIF

Donner une formation pluridisciplinaire concernant le domaine de la transformation des matériaux (métaux, polymères, composites). Sanctionnée par un diplôme de haut niveau (Mastère spécialisé) délivré par l'Ecole des Mines de Paris, cette formation s'adresse à des Ingénieurs et des titulaires de D.E.A.

Destinée à favoriser l'insertion et l'évolution de carrière dans un secteur économique à haute technologie, cette formation bénéficie de l'appui d'industries importantes. Elle s'adresse également aux ingénieurs de l'industrie dans le cadre de la formation permanente.

DUREE ET LIEU

Un an dont quatre mois de stage. Début des cours : 2 octobre 1989, à SOPHIA ANTIPOLIS (Alpes Maritimes), au Centre de Mise en Forme des Matériaux (CEMF), centre de recherche de renommée internationale, en liaison constante avec l'industrie.

FRAIS DE SCOLARITE

30.000 F. pris en charge par l'entreprise où s'effectue le stage rémunéré. Possibilité de préembauche industrielle.

INSCRIPTION - Dès maintenant (promotion de 12 étudiants)

M. Y. LABOUREUR - Ecole des Mines - Sophia Antipolis
06565 VALBONNE CEDEX - Tél. (16) 93.95.75.24
(joindre un CV complet à la demande)

SECM COUNSELLING
ETABLISSEMENT DE LA DEFENSE NATIONALE
(Registre Parapente)

INGENIEUR

BANQUE D'INFORMATION

Le SECM COUNSELLING est une banque d'information spécialisée dans le recrutement et la formation des ingénieurs. Elle dispose d'une base de données exhaustive et mise à jour en permanence.

Elle propose aux entreprises et aux ingénieurs une gamme de services adaptés à leurs besoins. Elle peut également intervenir dans le cadre de la formation continue.

SECM COUNSELLING est une entreprise à but non lucratif. Elle est financée par des subventions de l'Etat et des collectivités locales. Elle est reconnue d'utilité publique.

SECM COUNSELLING est une entreprise à but non lucratif. Elle est financée par des subventions de l'Etat et des collectivités locales. Elle est reconnue d'utilité publique.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à la précisant la référence A à l'attention de M. ALAIN CHAMOLA.

SECM COUNSELLING - 66 Champs Elysees - 75008 PARIS

50 من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

GANIL

INGÉNIEUR

ÉCOLE DES MINES DE PARIS
CENTRE DE RECHERCHES EN MÉTALLURGIE
MÉTALLURGIE

CHERCHEURS

ÉCOLE DES MINES DE PARIS
MASTÈRE MATÉRIAUX
ET MISE EN FORME

INGÉNIEUR

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

SCIC-AMO

Société spécialisée dans l'assistance
des grands maîtres d'ouvrage
recherche,

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Celui-ci, au sein de la Direction Financière et Comptable, aura pour mission :

- d'organiser, homogénéiser et optimiser le système des Informations de gestion financière et comptable de la société,
- d'évaluer, analyser et maintenir les circuits d'information, les systèmes, les applications existantes,
- d'assurer l'interface entre les concepteurs d'application (services extérieurs) et les besoins recensés auprès des utilisateurs,
- d'assister l'ensemble du personnel du département financier et comptable pour une bonne utilisation des logiciels et matériels mis en place.

Les candidats diplômés d'une école d'ingénieurs ou de techniques de gestion informatique, auront une très bonne connaissance du matériel DIGITAL VAX et une excellente maîtrise de l'outil informatique. Une expérience d'au moins 3 ans, dans un poste d'organisation ou de chef de projet informatique est indispensable.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo à
HOMMES ET STRUCTURES
56, rue du Fg St Honoré - 75008 PARIS, en précisant la réf. RIS.

INC

Pilotez des essais au service
de la qualité

JEUNE INGÉNIEUR D'ETUDES

Diplômé d'une école d'ingénieurs avec orientation génie mécanique, électrique, électronique et électro-acoustique, vous êtes débutant et motivé par le dynamisme du contrôle qualité. Rattaché au Directeur Technique, vous prendrez en charge les essais comparatifs d'un secteur. Vous dirigerez des études en collaboration avec les laboratoires et les organismes experts. Vous assurerez le suivi des investigations et analyseriez les rapports d'essais avant leur publication dans notre revue.

Votre maîtrise de l'Anglais et de l'Allemand ainsi que vos aptitudes relationnelles et vos qualités d'adaptation vous permettront d'assurer des représentations auprès d'instances techniques françaises et européennes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., détail et prétentions sous la référence 8039 à Marie-Françoise ALETTI
S&S-CEGOS - Tour Vendôme
92516 BOULOGNE CEDEX

sélé
CEGOS

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES

Si vous êtes prêt à vous engager dans un challenge industriel important, nous vous proposons de rejoindre notre équipe. Rattaché au Directeur Etudes Développement, vous :

- établissez les dossiers de définition de nos produits en collaboration avec les ingénieurs chef de projet
- gérez à l'aide d'un logiciel de gestion de configuration l'évolution des dossiers de fabrication
- animez une équipe de 3 personnes que vous saurez faire évoluer.

Ingénieur de formation (ENSEM, ISEN...), vous bénéficiez d'une expérience, si possible dans le secteur électronique. Connaissances en CAO/DAO, mécanique et électronique analogique appréciées.

Vous êtes intéressé ? Alors, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 93506/LM à HCA - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS

CERICS

CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET
RECHERCHE EN INFORMATIQUE,
COMMUNICATION ET SYSTEMES

De grandes entreprises (BULL, THOMSON...) offrent
des bourses d'études à de jeunes

DIPLOMES GRANDES ECOLES
X, Centrale, Mines, Supélec, Suplécôme...
ou Universitaires équivalentes

pour accéder à deux types de postes :

Ingénieur Concepteur de Logiciel

Formé en 9 mois aux outils modernes du génie logiciel (UNIX, C, X Window, ADA...), il conçoit et réalise des logiciels, il organise et gère de grands projets (logiciel de base, réseaux, intelligence artificielle, systèmes temps réel...)

Ingénieur Architecture de Systèmes Numériques

Formé en 15 mois aux techniques modernes de CAO en électronique (VHDL, schématisation...), il conçoit et réalise des circuits VLSI (ASIC), des cartes ou des ensembles complets (microprocesseurs, ordinateurs, systèmes embarqués, réseaux...)

Ces formations sont organisées en étroite collaboration avec l'INRIA. Chacune d'elles débouche sur un MASTÈRE SPÉCIALISÉ (label de la Conférence des Grandes Ecoles).

Adressez votre candidature à
CERICS BP 148 - Sophia Antipolis - 06561 Valbonne Cedex - Tél. 93.95.45.00

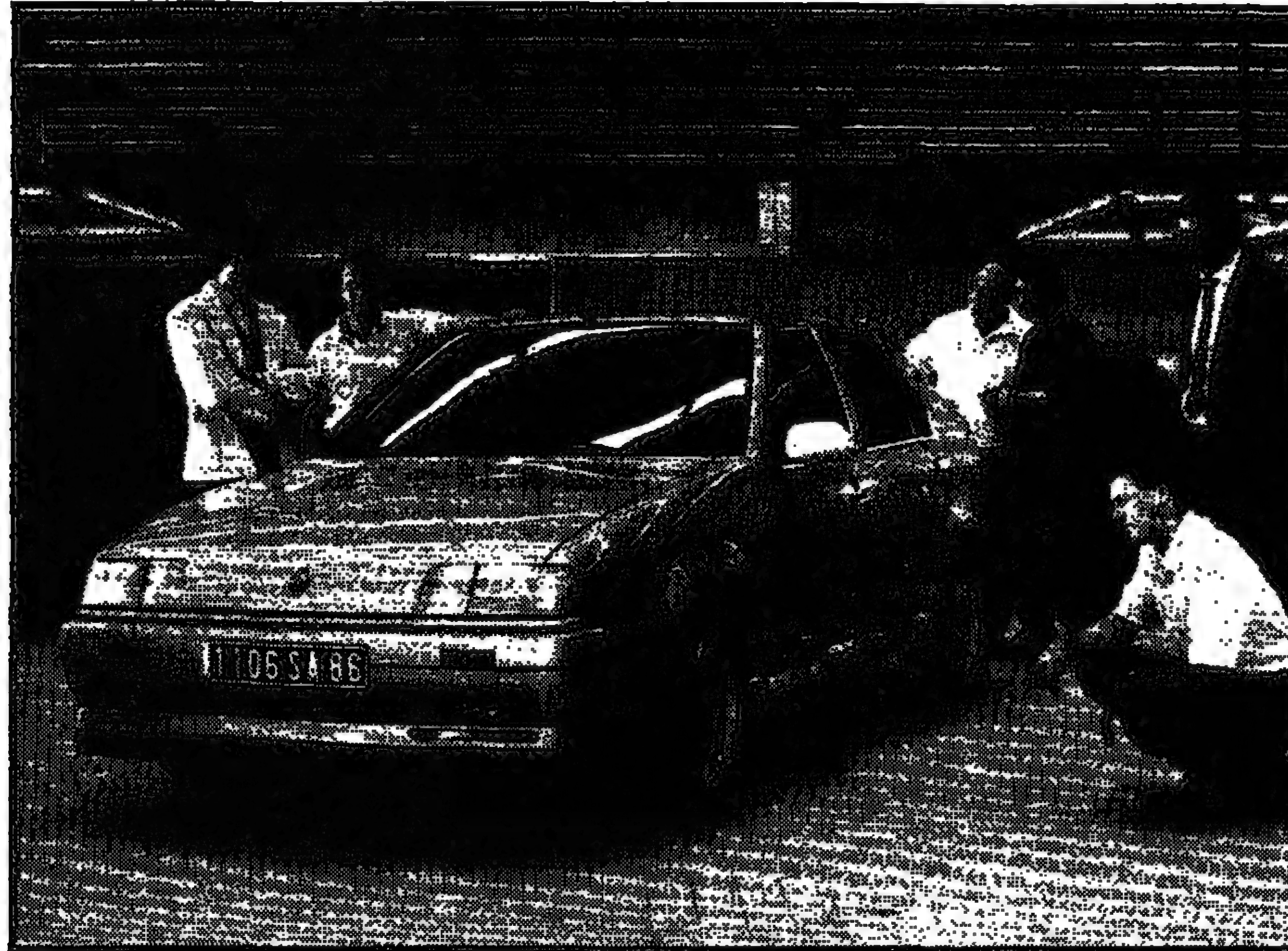
Le Monde

... Le Monde • Mercredi 8 mars 1989 29

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs de l'Industrie...

JEUNES INGÉNIEURS



AVEC RENAULT, PROGRESSEZ, INNOVEZ, GAGNEZ.

POUR CONCEVOIR, FABRIQUER, VENDRE DES VOITURES QUI PLAISENT AUX CLIENTS, NOTRE PROJET : LA QUALITÉ TOTALE. • SYNERGIE POUR GAGNER DE VITESSE LA DEMANDE DU MARCHÉ. • INNOVATION POUR GAGNER DE L'AVANCE AVEC DES VÉHICULES PLUS COMPÉTITIFS. • RIGUEUR POUR GAGNER DE L'ARGENT ET SOUTENIR NOTRE NOUVEAU DÉVELOPPEMENT. • PARTENARIAT ÉTROIT ENTRE TOUS LES ACTEURS (PERSONNEL,

FOURNISSEURS, RÉSEAU...). POUR GAGNER, NOUS RECHERCHONS CELLES ET CEUX DONT L'EXIGENCE ET LE PROFESSIONNALISME NOUS PERMETTRONT DE RÉALISER CE PROJET DANS LA COMPÉTITION EUROPÉENNE. MERCI D'ENVOYER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE À PHILIPPE MILLON - DIRECTION DU PERSONNEL INGÉNIEURS ET CADRES, 12, PLACE BIR HAKEIM, 92109 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



Notre esprit d'équipe.



Gagnez avec Dow !

Ingénieurs agronomes
technico-commerciaux,
rejoignez notre division
phytosanitaire PROCHIMAGRO.

Dow est une entreprise aux dimensions internationales : 2ème groupe de chimie aux USA, 6ème dans le monde. Dans chaque pays, sa structure est souple et adaptée aux réalités du "terrain" ce qui permet de créer et d'entretenir un cadre aux dimensions humaines dans lequel chacun doit s'engager. La philosophie d'entreprise de Dow est de miser sur des hommes et des femmes à haut potentiel qui se sentent totalement responsables et engagés avec eux-mêmes. La priorité est donnée à l'initiative, à l'esprit d'équipe et à la compétence.

Pour participer à notre succès croissant sur le marché français, PROCHIMAGRO recrute 2 ingénieurs technico-commerciaux.

• Vous êtes un jeune ingénieur agronome débutant ou avec une première expérience commerciale dans le milieu agricole.

• Vous participez au développement de notre gamme sur les secteurs suivants :

— centre ouest : 44, 49, 37, 86, 87

— centre Auvergne : 63, 53, 41, 18, 36

NOTRE RICHESSE
CE SONT NOS HOMMES.

PROCHIMAGRO

Envoyez en enveloppe CV + photo et précisez la Réf. : IAC/LM
DOW FRANCE SA - John PURCELL - Département des Ressources Humaines - BP 31
Route des Cèdres - 06561 VALBONNE CEDEX

Systèmes de communication commutation, réseaux

Alcatel Answare
partout où l'informatique est une mission

Ingénieurs informaticiens Télécom (ENST, ESE, ENSEEIHT, ESIEE, ENSI...)

Alcatel-Answare, c'est 20 ans d'expertise dans les domaines de l'informatique technique et industrielle. Nos atouts : une clientèle exigeante (entreprises des secteurs privé ou public de toutes tailles) à qui nous proposons les systèmes d'information les plus performants.

Nos moyens : ceux d'Alcatel dont nous sommes filiale, 800 collaborateurs, une forte implantation nationale et régionale, un large éventail de prestations.

Venez nous communiquer vos projets et rejoindre une équipe dynamique (+ 20 % de croissance par an), filiale du n° 1 européen des télécommunications, pour participer au développement de réseaux intelligents, radio-téléphone et protocoles de communication.

INGENIEURS CONCEPTEURS

Fort d'une expérience professionnelle dans ce secteur d'activité, vous aurez à prendre en charge la conception et la réalisation de logiciels de communication et exploitation de réseaux.

INGENIEURS LOGICIELS

Vous participerez à la réalisation de logiciels au sein d'équipes motivées dans le domaine de la télématique et de la commutation publique. Une bonne connaissance du système UNIX sera un atout supplémentaire.

ALCATEL

ANSWARE

Merci d'adresser votre dossier avec CV et photo à Marie-Hélène Douvier, Responsable des Ressources Humaines, sous référence M/03/89/1, Alcatel-Answare 17, Tour Franklin, 92081 Paris-La Défense, Cedex 11.



Jeunes diplômés grandes écoles d'ingénieurs

PARIBAS exerce des métiers multiples de haute technicité qui nécessitent de ses informaticiens une constante adaptation aux évolutions technologiques.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, débutant ou avec une première expérience, nous vous proposons de rejoindre nos équipes de développements informatiques. Ingénieur de fabrication de logiciels, à vos connaissances techniques, vous alliez des qualités de gestionnaire et un sens critique pour prendre également la responsabilité des aspects qualité, ergonomie et coûts de vos missions.

Créatif, pragmatique et réaliste, vous saurez mettre en avant votre goût pour la rigueur, l'autonomie, l'esprit d'équipe, votre aptitude à l'encadrement et à la communication.

Nous vous proposons, dans un cadre méthodologique professionnel une évolution de vos responsabilités et de vos champs d'investigation à la mesure de vos talents de manager et de votre sens de la polyvalence.

Si cette opportunité répond à vos attentes, adressez votre lettre manuscrite, CV et photo sous la référence JDI/LM à la Direction des Relations Humaines - BANQUE PARIBAS B.P. 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

BANQUE PARIBAS



La passion de la technique et de l'innovation

Groupe industriel présent dans toutes les parties du Monde nous investissons chaque jour un million de £ dans la Recherche. Développement : gisement d'innovations pour l'industrie de l'Entreprise.

Les Ingénieurs Projets sont responsables de l'étude jusqu'à la réalisation c'est-à-dire mènent les projets jusqu'à leur terme.

Ils sont les animateurs et les coordinateurs d'équipes pluridisciplinaires qui étudient, conçoivent et réalisent les solutions. Cette expérience donne une large culture technique : excellente préparation à l'exercice ultérieur de responsabilités plus importantes.

Nous recherchons deux ingénieurs projets pour notre filiale Française (1000 personnes) située à Rouen.

Ingénieur projet confirmé

Vous exercez cette fonction depuis plusieurs années et vous souhaitez piloter des projets de plus grandes envergures en intégrant un Groupe Industriel qui a les moyens de ses ambitions.

La connaissance de l'ingénierie dans la Chimie fine serait l'idéal mais nous n'excluons pas les autres expériences.

Dans les deux cas l'environnement professionnel exige une pratique courante de l'anglais.

Les personnes intéressées adressent leur dossier (Lettre manuscrite + C.V.) sous la réf. : 2 B 14 à notre conseil, Gérard MANTEAU, CAPFOR NORMANDIE, 22 boulevard de la Mer - 76000 ROUEN.

Informations Mimitel : 3615 code CAPFOR.

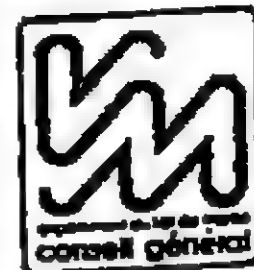
CAPFOR

PARIS - LYON - AD/MARSEILLES - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

Ingénieur projet débutant

Vous avez une formation d'ingénieur de type généraliste et une expérience de l'ingénierie c'est-à-dire la participation à l'étude ou à la réalisation de projets industriels (1 à 3 ans). Vous souhaitez devenir Ingénieur Projet c'est-à-dire responsable d'un groupe de travail pluridisciplinaire.

SECTEURS DE POINTE



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute

pour son Service Informatique

UN CHEF DE PROJET

MISSIONS :

Il sera chargé de développer un important projet (base de données à temps réel), d'encadrer une équipe (analystes programmeurs et programmeurs) et d'assurer le bon déroulement du projet.

RECRUTEMENT :

* Soit par voie de détachement

CONDITIONS :

Etre titulaire du grade d'Ingénieur - Spécialité Informatique.

* Soit par voie de contrat

CONDITIONS :

- Posséder un diplôme de l'Enseignement Supérieur en Informatique (Maîtrise) et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en informatique de Gestion ;
- Connaissance Merise et méthodes d'analyse et de réalisation souhaitées ;
- Aptitude à l'encadrement.

TRANSMETTRE LES CANDIDATURES ACCOMPAGNÉES :

- d'une lettre motivée,
- d'un curriculum-vitae,
- de la photocopie des diplômes
- et de la photocopie du dernier arrêté de promotion (pour les candidatures par voie de détachement ou de mutation).

au plus tard le 15 MARS 1989, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi, à :

Monsieur le Président du Conseil Général,
Hôtel du Département du Val-de-Marne,
Direction du Personnel Départemental,
1^{er} Bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRÉTEIL CEDEX.



Société de Service et d'Ingénierie en Informatique (1200 collaborateurs aujourd'hui, dont 85 % d'ingénieurs), partenaire d'un groupe industriel international, nous avons su progresser dans un univers de technologies de pointe et de compétition.

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et maîtrise, que vous soyez débutant ou ayez une première expérience, vous recherchez une activité riche et diversifiée. Motivés, vous souhaitez de l'autonomie et la responsabilité de vos projets. Vous apporterez vos compétences, votre fougue dans les domaines que nous développons :

- systèmes temps réel
- logiciel de base
- génie logiciel
- traitement du signal
- intelligence artificielle
- réseaux et télématique
- informatique industrielle
- systèmes d'information
- systèmes de gestion de bases de données.

Prenez votre essor avec nous.

Merci d'adresser votre CV + photo et prétentions sous réf. 427 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cedex.



D'UNE ECOLE D'INGENIEUR... AU MARKETING INDUSTRIEL

SOLVAY, groupe chimique mondialement implanté (45 000 personnes, CA 35 milliards de FF) est fortement représenté en France, dans des secteurs variés : chimie lourde, transformation de matières plastiques, pharmacie.

Adjoint technique de l'un de nos chefs de produits vous allez vous intéresser à nos solvants. En d'autres termes, il s'agit d'étudier les applications des produits en clientèle, de surveiller leurs conditions de mise en œuvre, de suivre les essais, de former les utilisateurs pour favoriser la promotion des produits.

Il s'agit d'un poste très opérationnel, situé au cœur des techniques et du marketing. Vous en serez l'heureux élu si, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (généraliste ou chimiste) débutant ou possédant une première expérience, vous êtes à vos connaissances de base des domaines marqués pour la communication et les relations commerciales.

Intégré à une équipe de 3/4 personnes vous prendrez vos fonctions à Paris, mais serez souvent en déplacement.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel - SOLVAY - 12 Cours

Albert 1^{er} 75008 PARIS.



مكتبة من الأصل

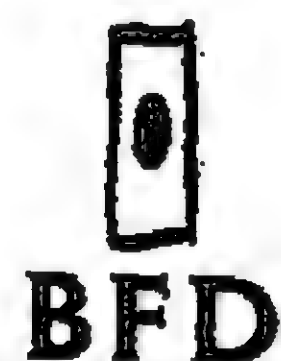
SECTEURS
DE POINTE

REPRODUCTION INTERDITE

La Monde • Mercredi 8 mars 1989 31

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



*Un projet
au cœur de la banque*

12 ans d'étroite collaboration, auprès de nombreux établissements financiers, ont permis à Philippe Michelin de développer une double compétence, sur le fond bancaire et sur l'expertise informatique. De cette riche expérience est née BFD : Banque-Finances-Développement.

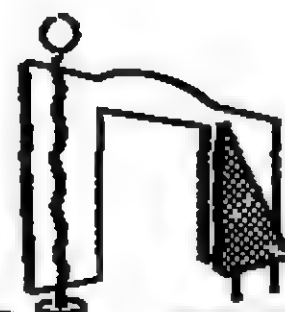
Son projet : intervenir au cœur du système d'information bancaire tout en laissant la maîtrise du développement à son client.

Sa jeune équipe souhaite coopter rapidement des

**Consultants, organisateurs,
chefs de projets techniques**

Votre expérience, quelle qu'elle soit, trouvera sa juste place à BFD : définir une stratégie, mener une assistance organisationnelle, établir un audit, piloter un projet et réaliser les nouveaux systèmes d'informations bancaires. Si cette évolution correspond à vos projets, contactez-le au plus tôt.

Ecrivez à Philippe Michelin, BFD, Centre d'Affaires La Défense - 4, rue de l'Abreuvoir 92400 Courbevoie.
Temps Dense - Agnès Chauvin, son conseil, l'assistera dans cette mission.



TEMPS dense
INGÉNIEUR DES CARRIÈRES
3, rue de Liège 75009 Paris
Tél. 42 85 05 37

S'unir, c'est gagner

**CONCEVOIR
DES SYSTEMES INFORMATIQUES :
BEAUCOUP DE TEMPS REEL...
ET VOTRE MATIERE GRISE**

A l'intérieur du pôle informatique de THOMSON-CSF, la Division **Cimso Sintra (DCS)** réunit les compétences Marketing, Technique et Industrielle nécessaires à la conception et à la réalisation de SYSTEMES ET D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES (calculateurs, équipements de visualisation) destinés à des utilisateurs militaires (Armée de Terre, de l'Air, Marine) ou civils (contrôle de trafic aérien, ...). Présente au niveau international dans de grandes réalisations technologiques, DCS vient de remporter de nouveaux contrats à l'export. Ce succès, DCS le doit au savoir-faire spécifique et reconnu de ses ingénieurs dans le domaine des **technologies avancées**, des **logiciels temps réel** et des outils d'**Intelligence Artificielle**.

**INGENIEURS GRANDES ECOLES
Débutants ou confirmés**

Selon votre expérience et vos souhaits rejoignez nos équipes projets et prenez des responsabilités de :

Chefs de projet

Systemes de commandement, d'artillerie...

Réf. DC 1

Ingénieurs d'études

Architectures informatiques, systèmes graphiques, automatismes de haute fiabilité.

Réf. DC 2

Ingénieurs logiciel de base

Exécutif temps réel, logiciel graphique, Atelier de Génie Logiciel autour d'Unix.

Réf. DC 3

Ces projets sont réalisés dans les environnements :

- Réseaux de stations Unix, VMS, Motorola 68030,
- Ada, C, Pascal, Assembleur.

Une formation spécifique à nos produits et à nos méthodes vous sera proposée dans notre centre de formation Campus Thomson.

Postes basés à Colombes (15mn de St Lazare)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à :
Dominique GEVAERT - THOMSON DCS
160 boulevard Valmy - 92700 COLOMBES

Les candidatures seront traitées
avec la collaboration de



2 CHEFS DE PROJETS

Alsace

DMC (CA 8 milliards de Francs, 12.000 personnes), l'un des leaders du Textile Européen, connaît actuellement un fort développement. En liaison avec la Direction Informatique, vous prendrez en charge les études et réalisations des applications qui auront été définies dans votre centre.

Véritables coordinateurs de ces projets, vous devrez :

- vous assurer de la cohérence et de l'intégration des différentes applications,
- assurer la bonne utilisation de l'outil pour que fonctionnent les synergies internes.

Ingénieurs ou équivalents, option informatique, une première expérience sur gros systèmes IBM, type 3090, est indispensable, de même qu'une pratique aisée de l'anglais et/ou de l'allemand.

Des qualités d'animation, un fort esprit critique et le sens du service, vous permettront d'évoluer vers des responsabilités étendues. Merci d'envoyer C.V., + lettre manuscrite sous réf. 4856/M à Dominique BALLARIN, DMC, 88 rue de Rivoli 75004 PARIS.



La rénovation de
bâtiments administratifs
à Riyad

**Ingénieur
chef de projet**

Vous prendrez en charge la direction d'une équipe pluridisciplinaire (architecture - électricité - climatisation - plomberie) chargée des études de rénovation de bâtiments administratifs et assurerez les relations techniques concernant ce projet avec le client et ses ingénieurs conseil. De formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieur), vous avez environ 35 ans et si possible une expérience similaire dans des bureaux d'ingénierie. Vous posséderez parfaitement l'anglais qui sera votre langue de travail. Basé à RIYAD, ce poste, à pourvoir rapidement, bénéficiera des avantages liés à l'expatriation.

Le séjour en famille est possible et dans ce cas, la scolarité sera assurée.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. LM/055 à DUMEZ, Direction du Personnel, 345 avenue Georges Clémenceau, 92000 Nanterre.



DES HOMMES QUI ENTREPRENNENT



Pour participer à notre nouvelle expansion dans l'un des domaines :

- INGENIERIE INFORMATIQUE,
- SYSTEME TEMPS REEL,
- TRAITEMENTS D'IMAGES,
- TRAITEMENT DU SIGNAL,
- RESEAU.

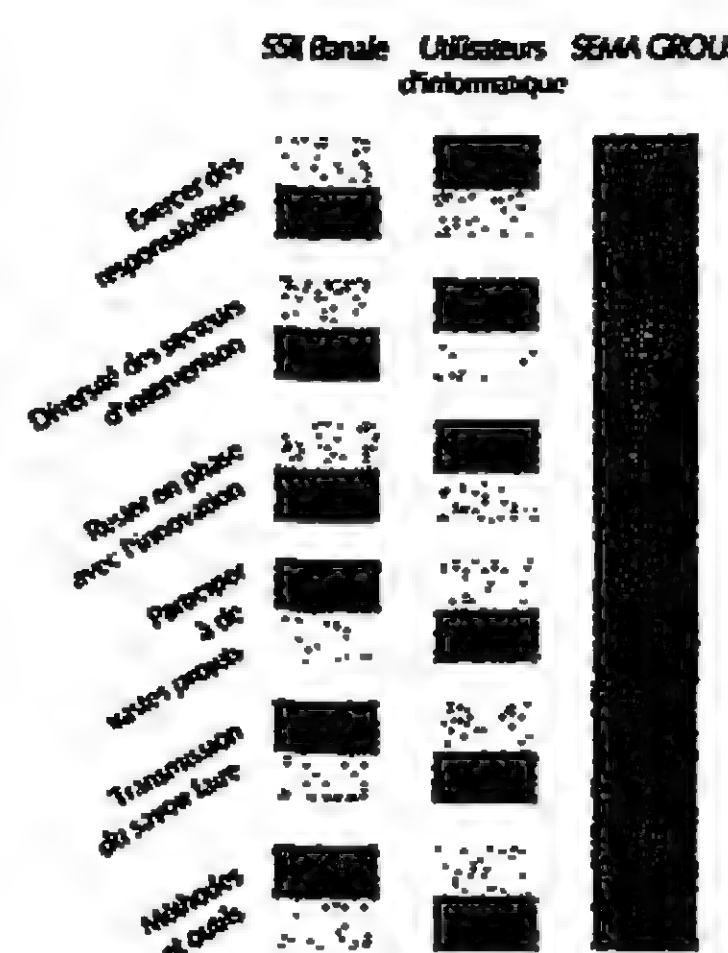
Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.

Merci d'adresser CV et prétentions au 8, St. Jean Jaurès, 92100 BOULOGNE.



**Créativité
dans les systèmes d'information**

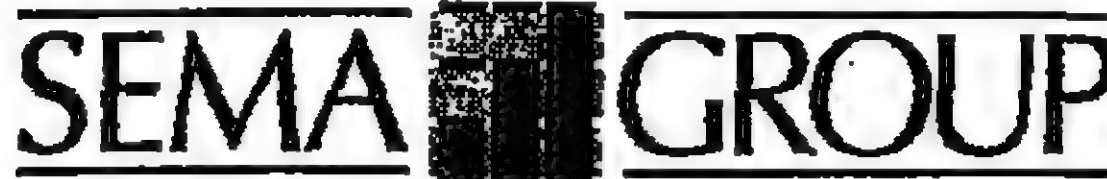
SEMA GROUP propose à des ingénieurs venus de grandes écoles ou titulaires d'un DEA, d'un doctorat de 3ème cycle, de PARTICIPER à LA MISE EN PLACE DE SYSTEMES D'INFORMATION EN ETUDES ET RECHERCHES. Il peut s'agir d'ingénieurs confirmés ou d'ingénieurs débutants. Les domaines d'intervention sont les établissements publics à caractère industriel et commercial et les grandes entreprises nationales. Votre mission sera de travailler sur des grands projets qui innovent par la mise en oeuvre de techniques nouvelles de l'informatique pour apporter agilité et convivialité. Votre contribution sera de devenir le partenaire de nos clients : vous les aiderez à concevoir et à développer les systèmes d'information nécessaires à leur activité en leur faisant bénéficier non seulement de votre sens des méthodes, mais surtout de votre créativité.



**Grand Chelem
à Sema Group :**

SEMA GROUP, fort de 6500 personnes, réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Benelux, Espagne. Elle met en oeuvre tout un réseau de compétences et d'expertises qui reposent sur l'emploi systématique de méthodes et d'outils de génie logiciel et sur une forte capitalisation sectorielle. SEMA GROUP offre ainsi à ses ingénieurs l'opportunité de participer à de vastes projets et d'exercer des responsabilités en devenant consultant expert, chef de projet, ingénieur d'affaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/22, à Pascale de LARROCHE
Direction de la Gestion Opérationnelle des Ingénieurs, SEMA GROUP, 16 rue Barbès - 94126 MONTBOUGE cedex



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LEADER DE LA MOTOCULTURE DES AVIONS DE TRANSPORT DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION, NOTRE SOCIÉTÉ, EN COLLABORATION AVEC EUROPE AIRCRAFT (E.A.C.) SE TROUVE PRÊTE À RECHERCHER DES TALENTS.

Participez à l'expansion mondiale de notre réseau après-vente.

Notre enjeu : faire face à un développement rapide de nos activités (doubler le nombre des utilisateurs en 2 ans) tout en maintenant une image de marque sans faille.

Pour cela nous recrutons :

- DES RESPONSABLES CLIENTS
- DES INGENIEURS DE SUPPORT TECHNIQUE
- DES RESPONSABLES "LOGISTIQUE"

Vous devez avoir une formation technique (Ingénieur ou Université, Bac + 4 minimum) et avoir monté dans des fonctions antérieures un réel sens du contact client.

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

La taille du groupe SNECMA permet un développement de carrière attractif.

Merci d'adresser votre candidature et vos prétentions sous réf. DAVC/M à SNECMA - Direction de l'Encadrement - 2, Bd Victor - 75724 Paris Cedex 15.

GROUPE SNECMA

SAIT INGENIEURS PROCESS

VOUS CONSTRUIREZ DE NOUVELLES UNITES

Ingénieurs Chimistes ou Ingénieurs Génie Chimique, âgés d'environ 30 ans, vous avez une expérience de 3 à 5 ans acquise comme Chef de Projet en industrialisation de process chimiques, en entreprise ou dans une société d'ingénierie spécialisée. Filiale de la CGE, la SAIT (6500 personnes, 2,9 milliards de CA, leader mondial dans le domaine des générateurs d'origine électro-chimique) vous offre de rejoindre son département Accumulateurs portables, en pleine expansion, pour y prendre deux opportunités passionnantes :

INGENIEUR NOUVEAU PROCESS

Basé dans le Sud-Ouest, vous introduirez en Europe un procédé original faisant appel à une technologie nouvelle. Vous définirez avec votre équipe des pilotes et des équipements industriels, dirigerez le projet d'une nouvelle usine de 1500 M2 que vous réaliserez en collaboration avec des sociétés d'ingénierie extérieures. Réf. 423 M

INGENIEUR CHARGE DE L'AUTOMATISATION DU PROCESS

Basé dans le Sud-Ouest, vous serez responsable de l'automatisation complète du process actuel de fabrication d'électrodes. Vous aurez également à concevoir et à faire construire une unité entièrement automatisée. Réf. 424 M

Ces postes, très évolutifs, impliquent une grande mobilité géographique et la pratique des langues étrangères.

Merci de transmettre votre dossier à notre Conseil : EUROSELECTION, 3 rue Troyon 75017 Paris en indiquant la référence choisie.

EUROSELECTION

Jeune Ingénieur Informaticien, optez pour la Finance...

Important groupe d'établissements financiers, nous recherchons pour notre Direction Financière un jeune ingénieur intéressé par la finance.

Ingénieur Grande Ecole, vous êtes débutant ou vous possédez une première expérience de 2 à 3 ans qui vous a permis d'acquérir de solides connaissances en informatique (connaissance L4G appréciée).

En liaison étroite avec le Back-Office, la Salle des Marchés et la Trésorerie, vous participerez au développement des projets informatiques de notre Direction Financière dans une configuration micro-informatique en réseau, connecté sur un IBM 3084. Vous aurez également à former et à aider les utilisateurs lors de la mise en place de ces projets.

Votre rigueur et votre créativité vous permettront d'évoluer facilement au sein de notre Groupe.

Poste basé en proche banlieue Est de Paris à 5mn du RER.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Média-System (Réf. 48694), 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

ZURICH ASSURANCES

L'ASSURANCE - Pour faire un métier dont on parle.

Une informatique grand système IBM sous MVS-XA et un réseau en France de 700 terminaux.

INFORMATICIENS

Vous participerez au développement rapide de son système d'information en réalisant vous-mêmes, ou en faisant réaliser par de petites équipes. Capables d'avoir un dialogue fonctionnel, vous prendrez à terme la responsabilité de projets.

Vous êtes diplômés d'un second cycle universitaire et à l'aise en anglais.

Vous avez du goût pour la RELATION et le MANAGEMENT.

Vous avez 3 à 5 ans de métier dans un environnement IBM et surtout vous êtes DYNAMIQUES.

Merci de nous envoyer votre CV + photo + rémunération en précisant la réf. DX 3 M

LD CARRIERES (SA)
38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS

AGRO-ALIMENTAIRE

Pour accompagner le développement technique des produits alimentaires commercialisés sous sa marque, l'un des grands de la Distribution alimentaire française crée le poste de

Responsable du développement technique

Sous l'autorité du Directeur des Achats alimentaires, sa mission sera de :

- définir les standards des produits à développer,
- élaborer avec les nombreux fournisseurs le cahier des charges,
- suivre la fabrication, procéder aux contrôles utiles dans le respect de la législation,
- superviser l'action Qualité existante.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ENSIA ou équivalent, d'environ 35 ans, anglais, justifiant d'une expérience similaire dans l'élaboration et le développement de nouveaux produits alimentaires.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser, sous référence M13, lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, à notre Conseil AREDYS, 11 bis rue Balzac, 75008 Paris.

aredys

LA SALLE DES MARCHÉS DU FUTUR

fortement motivés par les activités financières de pointe

- La connaissance du LANGUAGE C et du matériel VAX sera un plus apprécié.
- Anglais nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. F0389 à VOCAM - 4, avenue Alphonse, 75116 Paris.

GRANNI

EUROSOFT ROBOTIQUE Société spécialisée dans l'automatisation et l'ingénierie de systèmes, recherche un

INGENIEUR D'AFFAIRES CONSULTANT

Vous prenez en charge la conduite des projets dans le cadre du programme ELREKA. Vous assurerez la gestion, l'analyse, la mise en œuvre et le suivi technique des projets de mise en œuvre de systèmes automatisés.

Ingénieur généraliste de formation, vous avez 25 à 35 ans d'expérience dans l'industrie électronique et l'automatisation industrielle.

Vous possédez de bonnes connaissances de la technologie VAX et l'automatisation de la gestion de production. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant vos prétentions sous réf. P212 à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

EUROSOFT

TOULOUSE

Filiale française d'une société américaine secteur aéronautique, recherche pour Toulouse

INGENIEUR RESPONSABLE CONTROLE QUALITE

SA MISSION :

- Animer, motiver et gérer une équipe de 30 à 45 personnes. Assurer l'interface entre différents services internes et externes.
- Veiller à l'application des directives émises par la Direction Qualité.
- Evaluer les besoins en Ressources Humaines et Matérielles, en Formation.
- Promouvoir les principes de Qualité Totale.
- Gérer les budgets de fonctionnement et d'investissement.
- Se déplacer chez les fournisseurs européens.

SON PROFIL :

- Ingénieur Aéronautique, position II. Environ 30 ans. Formation et expérience dans la fonction Qualité de 2 ans minimum.
- Anglais courant (négociations quotidiennes en anglais, déplacements aux USA).
- Caractère affirmé et persévérant, sachant aller fermement, exigence et diplomatie.
- Leader d'équipe charismatique et tonique.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, écrivez à notre conseil, en envoyant lettre de motivation + CV + photo + prétentions, sous référence RF01, QUID COMMUNICATION, 60 allées Jean Jaurès, 31000 Toulouse.

Quid Communication

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

De l'électronique de loisirs ... à la communication mobile

Leader du son automobile, avec une part grandissante de nos ventes en première monte, cela ne nous suffit pas : nous développons de nouveaux concepts - visualisation, aide à la navigation, transmission de données - pour offrir aux constructeurs des solutions complètes en matière d'électronique embarquée.

Nous recherchons pour notre Siège en RFA un :

INGÉNIEUR (électronicien, électrotechnicien)

chargé de la coordination des projets de
PREMIÈRE MONTE AUTOMOBILE - FRANCE

Basé à HILDESHEIM (Nord RFA)

Vous gèrerez en relation avec notre unité de SAINT OZEN tous les aspects (Marketing, Technique, Industriel, Financier) des projets développés en France. Ce poste d'homme orchestre vous permettra de valoriser en accordant à la démarche industrielle internationale d'un grand Groupe, votre première expérience (3 ans au moins) acquise chez un équipementier en électronique. L'anglais courant est indispensable, l'allemand apprécié. La mission comporte de nombreux déplacements vers la France et d'autres pays d'Europe.

BLAUPUNKT
Groupe BOSCH

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous référence M/5177/E (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations avant de vous recevoir.

AUDIT INFORMATIQUE

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel, Organe Central du Crédit Mutuel, 5^e Groupe Bancaire Français souhaite intégrer au sein de l'Inspection Générale, le RESPONSABLE AUDIT INFORMATIQUE.

De formation supérieure, vous avez acquis au cours d'une expérience diversifiée d'environ 10 ans la maîtrise de l'ensemble des fonctions informatiques (gestion, études, production...).

Vous animerez une équipe chargée de contrôler la sécurité et l'efficacité de l'informatique du Groupe (20 centres importants).

Vous assisterez également les auditeurs bancaires de la Confédération dans leurs missions et serez responsable de la gestion des moyens informatiques de l'Inspection Générale.

Rigoureux, vous avez le sens du contact, le goût du dialogue et souhaitez intégrer une équipe. Basé à Paris, vos missions impliquent de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 29/M, C.N.C.M., à Dominique PETERSON - 88, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

INGENIEURS TELECOM H/F

Dans le cadre des orientations stratégiques télécommunications du Groupe Crédit Agricole, vous définissez, au sein d'une équipe, les solutions les mieux adaptées, et veillez à leur mise en œuvre.

Dans les domaines :

- des réseaux de transmission de données (X25)
- des messageries écrites (X400) et orales
- des autocommutateurs 3e et 4e génération

Profil : Ingénieur technico-commercial ou Ingénieur ENST avec une expérience minimum de 3 ans.

Vos qualités sont : grande mobilité, sens de conviction, esprit d'équipe, éveil technologique permanent.

Lieu de travail : ST QUENTIN-EN-YVELINES.

Adresser, lettre, CV, photo, rémunération et prétentions sous réf. JCB 02/13 à la CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE Service Gestion des Personnes - BP 48 - 78280 GUYANCOURT.

2 ANIMATEURS INFOCENTRE

informatique
individuelle

Filiale française du 7^e Groupe Chimique Mondial, nos activités sont diversifiées : produits pharmaceutiques, produits pour l'Agriculture, matières plastiques, colorants... intégrés dans notre Département Organisation et Informatique : 85 personnes, IBM 3081, plus 500 terminaux/PC.

Vos missions principales seront la formation, le conseil et l'assistance des utilisateurs de l'entreprise (Siège Social, usines, filiales...) aux outils d'informatique individuelle mis à leur disposition sur site central et sur micros. Vous participerez également à la recherche et à l'évaluation de nouveaux outils utiles à l'entreprise.

Votre profil : jeune, ingénieur ou diplômé d'école supérieure de commerce.

La pratique d'un ou plusieurs logiciels ou une expérience dans un poste similaire seront appréciées.

L'un des postes nécessite une connaissance approfondie du matériel, système d'exploitation et langages micro.

Vous avez des aptitudes pédagogiques et l'esprit de service.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, cv, + photo) sous référence 9620 à :

Lang, Département du Personnel, CIBA-GEIGY, 2-4 rue Lionel Terray, 92506 RUEIL MALMAISON Cedex.

CIBA-GEIGY

ALLIEZ VOTRE GOUT DE LA METHODE A LA CONDUITE DE PROJETS

**Lafarge
Coppee**

L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Nous sommes l'un des leaders de l'industrie Française (Ciments - Matériaux - Biotechnologies) présent dans le monde entier. ORSAN, notre branche BIOTECHNOLOGIES, réalise un C.A. de 1.8 milliard de F. Pour son secteur spécialisé dans la biochimie, nous recherchons un :

CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES

- Vous avez une formation supérieure d'ingénieur ou de commerce et disposez d'au moins 5 ans d'expérience avec une pratique confirmée de la conduite de projets. Vous maîtrisez une méthodologie d'analyse et de développement.

- Vous serez responsable de la mise en œuvre de normes et de méthodes au sein de notre équipe informatique et vous conduirez en direct vos projets.

- en animant des équipes de 3 à 5 personnes.
- Outre votre sens de la méthode, ce sont vos qualités d'organisation, de suivi d'équipe et de contact, qui feront votre réussite dans le poste.

Vous trouverez chez nous des opportunités de carrière grâce à la diversité de nos métiers et de nos implantations. Poste basé à Paris.

Pour en savoir plus sur notre groupe et sur notre offre, téléphonez du lundi au vendredi de 9h à 18h ou écrivez sous la référence 1018/M à notre Conseil OUTSIDER - 10, rue Vignon - 75009 PARIS



OUTSIDER

Conseil en recrutement, Organisation et Informatique

42.68.13.13

COMMENT MOTIVER UN JEUNE INGENIEUR PASSIONNE PAR L'INFORMATIQUE TECHNIQUE ?

- En lui confiant la conception et la réalisation de projets dans des domaines tels que le contrôle de processus, les systèmes embarqués, les télécoms, les réseaux, les messageries électroniques...

- En lui permettant de maîtriser des environnements de pointe (ADA, UNIX-C, PASCAL-VMS, ASSEMBLEURS...).

- En l'intégrant sur des projets d'envergure au sein des grands comptes de la région parisienne.

C'est tout cela mais encore bien d'autres choses que nous offrons à de

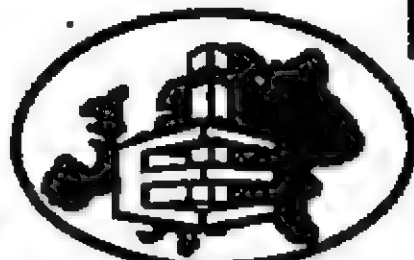
Jeunes Ingénieurs diplômés (ECP, ENST, ESE, ENSIMAG...)

déjà familiarisés au développement de projets en Informatique Technique.

Leur rigueur, leur professionnalisme alliés à un enthousiasme certain leur garantiront une évolution de carrière rapide.

Merci d'adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un CV s/ réf. IMB3 à : EUROPE INFORMATIQUE 12, rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS

La compétence, pas l'expérience



SECM ETABLISSEMENT DE LA DEFENSE NATIONALE INGENIEURS D'ETUDES

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme d'Ingénieur ou d'un diplôme équivalent LA CONDUITE DE PROJETS TECHNIQUE - OPERATIONNELS EN MILIEU DE PROJECTIONS

Nous recherchons des spécialistes des systèmes de défense :

- Mécanisme des armes
- Mécanisme des structures
- Mécanisme des systèmes
- Mécanisme des missiles

LA REUSSITE DANS LA FONCTION REQUIERT : une bonne adaptation et créativité - des connaissances techniques et scientifiques - une maîtrise de problèmes, systèmes, techniques - une capacité à communiquer, à travailler en équipe et à négocier - la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en 3 exemplaires sous réf. B - à l'attention de Monsieur Alain GRAMOLA.

SECM COUNSELLING - 66 Champs Elysées 75008 PARIS

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME SUR TERRE, SUR MER, L'EXPLOIT TOUJOURS RECOMMENCÉ.

GRUPE FRANCAIS LEADER dans le transport maritime recherche, dans le cadre d'une création de poste son

ADMINISTRATEUR DE DONNEES

Rattaché à la Direction de l'organisation et des systèmes d'information, vous aurez à définir et à gérer avec les utilisateurs et les informaticiens, l'ensemble des données dans un but de cohérence et d'optimisation des systèmes d'information.

Votre maîtrise de l'organisation, vos qualités de persuasion, votre sens de la rigueur seront appréciés.

Ce poste situé à Paris-La Défense, s'adresse à un candidat de niveau Bac +4/5 ayant une expérience de 2 à 5 ans en organisation. Anglais fortement souhaité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à notre conseil sous réf. CGM 04 à : IPI Consultants, 41, rue Thy - 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex.

Donner un visage à l'informatique.



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 8 mars 1989 35

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SEDRI

RECRUTE UN

INGENIEUR TELECOM

Qui sommes-nous ?

Filière d'une Multinationale, PME de conseils et d'ingénierie, spécialisée dans l'immobilier d'entreprise et toutes ses composantes : télécom, informatiques et bureautiques.

Qui recherchons-nous ?

Un ingénieur de formation télécom ayant de fortes compétences dans le domaine des réseaux et de la téléinformatique, possédant des capacités d'autonomie et un goût prononcé pour les relations humaines. La fibre commerciale serait appréciée.

Pour quelles missions ?

- Audit, Conseils
- Conception et réalisation.

Comment être candidat ?

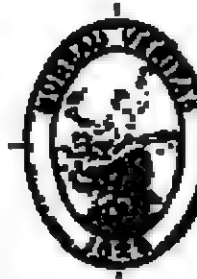
En faisant parvenir votre CV à SEDRI
Ginette DALMAU, 4, rue Nicolas Robert,
93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

BRANCHE MARINE BUREAU VERITAS, GROUPE INTERNATIONAL
- 4200 COLLABORATEURS ET 485 CENTRES D'INSPECTIONS -
REPARTIS DANS 123 PAYS RECHERCHE
POUR SA DIVISION SECURITE DU NAVIRE

1 INGENIEUR

Diplômé ENSTA, ENSM, ENSAM, ECL
ou équivalent, vous êtes débutant ou
avez quelques années d'expérience
en construction navale.
La maîtrise de la langue anglaise et
de sérieuses capacités rédactionnelles
sont des atouts déterminants.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V.
sous réf. NC3. Direction du personnel.



Bureau Veritas
CEDEX 44 - 92077 PARIS-LA DEFENSE

Société grenobloise
à structure coopérative

recherche

- UN INGENIEUR COMMERCIAL
Grand compte pour vente produits APPLE.
- UN INGENIEUR COMMERCIAL
(ou un jeune ingénieur attiré par des fonctions commerciales) pour
vente produits CFAO.
- UN PROGRAMMEUR EXPERT ou INGENIEUR
DEBUTANT
ayant des connaissances en base de données pour participer au
développement de nos produits CFAO.

Lieu de travail : GRENOBLE.

Adresser C.V. à : ALMA
P. Lafargue - 3, rue de la Condamine, 38610 GIERES.

CONCEVOIR DES PRODUITS PARA-HOTELIERS

Un challenge pour un ingénieur civil bâtiment Grande école.
Importante société de dimension nationale

nous recherchons un

INGENIEUR CIVIL BATIMENT GRANDE ECOLE

pour développer des produits nouveaux.

Cette mission conviendrait à un candidat ayant une solide expérience
professionnelle (minimum 5 ans) acquise dans une entreprise de construction
et/ou BET (descriptifs, coût, suivi de chantiers).
Une connaissance dans les domaines de l'habitat et du para-hôtelier serait
appréciée. La pratique de la micro-informatique serait un plus.

LEU DE TRAVAIL : Paris.
DISPONIBILITE : immédiate.

Candidature à envoyer sous n° 8218,
LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

FRANCE TELECOM CEUX QUI AUJOURD'HUI FONT AVANCER L'AVENIR.



En Avril 1989, FRANCE TELECOM va parier sur 80 JEUNES DIPLOMES.

Etre FRANCE TELECOM aujourd'hui, c'est avant tout adhérer à un projet et à une
mission de dimensions Nationales et Internationales. C'est croire en l'avenir des
télécommunications du futur et parier sur des responsabilités immédiates.

Développer l'esprit de compétition pour optimiser les performances de nos produits
et services, utiliser au mieux le progrès technologique pour rendre le meilleur service
à notre clientèle, élargir nos marchés vers le grand public et les entreprises : c'est
le projet FRANCE TELECOM.

Rapprocher, faire savoir, faire entendre, faire comprendre c'est votre mission, que
vous l'exerciez dans l'informatique, l'électronique, la gestion ou le commerce.

Jeunes ingénieurs, commerciaux, gestionnaires, diplômés de Grandes Ecoles et
d'Universités (BAC +5), à l'issue d'une sélection établie en deux temps (d'une
journée chacun), vous rejoindrez ceux qui font avancer l'avenir.

Diplômés ou en voie de l'être cette année, vous devez poser votre candidature
avant le 22 mars 1989.

Pour toute information intéressant votre avenir, appelez au N° VERT.

Numéro Vert
APPEL GRATUIT
05 21 11 11

**FRANCE
TELECOM**
UN AVENIR D'AVANCE

RECHERCHE BIOMEDICALE EN PROVENCE

Notre établissement
développe des produits pour
l'analyse médicale et recherche
pour assister son Chef de Service R et D un :

ADJOINT RECHERCHE

Pour animer et gérer un service de 40 personnes.
Pour proposer, défendre, suivre et faciliter la mise en œuvre des
programmes de recherche.
Pour assurer des contacts extérieurs nécessaires au développement de
ces programmes.

Les candidats de formation Chimie-BIOCHIMIE (INSA, DEA, Ecoles)
ayant mené une thèse de Doctorat, bénéficiant d'une solide exp.
industrielle pourront envoyer leur candidature manuscrite avec CV,
photo et présentations S/Réf. 0/06 à notre conseil.

AIRTEL Consultants - Avenue du Comtat - 84500 BOLLÈNE

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs,
de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons
sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant
matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs
plus de liberté pour mieux entreprendre.

UN ORGANISATEUR AU SERVICE DE LA STRATEGIE !

Adressez vite votre dossier de candidature (lettre
manuscrite, CV et présentations) en précisant la
référence SDOMC à Jacques WEIL - PC 1 U 074 -
BULL SA - 2, rue Ernest-Lafayette - 75020 PARIS.

Bull

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

A France Télécom, nos préoccupations concernent l'efficacité des structures et de l'organisation. Nous sommes engagés dans un processus de modernisation de notre logistique de distribution. Un tel projet fait appel à des intervenants internes (régions) et externes (consultants). Nous recherchons donc un chargé d'études logistiques.

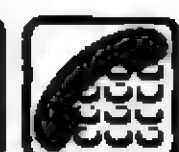
Chargé d'études logistiques

Scénarios, simulations, essais... et études se succèdent à chaque étape. Au cœur de la situation, et évaluant constamment le réalisme des options proposées tant pour l'organisation que pour les processus informatiques, vous en mesurez l'opérationnalité.

Agé de 27 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Gestion ou d'ingénieur, ou de formation équivalente, vous avez déjà une expérience de conduite de projets informatiques dans le domaine de la logistique des flux.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence PROD.3 à France Télécom, DPM/SGM, 39/43 Quai André Citroën, 75015 PARIS.

FRANCE
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

Important Groupe Français de dimension internationale (11.000 personnes C.A. 4 MdF) spécialisé dans la fabrication d'équipements pour l'automobile, l'aéronautique, l'armement et l'électronique recherche pour sa DIVISION FILTRES PURFLUX

JUNGEN INGENIEUR FÜR DIE ENTWICKLUNGSTECHNISCHE BETREUUNG UNSERER ERSTAUSRÜSTUNGSKUNDEN JEUNE INGENIEUR LIAISONS TECHNIQUES

Pour obtenir de nouvelles homologations de nos produits auprès des constructeurs automobiles européens et en liaison avec leurs bureaux d'études vous :

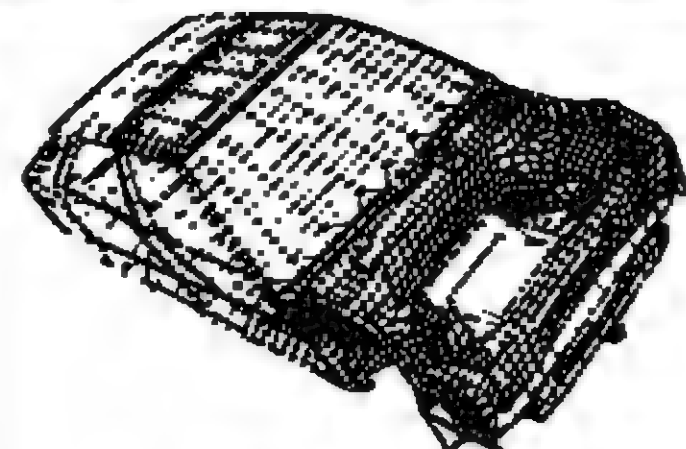
- recherchez et analysez leurs besoins en filtration,
- rédigez les cahiers des charges,
- participez à la définition des produits et suivez la réalisation des prototypes,
- établissez les dossiers techniques avec rapports d'essais,
- détectez les évolutions technologiques et les tendances futures.

Jeune ingénieur de formation mécanique, vous débutez dans la vie professionnelle ou justifiez d'une première expérience des essais dans l'industrie automobile, se rapportant à la mécanique des fluides. Vos connaissances dans ce domaine ou en moteur thermique sont d'excellent niveau. Disponible, aimant les voyages et les contacts, vous parlez et écrivez couramment l'allemand et si possible l'anglais.

Ce poste est basé à Montigny-le Bretonneux (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à LABINAL - Christian LEFRANÇOIS - Gestion des Cadres - Direction des Affaires Sociales - B.P. 218 - 78051 SAINT QUENTIN YVELINES Cédex.

labinal



INGENIEURS D'ETUDE

Vous avez une formation Grande Ecole et une première expérience dans le domaine des éléments finis. Venez renforcer nos équipes d'études avancées dans les domaines suivants : • mécanique générale • dynamique rapide • hydrodynamique navale. Votre fort potentiel technique vous permettra d'évoluer rapidement au sein de la Société. réf. I. 903

Postes basés en proche banlieue sud de Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à notre conseil 315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.

SYSECA
SELECTION

INGENIEURS LOGICIEL GRAPHIQUE

Vous avez une première expérience en développement de logiciels graphiques. Des connaissances en Fortran, en CAO, en éléments finis seraient un atout supplémentaire. Vous aurez la charge de faire évoluer nos outils graphiques (spécialisés éléments finis), dans un environnement station de travail. réf. I. 904

BOURGOGNE

La filiale d'un des premiers groupes industriels français 1,8 milliard de francs de CA, dont plus de 50% à l'exportation concevant et fabriquant des produits destinés aux secteurs de Haute Technologie recherche son

Responsable Télécommunications

Cet INGENIEUR DIPLOMÉ, fort de quelques années d'expérience, prendra en charge l'ensemble des réseaux et des moyens de télécommunications intégrant la transmission de la voix et des données (réseau SNA sur IBM 3083). Ce poste, qui inclut également la responsabilité du système (MVS), est à pourvoir dans une ville agréable de Bourgogne, à 2 heures de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 8915 PCM à notre Conseil : CREFORM, 7, rue Louis David, 75116 PARIS

C

CREFORM

DU PONT DE NEMOURS

Notre Département POLYMERES, en constante expansion, renforce son équipe de ventes et recrute plusieurs

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Votre mission sera d'assurer et de promouvoir la vente de polymères de haute technicité. Après une formation complémentaire à Genève, vous prendrez la responsabilité d'un territoire.

Agé de moins de trente ans, vous êtes diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs et vous parlez couramment l'anglais. Une première expérience dans le domaine des élastomères ou des plastiques, et/ou dans l'industrie de l'emballage ou des fils et câbles, sans être nécessaire, constituerait un atout supplémentaire.

Au sein d'une société performante, nous vous offrons une rémunération motivante, des avantages sociaux importants et des possibilités de carrière internationale.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines/MA
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

DU PONT



INFORMATICIEN ET BANQUIER DONNEZ-VOUS TOUTES LES COMPÉTENCES

L'informatique vous attire. Vous souhaitez développer vos compétences à partir d'un site IBM très ouvert aux technologies des années 90 (DB2, MVS/ESA, atelier de génie logiciel).

INGÉNIEURS DÉBUTANTS GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITAIRES

Rejoignez notre société créée pour gérer l'informatique de 3 établissements bancaires. Dans un contexte novateur et enrichissant, après plusieurs semaines de formation intensive, vous prendrez en charge des missions stratégiques pour l'avenir de nos trois partenaires. Étroitement associé à la mise en œuvre de nos projets, vous serez bien placé pour élargir vos responsabilités dans les domaines informatique et bancaire.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence JPV/816 à notre Conseil,

UNILOG
Rhône

Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS

Membre de SYNTec informatique

مكتبة من الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SAINT-GOBAIN

Au sein de la branche "fibres de renforcement",
VETROTEX INTERNATIONAL
5 000 p. à Chambéry, conçoit et met au point des procédés pour la fabrication et la première transformation des fibres de verre. N°1 en Europe, notre développement nous permet de proposer à

**un ingénieur B.E.
expérimenté
de devenir notre chef de projet
"coupe sous filière".**

Venez créer procédés et équipements, les mettre au point et les installer en usines. Sur ce projet complexe et de longue durée, il faut esprit créatif, patience et talents de communication pour vendre vos idées.

Rejoignez une entité dynamique dans un groupe performant.

Ecrivez à Daniel MARTINON, consultant (réf. 3906 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - TOULOUSE - STRASBOURG



CGEE ALSTHOM

avec 22 000 personnes dans le monde
dont 9 000 ingénieurs et techniciens CGEE ALSTHOM
est n°1 français en contrôle industriel, entreprise électrique
et assistance technique.

Nous recherchons pour notre secteur Contrôle Industriel des

Ingénieurs

mise en service industrielle

A votre formation Ingénieur Electronicien / Informaticien (ESE - INPG - ENSCI...) vous alliez si possible une 1^{re} expérience dans des applications temps réel (Pétrole / Verre / Papier / Agro-alimentaire).

Nous vous proposons de prendre en charge les études et les mises en service sur sites de systèmes temps réel de contrôle commande à base de micro processeurs et calculateurs industriels gamme SPS 5, VAX PC. Pour réussir dans cette mission, vous maîtrisez l'anglais et acceptez les déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser à JD. AUROY
CGEE ALSTHOM
Division Contrôle Industriel
5 avenue Newton
92140 CLAMART



**"Les
Télécoms :
votre
domaine
d'expertise"**

DIGITAL EQUIPMENT, leader mondial des systèmes de réseaux informatiques, intensifie le développement de son Centre de Compétence Télécommunications situé sur le Parc de Sophia Antipolis, près de Nice. Nous recherchons des :

**Ingénieurs logiciels
confirmés**

L'élaboration de nouvelles architectures, la participation au développement d'applications variées font partie de vos projets.

Vous avez une première expérience de 3 ans dans les Télécoms et une formation supérieure qui vous prépare à une évolution rapide dans un environnement international et ouvert.

Vous avez de préférence une connaissance de VAX/VMS. Réf. ILC.

**Ingénieurs logiciels
débutants**

Vous êtes diplômés de Grandes Ecoles (Télécom, ESE, Sup'Aéro, Ensimag, INSA...) ou Universitaires (DESS Génie Logiciel, Téléinformatique).

Vous mettez en oeuvre des connaissances approfondies en architecture logiciel et réseau dans un environnement technique avancé et très performant. Vos résultats vous permettront d'évoluer vers plus de responsabilités. Réf. ILD



Chefs de projets

5 ans d'expérience dans les Télécoms vous permettront d'évoluer rapidement en prenant des responsabilités de projets pour lesquels une expertise sera appréciée dans les domaines stratégiques suivants : Réseaux Intelligents, RNIS, Administration de Réseaux, Réseaux à Valeur Ajoutée... Réf. CP

Pour tous ces postes, les candidats devront avoir une excellente maîtrise de la langue anglaise et toutes les qualités humaines nécessaires pour communiquer et évoluer dans une entreprise de dimension internationale.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre + C.V.), sous la référence choisie à DIGITAL EQUIPMENT, CENTRE TECHNIQUE EUROPE, Département des Ressources Humaines, B.P. 29 - SOPHIA ANTIPOLIS 06561 VALBONNE CEDEX.

**Digital
Equipment
Corporation**

CHEFS DE PROJETS RESEAUX CABLES

Vidéo communications
& télématique

Ingénieurs électroniciens, vous avez des compétences dans le domaine des télécommunications (transmission HF et vidéo, télécommunications...) ainsi qu'une réelle expérience d'organisation et de suivi de chantiers. Venez prendre la responsabilité des études d'ingénierie et du suivi d'un ou plusieurs de nos projets. RPTC V&T, c'est au sein du groupe Philips, les hautes technologies appliquées à la communication : antennes, réception satellite, réseaux câblés, systèmes de TV cryptée, TVHD, terminaux télématiques, péritéléphonie, péri-informatique, domotique et sécurité. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Michel Delhaye, La Radiotechnique Portes de l'Est V&T, Les Patios, 24 quai Galliéni, 92156 Suresnes Cedex.

"Philips en France, c'est plus de 21 milliards de C.A., 27 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".

PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.



Leader mondial de systèmes de conditionnements, de matériaux d'emballages et d'équipements de distribution de liquides alimentaires, Tetra Pak est fondé sur une idée unique et des solutions originales. Tetra Pak, Tetra Brik, Tetra Standard, Tetra Rex, Tetra King et Tetra Top sont les marques déposées de Tetra Pak.

En France et en Afrique, le service technique est assuré par BRIK SERVICE, nous recherchons pour notre établissement de ROISSY (95)

Chargé d'études h/f

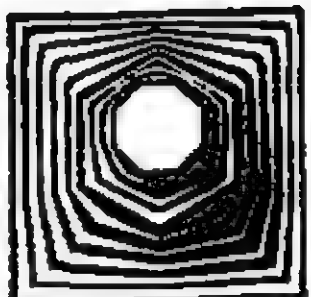
Titulaire d'un DEA d'économie, vous avez une première expérience réussie dans des fonctions similaires.

Votre mission consistera notamment à :
- suivre les performances de rendement des équipements Tetra Pak et en assurer les analyses,
- réaliser des études économiques de logistique "hors usine" (coûts des transports, stockage...) de nos systèmes.

Votre goût pour les contacts de terrain, votre qualité d'écoute et de "reporting", votre rigueur professionnelle vous permettront de mener à bien votre mission.

La maîtrise de l'anglais et la pratique de l'outil informatique seront des atouts indispensables à un candidat motivé.

Merci d'adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions en mentionnant la référence DC/1 sur la lettre et l'enveloppe à BRIK SERVICE, 125 avenue du Bois de la Pie, Boîte Postale 50048, 95946 ROISSY CHARLES DE GAULLE Cedex.



LYON

Ingénieur

**accordez votre ambition à l'essor technologique
de votre région**

Dans cette optique, votre large culture scientifique et technologique ainsi que votre expérience (au moins 5 ans) de la PMI, peuvent faire de vous un collaborateur de la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON.

Pour appuyer les entreprises dans leur effort de développement, vous les conseillerez en matière d'innovation, de diversification, de transferts internationaux de technologie et aiderez à définir les axes de communication avec les laboratoires de recherche.

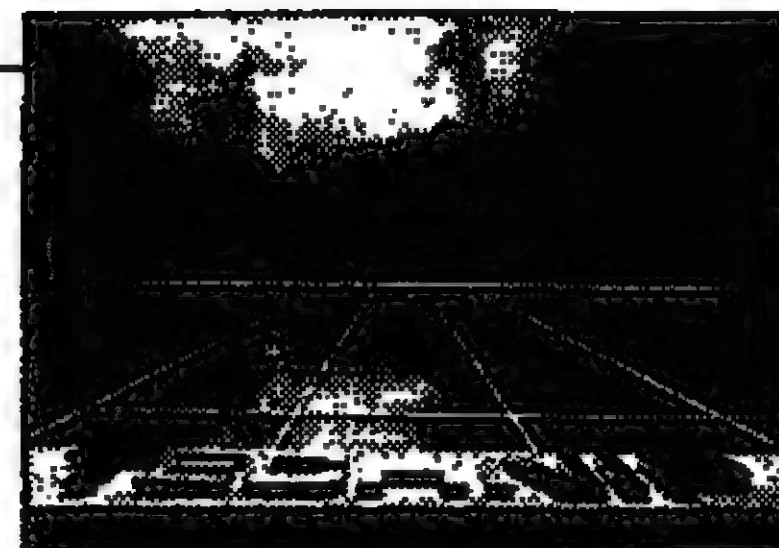
Ouvrez vers l'avenir, votre attrait pour l'innovation et la haute technologie concerne aussi les aspects financiers liés aux créations d'entreprises et à leur développement.

Votre sens relationnel, votre esprit prospectif ainsi que vos qualités d'animation et d'organisation renforcent votre formation d'ingénieur généraliste pour faire de vous un conseil et un animateur déterminant de l'activité technologique et scientifique de la région lyonnaise.

La maîtrise de l'anglais est indispensable. Celle de l'allemand sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 463 à

MEDIA P.A. - 52, rue du Colombier - 69007 LYON - qui transmettra.



CENTRALE, SUPELEC, ESIEA, IEG

Technip est aujourd'hui le premier groupe français d'ingénierie.

Notre développement, largement ouvert sur l'international, est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et de plus en plus diversifiés (pétrochimie, chimie fine, agro-alimentaire, industries diverses).

Dans chaque spécialité, nos équipes relèvent ce défi.

Au sein de notre Département AUTOMATISATION ET SYSTEMES, vous assurerez :

* la conception des systèmes d'automatisme,

* le contrôle de procédés (continus et discontinus),

* des missions d'expertise variées.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous souhaitez valoriser une expérience d'au moins 5 années acquise dans des fonctions similaires d'études ou d'exploitation.

Vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre

candidature (lettre, CV,

photo) sous réf. CP à

Stéphane Demarquette,

Technip, Division du

Personnel, cedex 23, 92090

Paris-La Défense.



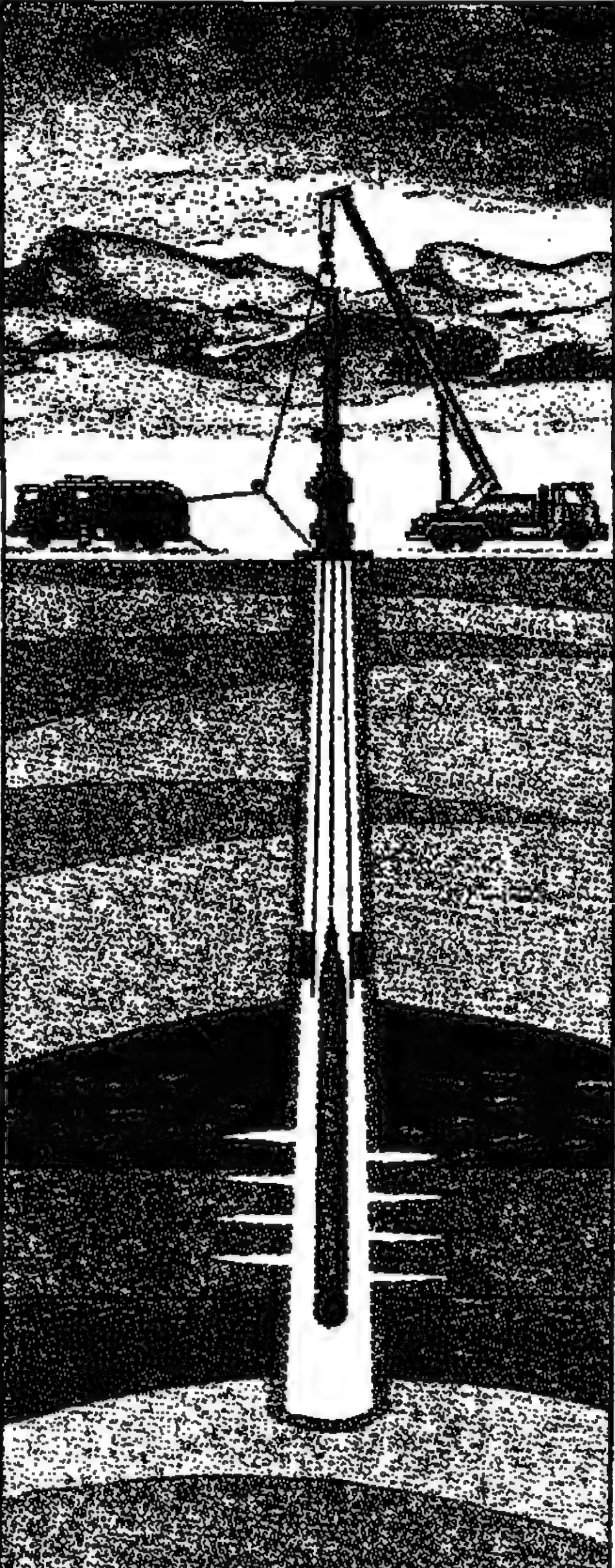
INGÉNIEURS EN TITRE

**CHEFS DE
PROJETS
La Défense**

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Schlumberger



Services Pétroliers

■ Partout dans le monde les Services Pétroliers de SCHLUMBERGER, conçoivent, fabriquent et mettent en œuvre des équipements avancés destinés à la recherche, à l'évaluation et à l'exploitation des champs pétroliers.

Spécialistes des essais de puits, les ingénieurs FLOPETROL développent à 30 minutes de Paris des équipements de mesures destinés à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.

INGENIEURS ELECTRONICIENS Grandes Ecoles

ETUDES

Interface de la fabrication, vous participez au développement et à l'industrialisation de sondes destinées à des mesures pétrolières dans des conditions difficiles de température et de pression. Utilisateur de la CAO, vous êtes initié au microprocesseur (assembleur, moniteur temps réel, langage C), au filtrage numérique, aux circuits analogiques. Vous saurez utiliser les techniques de micro électronique : circuits hybrides, pré-diffusés, CMS.

Vous êtes en contact avec nos centres situés aux USA et vous utilisez les ressources offertes par notre important centre de calcul. Réf. AB/K

INDUSTRIALISATION

Vous êtes fort d'une expérience industrielle acquise dans un univers technologique où l'extrême fiabilité des produits conduit le choix des sous-traitants et des composants. Vous prenez en charge la conception et la mise en place de nouvelles méthodes de production d'appareils de mesure de pression et de température qui font autorité en recherche pétrolière. La qualification des normes, la mise en place de la GPAO au sein d'une équipe gérant son budget en toute autonomie sont vos objectifs prioritaires. Réf. CA

L'aspect international de nos activités nécessite la maîtrise de l'anglais. Vous pourrez évoluer dans un environnement international. Faites nous part de vos motivations, CV à l'appui, en écrivant à la Direction du Personnel.

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL
228, rue Einstein
77005 Melun cedex

ALCATEL

CETT

Pour l'une de nos activités principales en fort développement, LES EQUIPEMENTS ET LES SYSTEMES DE TELECONDUITE D'OUVRAGES ET DE RESEAUX D'ENERGIE ELECTRIQUE, nous recherchons un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

VOTRE MISSION : en liaison avec différents départements et après une période de formation, vous : • réalisez les propositions techniques • établissez les devis • soutenez techniquement les ingénieurs commerciaux dans leurs démarches • participez à la politique produits.

VOTRE PROFIL : • 28/35 ans • une formation d'ingénieur Electronicien • une expérience de quelques années dans un poste technique lié à la transmission et au traitement d'informations • une très bonne maîtrise de l'anglais (l'espagnol est un atout supplémentaire).

NOUS VOUS PROPOSONS : • de rejoindre une société dynamique appartenant à un très grand groupe • l'ouverture vers l'international • un marché porteur • un poste basé en proche banlieue Ouest (RER).

Présentation individuelle du poste le 23/03/89.

Pour un premier contact, vous pouvez : • adresser C.V. avec photo à notre conseil EUROMAN 96, rue Saint Charles 75015 PARIS sous référence 3866 portée sur la lettre et sur l'enveloppe • télécopier votre C.V. au 45.79.49.94 en indiquant la référence 3866.

EUROMAN

Holden Europe
Membre du Groupe ICI N° 1 mondial de la peinture recherche à proximité de ROUEN



ADJOINT AU DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ce poste est une création.

En tant que bras droit du Directeur de Production, vous animeriez 4 ateliers représentant 80 personnes, veillerez à l'amélioration constante de la productivité, serez en liaison constante avec les laboratoires, les services commerciaux et les sociétés sous-traitantes.

Ingénieur chimiste ou équivalent, vous avez au moins 5 ans d'expérience similaire en fabrication dans l'industrie chimique et parlez l'anglais.

Notre groupe offrant de réelles perspectives d'évolution, nous privilégierons votre mobilité et potentiel.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + prétentions sous réf. 5492 à notre conseil Ressources & Développement, 6, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris ou transmettez-le par Minitel en composant le 3816 Code CV PLUS.

S'unir, c'est gagner



BORDEAUX :

A LA DIMENSION DES ENJEUX TECHNOLOGIQUES DE DEMAIN

La DIVISION RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES du groupe THOMSON, premier constructeur européen de radars aéroportés, recherche pour son Etablissement de BORDEAUX-PESSAC, un:

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

De formation Grande Ecole, vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Au sein d'une équipe fortement impliquée, vous participez au Développement et à la Réalisation d'Equipements Electroniques Aéroportés haute performance.

De réelles perspectives d'évolution seront offertes à un candidat qui est prêt à prendre rapidement des responsabilités techniques et de management.

Merci d'adresser votre candidature à
THOMSON-CSF - Division RCM
Service du Personnel
Avenue Gustave Eiffel - 33600 PESSAC



THOMSON

ESE, TELECOM, ENSAM, ISEP, ... SONY ?

INGENIEUR ELECTRONICIEN

La Division Grand Public de Sony France commercialise les produits vidéo, TV, Hi-Fi, audio et connaît une forte expansion.

Au sein de l'équipe du Support Technique rattachée à la Direction du Marketing, vous participerez au développement de produits destinés au marché français en liaison avec nos usines du Japon et d'Europe. Vous intervenez également comme support de nos Chefs de Produit et de nos équipes de vente à qui vous apportez une information adaptée à leurs besoins, participez à l'élaboration d'argumentaires et à la formation aux produits.

A l'écoute des attentes du marché, vous évaluez l'adéquation de nos produits par rapport à celles-ci et à la concurrence.


En contact avec la presse spécialisée et les organismes d'homologation, vous assurez le suivi des tests et bancs d'essais de nos produits.

Vous adaptez également des informations techniques provenant du Japon pour Sony France. Débutant ou avec une première expérience, homme de communication, maîtrisant l'anglais, sensibilisé à l'aspect marketing, la réussite dans cette mission vous permettra de trouver chez Sony de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) sous référence IE/LM/03 à Eric Bastard, Sony France, 19/21 rue Madame de Sanzillon, 92110 Clichy.



SONY



ILE DE FRANCE
PROVENCE - COTE D'AZUR

spécialisée depuis 10 ans
dans la réalisation de
logiciels spécifiques,
consacre ses activités au
système, contrôle de
processus et au conseil.

société pour l'informatique industrielle

Nous offrons de réelles perspectives de carrière à de

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

SYSTEME - RESEAU - TEMPS REEL

Vous participerez à des missions en informatique industrielle auprès de nos clients et pourrez diriger, en toute autonomie, des projets d'envergure.

Comme nous, vous avez le souci de la qualité, le respect des engagements et le sens du conseil. Vous avez de l'ambition et souhaitez vous impliquer dans un environnement évolutif, aidé par une équipe de professionnels et une structure reconnue.

Nous serons heureux de vous accueillir dans une de nos agences.

Envoyez votre dossier de candidature à l'adresse correspondant à la région qui vous intéresse.

Société pour l'informatique industrielle

Paris et Région Parisienne
Monsieur PONTONZEAU
Le Dynasteur - 10/12, rue Andréas Bock
92366 MEUDON-LA-FORÊT Cedex

Provence - Côte d'Azur
Monsieur PERCHOUX
Cap-Var - 7, avenue Guynemer
06700 ST-LAURENT-DU-VAR

Réseaux de communication d'entreprises

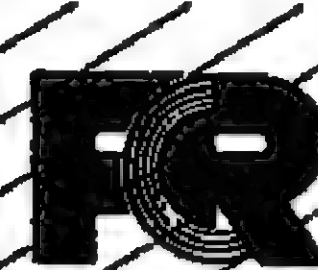
France Câbles et Radio est spécialisée dans le domaine de l'ingénierie et des services de télécommunications internationales. Nous vous proposons de rejoindre notre activité Communications d'Entreprises.

INGENIEURS D'AFFAIRES

Vous prendrez en charge la responsabilité d'une affaire de l'ingénierie de réalisation à la recette technique dans les domaines, soit de la communication téléphonique privée et transmission de données, soit du réseau local d'entreprise et industriel (voix, données, image).

Diplômé d'une Ecole Supérieure d'Ingénieurs, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans acquise dans les télécom et les produits et supports de transmission. Vous avez un solide sens de l'organisation et le goût des contacts. Pour ces postes vous intervenirez auprès d'interlocuteurs situés à des postes de direction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CL/A6/M, à Monsieur Chaperon, Direction des Relations Humaines et de l'Administration, France Câbles et Radio, 124 rue Réaumur 75091 Paris cedex 02.



FRANCE CÂBLES ET RADIO

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Berex
Etudes Automobiles
Le bureau d'études et de recherche exploratoire du GROUPE RENAULT recherche

2 INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

De formation ingénieur généraliste ou mécanicien, vous avez un goût prononcé pour l'automobile de haut de gamme et le travail en équipe. Nous vous proposons d'explorer votre dynamisme et votre esprit d'initiative au sein de notre Service Développement.

Premier poste : Dans notre section développement moteur, vous aurez en charge la mise au point et l'adaptation véhicule de plusieurs motorisations de haut niveau technique : multigrades, moteur suralimenté, injection électronique. réf. 43.2293 LM 1

Deuxième poste : Dans notre section développement véhicule, vous serez responsable de la mise au point d'un, puis de plusieurs véhicules. Vos activités s'exerceront dans des domaines aussi variés que la carrosserie, le thermique, l'acoustique, l'aérodynamique ou les liaisons au sol. réf. 43.2293 LM 2

Postes basés dans une agréable station balnéaire : Dieppe.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle chez MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous réf. du poste concerné.

Mercuri Urval

digital

DIGITAL, leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information, offre à un

Consultant en Organisation

de participer à la création d'une équipe, dans les domaines suivants :

- Management et stratégies de développement des Organisations,
- Planification des systèmes d'information,
- Sécurité (analyse globale, audit, politique et plans d'actions).

De formation Grande Ecole, consultant de haut niveau, vous avez une expérience

de 5 à 10 ans de l'élaboration des schémas directeurs et de la conception de grands systèmes d'information.

Votre sens de l'efficacité et des compétences éprouvées vous permettront d'évoluer au sein d'un groupe de travail à dimension européenne.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre candidature, sous la réf. MON 620 à Sophie SAHUC, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital Equipment France

ALPHACON

JEUNE INGENIEUR
Organisation Logistique et Industrielle

Rattaché à notre Direction Industrielle, située au siège (Banlieue Ouest de Paris), vous serez en particulier chargé d'optimiser la planification de nos productions, en liaison avec tous les établissements industriels (étude et mise en place d'un GIPAC) : vous participerez également au développement logistique de l'entreprise.

Ingénieur Débutant ou avec une première expérience en production, vous avez de bonnes connaissances en informatique et un anglais courant. Homme de communication, sensible à la qualité totale, vous rejoindrez une petite équipe, dans une société disposant de nombreux atouts pour être un des leaders européens dans son domaine.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 51.2200 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, qui vous assure une totale confidentialité.

Mercuri Urval

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Banque

Nancy - Une banque française réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire de premier plan recherche trois analystes-programmeurs pour sa division études du département informatique. Basés au siège à Nancy et placés sous la responsabilité d'un chef de projet, ils assureront la réalisation technique d'une partie ou de la totalité des applications informatiques. Ils prendront en charge les maintenances et adaptations nécessaires au bon fonctionnement de ces applications. Ces postes s'adressent à des candidats débutants,

diplômés de l'enseignement supérieur (MAGE...) ou de niveau DUT informatique et ayant une première expérience de préférence en milieu bancaire. La pratique de développements sur gros systèmes IBM (VM - MVS - IMS - CICS) constituerait un plus. La rémunération sera adaptée en fonction du profil des candidats retenus. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9494M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

S' unir, c'est gagner

SODETEG-TAI :
LES MOYENS DE VOTRE AMBITION EN INFORMATIQUE TEMPS REEL.

IA, Traitement d'Images, Génie Logiciel, Aéronautique, Spatial, Télécoms... autant de domaines dans lesquels SODETEG-TAI, filiale du groupe THOMSON, affirme son avance technologique et signe les réalisations les plus ambitieuses en France et à l'étranger.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Selon votre formation X - ENST - ESE - ENSI - ENSAM... et votre expérience de 1 à 5 ans, rejoignez le Département Services d'une SSII gagnante en tant que **• CHEF DE PROJET • INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT • INGENIEUR D'ETUDES...**

Ces perspectives vous intéressent ?

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1A/89/5 en précisant le poste souhaité à : Ane GREILL - SODETEG-TAI 21 Nord - 283, rue de la Minière BP 11 - 78530 BUC.

THOMSON

forclum 4000 personnes - 2 milliards de C.A.
Société spécialisée dans le génie électrique et les automatismes industriels recherche un

Chef de projet

Sa fonction : - responsable des applications comptables et financières.

Sa mission : - participer à l'élaboration du nouveau système d'information, assurer la mise en place, sur 40 sites, des applications sous UNIX actuellement en cours de test sur 2 sites-pilotes, conduire les développements complémentaires.

Ses moyens : - une équipe de 2 personnes, un IBM 4381 sous VM, DOS/VSE avec CICS-VSAM, SNA, des machines UNIX.

Son profil : - un diplôme d'ingénieur, option informatique : IDN, ENSI, INSA... - 2 à 4 ans d'expérience en informatique de gestion, - une maîtrise des environnements IBM et/ou UNIX.

Le cas échéant, la formation à UNIX et aux bases de données relationnelles sera assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 8916 AC à notre conseil.

CREFORM - 7, rue Louis David - 75116 PARIS

CREFORM

JEUNE INGENIEUR PROJETS ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
Région OUEST

Cette société est la filiale pharmaceutique française performante d'un important groupe international aux activités diversifiées (38.000 personnes). Afin de faire face à un très important programme d'investissements (dont une nouvelle usine à construire), elle crée, au sein de sa direction industrielle (300 personnes) le poste d'INGENIEUR PROJETS.

Rattaché au Responsable Ingénierie et l'assistant dans ses diverses missions (investissements, gros entretien, réparations et travaux neufs), il aura pour missions principales :

- La préparation des projets d'investissement relatifs aux équipements de production, tant sur le plan technique qu'économique (études de rentabilité, choix de matériel, implantations, recherche fournisseurs...).
- La rationalisation et l'optimisation de notre outil industriel en consultant et en assistant les Responsables de Production et de Maintenance de nos 3 unités (TPM, GMAO...).

Nous souhaitons rencontrer pour cette fonction clef et évolutive un jeune ingénieur généraliste type AM, INSA ou équivalent, pouvant justifier d'une première expérience industrielle de 2 à 3 ans (production, méthodes, travaux neufs...) et ayant une bonne connaissance de l'anglais.

Cette fonction est à pourvoir dans une société à forte croissance (20 % par an en moyenne), qui se caractérise par un contexte de travail dynamique et des projets industriels ambitieux.

Si vous souhaitez saisir une opportunité de carrière, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 2/1783 H à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15 rue Charles Moreau - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

CEP SYSTEMES

Nous sommes une société de services, LEADER DE SON DOMAINE, spécialisée dans la maîtrise des risques dans les domaines de la Haute Technologie et de l'informatique :

SPATIAL - NUCLEAIRE - AERONAUTIQUE - TRANSPORT - DEFENSE

Notre vocation est d'aider à concevoir, exploiter et maintenir des systèmes sûrs de fonctionnement et de qualité.

Pour faire face à notre développement, nous recherchons des :

INGENIEURS
Débutants ou première expérience

■ **GENERALISTES** Grandes Ecoles

- option mathématiques appliquées/statistiques... Réf. GM
- option informatique/automatique... Réf. GM/EB
- option mécanique... Réf. GM/JG

■ **SPECIALISTES**

- informatique/automatismes industriels... Réf. EB1
- génie chimique... Réf. YH
- électricité industrielle... Réf. EB2

Notre société en pleine expansion, 130 personnes, 35 % de croissance annuelle, vous assurera une évolution à la hauteur de votre potentiel.

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à CEP SYSTEMES - Mlle M. LON - 26, rue d'Oradour-sur-Glane 75015 PARIS.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BUSINESS INTERNATIONAL ET HAUTES TECHNOLOGIES

Electronique professionnelle et télécommunication

Vous êtes à la recherche d'une entreprise dynamique qui sait concevoir des produits de haute technologie, travailler à l'échelle européenne et exporter dans le monde entier. Vous savez négocier sur de grands marchés internationaux publics ou privés. Vous avez une formation grande école de commerce ou d'ingénieur et une expérience marketing ou commerciale dans les secteurs de l'électronique professionnelle, des télécommunications ou des réseaux, vous maîtrisez l'anglais et, pourquoi pas, d'autres langues. Vous préférez trouver votre place dans une entreprise à taille humaine qui,

grâce à son appartenance au groupe Philips, leader mondial de l'électronique, vous offrira un large champ d'évolution.

ALORS RENCONTREZ TRT

TRT recherche plusieurs commerciaux confirmés et de très haut niveau qui sauront favoriser son expansion sur tous les marchés de hautes technologies français et internationaux. Pour en savoir plus et gagner du temps, composez le 36.16 JOB PLUS - annonceur 12N - annonce COM1 ou adressez votre candidature (lettre man. et CV) sous le réf. COM1 à TRT, Direction du Personnel, Centre Technique, 5 avenue Rémur, 92350 La Pléssie-Robinson.

TRT

Le groupe TRT, c'est près de 4 Mds de CA, 5900 personnes et des activités de pointe : les télécommunications, l'informatique, l'électronique. Appartenu à PHILIPS (en France plus de 21 Mds de CA, 27.000 personnes), TRT vous offre ainsi des opportunités d'évolution dans un contexte international.

TRT, UN TEMPS D'AVANCE

BNP

POUR DEVELOPPER SON INFORMATIQUE A L'ECHELLE MONDIALE, recherche

CONSULTANTS ORGANISATEURS SENIORS SECTEUR INTERNATIONAL

Diplômés d'une Grande Ecole ou d'une Ecole d'Ingénieurs, vous avez moins de 35 ans. Vous capitalisez 5 à 7 ans d'expérience de consultant, de conseil en organisation ou de conduite de grands projets. Vous avez exercé au moins 3 ans dans le milieu bancaire. Votre professionnalisme (méthodes, culture bancaire, grands projets informatiques en tant que conseil ou informaticien) doublé d'une brillante personnalité est un atout indispensable.

Vous participerez à la construction d'une informatique de groupe dans le monde entier.

Vos missions recouvrent l'ensemble des actions d'organisation préalables à l'implantation de nouveaux systèmes informatiques sur les sites étrangers de la Banque.

La variété des responsabilités impose des qualités relationnelles extrêmement développées et de l'autonomie dans l'action.

Basés à Paris, vous serez amenés à séjourner fréquemment à l'étranger pour des périodes de 2 à 3 mois, tous pays. La pratique (orale et écrite) de l'anglais est obligatoire.

A terme, vous pourrez évoluer vers d'autres métiers de la Banque.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV et photo) sous référence CS 14 M à notre Conseil R.I.B. - Norine NIZEROLLE - 45, rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret.

RIB

legrand®

LEADER MONDIAL DE L'APPAREILLAGE ELECTRIQUE LAUREAT 88 DE LA COUPE DE L'EXPANSION

recherche

1 Ingénieur Electronicien Produits nouveaux

Nous souhaitons intégrer au sein de notre Bureau d'Etudes situé PARIS EST, un jeune ingénieur possédant de solides compétences en électronique.

Votre expérience de quelques années en Bureau d'Etudes vous permettra de rejoindre notre équipe et de prendre en charge le développement de produits nouveaux dans des domaines techniques spécifiques : alimentation à découpage, conversion d'énergie.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ESME, ESIEE, SUPELEC ayant la capacité de conduire des projets de manière autonome, techniquement créatif et possédant le goût du travail en équipe.

Dans un contexte de management participatif et d'une recherche de la qualité, l'entreprise offre des techniques de production avancées, une perspective de développement personnel et des ouvertures au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Consultante Nicole Roger

Spel Rondet Consulting

80, rue de Miromesnil 75008 PARIS

Pour répondre à nos objectifs ambitieux, nous recherchons pour notre Siège Social (LE CHESNAY 78)

A2M

UN INGENIEUR PRODUIT Composants Microprocesseurs et Analogiques

Vous prendrez la responsabilité d'une ligne de produits pour laquelle vous rechercherez de nouveaux fournisseurs et négocieriez les conditions d'achat. Vous en optimiserez la commercialisation en contribuant à la création de supports marketing et en animant la force de vente. De formation DUT/BTS électronique, vous justifiez d'une expérience de 5/6 ans en laboratoire ou en vente de composants digitaux et vous avez une pratique aisée de la langue anglaise. Votre rigueur et votre dynamisme vous ouvriront de réelles perspectives de carrière.

RELEVEZ LE DEFI !

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. MO217 à Melle PONZO - TEKELEC AIRTRONIC - BP2 92310 SEVRES ou téléphoner Mr GUILLOUX 39 54 91 13

Notre structure nationale (9 usines) s'inscrit dans un groupe industriel international aux activités multiples.

Si vous êtes

INGENIEUR CHIMISTE OPTION GENIE CHIMIQUE

vous aurez des opportunités de carrière intéressantes dans notre société. Nous vous proposons de commencer par une activité étude et test de procédés en demi-grand.

Vous travaillerez au sein d'une équipe de cadres et de techniciens tout en apportant une aide technique à nos usines.

Vos qualités et votre connaissance de l'anglais vous permettront alors d'élargir votre champ d'action soit dans une activité étude effective dans un contexte international, soit dans une activité industrielle où les évolutions de carrière sont très diversifiées.

Le poste est à pourvoir en Baie de Seine.

Adr. dossier de candidature + prêt. sous réf. 2040 M à GEM, 142, rue Montmartre - 75002 Paris qui transmettra

JEUNES UNIVERSITAIRES

DEA MATHÉMATIQUES OU ÉQUIVALENT

un outil informatique de pointe particulièrement développé : ordinateurs IBM 3090 - 3081 - 128 et mégas octets, réseau de plus de 1000 terminaux, 70 milliards de caractères en ligne, nous avons acquis une position de 1er plan.

Nous recherchons pour notre centre informatique basé dans le Sud de la France de JEUNES UNIVERSITAIRES DEA MATHÉMATIQUES OU ÉQUIVALENT, pour tenir, après formation, des postes

d'INGENIEURS SYSTÈMES DÉBUTANTS

Envoyez C.V., photo et présentations sous référence 66 mentionnée à l'enveloppe à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Maréchal - 75001 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE FINANCIÈRE (PARIS) recherche

INGENIEUR INFORMATICIEN

Grandes Ecoles ou Universitaire + 3 ans d'expérience minimum

• Vous souhaitez participer à la conception de logiciels d'aide à la décision dans le domaine financier.
• Nous cherchons un candidat à fort potentiel.
• Nous lui offrons une rémunération motivante et un travail passionnant dans un secteur de pointe.

Envoyez C.V., lettre manuscrite, photo et présentations sous réf. R. 110 à notre Conseil Marie de Villepote 24, rue Bagnis Desbordes 78000 VERSAILLES.

BRUEL & KJAER FRANCE

Instruments de Mesure en Acoustique et Vibrations, recherche

jeune ingénieur technico-commercial en instrumentation

POUR SON AGENCE de RENNES

DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT OU QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Votre formation en électronique et votre solide culture scientifique vous seront nécessaires pour promouvoir notre matériel auprès d'une clientèle de professionnels de haut niveau. Prospection, suivi de clientèle, présentation des produits, conférences techniques, constitueront votre activité. Vous possédez de préférence des connaissances en Acoustique, et Mécanique des Vibrations.

Grâce à un programme de formation permanente, nous vous offrons une carrière réellement enrichissante. Nous vous proposons une rémunération motivante composée d'un fixe + % C.A. Libre O.M.

Merci d'adresser C.V., photo et présentations sous référence ITC/MO à BRUEL & KJAER FRANCE - B.P. 33 - 91641 Mennecy Cedex.

IMPORTANTE ENTREPRISE BANLIEUE SUD

recherche

2 INGENIEURS INFORMATIENS

Grande Ecole ou MIAGE + DEA informatique.

Débuteurs ou 2 à 3 ans d'expérience.

Pour prise en charge d'application de gestion.

Matériel DPS7 système GCOS7 TDS JCL.

1 PROGRAMMEUR QUALIFIÉ

BTS-DUT informatique.

Pour installation, suivi, analyse de résultat de chaînes de gestion.

Matériel BULL., DPS7, système GCOS 7, TDS, JCL.

Les candidats de nationalité française devront adresser un curriculum vitae s/n° 8207.

Le Monde Publicité, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

هكذا من الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHE EN ACOUSTIQUE ET VIBRATIONS**
implantée en France et à l'étranger, partenaire d'un groupe international important
recherche

INGÉNIEURS

- Acoustique du bâtiment.
- Acoustique appliquée.

Expérience, connaissance de langues et du traitement du signal constituent des atouts. Certains de ces postes peuvent conduire à des fonctions de direction générale ou de direction technique.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, publications et photo n° 8221 à :
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montigny, 75007 PARIS.

SOGEA Filiale STP du Groupe SGE
CA 11 Milliards de F
recherche pour sa DIRECTION GRANDS
TRAVAUX FRANCE & INTERNATIONAL

**INGÉNIEURS TRAVAUX,
ETUDES DE PRIX, METHODES**
Activité Génie Civil & Bâtiment.

Agés de 30 ans environ, de formation ENPC, ECP, INSA, ENSAM, ESTP.
Après une formation de 3 à 6 mois au Siège (La Défense) vous recevrez une affectation sur Grands Chantiers (France ou International).

Adressez, sous référence, DGT 89/03, vos candidatures qui seront traitées en toute confidentialité à SOGEA
DAS/RECRUTEMENT - M^r PIERSON - 280, avenue Napoléon Bonaparte - BP 320 - 92506 RUEIL MALMAISON CEDEX.

GROUPE SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (25 000 personnes, dont 3500 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

INGÉNIEURS, MIAGISTES, nous recherchons pour nos Directions de Production et des Achats.

CHEFS DE PROJET
ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Vous aiderez à la formalisation des besoins, vous piloterez la réalisation des outils informatiques et vous participerez à la formation du personnel.
Vous mettrez l'informatique au service des utilisateurs.
Les postes sont à pourvoir à Corbeil (91) et Melun Villaroche (77).

Merci d'adresser votre candidature sous référence JB15/M à SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2, Boulevard Victor, 75724 PARIS CEDEX 15.

CGIE

**La recherche
clé des succès industriels
de demain.**

Fruit du travail d'équipes dynamiques (+ de 400 chercheurs) et de la qualité de leurs services, carrefour de la Recherche et de l'Industrie au sein du Groupe CGE, les Laboratoires de Marcoussis disposent des moyens les plus élaborés. Aujourd'hui, ils poursuivent le développement de leur Division Informatique avancée :

INGÉNIEURS INFORMATIENS
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE - GÉNIE LOGICIEL - ARCHITECTURE DE SYSTÈMES - ROBOTIQUE.

Confirmés ou débutants, de formation grande école ou universitaire (thèse) vous intégrerez des équipes jeunes, homogènes et soudées, bénéficiant d'importants moyens : réseau local, SUN 3, SUN 4, VAX STATION,...

Dans une ambiance stimulante, nous vous offrons les avantages et les nombreuses possibilités d'évolution, en France et à l'étranger, spécifiques d'un très grand groupe industriel.

Vous voulez nous rejoindre : adressez-nous dès aujourd'hui votre dossier au Service du Personnel, Route de Nozay, 91460 MARCOUSSIS.

PME performante de renommée internationale leader dans son secteur, située en banlieue sud, recherche pour son Groupe Systèmes

**Un Chef de
Projet Logiciel**

Ingénieur diplômé, fort potentiel, 3 à 5 ans d'expérience minimum en développement logiciel, télécom ou système.

Connaissances exigées : Méthodologie, Sept Couches OSI, Systèmes Temps Réel, Langage C.

Capacité encadrement. 200 à 250 Kf selon expérience.

Envoyer dossier de candidature sous réf. 4996 à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

DS
DOWELL SCHLUMBERGER Services Pétroliers

Nous sommes une compagnie internationale de services destinée à l'industrie pétrolière. A Saint-Etienne, notre centre de R & D est spécialisé dans la cimentation et la stimulation des puits de pétrole.

INGÉNIEUR LOGICIEL

Au sein de l'équipe "Logiciels d'Application", vous participerez au développement de logiciels d'aide au design et à l'évaluation d'opérations de cimentation de puits de pétrole.

Ingénieur Grande École (option Mécanique des fluides, des structures ou Mathématiques Appliquées), vous êtes débutant ou avec 1 à 2 ans d'expérience. Vous êtes motivé par les applications et êtes sensible aux problèmes de génie logiciel.

La connaissance du langage ADA est souhaitable mais pas nécessaire. Anglais courant.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel :
Etudes et Fabrication DOWELL SCHLUMBERGER, BP 90 42003 SAINT-ETIENNE CEDEX.

Le développement d'application de contrôle d'accès, la gestion de l'horaire, l'encaissement électronique, ...
... vous connaissez ?

Dans ce cas, rejoignez une Société dynamique et performante (25 personnes) en tant qu'INGÉNIEUR INFORMATIQUE.

BAC + 4, 30 ans environ, vous avez 3/4 ans d'expérience dans ces mêmes types de produits. Vous prendrez en charge les études et les développements des différentes applications. Vous assurerez les relations fournisseurs/utilisateurs et encadrerez une équipe de 5 personnes. Le poste est basé à SARTROUVILLE (78).

Si vous êtes prêt à aller de l'avant, envoyez C.V. + lettre de motivation sous référence II 86 à PF Conseil
17/21, avenue Gabriel Péri - 4 résidence Bach
95500 GONESSE - Tél. 39.85.32.31.
Discretion totale assurée.

PF Conseil

Société d'Ingénierie en électronique industrielle
recherche

**Ingénieurs
électroniciens**

Ils seront chargés, au sein d'une équipe motivée, de la réalisation de projets dans des domaines de pointe tels que le Médical, les Télécommunications, l'Aéronautique...

Les candidats auront une bonne connaissance des microprocesseurs, de l'électronique analogique ou de l'électronique de puissance.

Merci d'envoyer votre candidature, à Gilles RENUCCI
185, avenue Charles de Gaulle
92521 Neuilly sur Seine Cedex.

**SINFOR
ELECTRONIQUE**

BANQUE FRANÇAISE D'ARBITRAGE, opérant sur les marchés internationaux, recherche

Secrétaire Général
POUR SES OPCVM

Il aura l'ensemble de la responsabilité du montage et du suivi de la vie sociale des sociétés et de la filière de gestion. Une formation juridique supérieure est indispensable.

Merci d'adresser dossier de candidature sous réf. 31190 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

D U N O D

Nous sommes une société d'édition SPECIALISEE DANS L' UNIVERSITAIRE et LE PROFESSIONNELLE :
Nous recherchons

ATTACHE(E) de PRESSE
SPECIALISE(E) EDITION

Sous l'autorité du responsable de la promotion vous prendrez en charge :

- le lancement des ouvrages auprès des journalistes de la presse spécialisée écrite
- l'organisation d'opérations de relation publique
- la relation avec les auteurs

VERITABLE Professionnel du métier vous possédez plusieurs années d'expérience dans des fonctions similaires (édition). Outre votre dynamisme et votre rigueur, vous avez d'excellentes qualités relationnelles et saurez utiliser votre « carnet d'adresses » à bon escient.

Merci d'adresser CV + photo + prétentions à Denise Hirlemann, DUNOD, 11 rue Gossin, 92543 MONTROUGE CEDEX.

PARIS LA DEFENSE

SIÈGE INTERNATIONAL
recherche

**ANALYSTES
PROGRAMMEURS**
pour contrat à durée déterminée.

Si vous avez 2 ans d'expérience, une bonne connaissance de :

- PL/I • IMS/V5 • DB/DC • JCL
- et un très bon niveau d'anglais,

envoyez votre C.V. sous référence 131 à ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

L'Atelier régional de restauration des œuvres d'art de Beaune-Vignole (Bourgogne)

recrute

**UN RESTAURATEUR SPECIALISTE
EN CERAMIQUE ARCHEOLOGIQUE**

Les candidats seront de préférence titulaires soit d'un diplôme complet de l'IFROA, soit d'une maîtrise MST.

Une expérience professionnelle dans ce secteur est exigée.

Les candidatures sont à adresser avant le 20 MARS 1989 à :
Monsieur le Président de l'Atelier régional des éléments du patrimoine, Conseil Régional de Bourgogne, 17, boulevard de la Trémouille, B.P. 1602, 21035 DIJON CEDEX.

Économie

SOCIAL

1 030 843 adhérents en 1987

La CGT a perdu plus de 55 % de ses effectifs en dix ans

L'érosion des effectifs de la CGT, selon les chiffres officiels publiés par le *Peuple* du 2 mars, atteint des proportions considérables. Comme il est de règle avant chaque congrès confédéral — le prochain, le 43^e, commence le 21 mai prochain, — l'organe officiel de la CGT publie « les effectifs confédéraux tels qu'ils ressortent de la comptabilisation des cartes et FNI (fonds national interprofessionnel) effectivement réglés à la trésorerie confédérale ».

En 1987, la CGT comptait 797 662 adhérents actifs, 233 181 retraités soit au total 1 030 843 adhérents contre 877 692 actifs et 1 106 543 adhérents en 1986 et 1 127 807 actifs et 1 382 478 adhérents en 1984. Si l'on se base sur le nombre d'adhérents actifs — qui constitue le résultat le plus significatif, — la baisse est de 9,12 % par rapport à 1986 et de 29,27 % par rapport à 1984. Pour Pierre Koehler, secrétaire de la CGT chargé de la trésorerie, « les réductions (de cotisations, NDLR) qui s'opèrent en cascade du syndicat à la confédération ont pour conséquence d'altérer le nombre réel de nos adhérents ; ce qui est dommageable à bien des égards ».

Le rapport d'activité voit par ailleurs « un changement prometteur » dans le fait que « le nombre d'adhésions et de bases nouvelles 1988 est supérieur à 1987 et 1986 ». Mais il reste que, alors que les chiffres officiels sont encore beaucoup plus sombres, les résultats officiels sont très sévères. En 1977, la CGT avait un nombre total d'adhérents de 2 322 055 avec 2 016 841 actifs. C'est en 1980 que son nombre total d'adhérents est passé — avec 1 918 583 — au-dessous de la

barre des deux millions. En 1985, c'est le nombre d'adhérents actifs qui, avec 989 796, est passé sous la barre du million.

Un « bouleversement de taille »

Ainsi, si l'on se réfère au nombre total d'adhérents (retraités inclus), la chute de 1977 à 1987 est de 55,61 % : 1 291 212 adhérents ont été perdus ! Si l'on prend en compte les seuls actifs, l'hémorragie est à peine moins forte. On enregistre des pertes de 330 145 actifs par rapport à 1984 (-29,27 %), de 565 280 par rapport à 1983 (-41,47 %) et de 1 219 179 par rapport à 1977 (-60,45 %). On comprend que, dans ce contexte particulièrement dur, M. Krasucki cherche à obtenir un « bouleversement de taille » de la pratique syndicale.

La CGT voit en tout cas des éléments d'optimisme dans les résultats qu'elle enregistre aux élections professionnelles. M. Michel Warcholak, secrétaire de la CGT, a présenté le 6 mars à la presse une étude basée sur 5059 résultats d'élections de délégués du personnel et de comité d'entreprise dans le public et dans le privé portant sur 3 501 912 électeurs inscrits, la comparaison étant faite, sur des bases proches, avec des élections de 1987 (ou parfois de l'année précédente). La CGT arrive en tête de ce « sondage » cégétiste avec des suffrages exprimés, soit +1,06 point devant la CFDT 22,99 % (+0,57 point), FO 17,26 % (-0,92), la CGC 4,76 % (+0,48), la CFTC 3,54 % (-0,21), les « divers » 5,80 % (-0,08) et la FEN 1,57 % (+0,11).

Stages d'initiation à la vie professionnelle

FO refuse de signer l'accord qu'elle avait accepté en octobre

Les partenaires sociaux se sont retrouvés, le 1^{er} mars, pour une réunion sur la formation en alternance, qui aurait dû être sans histoire. Il s'agissait pour eux de rassembler dans un seul et unique texte l'accord du 26 octobre 1983, les différents avenants d'amélioration intervenus depuis et, notamment, le protocole signé le 24 octobre 1988 pour permettre la « moralisation » des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP). Ce dernier ayant ensuite été intégralement repris par la loi. L'objectif de cette opération de rassemblement, qui n'entraînerait aucune modification de contenu ou de sens, était de donner au nouvel accord le statut d'un texte pouvant faire l'objet d'une procédure d'extension. Ce que le précédent de 1983 ne permettait pas.

Théoriquement simple, donc, l'affaire est devenue extraordinairement embrouillée par la situation créée à l'issue de la séance. Fidèles à leurs positions d'origine, la CGT a bien refusé de signer et la CFDT a immédiatement confirmé son approbation. La CGC, qui avait par le passé adhéré au principe de la formation en alternance, a annoncé qu'elle se montrait « favorablement réservée » et devrait parapher l'accord prochainement.

Avec la CFTC, l'explication est déjà plus délicate. La centrale chrétienne, qui avait repoussé le protocole d'accord sur les SIVP, en le jugeant insuffisant, accepte de le cautionner quand il est intégré dans le nouvel ensemble.

Avec Force ouvrière, l'attitude devient passablement contradictoire. Signataire de tous les textes successifs, notamment du protocole sur les SIVP, la confédération a décidé de ne pas parapher la mouture, inchangée, sous prétexte que le « nouveau texte » sur les SIVP ne la satisfait pas. Entre-temps, le congrès fédéral a eu lieu, au cours duquel FO s'est prononcée « pour la suppression des SIVP et de toutes les formules similaires (TUC, etc.) », rappelle un communiqué qui, parallèlement, justifie toujours le choix passé. FO reconnaît que le protocole d'octobre 1988 « comporte de réelles améliorations pour les jeunes ».

Le pas de clerc de Force ouvrière ne change rien, puisque la moralisation est entreprise sur ces bases et que la formation en alternance est confirmée. Mais le retournement a des conséquences importantes qui peuvent être interprétées comme le premier signe de l'avènement de M. Marc Blondel au secrétariat général. En se conformant à une décision du congrès qui désavouait une décision antérieure, il a donné un gage symbolique à la majorité qui l'a élu, dont l'extrême gauche. Fait unique dans son histoire, et rejoignant ainsi la CGT, Force ouvrière s'entend, par son refus, de participer à des instances paritaires, puisque seuls les signataires de

l'accord pourront siéger dans les commissions de suivi et de financement de la formation en alternance. Or, jusqu'à présent, FO s'était faite l'ardent défenseur du paritarisme. C'est sans doute pourquoi elle demande maintenant une nouvelle négociation.

A. La.

Les Douze sont parvenus à un compromis pour le financement des mesures sociales en faveur des ouvriers sidérurgistes

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les ministres de l'Industrie des Douze ont abouti, lundi 6 mars, à un compromis sur la participation de la Communauté au financement des mesures sociales en faveur des

ouvriers touchés par les restructurations de la sidérurgie. Pour la période 1988-1991, l'Europe consacrerait 150 millions d'ECU (1 050 millions de francs) pour appuyer l'action des gouvernements membres en matière de préretraite et de reconversion en faveur de 55 000 salariés du secteur.

Les capitaux européens étaient d'accord depuis plusieurs mois sur le plan d'accompagnement pour la période considérée. Ce n'était pas tant le montant de l'enveloppe qui soulevait des obstacles mais plutôt son mode de financement. La Communauté de Bruxelles demandait qu'outre l'utilisation de fonds de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) il soit fait appel au budget général de la CEE.

Les crédits de la CECA sont le produit de cotisations prélevées sur la production. L'idée de l'exécuteur communautaire est de montrer la solidarité du citoyen européen à l'égard des ouvriers touchés par la crise industrielle. La volonté de M. Martin Bangemann, commissaire chargé du dossier, de créer un précédent est d'autant plus forte que la même difficulté peut surgir à terme pour les mineurs, notamment les mineurs allemands des houillères peu rentables et fortement subventionnées par les pouvoirs publics.

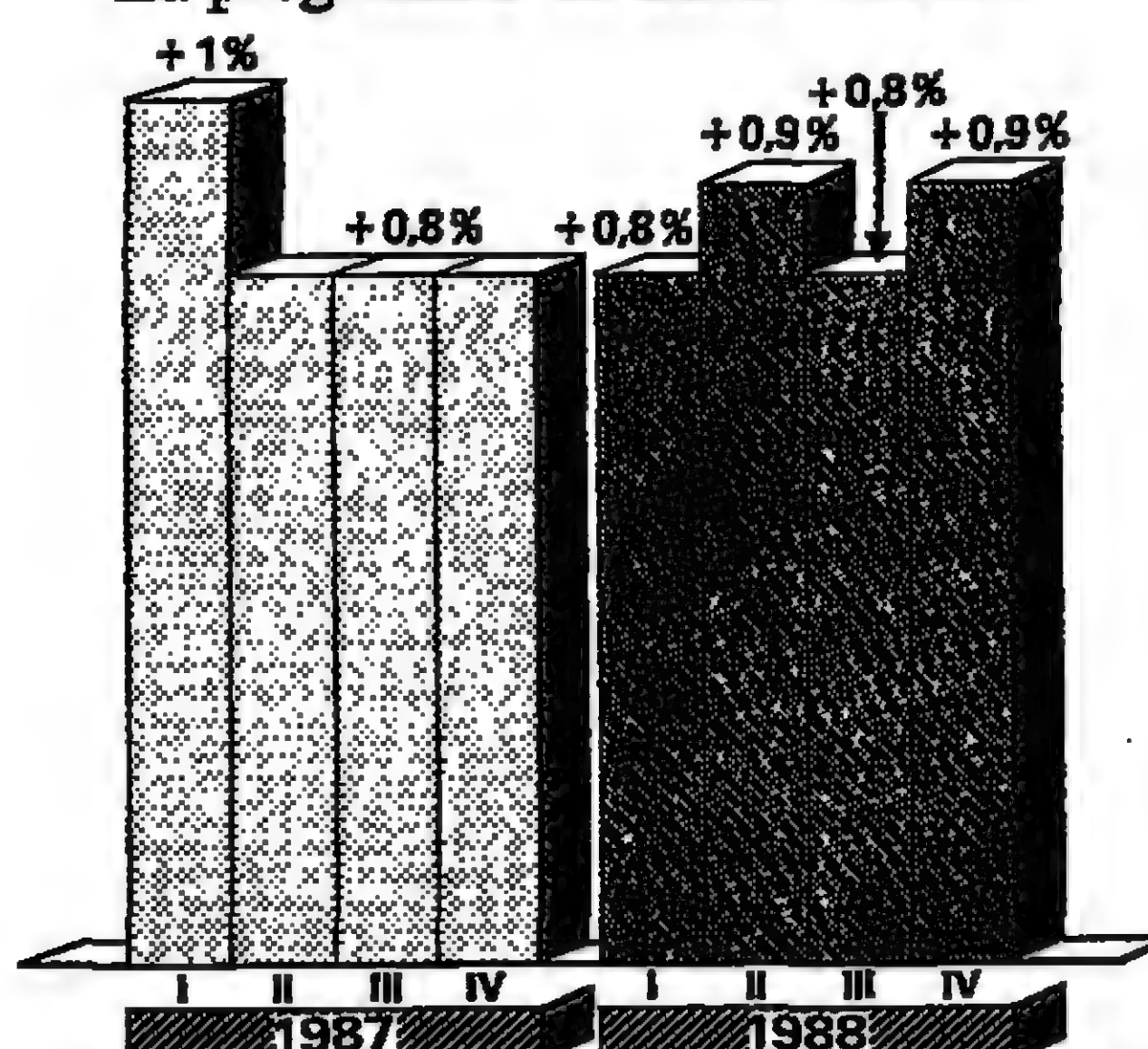
Finalement, les Douze ont trouvé, malgré les réticences de l'Allemagne fédérale, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, un arrangement qui consiste à demander à la Cour des comptes européenne son avis sur la possibilité de transférer des crédits du budget de la CEE à celui de la CECA. Les montants en jeu sont certes modestes (40 millions d'ECU ou 280 millions de francs), mais la réalisation de l'opération signifierait un changement notable dans les procédures budgétaires des Douze.

Selon les demandes qu'elle a reçues au titre de 1988 et ses prévisions pour les trois années suivantes, la Commission entend surtout financer des préretraites : 18 000 l'an dernier (contre 15 000 seulement pour des primes à la réintégration dans un nouvel emploi) et de 12 000 à 14 000 en 1989. La contribution de la Communauté s'élèvera en moyenne à 3 000 ECU (21 000 F) par personne pour les préretraites et à 2 000 ECU (14 000 F) pour les aides à la reconversion.

Le Conseil est aussi tombé d'accord sur le financement de la poursuite du plan SPRINT (Programme stratégique pour l'innovation et le transfert de technologies) entamé en 1983. Pour les années 1989-1993, la dotation a été fixée à 90 millions d'ECU (630 millions de francs) contre 130 millions d'ECU (910 millions de francs) demandés par Bruxelles. La France, la RFA, le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont en effet considéré les crédits envisagés comme trop élevés.

MARCEL SCOTTO.

La progression du salaire horaire



L'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre réalisée par le ministère du travail indique que la hausse du salaire horaire ouvrier sur un an depuis janvier 1988 pourrait être de 3,4 % contre 3,5 % en 1987. Mais le résultat du dernier trimestre 1988 est encore provisoire. Le patronat de la métallurgie estime que, avec les heures supplémentaires, l'intéressement et les primes différées, les salariés ont eu en 1988 un « appréciable gain de pouvoir d'achat ».

Un arrêt de la Cour de justice européenne

La France doit payer les mêmes allocations familiales pour les étrangers de la CEE

La France doit payer au taux habituel les allocations familiales aux citoyens de la CEE, même lorsque leurs enfants résident dans le pays d'origine : la Cour de justice européenne vient de le confirmer par un nouvel arrêt. Jusqu'à présent, la France, faisant exception aux autres pays de la CEE, ne payait que le montant du pays d'origine, toujours inférieur.

Elle y était autorisée par un paragraphe du règlement communautaire de 1971. Mais la Cour de justice européenne de Luxembourg saisie elle-même par la Cour de cassation française à la suite du recours déposé par un citoyen italien, M. Pietro Pina contre la caisse d'allocations familiales de Savoie, avait annulé ce paragraphe, le 15 janvier 1986. Elle estimait qu'il contredisait les dispositions du traité

de Rome prévoyant la libre circulation des travailleurs.

Elle n'avait pas toutefois précisé expressément si la règle commune devait s'appliquer à la France (qui bénéficiait d'une dérogation en vertu d'un autre paragraphe du règlement). La Cour de cassation a donc demandé cette précision à la Cour de justice européenne, qui vient par son nouvel arrêt, de répondre par l'affirmative.

La Cour de cassation suivra-t-elle la Cour européenne ? En ce cas, l'application de la règle européenne pourrait coûter à la France environ 100 millions de francs par an, en raison notamment de la présence de plusieurs milliers de familles portugaises ayant laissé des enfants dans leur pays.

Didier Daeninckx

La mort n'oublie personne

L'ÉPOPÉE D'UN RÉSISTANT

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LE MONDE

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES n° 65 mars

La longue marche du budget de l'Etat

17 F

La route la plus rapide pour Pékin? SAS EuroClass, via Copenhague.

D'abord Paris-Copenhague, puis un vol non-stop jusqu'à Pékin. Le voyage ne dure qu'une douzaine d'heures, ce qui représente un gain de temps de cinq heures. Nous assurons ce vol tous les mardis.

Ce n'est que l'un des multiples avantages

que vous pourrez apprécier en choisissant de voyager sur SAS.

SAS
The Businessman's Airline

هكذا من الأصل

Économie

ÉTRANGER

Cascades de mauvais indices pour 1988

En Chine, l'inflation menace les réformes

Selon les chiffres rendus publics en février par le bureau d'Etat des statistiques chinois, l'année 1988 a été dominée par une forte poussée inflationniste, sans doute la plus importante depuis la fondation du régime. La hausse des prix de détail a atteint officiellement 18,5 % mais d'autres informations ont fait état d'une hausse atteignant ou dépassant 30 %. Les chiffres fournis pour janvier 1989 indiquent une accélération : le coût de la vie dans les grandes villes a augmenté de 26 % par rapport à janvier 1988.

Le gouvernement a été contraint de recourir à la planche à billets pour financer ses dépenses. Il a fallu émettre « bien plus » que les 40 milliards de yuans (1 yuan vaut environ 1,50 F) prévus à l'origine. Et pourtant, l'Etat n'a pas été capable de payer, comme les années précédentes, les fournitures obligatoires de céréales en liquide. Une partie a été réglée par des bons, dans lesquels les paysans, déjà réticents à planter du blé ou du riz, qui rapportent moins que les cultures industrielles, n'ont guère confiance.

Si le revenu des paysans a augmenté de 6,6 % et la production agricole de 3 % — après une décennie de croissance avoisinant 10 % par an — la récolte des céréales a baissé (de 2,1 %), pour la quatrième année consécutive, pour se situer à 394 millions de tonnes. L'objectif de 450 millions de tonnes en 1990 a été révisé à la baisse, mais le risque malgré tout d'être très difficile à atteindre, au moment même où la Chine connaît une nouvelle explosion démographique et où le chômage augmente. Ce dernier est passé à 2,1 % de la main-d'œuvre urbaine, soit trois millions de personnes, et pourrait encore augmenter. Ce phénomène nouveau tient à la fois à une rationalisation qui a poussé de nombreuses entreprises à se défaire de personnel en surnombre, et à la fermeture de petites entreprises rurales frappées de plein fouet par les restrictions de crédit.

Car, en dépit des mesures prises, la surchauffe de l'industrie et de la construction se poursuit. L'indice industriel a grimpé de 20,7 %. Mais l'infrastructure — transports, énergie — suit mal. La production de charbon, principale source d'énergie de la Chine, premier producteur mondial de houille, stagne et aucune mine d'Etat n'a été mise en chantier ces dernières années. Plus d'une dizaine de milliers de projets de construction ont été suspendus, ce qui accroît le chômage parmi les ouvriers du bâtiment.

Enfin, le resserrement drastique du crédit affecte aussi les investissements étrangers. Un certain nombre de contrats ont été suspendus ou annulés. Toute une série de domaines sont désormais découragés (transports, production de biens de consommation, de voitures...).

Cette succession de mauvais indices intervient à un moment où la situation politique est incertaine. Les rivalités se sont exacerbées ces derniers temps parmi les dirigeants, en particulier entre le secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang, qui fut pendant des années l'architecte des réformes économiques inspirées par M. Deng Xiaoping, et le premier ministre, M. Li Peng, plus conservateur. La publication de tels chiffres ne risque pas de calmer le jeu.

P. de B.

● Pillsbury licencie cinq cent cinquante salariés. — Première conséquence de l'OPA réussie du baron américain de la farine Pillsbury, la firme agro-alimentaire Pillsbury, la filiale de Minneapolis, a annoncé, lundi 6 mars, qu'il allait licencier près d'un quart des effectifs de son siège social, soit cinq cent cinquante personnes. Le nouveau président de Pillsbury, M. Ian Martin, justifie ces mesures par un souci de rentabilité et de rationalisation des structures de gestion. Grand Met a acquis Pillsbury en janvier, pour 5,7 milliards de dollars.

Deux morts et cinquante et un blessés à Glasgow

La multiplication des catastrophes ferroviaires met en cause la politique de M^{me} Thatcher

LONDRES
de notre correspondant

Sir Robert Reid, président de British Rail, s'est adressé, le lundi 6 mars au soir, aux cent trente mille salariés de son entreprise nationale pour les inciter à respecter à la lettre la signalisation, et plus généralement le règlement et les consignes. « Des événements récents ont démontré, de façon tragique, les conséquences de la plus petite erreur », a déclaré Sir Robert, quelques heures après qu'un nouvel accident, en Ecosse, cette fois-ci, ait attiré l'attention du pays sur les approximations de British Rail en matière de sécurité.

Deux personnes ont, en effet, été tuées, et cinquante et une autres blessées, lundi 6 en début d'après-midi, lorsque deux trains de banlieue sont entrés en collision à 50 kilomètres/heure, à proximité de Glasgow, en Ecosse. Ces deux trains, qui portaient chacun trois wagons, se dirigeaient l'un vers l'autre sur une voie unique. L'un d'eux aurait dû normalement, au moment de la collision, se trouver sur une voie de garage pour laisser le passage à l'autre, mais il avait du retard, ce qui est presque la règle pour British Rail.

L'erreur humaine paraît plus probable que la défaillance du système de signalisation, mais l'enquête ne fait que commencer. Un des conducteurs a été tué sur le coup, l'autre a dû être amputé d'une jambe sur les lieux même de la collision.

● Renforcement des portes des Boeing-747. — Après l'accident survenu, le 24 février, à un Boeing-747 de la compagnie United Airlines, qui a perdu en vol, près d'Hawaï, neuf passagers aspirés dans le vide à la suite d'une décompression explosive, l'administration de l'aviation civile américaine (FAA) vient de prendre les premières mesures pour éviter la répétition de ce drame dû, vraisemblablement, à l'ouverture de la porte de la soute avant. La FAA a donné trente jours aux compagnies américaines pour renforcer les mécanismes de verrouillage des portes de soute de leurs Boeing-747. En juillet dernier, elle avait demandé une telle modification avant le 1^{er} juillet 1990. Cent cinquante appareils, environ, basés aux Etats-Unis, sont concernés par cette directive.

La troisième catastrophe ferroviaire en trois mois est vivement ressentie par le public. Celle de Glasgow vient en effet après celle de Clapham Junction, le 12 décembre 1988, qui a fait trente-six morts, et celle de Purley, le 4 mars 1989, qui a coûté la vie à cinq personnes. Les deux dernières ont eu lieu dans la banlieue sud de Londres. Dans tous les cas, des trains de banlieue ont été impliqués. Le problème de la sécurité du trafic de banlieue est donc posé de façon insistante aux autorités, au moment où celles-ci préféreraient seulement trouver le meilleur moyen de privatiser British Rail, et où elles hésitent entre la dénationalisation en bloc et le tronçonnage qui rétablirait les compagnies privées régionales du dix-neuvième siècle.

L'accident de Glasgow est une conséquence parfois dramatique des économies réalisées ces dernières années. La voie double existante avait été transformée en voie unique électrifiée, il y a plusieurs années, pour réduire les coûts d'entretien et de personnel. L'objectif du gouvernement reste de faire de British Rail une entreprise rentable, qui affiche des bénéfices réels.

Cette politique est très critiquée par le Parti travailliste et les syndicats qui estiment qu'on sacrifie délibérément l'investissement à long terme et la sécurité à la recherche du profit immédiat. Le prix des billets, surtout sur les trains de banlieue, a grimpé de façon vertigineuse ces dernières années. Des hausses de

50 %, voire 80 % ou 100 % ne sont pas rares. Tout tend vers la privatisation.

La sécurité était traditionnellement confiée aux syndicats, qui s'en chargeaient dans la Grande-Bretagne travailliste de jadis.

Tout cela a changé. Les chemins de fer britanniques sont mal payés, démotivés, humiliés chaque jour par une critique de leur ministre de tutelle ou de leur propre patron. Les syndicats ont perdu leur rôle traditionnel de défenseurs des consignes de sécurité. Une proportion notable du personnel est originaire de l'Inde, du Pakistan et des Caraïbes. L'intégration était généralement assurée par le Parti travailliste et les syndicats. Leur perte d'influence rend le processus plus aléatoire.

M^{me} Thatcher n'ignore pas que l'opinion est davantage mobilisée par la sécurité que par la privatisation. Des millions de Britanniques prennent chaque jour un train de banlieue. Il n'est pas impossible que, dans les semaines ou les mois qui viennent, M^{me} Thatcher accomplisse un virage comparable à celui qu'elle a admirablement négocié dans le domaine de la santé. Après avoir obstinément dit non à toute augmentation de salaires pour les infirmières, et à toute rallonge budgétaire, elle a cédé et desserré les cordons de la bourse pour la médecine publique gratuite. S'apprête-t-elle à faire de même pour les chemins de fer nationalisés ? British Rail en aurait bien besoin.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

AFFAIRES

Jimmy Goldsmith refait surface

Sir James Goldsmith, « Jimmy » pour les milieux économiques et financiers, a racheté, pour 30,8 millions de livres (340 millions de francs), 37,4 % du capital d'une société britannique de crédit-bail, Anglo-Leasing, qui lui ont été cédés par J. Rothschild Holdings.

En acquérant ce petit établissement de crédit à la consommation, dont il veut faire un instrument pour effectuer des opérations ou des OPA, Jimmy Goldsmith reprend pied en Grande-Bretagne après avoir quitté l'Europe et les affaires en juillet 1987. Il vendit alors à la Compagnie générale d'électricité pour 1,5 milliard de francs le contrôle de la Générale occidentale, 19 milliards de francs de chiffre d'affaires dans la distribution alimentaire aux Etats-Unis (Grand Union), la forêt, le pétrole et la communication (l'hémodaïre Express). Ces actifs ont d'ailleurs tous été revendus par l'actuel PDG de la Générale occidentale, M. Ambroise Roux, à l'exception de l'hémodaïre l'Express.

Après la cession de ses intérêts en 1987, Jimmy Goldsmith s'était, en apparence, retiré des affaires, passant d'une de ses résidences à l'autre et établissant sa santé, quelque temps compromise. Aujourd'hui, il refait surface, en association avec son vieux partenaire Jacob Rothschild, qui l'avait assisté dans sa tentative manquée, mais fructueuse pour prendre le contrôle du fabricant américain de pneumatiques Goodyear. La City s'attend qu'il réédite quelque « coup » comme dans le bon vieux temps : Jimmy ne dormait que d'un œil.

F. R.

TRANSPORTS

Les routiers français contre le cabotage dans la CEE

Le président de la Fédération nationale des transports routiers (FNT), M. Maurice Voiron, a écrit à M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, pour s'inquiéter des positions françaises à Bruxelles, où se discute la généralisation du cabotage à l'horizon 1993. Le cabotage consisterait en l'autorisation d'ouvrir, par exemple, aux camions néerlandais ou espagnols de transporter des marchandises en deux points du territoire français. Pour M. Voiron, il ne peut être question de cabotage tant que les conditions de concurrence désavantagent les transporteurs de l'Hexagone. Il demande, au préalable, la mise à niveau d'une fiscalité sur les carburants plus lourde en France de 40 %. L'harmonisation des poids et des dimensions qui augmentent la concurrence et la révision de la durée hebdomadaire de conduite.

● Relèvement des taux bancaires italiens. — Après le relèvement du taux de l'escompte italien de 12,5 % à 13,5 % le 3 mars, plusieurs banques de la Péninsule ont relevé leur taux de référence. La première, la Banca Commerciale Italiana (BCI), a annoncé une majoration du taux de base de 13 % à 14 % et une du taux de prêt maximum (accordé aux petits clients) de 18 % à 18,5 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCE OBLIGATIONS

SICAV "CAPITALISATION OBLIGATAIRE - VALEURS FRANÇAISES"

gestion Groupe Caisse des dépôts et consignations

Le conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988 proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera réunie le 21 mars 1989, de fixer le dividende net de l'exercice 1988 de la SICAV à 21,30 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 1,10 franc portant son montant global à 22,40 francs.

Pour l'actionnaire personne physique relevant de l'impôt sur le revenu, le dividende se décompose comme suit :

Obligations françaises	net : 19,80 F	ci : 0,85 F
Autres revenus	net : 0,65 F	ci : 0,25 F
Créances négociables	net : 0,85 F	ci : —

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce dividende sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989.

RENSEIGNEMENTS SANS FRAIS JUSQU'AU 10 JUILLET 1989
CHEZ L'ÉCRIVEUR, À LA POSTE ET
À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (AGENCE)

Bourdaïs

Le groupe BOURDAÏS, conseil en immobilier d'entreprise, annonce une prise de participation de 25 % dans le capital de la filiale parisienne du groupe SECHAUD et BOSSUYT, bureau d'Etudes Techniques du Bâtiment.

SECHAUD et BOSSUYT insistent au rang de ses interventions le nouveau Ministère des Finances de Bercy, la rénovation de la Tour Eiffel, la réfection de la Coupole... Son chiffre d'affaires aura été de 115 millions de francs en 1988.

Le groupe BOURDAÏS, qui annonce un chiffre d'affaires de 193 millions de francs, entend ainsi proposer un service encore plus complet aux entreprises.

BIFEN

Le conseil d'administration de la BIFEN, Banque internationale de financement et de négociation, dont le capital est détenu à hauteur de 85 % par le groupe GMF, présidé par Jean-Louis Pariat, et 13 % par la Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque, s'est réuni récemment au siège de la banque, 14, rue de Prony, 75017 Paris, sous la présidence d'André Neurrisse.

Il a constaté le développement satisfaisant de l'activité de la banque et arrêté les conditions de réalisation de l'augmentation de capital de 40 millions de francs à 100 millions, autorisée par une assemblée générale antérieure. La souscription sera assortie d'une prime d'émission, dont l'effet sera, à l'issue des opérations et compte tenu du réinvestissement des résultats, de porter les fonds propres de la banque à hauteur de 200 millions de francs.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

PATRIMOINE RETRAITE

SOCIÉTÉ POUR LA GESTION DE L'ÉPARGNE EN FAVEUR DE LA RETRAITE
Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 8 février 1989, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988.

Le revenu distribuable permet de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera réunie sur première convocation le 13 avril 1989, de fixer le dividende de l'exercice 1988 à 7,84 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 0,88 F. Ce dividende sera détaché le 11 mai 1989 et mis en paiement le 12 mai 1989 contre remise du coupon n° 6.

siège social : 5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - tél. : 49.27.63.00

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Fournier-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sales

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montmartre, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 296 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Taxes LEMONDE
ou 36-15 - Taxes LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-47-99-61.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 464 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ALTERNATIVES
ECONOMIQUES
Le langage mondial
du monde
de 1980

Pour Pékin
Copenhague

Marchés financiers

Le dernier round du combat pour LVMH devant la justice

Verdict le 9 mars à 15 heures : c'est à ce moment-là que M. Bernard Arnault, président du directoire, saura s'il a gagné la dernière manche de la bataille de LVMH. Une bataille dont le dernier épisode s'est déroulé le 6 mars dans le bureau de M. Philippe Grandjean, président du tribunal de commerce de Paris. Pendant près de trois heures, MM. Bernard Arnault et Henry Racamier, ont échangé par

M. Racamier se battrait pour préserver l'indépendance d'une entreprise qu'il a fait prospérer en l'espace de dix ans. Lorsque M. Racamier prit les rênes du célèbre malletier, le chiffre d'affaires atteignait 70 millions de francs, et l'entreprise employait 70 salariés. En 1988, il a réalisé un chiffre d'affaires de 5,3 milliards de francs et fait travailler plus de 2 000 personnes.

Après les péripéties du mois de janvier qui avaient entraîné le retrait de M. Alain Chevalier, la nouvelle répartition du capital et les structures du groupe étaient encore portées de nouveaux conflits. A la suite de la bataille boursière, Louis Vuitton conserve 30 % des droits de vote, les familles Moët-Hennessy ont entre 15 % et 20 %, et la société Jacques Rober (Bernard Arnault et le britannique Guinness) possède un peu plus de 50 % avec les bons de souscription.

Cette répartition permet à M. Arnault de revendiquer le contrôle de la gestion du groupe et de le réorganiser à sa guise, notamment en modifiant les statuts de Louis Vuitton. D'après lui, cette société qui fonctionne avec un conseil de surveillance et un directeur devrait devenir société anonyme avec conseil d'administration. Une manière aussi d'éliminer M. Racamier, qui conserve son poste de président grâce à une dérogation sur son âge.

Cela ne pouvait que déclencher l'opposition de l'intéressé, très attaché à la structure originale de Louis Vuitton. Il était évident que

Un beau succès que M. Racamier n'a jamais réussi à transformer au niveau de la direction du groupe. Une stratégie mal élaborée, des maladresses successives, l'ont empêché d'esquisser les attaques de M. Arnault. Elles les ont même quelquefois préparées sinon justifiées. Ainsi la semaine dernière l'annonce par la COB que M. Racamier avait vendu 80 000 titres les 5 et 6 janvier justifiait a posteriori l'assaut boursier du patron de Dior.

De même au niveau de la gestion du groupe : l'indépendance revendiquée par Louis Vuitton cadrait mal avec les recherches de synergies et de cohérence prônées par M. Arnault. Ainsi le projet de création d'un parfum à la griffe du célèbre malletier risquait de contrecarrer ceux en préparation chez Christian Dior et Christian Lacroix.

Il est vrai que M. Racamier tentait de résister à la prise de pouvoir de M. Arnault et ses conseillers. Dès le dimanche 20 janvier, celui-ci a demandé la transformation des statuts de Louis Vuitton. Il n'a eu de cesse de l'obtenir à coups de convocations successives des instances dont M. Racamier conteste la validité juridique.

En étant appelé à trancher sur ces différents points, la justice va indirectement désigner le vainqueur d'une querelle qui dure depuis dix-huit mois maintenant. En désignant M. Arnault comme administrateur de Guinness, les Britanniques ont confirmé qu'ils avaient fait leur choix.

F. Ch.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Le conseil d'administration de la Banque internationale de placement a arrêté le 3 mars dernier les comptes de l'exercice 1988, sous réserve des derniers contrôles des commissaires aux comptes.

Le résultat net consolidé s'élève à 141,5 millions de francs, auquel s'ajoute un résultat exceptionnel de 182 millions de francs, dont 153,9 millions de francs affectables aux exercices précédents.

Le dividende par action proposé à la prochaine assemblée générale sera de 20 francs.

ESD

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
RÉSULTATS 1988

Le conseil d'administration de l'Electronique Serge Dassault, réuni le 3 mars 1989, sous la présidence de M. Bernard Daugy, a examiné les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1988, qui seront présentés pour approbation à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 18 avril 1989.

L'année 1988 s'est caractérisée par une progression de près de 9 % du chiffre d'affaires qui a atteint 4 041 MF HT (4 566 MF TTC) contre 3 712 MF HT (4 304 MF TTC) en 1987.

Le bénéfice net 1988 est de 115 MF, compte tenu du plan social 1988/1989, entièrement pris dans les charges de l'exercice 1988 et dont l'incidence sur le résultat net est d'environ 22 MF.

Les investissements de la société pour 1988 en immobilisations corporelles s'élèvent à 160 MF (contre 150 MF en 1987), auxquels il faut ajouter 211 MF (contre 205 MF en 1987) d'investissements incorporels correspondant aux études autofinancées par l'entreprise et amorties dans l'exercice.

La capacité d'autofinancement de la société s'élève, pour 1988, à 487 MF (contre 478 MF pour l'exercice 1987), soit 12 % du chiffre d'affaires HT.

La situation de trésorerie au 31 décembre 1988 est positive (132 MF de disponibilités et d'effets en portefeuille).

Les commandes prises au cours de l'exercice 1988 sont en progression de 14 % par rapport à 1987 et s'élèvent à 3 956 MF HT (4 555 MF TTC). Le carnet de commandes au 31 décembre 1988 a atteint 7 300 MF HT (8 350 MF TTC), représentant près de 22 mois de chiffre d'affaires 1988.

Les capitaux propres au 31.12.88 après affectation des résultats telle que proposée par le conseil d'administration, seront en excédent de 213 MF par rapport au montant net de l'actif immobilisé : cet excédent est en progression de 50 MF sur celui relevé au 31.12.87 (163 MF).

Le conseil d'administration soumettra à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 18 avril 1989 le paiement d'un dividende global de 49,9 MF au titre de l'exercice 1988. Compte tenu de la création de 47 626 actions nouvelles en 1988, consécutives aux levées d'options de souscription d'actions effectuées par le personnel, le dividende unitaire brut 1988 sera identique à celui de 1987, soit 16,20 F par action, dont 5,40 F de crédit d'impôt.

Claude Fohlen

LES ÉTATS-UNIS AU XX^e SIÈCLE

Le XX^e siècle sera-t-il dans l'histoire le siècle de la suprématie des États-Unis comme le XIX^e siècle celui de l'Angleterre ?

Aubier

NEW-YORK, 6 mars ↑

Raffermissement

L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a accéléré sa progression dans les dernières transactions lundi à Wall Street, après avoir fluctué avec irrégularité. Il clôturait la séance sur un gain de 20,53 points (+0,6 %), à 2 284,82. Le volume des échanges était légèrement supérieur à celui de vendredi, avec 166,68 millions de titres négociés, contre 151,79 millions à la veille du week-end. Le marché a été stimulé par une étude suggérant un ralentissement de la croissance économique en février, évolution jugée favorable à une contraction de l'inflation et des taux d'intérêt. La spéculation autour de prochaines OPA et fusions dans les secteurs de la communication et des médias a repris après l'accord de fusion signé entre Warner Communication et Time. Ce rapprochement, qui se fera uniquement par échange d'actions, contraindra les actionnaires de Warner Communication à New-York, donnera naissance au premier groupe de communication dans le monde avec un chiffre d'affaires de près de 10 milliards de dollars (65 milliards de francs). Ainsi dans ce secteur Warner Communication s'est apprécié. Il en était de même pour l'un des actionnaires à hauteur de 17 %, Chris-Craft Industries, ainsi que pour CBS.

VALEURS	Cours du 3 mars	Cours du 6 mars
Alcoa	61 1/2	61
A.T.T.	30 1/2	31 1/4
Banque	65 3/8	65 3/8
Boeing	95 5/8	97 3/4
Du Pont de Nemours	48 1/8	48 7/8
Eastman Kodak	42 1/4	42 1/2
Ford	62 1/4	61 3/4
General Electric	44 3/4	44 3/4
General Motors	32 1/8	32 1/8
Goodyear	48 7/8	48 5/8
IBM	120 7/8	121 1/2
ITT	48 3/8	48 1/4
McDonald	48 3/8	48 1/4
Pfizer	58 3/8	58 1/4
Schering-Plough	36 1/2	36 1/2
Tyco	118	118 7/8
UAL Corp. ex-Airline	31 3/4	31 7/8
Union Carbide	31 3/4	31 7/8
Westinghouse	54	54 1/8
Xerox Corp.	61 1/8	61

LONDRES, 6 mars ↑

Légère progression

Nouvelle séance de hausse à la City, où l'indice Footsie des cent valeurs a clôturé en progrès de 13,6 points (+0,65 %), à 2 072,8. Le niveau d'activité est resté très bas, avec 472,9 millions de titres échangés. Le raffermissement de la livre sterling, ainsi que l'éloignement des craintes d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt en Grande-Bretagne ont soutenu la tendance. La majorité des secteurs se sont améliorés, que ce soit les bancaires (Midland), les miniers (RITZ), les industriels (BOC) et les pétroliers (Shell). Dans le secteur alimentaire, Unigate était resté stable suite à des rumeurs d'OPA. La chaîne de magasins Dixons s'est appréciée, après l'entrée à hauteur de 2 % de la banque d'affaires Jacob Rothschild dans son capital, entraînant alors des évocations de rachat. En revanche, Storehouse s'est légèrement déprécié après l'accord avec London and Edinburgh Trust pour la création d'une société immobilière commune. Le groupe de loisirs Leobrook était recherché dans la perspective de la publication jeudi de ses résultats annuels. Les fonds d'Etat étaient en hausse, ainsi que la plupart des mines d'or.

FAITS ET RÉSULTATS

Progression de 37,5 % du résultat d'Associates. — Le groupe chimique Associated Filtration (AFC) Aquitaine, a réalisé, en 1988, un résultat net consolidé de 2,2 milliards de francs, en hausse de 37,5 % par rapport à 1987, à annuler, le 6 mars, son président, M. Jacques Pouchet, en présentant les résultats provisoires de son groupe. Avant impôts, la progression est plus importante, puisque l'an dernier le groupe — qui bénéficiait encore de crédit d'impôt — avait été imposé à hauteur de quelque 100 millions de francs, alors qu'il a payé, en 1988, environ 2 milliards de francs. Le chiffre d'affaires consolidé 1988 s'est établi à 28 milliards de francs, en hausse de 19 % par rapport à 1987. 33,5 % des ventes ont été effectuées dans le pétrochimie et les grands plastiques, 25 % dans la chlorochimie et le PVC, 32,5 % dans les spécialités et polymères et 9 % dans le secteur aval.

L'UAP cède sa participation dans Labinal à Sopartech. — L'Union des assurances de Paris (UAP), a cédé, vendredi 3 mars, sa participation de 11,5 % dans le capital de Précision mécanique Labinal à la société Sopartech, un holding financier contrôlé par la famille Saydowski. Les liens entre ce groupe familial fondateur de Turboméca et l'équipementier automobile se resserreront ainsi depuis 1987 (76,3 millions). Durant cette période, le groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,04 milliards de francs, en progression de 17,9 % à périmètre constant et de 46,7 % par rapport à l'exercice de 1987 (1,39 milliard).

PARIS, 6 mars ↑

Petite hausse

La place parisienne a poursuivi sur sa lancée de la semaine dernière, où elle s'était appréciée globalement de 0,36 % grâce à l'accroissement du mouvement jeudi et vendredi. Lundi, dès l'ouverture, l'indice CAC 40 a progressé jusqu'à 1,02 % dans un marché tout à fait calme. Les investisseurs sont confortés par la détente sur les taux observée sur le marché monétaire, qui est repassé en dessous de 9 %. Une conséquence des décisions allemandes jeudi dernier de ne pas relever le niveau du loyer de l'argent. De plus, les investisseurs ont bien accueilli la bonne tenue de Wall Street à la veille du week-end.

Toutefois, la prudence reste de mise après les quinze derniers jours de secousses multiples, même si l'optimisme revient. « Le marché a bien réagi », affirmait un gérant de portefeuilles soulagé par cette petite reprise, « mais restons vigilants ». À l'heure de cette note, le peu de valeurs traitées. Ainsi, parmi les plus fortes hausses figuraient des valeurs de l'armement : Avions Dassault avec 270 pièces traitées, ou Crouzet (4200 titres négociés). Après la publication de résultats favorables, la Sigeo était recherchée. Parmi les baisses, on notait le Géophysique, la Compagnie La Hénin ou encore l'Electrofranc, avec dans chaque cas à peine 500 actions échangées.

Le second marché s'est apprécié à accueillir sa 301^e société depuis sa création en 1963 : il s'agit de Petispan SA, leader du prêt à l'épargne.

Son introduction est prévue pour le 8 mars prochain à un prix proposé de 185 F. Guillin Emballages, dernier arrivé à la cote, a inscrit un cours de 202 F, et les ordres ont été servis à concurrence de 18 % environ.

Dans le cadre de son offre publique d'échange ou d'achat lancée sur Enell Brégnon, la Financière Sédine Cédex, filiale de Paribas, a acquis 85,43 % de cette société.

Sur le MATIF, la tendance était également à la hausse dans un marché de 69 747 contrats.

TOKYO, 7 mars ↑

Stabilisation

Après le recul de lundi, la Bourse de Tokyo s'est ressaisie mardi, terminant sur un gain de 61,08 yen pour s'établir à la clôture à 31 937,94 yen. Toutefois, la journée a été très contrastée. À l'ouverture, l'indice Nikkei perdait 136,85 yen au cours du premier quart d'heure de cotation, puis 140,26 yen. Les investisseurs étaient poussés à vendre à la suite de l'arrestation la veille de l'ancien président de NTT dans le cadre de l'affaire Recruit. Toutefois, juste avant la fermeture de la séance de la matinée, la tendance s'est inversée. La reprise s'est poursuivie l'après-midi. « Le sentiment de l'ensemble du marché s'est peu à peu amélioré », estimait un opérateur. Les cours ont été soutenus par des investissements à court terme effectués par des particuliers sur des valeurs spéculatives. Parmi les valeurs en hausse, on notait celles du secteur de la construction, les électriques légères, les pétrochimiques, les textiles et les sidérurgiques.

VALEURS	Cours du 6 mars	Cours du 7 mars
Asahi	713	716
Daewoo	1380	1370
Canon	1540	1550
Fuji Bank	3350	3370
Nissan	2000	1970
Mitsubishi Electric	2400	2380
Mitsubishi Heavy	1150	1150
Sanyo	650	7050
Toyota Motors	2800	2480

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Amal & Associés	484	484	La 1 ^{re} Bn du mois	324	324
Anglo	298	298	Lois Investissement	283 10	283 10
B.A.P.	328	328	Luxemb.	152	152
B. Dumas & Associés	540	541	Messidor	189	189
B.I.C.M.	512	512	Micromégas Internat.	613	613
B.I.P.	795	795	Micromégas	136	136
Bolton	800	800	M.I.A.M.	224	225
Bolton Technologies	880	886	Molay	720	720
Châles de Lyon	1650	1650	Monet-Delmas	927	927
Colson	820	820	Oliveri-Lagunas	240	240
Covis	870	870	Om. Gest. Fin.	305	305
C.A.T.O.	182 20	182	Paribas	630	630
C.D.M.E.	1300	1300	P.F.A. S.A.	389	389
C.E.S.A. Elect.	340	340	Protebor (C. à la F. d.)	98	98
C.E.S.I.D.	840	848	Prévisions Assurances	400	405
C.E.S.P.	1780	1780	Publicis, Filippacci	671	677
C.S.I. International	1210	1200	Rand	320	320
Credito d'Oléum	582	582	Renov & Associés	229 90	229 90
C.R.I.M.	488	488	St-Gobain Establisse	390	390
Croquet	340	335	S.C.G.P.M.	380	380
Croquet	815	815	Sigis	100 80	100 80
Croquet	372	372	Solécia Int. (Lyon)	452	452
Croquet	150 90	150 90	S.E.P.A.	430	430
Croquet	1420	1420	Serbo	430	440
Croquet	1084	1084	S.M.T. Europe	360	360
Croquet	576	576	Sodetech	700	710
Croquet	97	97	Sodetech	229 90	229 90
Croquet	21 80	21 80	T.P.I.	375	380
Croquet	245	245	Union	200	200
Croquet	390	390	Union Financ. de Fr.	431	448
Croquet	248	248	Val et Cie	212	219
Croquet	675	675			
Croquet	218 90	218 90			
Croquet	283	283			
Croquet	53 90	57 85			
Croquet	288	288			
Croquet	712	712			
Croquet	285	285			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 6 mars 1989

Nombre de contrats : 11 092.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	600	15	42
CGE	360	32	43
Elf-Aquitaine	480	33	45
Leclerc-Capelle	1 400	100	28
Michell	182	21,50	28
Midi	1 645	61	55
Paribas	448	23	42
Pengot	1 400	299	335
Saint-Gobain	600	16	48
Société générale	480	11,50	17
Thomson-CSF	280	33	39

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 mars 1989

Nombre de contrats : 69 747.

COURS	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	105,04	104,36	104,68
Précédent	104,32	103,62	104,04

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
102	2,56	3,10
	0,38	0,58

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,3150 F ↑

Le dollar s'est apprécié sur l'ensemble des places internationales mardi 7 mars. A Tokyo, il gagnait 1,40 yen, clôturant à 129,03 yen. A Paris, dans un marché calme, il revenait à 6,3150 F lors des premiers échanges, contre 6,2680 F au début de la séance. Les investisseurs étaient poussés à vendre à la suite de l'arrestation la veille de l'ancien président de NTT dans le cadre de l'affaire Recruit. Toutefois, juste avant la fermeture de la séance de la matinée, la tendance s'est inversée. La reprise s'est poursuivie l'après-midi. « Le sentiment de l'ensemble du marché s'est peu à peu amélioré », estimait un opérateur. Les cours ont été soutenus par des investissements à court terme effectués par des particuliers sur des valeurs spéculatives. Parmi les valeurs en hausse, on notait celles du secteur de la construction, les électriques légères, les pétrochimiques, les textiles et les sidérurgiques.

BOURSES

PARIS (NSEE, base 100 : 30-12-88)

Valeurs françaises : 185,3
Valeurs étrangères : 186,6
(Shit, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC : 435
(Shit, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 688,15
(OMF, base 100 : 31-12-81)
Indice OMF 50 : 453,64

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 2 274,29

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles : 1 697,5

Mines d'or : 171,9

Fonds d'Etat : 88,39

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 31 976,56

Indice général : 2 426,34

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ ou -	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.-U.	6,2498	6,2518	- 70 - 55 - 130 - 185 - 360 - 370
S. can.	5,2315	5,2375	- 146 - 112 - 274 - 232 - 297 - 490
Yen (100)	169,85	169,89	+ 164 + 188 + 322 + 362 + 1042 + 1137
DM	3,3980	3,4001	+ 64 + 81 + 120 + 143 + 348 + 438
Franc	3,0101	3,0125	+ 45 + 56 + 90 + 105 + 222 + 343
FR (100)	16,2859	16,2153	+ 29 + 160 + 83 + 318 + 590 + 1035
RS	3,9689	3,9739	+ 92 + 109 + 178 + 205 + 577 + 655
L (1 000)	4,6169	4,6228	+ 154 - 189 - 283 - 222 - 882 - 688
E. franc.	16,6139	16,6285	- 482 - 345 - 730 - 656 - 1540 - 1756

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.	9 1/2	9 3/4	9 13/16	9 15/16	9 7/8	10	10 3/16	10 5/16
DM	5 5/8	5 7/8	6 3/16	6 5/16	6 3/8	6 1/2	6 3/4	6 7/8
Franc	6 3/2	6 3/4	6 13/16	6 15/16	6 7/8	7	7 1/16	7 3/16
FR (100)	7 7/8	8 3/8	8	8 3/8	8	8 3/8	8 1/4	8 5/8
RS	5 5/8	5 7/8	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6	6 1/8	6 1/4
L (1 000)	12 1/2	12 3/4	12 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 1/4	12 5/8
E. franc.	8 3/8	8 3/8	8 11/16	8 13/16	8 15/16	9	9 1/16	9 5/16

Cours relevé
à 17 h 31

6/3

Marché libre de l'or

C. Ducis, Fontainebleau	180		Eurocity London	7030 14	1000 14	Odéon	1061 16	1050 16	Valueur	42385 01	42383 83
Expat	243	241 50	Eurojet	1147 19	1003 47	Odéonville	10279 94	10278 94	Vedette	22057 02	22054 06
Gay Diagrams	610	62	Euro-Gam	5759 87	5535 91	Olympique	230	234 26			
Geography	210		Euro-Mail	26 60	26 21	Oratorio	1236 17	1185 52			
Graphic Arts - 2nd	170		France Publications	6164 26	6164 26	Orléans	554 81	572 30			
Graphic Arts - 3rd	170		France Universitaire	3756 17	3756 17	Paris - Beaumarchais	692 27	692 27			
Marlin Incorporated	240		Frenchway (see p. 92)	1293 18	1293 18	Paris - Europe	16507 76	16507 76			
Marketing Associates (France)	24 50	580	Franceville	247 38	239 08	Paris - France	100 94	98			
Media	370		France-Gam	7679 03	7621 76	Paris - Odéonville	953 15	938 05			
Parade, Paris	379		France-Gazette	282 37	281 81	Paris - Opéra	129 79	117 27			
Paris - Centre	452	416	France-Invest	426 23	406 80	Paris - Publications	650 80	639 43			
Paris - Europe	365		France-Océan	458 66	455 31	Paris - Rouen	82 57	91 85			
Paris - France	361	361	France	433 86	421 12	Parsons-Vale					
Paris - Mail	55 30		Francis Place	98 79	95 91	Patronage Revue	177 67	174 09			
S.P.A.	958	430 50									
Service - 1st	444 50	441									
Service - 2nd	386										
Union Bruxelles	144										

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ♦ : marché continu

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 La conférence de Vienne sur les forces en Europe. - Japon : les suites du scandale Recruit. 3 Les troubles au Tibet. 4 Yougoslavie : le torcheur brûle entre la Serbie et la Slovaquie. 6 Venezuela : levée du couvre-feu.	7 La préparation des élections municipales : - Reportages à Blois, Bordeaux et Montélimar. 8 Le PS et le PCF s'affrontent dans 39 des villes de plus de vingt mille habitants. - Histoire de villes : Barck.	10 L'affaire Jobic devant le tribunal de Nanterre. - Ariane-4 : un lancement parfait. 11 Une clinique fermée pour exercice illégal de la médecine. - La conférence de Londres pour la protection de l'ozone.	13 Charles Matton à l'Espace photographique de Paris. 14 Le programme d'Antoine Vitez à la Comédie-Française. - Films de femmes à Créteil. 12 Communication : changement à la direction de la rédaction de France-Soir.	43 La flambée des loyers en région parisienne. 44 La baisse des effectifs de la CGT. 45 Les catastrophes ferroviaires en Grande-Bretagne. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 45 Annonces classées : 20 à 42 Campus 11 Carnet 12 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-télévision 16 Spectacles 15	● Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR ● Consultez les hauteurs de neige dans les stations CORUS ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 APF 3615 tapez LE MONDE

Le projet de loi sur la moralisation des marchés

- Elargissement des pouvoirs de la COB
- Contrôle plus sévère des OPA

La Commission des opérations de Bourse (COB), celle que l'on a coutume d'appeler le gendarme de la Bourse, va faire peau neuve. Le projet de loi, qui devrait être approuvé mercredi 8 mars en conseil des ministres, lui accordera des pouvoirs accrus et une autonomie de gestion dont elle ne disposait pas jusqu'à maintenant.

La COB, en effet, opérant sous le contrôle du juge, voit son pouvoir d'enquête élargi, allant jusqu'à la perquisition sur autorisation du juge et avec l'assistance d'un officier de police judiciaire. Cette disposition est une reprise de la législation existante en matière fiscale, douanière et de concurrence. La Commission pourra procéder à des blocages de comptes des sociétés, à des consignations de sommes d'argent, à des sequestres de biens et à des interdictions temporaires d'activité. Elle aura autorité pour infliger des sanctions pécuniaires propres de nature administrative pour infraction au règlement de la COB. Il lui sera également reconnu le droit d'ester en justice, c'est-à-dire de porter plainte de son propre chef et au besoin de se constituer partie civile.

Cette double capacité d'intervention administrative et judiciaire lui offrira une possibilité d'intervention particulièrement contraignante. Un délit comme le délit d'initié sera susceptible d'une sanction pénale s'il est avéré, et, en même temps, ou indifféremment, être considéré comme une infraction administrative au règlement de la COB, avec possibilité d'appel devant le Conseil d'Etat.

Elargissement du collège

Les membres du collège, organe exécutif de la COB, au nombre de cinq, étaient jusqu'ici nommés en conseil des ministres pour ce qui concerne le président et par arrêté du ministre de l'économie et des finances pour les quatre autres. Ceux-ci étaient essentiellement des représentants des marchés (conseils des bourses françaises et un représentant des entreprises cotées auxquels s'ajoutait un avocat général près la Cour de cassation).

Les professionnels deviendront minoritaires. Désormais, en effet, le collège sera composé de huit membres dont la désignation échappera presque complètement au gouvernement. Seul, en effet, le président sera nommé en conseil des ministres pour six ans non renouvelables. Les autres membres, nommés pour quatre ans et renouvelables une fois, seront désignés un par le gouverneur de la Banque de France, un par le vice-président du Conseil d'Etat, un par le président de la Cour de cassation, un par le premier président de la Cour des comptes, deux par les autorités du marché (conseil des bourses de valeur et conseil des marchés à terme), le dernier étant coopté par le collège parmi les professionnels.

Un commissaire du gouvernement continuera de siéger au collège mais ne disposera d'aucun pouvoir. C'est dire qu'il perd celui de réclamer le cas échéant une seconde délibération.

Le projet de loi présenté mercredi en conseil des ministres concerne également la réforme des offres publiques d'achat. Cette réforme permet à la fois de moraliser le marché, de mieux protéger les entreprises et de préserver au mieux les intérêts des salariés. Dès lors qu'un investisseur ou plusieurs agissant de concert détiennent le tiers du capital ou des droits de vote d'une société, ils auront obligation de lancer une OPA sur cette société, pour un montant total calculé tant sur le capital que sur les droits de vote et apprécié par les organismes professionnels.

La société concernée aura la possibilité, dans le cas d'une OPA, de procéder à des augmentations de capital afin de diluer les prises de participation du ou des attaquants. De telles augmentations devront cependant bénéficier d'une autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires (celle-ci se prononcera pour une durée limitée) et seront formellement interdites à des bénéficiaires nommément désignés.

La notion d'action concertée

Le chef d'entreprise devra informer le comité d'entreprise de l'action en cours. Le comité aura la possibilité de l'accorder ou de la refuser, d'entendre l'initiateur de l'OPA.

L'action concertée, qui est une notion nouvelle dans le droit français, vise les sociétés qui prennent « de concert » une participation dans une entreprise, qu'il s'agisse aussi bien d'une société-mère et de sa filiale ou de deux sociétés distinctes. Elle s'étend aux franchissements de seuil qui doivent être obligatoirement déclarés (5 %, 10 %, 20 % - ceux-ci obligent à déclarer ses intentions - et 33 %, seuil à partir duquel se déclenche une OPA). Si les déclarations de seuil ne sont pas respectées, la COB peut procéder au gel des votes de l'impétrant pour deux ans (au lieu de trois mois). Le tribunal de commerce pourra, en outre, prononcer la suppression totale ou partielle des droits de vote.

FRANÇOIS SIMON.

Mort du professeur Maurice Carraz directeur de l'Institut Pasteur de Lyon

Le professeur Maurice Carraz, directeur général de l'Institut Pasteur de Lyon et du Sud-Est, est mort le samedi 4 mars à l'hôpital cardiologique de Lyon, où il était soigné depuis une quinzaine de jours. Il était âgé de soixante-huit ans.

[Né le 23 février 1921 à Cibeas (Ain), Maurice Carraz était docteur en pharmacie, spécialiste d'immunologie, et professeur à la faculté de pharmacie Rockefeller de Lyon. Il avait participé à la mise au point du sérum « anti-lymphocytaire », substance utilisée pour améliorer l'efficacité des greffes d'organes. Le professeur Carraz était aussi spécialiste d'hygiène hospitalière. Il avait été nommé directeur général de l'Institut Pasteur de Lyon en 1974. Il était membre de plusieurs sociétés scientifiques internationales et avait effectué de nombreuses missions pour le compte de l'OMS.]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 mars

Poursuite de la hausse

Pour la quatrième séance consécutive, les valeurs françaises étaient orientées à la hausse, l'indice instantané s'appréciant de 0,78 % durant la matinée. Parmi les plus fortes progressions figuraient UCB (+7,5 %), Electro-financière (+6,8 %) et Maisons Phénix (+3,6 %). En baisse, on notait les Sixt Rossignol (-2,1 %), Luchaire (-2 %) et Lebon (-2 %).

● Nomination de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 4 mars 1989 sont nommés présidents des tribunaux de grande instance : à Marseille, M. Claude Parodi, président du tribunal de grande instance de Strasbourg ; à Strasbourg, M. Philippe Deschêler, président du tribunal de grande instance de Colmar ; à Vienne, M. Guy Pasquier de Francieu, vice-président du tribunal de grande instance de Douai ; à Guingamp, M. Eric Gibiel, juge au tribunal de grande instance de Nantes ; à Guéret, M. Patrick Verneudachi, juge au tribunal de grande instance de Saint-Malo ; à Abbeville, M. Marc Vely, juge au tribunal de grande instance de Péronne.

Sur le vif

Génération Reagan

Les jeunes, les vieux, le fossé entre les générations, il n'est question que de ça, en ce moment, dans la presse et les médias. Moi, ce qui m'épate, c'est comment ils se supportent, parce qu'enfin, ils vivent ensemble de plus en plus longtemps avec tout ce que ça comporte de heurts, de prises de bec, de remarques. Hier, je suis allée dîner chez mon ami Roger, père divorcé d'un fils à demeure. Et ça m'arrivait pas : fais pas ci, touche pas à ça ! J'avais la tête en compote.

— Comment ça, un whisky ! Je croyais que tu ne buvais qu'un verre de vin à table et une bière de temps en temps avec les copains.

— Alliez, quoi... Rien qu'une goutte. T'en prends bien, toi !

— Moi, c'est pas pareil. Moi, ça m'assomme pas, ça m'empêche pas d'entendre le réveil sonner et de me lever pour aller bosser. Si j'étais pas là, tu roupillerais jusqu'à des 11 heures, midi. Je comprends pas, t'as la chance d'avoir un boulot. C'est pas évident à ton âge. Si tu continues comme ça, tu vas te retrouver au chômage.

— Tout de suite les grands mots ! Le chômage... Pourquoi pas le sida ?

— Parions-en, justement. La semaine dernière t'as décroché. Est-ce que t'es seulement passé à prendre tes précautions ? Non, je les ai retrouvées dans le tiroir de ta table de nuit. Ce qui signifie que, contrairement à nos conventions, tes petites amies, tu te gènes pas pour les amener ici.

— Ah ça, non ! C'est pas tolérable, ces perquisitions, ces enquêtes policières, ces...

— Bon, bon, mettons que j'ai rien dit. Sois gentil, va mettre le couvert, je veux pas rater le passage de Juppé au 20 heures.

— Ah, tu vas pas nous intriguer ça ! Tu deviens d'un réac ! Quand je pense que t'aurais voté pour Reagan, s'il s'était présenté ici en 84, c'est dingue.

— Ce qui est dingue, c'est cette histoire de moto. Monsieur veut frimer en deux-roues, alors qu'il est déjà complètement irresponsable au volant... Attention ! ta cendre va tomber dans la purée. Ecoute, papa, c'est plus possible, moi, je peux pas continuer à vivre dans une porcherie avec un post-soixante-huitard précaireux. Vas donc faire un tour au Salon de l'étudiant et essaye de trouver une chambre de bonne.

CLAUDE SARRAUTE.

Les conclusions du rapport Prost

Des mesures pour améliorer les relations entre les chaînes et les producteurs

La loi sur l'audiovisuel, promulguée le 17 janvier dernier, confie aux pouvoirs publics le soin de veiller à « l'indépendance » des producteurs (cinéma et télévision) vis-à-vis des diffuseurs (les chaînes). Chargé, en novembre dernier, de réfléchir à ce sujet, M. Georges Prost, directeur général de l'IFCIC (1), vient de rendre aux deux ministres concernés, M^{me} Catherine Tasca et M. Jack Lang, cinquante pages d'un rapport précis et mesuré. « Aucune mesure proposée n'est en elle-même réellement ni suffisante ni spectaculaire », confie d'emblée leur auteur qui a plutôt élaboré une panoplie de propositions parfois contraignantes, le plus souvent incitatives.

● Relations entre les chaînes et les producteurs de cinéma. — Loin de préconiser l'abandon des coproductions cinéma-télévision, M. Prost suggère au contraire de les réaménager : pérennisation des engagements pris par les télévisions privées ; fixation d'un nombre minimal de films à coproduire pour le secteur public ; fixation par décret des règles à respecter (filiatation de la coproduction, obligation de réinvestissement, etc.) ; incitation, enfin, à la coproduction de films destinés à être programmés à des heures de faible écoute.

● Relations entre diffuseurs et producteurs audiovisuels. — L'objectif, souligne le rapport, est de « faire émerger un réel marché intérieur des œuvres audiovisuelles ». Pour ce faire, le rapport propose de limiter les achats et préachats de droits de diffusion par les chaînes à trois ans et à destination de leur propre antenne (cette dernière disposition est analogue pour le cinéma). M. Prost suggère également de remplacer l'actuel quota de production en nombre d'heures imposé à chaque chaîne, par l'obligation de

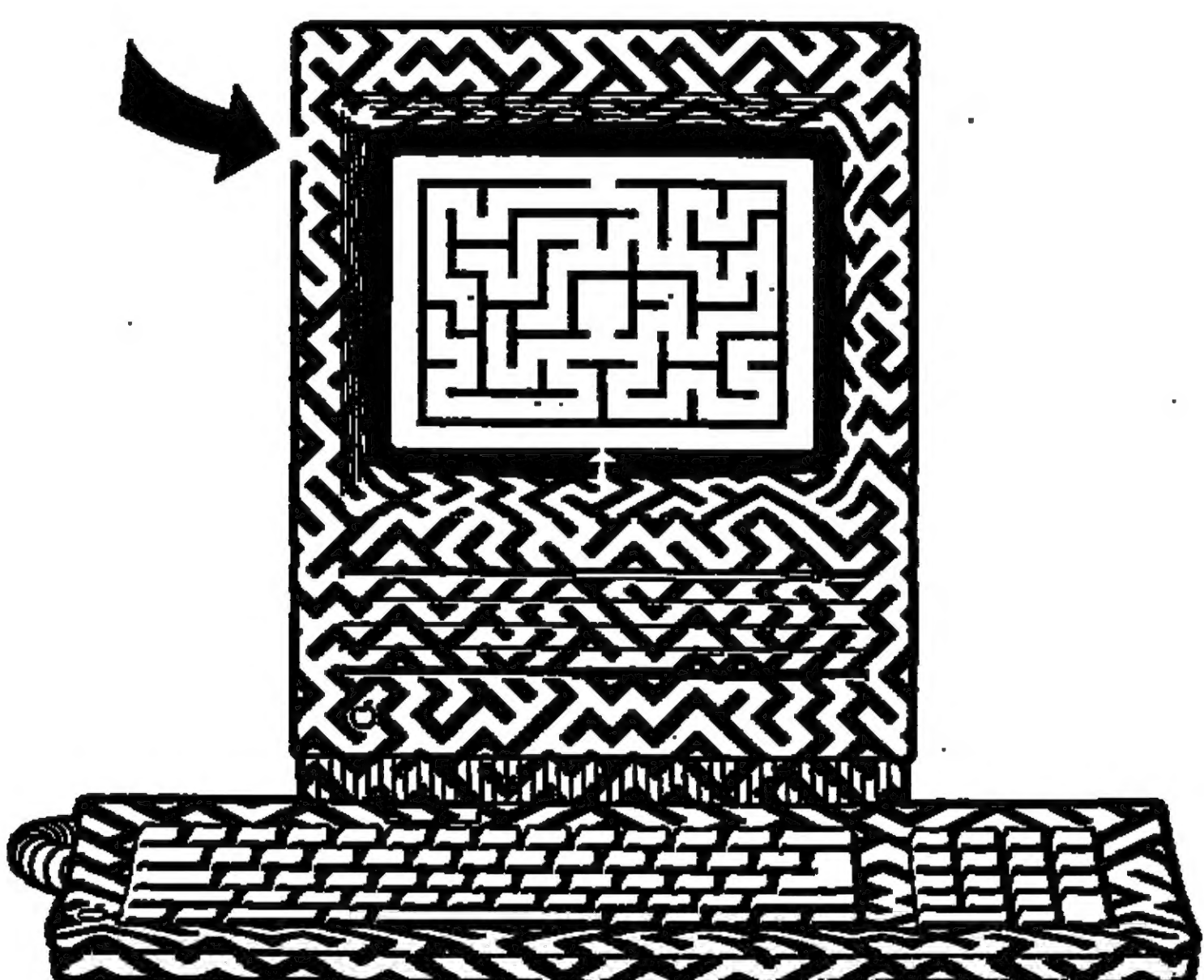
consacrer annuellement 15 à 20 % au minimum de son chiffre d'affaires à la production d'œuvres originales françaises (ou au cofinancement de ce type d'œuvre avec un autre diffuseur).

● Liens en capital ou en volume d'activité entre diffuseurs et producteurs. — Le rapport recommande de limiter la participation d'une chaîne (ou du groupe qui la contrôle) dans les entreprises françaises ou étrangères de production à un pourcentage inférieur à la minorité de blocage. De même, une télévision ne devrait pas confier plus de 20 à 25 % de ses commandes dans un même genre télévisé (jeu, fiction, documentaire, etc.) à un même producteur.

● Mesures d'accompagnement. — La publicité pour le cinéma devrait être autorisée à la télévision, tandis que l'interdiction d'effectuer plus d'une coupe publicitaire dans les téléfilms devrait être abrogée.

(1) Institut de financement du cinéma et des industries culturelles.

Rien que Macintosh mais tout Macintosh.
ne vous compliquez pas la vie...



INTERNATIONAL
COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard - Paris 4^e - Tél.: 42 72 26 26

64, Av. du Prado - Marseille 6^e - Tél.: 91 37 25 03

Le numéro du « Monde »
daté 7 mars 1989
a été tiré à 548 550 exemplaires

(Publicité)

Bourse

Duriez à la hausse

Dans un marché morose, une information redonne le moral aux opérateurs : la solidité des 202 calculatrices proposées par DURIEZ. Le choix, la qualité et les prix DURIEZ attirent de plus en plus d'investisseurs et les analyses financières ont bien accueilli les déclarations contenues dans le catalogue DURIEZ 88/89. Il n'en fallait pas plus pour que les cambistes, fervents utilisateurs de calculatrices, passent à la hausse. Voilà au moins un titre... de satisfaction pour tous ceux qui savent compter.

EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE. Sur présentation de cette annonce et sans obligation d'achat, un cadeau vous attend dans l'un de nos 3 magasins :

3, rue La Botte (9^e) Tél. : 47.42.91.49

112, bd St-Germain (6^e) Tél. : 46.33.20.43

132, bd St-Germain (6^e) Tél. : 43.29.05.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

M 4

Le mensuel Passages

Mars 89

EXCLUSIF :
Comment l'extrême droite française prépare le centenaire de la naissance de Hitler

EN VENTE DANS TOUTS LES KIOSQUES

A B C D E F G

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR

Tél. : 11 45 38 70 72

TOUS LES
ENFANTS
PEUVENT R

مكتبة من الأمل